

---

# LE COLONEL DURAND

---

DERNIÈRE PARTIE (1)

---

## I

**L**a dernière lettre que je reçus de M<sup>me</sup> Patrizi à Strasbourg me fut remise le 17 septembre. Le 23 ou le 25, le matin, je fus tiré de mon lit par un sous-officier qui venait me dire que le colonel Métayer, aide de camp de Lannes, était passé à l'aube et avait annoncé que la guerre allait être déclarée à la Prusse, qu'on allait partir dans la matinée. Les ordres écrits arriveraient un peu plus tard.

Je m'habillai au galop. J'arrivai au quartier vers sept heures et trouvai tout le monde déjà équipé : les rangs commençaient à se former par sections, dans la cour. Les ordres enfin nous parvinrent. Ils étaient brefs. On entrait en guerre avec la Prusse, et, à marches forcées, il fallait gagner Wurzburg, en Bavière. Chaque corps gardait sa liberté de mouvement. La division Gazan était partie dans la nuit ; elle devait rester en tête. Nous, nous partirions à dix heures. Pas un homme du 34<sup>e</sup> ne resterait à Strasbourg. Il y avait à ce moment trois de mes troupiers qui étaient malades et l'un assez gravement, d'une sorte de grosse bronchite. J'allai les voir, je leur dis quels étaient les ordres. Ils se levèrent tous les trois, sans un mot. L'homme à la bronchite y eut du mérite : il suait la fièvre.

*Copyright by Jean Martet, 1933.*

(1) Voyez la Revue des 15 mai et 1<sup>er</sup> juin.

TOME XV. — 15 JUIN 1933.

Après quoi je fis signe à Raffart et nous allâmes chez les Kreutzer. Je leur annonçai que nous nous en allions.

— Moi qui vous avais fait du feu ! fit M<sup>me</sup> Kreutzer. Je pensais que vous étiez parti faire un tour et que vous rentreriez tout crotté...

Je passai dans ma chambre. Un bon feu brûlait dans la cheminée. Raffart s'était mis à fourrer dans mon sac men linge et tous les menus objets qui, durant ces huit mois, m'avaient tenu compagnie : mes livres, mon échiquier... Je pris, moi, dans l'armoire et sur la cheminée, les lettres de M<sup>me</sup> Patrizi et j'avais déboutonné mon habit pour les y mettre en poche, côté du cœur. Mais soudain je songeai à la guerre. J'eus l'impression d'en respirer à l'avance le parfum : l'odeur des champs mouillés de rosée, l'odeur de la poudre, des chevaux... Il y avait ce feu, qui pétillait : j'y jetai les lettres.

Nous voilà donc partis. Je passe sur le début de la campagne. Le 14 octobre arriva, et ce jour-là ce fut Iéna.

La veille, il était à peu près cinq heures de l'après-midi quand le 34<sup>e</sup> était arrivé au pied de cette petite montagne qui s'appelle le Landgrafenberg et qui domine Iéna, à l'ouest. Tout de suite l'ordre nous avait été donné d'aller prendre position au haut dudit Landgrafenberg. Avant que l'ascension commençât, j'étais monté, moi, jusqu'au milieu de cette pente, et là, planté sur un petit rocher qui sortait de terre et qui formait un socle, je m'étais retourné vers mes hommes.

Il faisait un temps clair, sec et beau. Les hommes, bien qu'ils fussent harassés par toutes ces marches et contre-marches des jours précédents et bien que beaucoup fussent blessés, les hommes étaient gais, pleins d'entrain. De nouveau nous étions amis, eux et moi. Leurs yeux me le disaient. Nous nous retrouvions.

Le capitaine de la 1<sup>re</sup> compagnie, Bérard, qui fermait la marche, s'arrêta devant moi et me dit :

— Il y a un homme disparu, mon colonel. Un nommé Simon.

Je lui demandai où et quand il avait disparu.

— Ses camarades et son sergent l'ont encore vu ce matin, répondit-il. Il était de la corvée d'eau. Tout au moins à l'aller. Au retour, je ne sais pas. Il a dû se cacher dans les roseaux de la rivière ou trouver un bateau.

- Vous avez envoyé à sa recherche ?
- Oui, mon colonel. Rien trouvé.
- Bien. Il aurait pu attendre à demain.
- Dois-je le porter disparu, mon colonel ?
- Non. Attendez. Il y a encore la nuit.

Bérard salua, rattrapa ses hommes en courant. Je le suivis, atteignis le rebord du plateau.

Je me souviens de ces lieux comme si j'y avais passé six mois : un plateau planté de vignes et, de place en place, de bouquets de sapins, de bouleaux. Le 34<sup>e</sup> n'avait pas été le premier à s'y installer. Les tirailleurs du 40<sup>e</sup> l'occupaient déjà et en barraient toute la largeur sur un front de près d'une lieue, du chemin d'Iéna à Krippendorf jusqu'à la route de Dornburg.

L'Empereur était là. Je le vois encore avec Berthier, Lannes, Suchet, deux de ses aides de camp, Rapp et Savary, je les vois encore allant et venant, gravissant les mamelons, examinant l'ennemi à la lorgnette et ces villages qu'on apercevait là-bas, qui avaient nom Cospeda, Lutzeroda, Krippendorf. Berthier, Savary déplaient des cartes. L'Empereur regardait ces cartes d'un coup d'œil, et, tout à coup, il se retournait vers Lannes, posait une question. Lannes répondait, promenant son doigt sur la carte.

Vers six heures, Savary vint à nous et nous donna l'ordre de faire relever les sentinelles du 40<sup>e</sup> par des hommes du 34<sup>e</sup>. Les détachements se formèrent, s'éloignèrent. Millot s'affairait. Je le regardais, ce bon, ce brave Millot, avec quelque chose qui n'était pas très loin d'être de l'admiration. Jamais je n'ai aimé, moi, les veilles de bataille et cette petite besogne des bivouacs, des relèves. Je ne me sens à mon affaire que dans le combat et je l'attends avec une sorte de tremblement, de la tête aux pieds. Millot, lui, ardent au combat autant qu'un autre et peut-être même plus calmement méprisant du danger que beaucoup d'autres, était en outre homme de méthode, de conscience ; il aimait le travail bien fait, s'en chargeait sans récriminer.

Un scrupule pourtant me prit ; je me dirigeai vers les avant-postes. Dans la nuit qui venait, le placement des sentinelles se faisait sans trop de bruit, à part, de temps en temps, un juron, le cliquetis d'un fourreau. Je montai sur une sorte de petit monticule et j'inspectai l'horizon. Le temps était toujours

clair et beau. Devant moi s'étendaient plusieurs lignes de hauteurs qui ressemblaient à de grandes vagues. Des bois, des villages. Des feux qui s'allumaient, un peu partout. Sur tout cela, une sorte de grande paix qui faisait penser aux plus anciens âges du monde, au temps des bergers. Devant le ciel jaune soufre la fumée d'un bivouac montait tout droit. Pas un souffle de vent.

Millot passait avec un des lieutenants. Je laissai aller le lieutenant et je dis à Millot, en le prenant par le bras :

— Je crois que demain il y aura une fameuse danse!

— Les violons sont prêts! fit-il.

— Où serons-nous à cette heure-ci?

Il haussa les épaules :

— Qu'en conclus-tu?

— Ceci. Je voudrais te demander pardon, Millot. A toi et à tout le 34<sup>e</sup>. Je me suis un peu fichu de vous depuis quelques mois.

Il jeta un regard quasi effrayé autour de lui :

— Durand, ne parle pas ainsi, dit-il. On pourrait nous entendre et il y a peut-être quelque chose de pire que le chef qui a commis une faute : c'est le chef qui se repent.

— Alors laissons le 34<sup>e</sup>. Aussi bien ce qui est fait est fait, et d'ailleurs je tâcherai de leur montrer demain que je suis encore bon à quelque chose. Mais parlons de toi, de toi seul. Il faut absolument que tu me dises que tu ne m'en veux pas.

— Pourquoi t'en voudrais-je?

— Parce que je t'ai laissé le régiment sur le dos pendant tout ce temps et que je t'ai dit bien des folies, que je t'ai donné l'impression que j'étais prêt à faire bien des sottises!

— J'avoue que plus d'une fois j'ai eu peur. — Il me regarda un moment sans parler, ses deux mains sur mes épaules; il me dit enfin : — Qu'il ne soit plus question de tout cela, que tout cela soit effacé. Mais dis-moi que tu t'es ressaisi.

— Ne le sens-tu point?

— Je sens que cela va mieux depuis que nous avons quitté Strasbourg et qu'il y a de la guerre dans l'air. Mais je voudrais tenir de toi-même que ce que je sens est bien ce qui est.

— Oui, Millot. Je me suis désempoisonné de cette histoire.

Il m'attira à lui brutalement :

— Embrasse-moi. Ne parlons plus jamais de cela. Tu m'as fait trop de peine.

Nous nous embrassâmes, avec des larmes. Puis nous rejoignîmes le gros des troupes et tout ce qui du 34<sup>e</sup> n'était pas aux avant-postes...

Il est sept heures passées. Je regarde du côté de l'Empereur. On a commencé à lui dresser un abri avec des branches de bouleaux, des paillassons qu'on est allé arracher aux vignes. Cinq ou six troupiers ont mis habit bas, et, à grands coups de pelle, ils sont en train de creuser un trou dans le sol, pour le foyer. L'Empereur, tout près d'eux, légèrement penché en avant, les mains au dos, la tête enfoncée dans les épaules, les jambes écartées, regarde, plaisante avec l'un et avec l'autre.

Raffart vient à moi. D'une main, il me tend une bouteille, qui, dit-il, « arrive en ligne droite d'Iéna, d'une bonne cave qu'il aurait été dommage de ne point aller visiter », et de l'autre une lettre. J'ai pris la bouteille, et, comme je regarde cette lettre, j'hésite à la prendre :

— C'est un capitaine du 7<sup>e</sup> hussards qui me l'a donnée, ajoute Raffart. Elle vous court après, depuis Wurzburg.

J'ai pris cette lettre, enfin. Je cherche des yeux, d'abord, si je ne vois pas Millot, ou du moins si Millot ne me voit pas, et ensuite s'il n'y a personne avec une lanterne.

— Mon colonel veut une lumière ? demande Raffart.

— Oui. Va.

Il s'éloigne. Je sais que cette lettre est de M<sup>me</sup> Patrizi. J'ai reconnu le grain du papier, le format. Je veux la lire. Demain, je serai mort. Je veux la lire.

Raffart revient, avec sa lanterne :

— Mon colonel veut-il que je l'éclaire ?

— Oui. Tiens cela en haut.

Je fais sauter le cachet, je lis :

*Mon ami, cette lettre est la dernière. Je vous en ai écrit je ne sais combien d'autres où je vous disais de venir, que je vous attendais de tout mon amour. Vous n'êtes pas venu. Vous n'avez pas même répondu. Cette dernière lettre est pour vous dire que je vous demande pardon, que j'ai honte de vous avoir écrit cela. Oubliez-moi. Oubliez celle qui a failli être votre mauvais génie ou du moins ne pensez à elle que pour la plaindre : elle a beaucoup, beaucoup souffert. Gérard, je vous dis adieu pour cette vie. Le bruit court ici que dans peu de jours il y aura une grande bataille, que toute l'armée y prendra part. Vous avez*

*peut-être vu en moi, jusqu'aujourd'hui, une ennemie, et, peut-être en effet étais-je l'ennemie de votre gloire et de votre honneur. Gérard, sachez que c'est une autre femme qui vous écrit, et, si le sort veut que vous soyez blessé, que vous soyez grièvement, mortellement blessé, — je vous parle comme si j'étais homme et je sais que vous pouvez entendre de telles choses, — sachez que je serai près de vous, à genoux. J'aurai votre main à mes lèvres et m'inclinerai sans un mot devant le destin que vous aurez choisi. Adieu.*

« ISABELLE. »

J'avais commencé à lire cette lettre rapidement, en sautant des lignes. Il y avait au fond de moi quelque chose de ricanant. Puis mon train se ralentit et le ricanement s'arrêta. Les dernières phrases, je les lus deux, trois fois, à voix presque haute. Quand enfin j'eus terminé cette lecture, que je m'en fus pénétré, je regardai la lanterne, le bras qui la tenait. Je dis à Raffart :

— Va. Laisse-moi seul.

Je restai seul. La vie autour de moi continuait. Les hommes du 34<sup>e</sup> et du 40<sup>e</sup> se partageaient des morceaux de lard et des bouteilles de vin qu'ils étaient allés « réquisitionner » à Iéna. Certains se disputaient âprement ces produits du pillage. Dans la nuit les lanternes et les torches se promenaient comme des feux follets. Je sentis tout à coup que les choses venaient de se régler définitivement, que mon parti était pris.

Je revins sur mes pas et je me heurtai contre Millot.

— Où étais-tu ? me demanda-t-il.

— Là. Raffart vient de m'apporter cette bouteille.

Je la lui tendis. Il la prit, fit sauter le goulot d'un coup sec sur le talon de sa botte, et, me rendant la bouteille :

— Bois.

Je bus, à la régálade ; il but après moi. Je le regardai boire, la tête renversée. Je tenais dans ma main cette lettre.

— Tu sais, me dit-il, quand il eut fini de boire, tu sais qu'on a retrouvé l'homme qui s'était sauvé, le sieur Simon ?

— Qui l'a retrouvé ?

— Des gens du génie, à Iéna. Il était caché dans la cabane d'un passeur, sous des bottes de foin.

— Il a dit pourquoi il avait voulu se sauver ?

— Tu veux le voir?

— Oui. Je voudrais lui dire un mot.

Il donna un ordre à un sous-officier et, quelques minutes après, le nommé Simon était devant moi. Il avait une tête horrible, toute violette des coups que les sergents lui avaient donnés. C'était un homme assez grand, bien bâti; en deux ou trois occasions, il avait su faire son devoir. Il me regarda sans baisser les yeux :

— Tu sais ce que tu as encouru? lui dis-je.

— Je sais.

— Tu le savais déjà avant d'essayer de te sauver?

— Oui.

— Alors, c'est pour une femme que tu as voulu partir?

Il haussa les épaules, sèchement :

— Pour une femme... oui...

— Tu es marié?

— Non. C'est la femme d'un autre. Elle m'a écrit hier qu'ils partaient pour le Canada et que je ne la verrais plus.

— Une grimace lui crispa le visage, ses yeux se remplirent de larmes. — Alors, je n'ai pas su supporter cette idée-là et voilà : je me suis sauvé. Elle ne serait pas partie si j'avais été là. Le mari partait seul.

— Il l'aime peut-être aussi, lui?

— Oh! c'est une sale bête! Il tape dessus!

— Quand partent-ils?

— Le 1<sup>er</sup> de novembre...

— Tu n'as pas honte de vouloir partir la veille d'une bataille?

— Ah! fit-il, en haussant de nouveau les épaules. Est-ce que j'ai pensé à cela?

— Écoute-moi. Si je dis au général ce que tu as fait, tu seras fusillé...

— Je vous aime bien, répondit-il avec une sorte d'élan. Mais je me f... de cela.

— Tu ne reverras jamais cette femme, et, par-dessus le marché, tu mourras comme un chien. Promets-moi de faire ce que je t'ordonnerai et le général ne saura rien. — Je me tournai vers Millot : — Détache-le.

Millot le détacha. L'homme regarda ses poignets et me dit :

— Qu'est-ce que je dois faire?

— Demain on se bat. Fais ton métier comme les camarades, et, si tu t'es bien conduit, je te laisserai t'en aller tout de suite après la bataille. Tu auras ton congé.

— Mon colonel, j'ai calculé que pour arriver à temps il me fallait partir sans délai. Car je n'ai pas un sou et je devrai faire la route à pied.

— Tu la feras à cheval ou en poste. Je te paierai cela.

Il devint tout pâle :

— Mon colonel, vous ne vous moquez pas de moi ?

— Eh ! tu vois bien que non ! Mais c'est à condition que tu donnes demain tout ce que tu pourras donner... Tu m'as compris ?

Millot m'arrêta :

— Tu ne vas pas le laisser aller ainsi ! Un homme qui s'est sauvé la veille d'une bataille !

— Laisse faire, Millot. On a moins besoin de morts que de vivants.

Je dis à Simon :

— C'est convenu ? J'ai ta parole ?

— Oui, mon colonel, fit-il, tout illuminé de bonheur. Demain soir je serai mort ou vous pourrez me donner la main.

Je dis au sous-officier qui me l'avait amené de le reconduire à sa compagnie et de tenir la main à ce qu'il ne fût plus question de cela, que j'en faisais mon affaire. Ils s'en allèrent. Simon me faisait des signes avec ses mains comme s'il avait voulu m'envoyer des baisers.

— Est-ce que tu deviens fou ? me dit Millot, quand nous fûmes seuls.

Je lui serrai le poignet :

— Je ne pouvais pas punir cet homme-là...

— Parce que ?

— Parce que demain j'aurai fait comme lui. A moins que je ne sois crevé.

— Durand ! fit-il.

C'est tout ce qu'il trouvait à dire. Tout de même, il me demanda :

— Tu as encore reçu une lettre de cette...

Je sortis la lettre de dessous mon manteau, la lui montrai.

— Mais je puis te dire ceci, Millot, ajoutai-je. C'est qu'il y

a de fortes chances pour que demain à cette heure-ci je sois crevé. Du moins j'aurai fait tout pour cela.

Puis des heures passèrent. Vers trois heures du matin les ordres nous furent enfin donnés et nous apprîmes que nous attaquerions à la pointe du jour. La pointe du jour vint, mais il y avait un tel brouillard que cela ne différerait pas très sensiblement de la nuit. Nous nous mîmes en marche à tâtons.

Nous devions nous diriger, nous 34<sup>e</sup>, sur un point qui nous avait été donné et qui était le village de Closewitz. Mais la veille au soir je n'avais même pas pu voir ce village, par temps clair. Il pouvait difficilement être question dans le brouillard d'en apercevoir quoi que ce fût et de nous guider sur son clocher.

Tout à coup une salve éclata, droit devant nous. Un capitaine qui passait à cheval à ce moment nous cria que c'était Claparède qui venait d'arrêter sa marche et de tirer, et, de la part de Suchet, il nous dit d'avancer plus vite, qu'on avait besoin de nous là-bas. Nous hâtâmes le pas et pendant assez longtemps on se fusilla sans trop bien savoir sur quoi on tirait.

Enfin, il y eut vers huit heures un pâle et jaune rayon de soleil qui tomba de la nue, et, à partir de ce moment, le brouillard se dissipa. Nous aperçûmes devant nous des bois, qui devaient être ceux de Closewitz, et, presque aussitôt, la charge sonna; le 17<sup>e</sup> léger se jeta en avant, entra dans les bois. Il paraît qu'il y fit d'assez bonne besogne, que les Prussiens furent repoussés. Mais cela coûta cher et du 17<sup>e</sup> léger, qui avait déjà été terriblement éprouvé à Saalfeld, il ne resta plus guère qu'une poignée d'hommes, qui d'ailleurs n'avaient plus de cartouches.

Alors, ce fut notre tour. Reille lui-même vint nous dire que si nous avions besoin de mouvement pour nous réchauffer, l'occasion se présentait. Nous nous jetâmes en avant, entrâmes dans le bois. Il était plein de cadavres et de blessés. Nous traversâmes tout ce bois au pas de charge, arrivâmes à Closewitz, qui, la veille encore, devait être un petit village heureux et paisible et qui n'était plus que ruines fumantes. J'avais commencé à installer mes hommes dans ce qui restait des murs, quand le capitaine de la 7<sup>e</sup> compagnie, Brémondier, vint me dire que, de Lutzeroda, des ennemis avançaient, plusieurs

bataillons. Je regardai et je vis qu'il avait raison, que c'étaient des grenadiers saxons. J'aurais bien attendu cela de pied ferme, et, tirant comme je pouvais le faire de derrière ces ruines, je crois que je leur aurais causé quelques pertes. Mais je n'étais pas sûr qu'ils voulussent ne s'en prendre qu'à moi et qu'ils n'eussent pas formé le projet de se glisser entre nous et la division Gazan, pour nous couper. Je dis donc à Millot que j'allais prendre le 3<sup>e</sup> bataillon et qu'avec cela j'allais charger. Lui, il défendrait le village avec le reste du 34<sup>e</sup>.

— Mais tu n'attends pas les ordres? me demanda-t-il.

— Non. Parce qu'il n'est pas certain que de chez Suchet ou de chez Reille on ait vu ces gens qui viennent.

Je rassemblai les compagnies et nous primes aussitôt le pas de charge. Le sol était mouillé, on y enfonçait jusqu'à la cheville. Mais tel qu'il fût, on ne s'en tira pas trop mal et de toute ma vie de soldat c'est peut-être le moment où je me suis le plus fichu de tout et, cela étant, où j'ai donné les meilleurs coups. A cent mètres de ces gens qui arrivaient je me retournai vers mes hommes, j'ouvris la bouche comme un four et je leur criai je ne sais quoi, qui n'avait peut-être ni rime ni raison, peu importe : le tout est de crier. Mes hommes répondirent à cela par un hurlement sauvage et quelques secondes après la mêlée s'engageait. Je m'en rappelle si peu de chose que je m'étonne qu'elle ait duré près de vingt minutes, comme on l'a dit. Il me semble plutôt en y songeant que j'ai à peine eu le temps de lever mon sabre et de l'abattre et que tout a été fini. Je me souviens pourtant de cette espèce de grand diable à longues moustaches qui me donna plus de mal mort que vivant. Je l'avais frappé de la pointe, dans le ventre. Il se mit à vomir un flot de sang et me tomba dessus. Il avait deux mètres de haut, des bras qui n'en finissaient plus. J'étais tout empêtré de cela et j'eus toutes les peines du monde à le rejeter de côté.

La mêlée finie, j'étais dans un singulier équipage. Mon habit et ma chemise m'avaient été arrachés je ne sais trop comment et une longue estafilade me partageait le corps en deux, de la hanche droite à l'épaule gauche. On eût dit une courroie de baudrier.

La première personne que je reconnus au sortir de cette folie, ce fut le capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie, Villepreux.

— Je voudrais bien un habit, lui dis-je.

— Vous avez le choix, mon colonel, répondit-il. Il suffit de se baisser.

Il me montrait les morts : Cazenave, Lherbelet...

— Donne-moi celui de Lherbelet. C'était un brave garçon et il était à peu près de ma taille.

On dépouilla le pauvre diable ; je me vêtis de ses dépouilles et je dis à Villepreux :

— Où en sommes-nous ?

— Mon colonel, il faut d'abord vous dire que nous avons taillé en pièces ces trois bataillons saxons et deux autres qui marchaient à leur droite, en échelon.

Nous ramassâmes ce qui restait du pauvre 3<sup>e</sup> bataillon, et, sous les boulets, qui tombaient et roulaient autour de nous comme les boules d'un jeu de quilles, nous regagnâmes Clo-sewitz, où Millot nous attendait. Il me dit que Reille n'était pas content, que j'aurais dû attendre des ordres pour charger. Je lui répondis que je n'avais point besoin d'ordres pour savoir ce que j'avais à faire.

Nous étions derrière un petit mur. Les balles qui passaient au-dessus de nos têtes cueillaient au passage, sur la crête de ce petit mur, un peu de poussière blanche et nous jetaient cela au visage, comme des pincées de sucre. Millot me prit par l'épaule, me serra contre lui, et, pour la première fois, m'appelant par mon petit nom :

— Gérard, tu penses encore ce que tu disais cette nuit et tu veux toujours faire cette lâcheté ?

— Il est neuf heures, répondis-je. Nous avons toute une grande journée devant nous. C'est plus qu'il n'en faut pour résoudre bien des petits problèmes.

Mais la bataille était finie pour nous, 34<sup>e</sup>, assez tôt dans l'après-midi, et, jusqu'au soir, nous ne fîmes plus guère que compter nos morts et panser nos blessés. Vers neuf heures, nous arrivions à Weimar. Je fis arrêter ce qui restait de mon brave régiment devant une petite église, sur une petite place.

Je me rappelle, dans cette nuit qu'éclairaient de rares torches, Millot, assis au milieu de la place, sur la margelle d'une fontaine, les deux mains à plat sur les cuisses, la tête basse. Moi, je ne sentais même pas l'ombre d'une fatigue. Ce

devaient être les nerfs qui marchaient, faute du reste ou le sang qui bouillait encore. J'allais et venais parmi ces hommes étendus; jamais je ne m'étais trouvé si dispos, et, si l'on m'avait dit : « On recommence! En route! » j'aurais répondu, j'en suis sûr : « Ah! tout de suite! Allons! » Je m'approchai de Millot, je lui donnai une bourrade qui le fit à moitié choir dans le bassin de cette fontaine :

— Alors? lui dis-je.

Il haussa les épaules, eut un petit sourire :

— Durand, je suis las et je crois que c'est ma dernière bataille, que je n'en peux plus. Je n'ai plus l'âge.

Je m'assis à côté de lui.

— Tu veux quitter l'armée?

— Non. On ne quitte pas l'armée. Mais je crois qu'un de ces quatre matins je tomberai sans même qu'on ait eu la peine de me loger un peu de plomb dans le corps et que ce sera fini.

Il se tourna à demi vers moi, me prit le poignet :

— Toi, tu es jeune. Je t'envie.

Je ne répondis pas. Je lui demandai seulement :

— Sait-on ce qu'est devenu l'homme qui voulait se sauver, hier soir?

Il l'ignorait. J'appelai :

— Simon!

Simon ne répondit pas, mais un sergent se leva et me dit :

— Simon a été tué, mon colonel. Je l'ai vu tomber. Ça se passait un petit peu avant midi, à Krippendorf. Nous étions derrière un petit mur, avec peut-être une vingtaine d'hommes et nous attendions que nos canons aient fait taire les gens d'en face, qui tiraillaient. Mais il a vu de l'autre côté du mur un Prussien mort qui tenait encore dans ses bras un drapeau. Nous étions à genoux. Simon s'est levé et il m'a dit : « Sergent, je vais aller chercher cela! — Agenouille-toi vite, imbécile! ai-je répondu. Tu n'entends pas comme ça siffle? » Je l'avais pris par la manche, mon colonel. Il s'est dégagé et il s'est mis à courir vers ce drapeau. Il a été tué juste comme il y arrivait. Il est tombé le nez dessus.

— Merci, dis-je au sergent. Simon était un brave garçon et vous pouvez le dire à vos hommes pour qu'ils se le répètent entre eux : il est mort comme il faut mourir.

Le sergent se retira. Je dis à Millot :

— Est-ce qu'il n'a pas mieux valu qu'il mourût ainsi plutôt que fusillé par les nôtres, comme tu voulais qu'il le fût ?

— Oui, me répondit-il d'une voix tremblante. Mais il est mort, lui.

— Parce que les dieux sans doute n'étaient pas avec lui.

— Ils sont avec toi ?

— Pas un gramme de plomb et pas un pouce de fer dans le corps !

Un capitaine de l'état-major de Suchet vint à passer et demanda si on s'était occupé de nous. A quoi je répondis que non et que nous étions trop fatigués pour nous en occuper nous-mêmes, que nous étions là, que nous y resterions jusqu'à ce qu'on vint nous y prendre par la main.

— Mon colonel, venez, dit-il. Amenez votre régiment. On va vous loger dans un couvent dont les moines se sont sauvés ce matin, quand ils ont entendu le canon. C'est un tout petit couvent. Ce matin, vos hommes n'auraient peut-être pas pu y tenir : ce soir, ils y seront à leur aise.

Ainsi fut fait. Nous traversâmes tout Weimar et on nous logea dans ce couvent. Les hommes et les sous-officiers s'installèrent dans les réfectoires et les officiers dans les salons, qui étaient fort beaux. Moi, je pris possession de la bibliothèque. Avant que tout ce monde tombât dans le sommeil, je passai dans les réfectoires et je dis qu'on était dans un couvent et qu'il devait donc y avoir une bonne cave, que je permettais qu'on en profitât. Alors les plus gaillards s'acheminèrent vers les sous-sols, et, quand les autres virent ce qui en remontait, ils ne furent pas longs à prendre le même chemin. J'avais fait entrer mes officiers dans la bibliothèque afin que nous pussions causer un moment, et, pour avoir l'air de nous intéresser aux choses de l'esprit, nous regardions tous ces beaux livres, magnifiquement reliés. Raffart entra, avec un de ses camarades. Il nous demanda si nous n'avions pas soif. Nous avions soif et le vin qu'ils nous apportaient fut le bienvenu. C'était un bon petit vin du Rhin sec comme un coup de trique et il ne fut plus question de ces beaux livres. Nous bûmes aux morts de la journée, d'abord. Nous bûmes à la victoire de la France, à l'écrasement de la Prusse et aux braves soldats de Murat qui

allaient poursuivre cela l'épée dans les reins, tous ces gens qui, la veille, disaient que nous ne valions rien et que nous serions reconduits jusqu'au Rhin à coups de cravache. Nous bûmes à l'Empereur. Nous bûmes à nos amours, à nos folies... Ah! jeunesse! jeunesse du monde! Pas un des maréchaux qui commandaient à Léna n'avait trente-cinq ans!

Quand nous eûmes bien bu, nous nous mîmes, — ou, plutôt, ils se mirent, car, moi, je ne disais rien et je les regardais avec d'étranges sentiments, — ils se mirent à parler de la bataille, de ce qu'ils avaient fait ou vu faire. De moi, de ce que j'avais fait, moi, de la façon dont je m'étais jeté dans la mêlée, à Closewitz, de tous les bons coups que j'avais donné dans tout le cours de cette journée, rien, pas un mot. Je sentais bien qu'ils mouraient d'envie d'en parler, qu'ils n'osaient pas. Enfin l'un d'eux, un tout jeune lieutenant, qui tenait son verre d'une main tremblante et qui était devenu pâle, se leva, et, tendant son verre :

— Mon colonel, fit-il, est-ce que vous ne permettrez pas qu'on vous dise ce que nous pensons de vous et ce que tout le monde pense de vous, au 34<sup>e</sup>?

Tous s'étaient levés. Ils tendaient leurs verres, eux aussi.

— Mon colonel... reprit le lieutenant.

Je compris qu'il allait faire un beau petit discours duquel il serait ressorti que j'étais un autre Achille et que j'avais accompli d'étonnantes merveilles. Je l'arrêtai :

— Ne parlons pas de moi, lui dis-je. Moi, je n'y ai pas de mérite : j'aime cela et les seuls bons moments que j'aie vécus dans ma vie, hormis ceux naturellement que j'ai passés auprès des dames, je les dois au dieu des batailles. Donc, laissons de côté tout cela, ne nous mettons point en frais de rhétorique et ayant bu maintenant à peu près à tout le monde, buvons pour le seul plaisir de boire.

Le lieutenant rougit. Les autres se mirent à rire et ils se rasseyaient, quand la porte s'ouvrit; un sous-officier parut.

— Mon colonel, me dit-il, il y a là un capitaine qui vient de la part du maréchal Lannes, avec des hommes.

Je le fis entrer. C'était un brave garçon que je connaissais et avec qui j'avais tant soi peu croisé l'épée à Lille, qui s'appelait Saboulet. Je lui dis :

— Que veux-tu, Saboulet ?

— Mon colonel, je voudrais d'abord savoir dans quelle pièce de ce couvent vous coucherez cette nuit ?

— Ici !

— Mais il n'y a pas de lit...

— Pas besoin de lit, mon garçon. Il y a des fauteuils avec de bons coussins. Je m'installerai devant le feu sur deux de ces fauteuils et je serai fort bien.

— Vous serez seul à coucher là ?

— Oui, mon garçon. Ces messieurs se sont partagé les salons et les chambres de ces bons moines. Moi, je me suis réservé la bibliothèque. J'aime l'étude.

Puis, comme il examinait la pièce et semblait en prendre les mesures, je lui dis :

— Mais pourrais-tu m'expliquer pourquoi tu as des curiosités de ce genre ?

— Mon colonel, secundo...

Il se tourna vers la porte, qui était restée ouverte sur les ténèbres du couloir :

— Entrez, vous autres !

Des soldats entrèrent. Ils étaient sept et chacun portait comme une brassée de drapeaux prussiens.

— Qu'est-ce que tu veux que je fasse de cela ? dis-je à Saboulet.

— Ce sont tous les drapeaux que le 5<sup>e</sup> corps a pris aujourd'hui aux Prussiens, répondit-il. Il y en a dix-huit. Le maréchal Lannes vous prie de les garder avec vous cette nuit.

— Dans ma chambre ?

— Oui, mon colonel. Le maréchal a pensé qu'ils ne seraient nulle part mieux qu'auprès de vous.

Je ne répondais pas ; je regardais ces loques rougeâtres, jaunâtres, déchiquetées. Saboulet me demanda :

— Où faut-il les mettre, mon colonel ?

Je montrai le sol. Les hommes de Saboulet poussèrent la table dans un coin et ils jetèrent les drapeaux par terre, sur le plancher.

— Dois-je dire quelque chose de votre part au maréchal ? demanda Saboulet.

— Oui. Dis-lui que je le remercie, mais qu'il y a sur le terrain dix mille morts qui ont mérité ce linceul-là.

Je regardais toujours les drapeaux. J'étais adossé à la

cheminée, les flammes me cuisant les jambes, et, à deux mains, je tenais le marbre de cette cheminée. Je regardais, je regardais cela d'une telle âme que je ne m'aperçus même pas que Saboulet et ses hommes s'en allaient. Enfin je levai les yeux et je vis que mes officiers n'étaient plus tout à fait au même point de la pièce où je les avais vus quelques secondes plus tôt. Ils gagnaient lentement la porte. Je les regardai partir. Je ne dis rien. Ce fut seulement quand Millot, lui, fut sur le point de passer le seuil que je l'appelai :

— Viens ! lui dis-je. Viens ici !

Il vint à moi. Sans le regarder, je le pris par l'épaule, le serrai contre moi, et, regardant de nouveau à mes pieds :

— Millot ! lui dis-je. Ces drapeaux !

— Durand, me répondit-il, de sa voix bourrue et qui ne tremblait pas facilement, je suis content pour toi et je peux te dire que tu ne l'as pas volé !

— Mais que vais-je faire de cela ?

Il haussa les épaules, se mit à rire :

— Qu'est-ce qu'on fait de la gloire ?

Je me penchai vers lui :

— Sortons. Je voudrais marcher dans la rue, prendre l'air un peu... Je ne sais pas ce qu'il y a qui m'étouffe...

— Soit. Il y a justement clair de lune et il fait tiède comme en été. Allons boire.

Mais je lui dis que je ne voulais pas boire et qu'au lieu de cette douceur de l'air j'aurais préféré qu'il plût, qu'il fit grand vent.

— Parce que ?

— Ah ! parce que !

Je lui mis la main sur l'épaule et à peine avions-nous fait vingt pas dans la rue :

— Parce que je veux partir !

Il s'arrêta, me barra la route :

— Est-ce donc vrai ? fit-il. Tu veux partir ? toi ! Après cette journée !

— Millot, je veux partir !

— Tu veux pour une femme lâcher l'armée et toutes ces choses qui sont peut-être les seules choses réelles de ce monde ! Tout le reste n'est que folie et roman ! Partir comme un voleur ?

— Comment veux-tu que je parte ? Tu sais bien que je ne puis demander un congé à ce moment... On dirait que je suis fou et on m'enverrait faire lanlaire !

— Mais ne peux-tu attendre quelques semaines ?

— Ah ! mon ami ! Toutes ses lettres jusqu'aujourd'hui me disaient de venir et celle-ci me dit de rester !

— Eh bien ?

— C'est donc vraiment qu'elle m'aime ! m'écriai-je.

Il me donna deux, trois petites tapes dans le dos, et, m'entraînant :

— Viens, viens. Faisons quelques pas. Tu as tout de même perdu du sang avec cette estafilade en travers de la poitrine et cela t'a donné de la fièvre.

Nous suivions une petite ruelle étroite et déserte. Je me rappelle ce ruisseau qui coulait au milieu et ces hautes maisons à pignon qui, d'un côté de la ruelle à l'autre, semblaient vouloir se rejoindre par-dessus nos têtes. Je me rappelle la façon dont Millot me tenait par le bras comme pour m'empêcher de tomber.

— Voyons ! me disait-il. Mais quelle est la femme qui vaut cela ?

— Tu me l'as déjà dit, répondis-je. Je n'y puis rien. Je veux la revoir ou crever.

Nous arrivâmes soudain à un petit pont sur une rivière qui s'appelle l'Ilm, s'il m'en souvient. Personne. Pas d'autre bruit que celui de l'eau coulant sous les arches. Je m'étais arrêté. J'avais pris la rampe du parapet, et, penché sur cette eau, les yeux fermés, je tremblais sous le choc de toutes ces choses qui se battaient en moi.

— Pense à ces drapeaux, me dit Millot. La gloire des armes n'est peut-être pas grand chose, mais c'est la seule vraiment qu'on puisse toucher du doigt.

— Millot, je vais partir ! fis-je sans me retourner.

— Pense à moi, Gérard. Nous avons été ensemble à peu près partout, dans trente-six batailles, et, plus d'une fois, nous avons tremblé l'un pour l'autre. C'est quelque chose, cela aussi : l'amitié de deux hommes.

Il s'était approché de moi. Toujours sans me retourner, je saisis son bras sous son gros manteau :

— Je t'aime, moi aussi, lui dis-je. Je t'aime plus que tu

ne peux le croire et tout ce que tu viens d'évoquer, je m'en souviens. Mais cette chose-là me tient jusqu'au cœur. Je n'en puis plus.

Il se dégagea lentement, reposa ma main sur la rampe de ce parapet, et, d'une voix plus sourde :

— Comment feras-tu pour partir?

— J'ai tout arrangé. Demain matin, je serai à Wurzburg, et de là, en patache, je gagnerai la Suisse.

— Tu ne crois pas que si tu étais mort cet après-midi et que si, au lieu de jeter ces drapeaux à tes pieds, comme tout à l'heure, on t'avait enterré dessous, tu ne crois pas que c'eût été un grand bienfait?

— Je le crois. Mais...

Je me retournai. Il avait son pistolet à la main et me visait.

— Millot! Tu ne vas pas tirer!

— Durand, tu auras été mon chef et je t'aurai aimé aussi comme un frère, comme un fils. Aussi je ne peux pas supporter cela.

— Millot! répétais-je. Cette femme! Cette femme qui m'aime!

Il ne répondit pas. Je compris que c'était fini, jugé, qu'il allait tirer. Il hochait la tête de droite et de gauche... Je me raidis contre le parapet, je comptai jusqu'à trois, lentement, et, tout à coup, je sentis que quelque chose en moi basculait, se retournait :

— Va! Va! dis-je à voix basse. Oui! Tu as raison! Mais fais vite! F...-moi ça dans le cœur!

Et le coup partit.

Je tombai, les genoux fléchis, la face en avant. Je me rappelle très nettement ces secondes. Le sol était couvert de petits graviers coupants qui m'écorchaient les mains. Je n'avais pas perdu connaissance, mais toutes choses avaient subitement pris un autre aspect. Il me semblait que j'étais sorti de ce monde pour passer dans un autre. Millot avait disparu. Puis je m'efforçai de me lever à demi avec mes mains, à cause de cette boue qu'il y avait sur le sol, et, ce faisant, je revis Millot, debout près de moi, immense, sa tête comme perdue dans les nuages. Puis brusquement il tomba à genoux et je l'entendis qui disait :

— Durand! Est-ce possible?

Je voulus lui dire de partir, qu'il fallait partir tout de

suite et me laisser crever. Mais je ne pus. Quelque chose de chaud m'emplit la bouche. Alors je voulus faire le geste : « Partir ! Partir ! » et je tombai de nouveau en avant. Ce fut fini. Il n'y eut plus pour moi que néant.

## II

Je fus hors de ce monde pendant trois semaines, soigné par des gens qui ne m'en donnaient pas pour deux heures à vivre et qui s'en remettaient si bien à Dieu du soin de faire de moi ce qu'il voudrait que, pendant ces trois semaines, je reçus, m'a-t-on dit, l'absolution trois fois.

Millot, son coup de feu lâché, m'avait pris dans ses bras, m'avait enlevé de terre et il m'emmenait je ne sais où, au couvent où nous étions logés, je pense, quand il rencontra un médecin qui s'appelait Lemorel, qui appartenait à la gendarmerie d'élite ; il rentrait se coucher après avoir coupé pas mal de bras et pas mal de jambes. Millot connaissait Lemorel. Il lui dit :

— Où faut-il aller ? Où peut-on soigner ce blessé ?

— Où est-il blessé ? demanda Lemorel.

— Je ne sais... Au ventre ou à la poitrine, je crois...

— Je n'en peux plus, fit l'autre. Je tombe de fatigue. Ton blessé, je le charcuterais sans profit.

— Lemorel ! dit Millot. Au nom de Dieu fais cela pour moi ! Ne le laisse pas mourir ! C'est mon colonel... Je l'aime comme un frère...

— Allons ! fit Lemorel, de méchante humeur, en rebroutissant chemin. Veux-tu que je t'aide à le porter ?

— Non, répondit Millot. J'y suffirai.

Ils gagnèrent la taverne où Lemorel avait passé toute sa soirée à faire sa sinistre besogne et qui était encore pleine de morts, pleine de blessés qui hurlaient. Les trois aides de Lemorel, rompus eux aussi de fatigue, s'étaient laissés aller sur la table où on avait opéré tous ces pauvres gens, et, la tête sur leur bras, s'étaient endormis. Lemorel, qui était un grand diable, rude en paroles et en gestes, les réveilla, fit préparer la table, apporter ses instruments. On m'étendit sur cette table, et, les trois aides m'ayant pris par les pieds et les bras, Lemorel entra en action. Millot s'était jeté sur une chaise, dans un coin, entre deux blessés qui râlaient et il regardait cette table,

ce sang qui coulait, avec épouvante, en se rongeant les poings. Quand ce fut fini, Lemorel, qui était couvert de sueur, rabattit sur moi un drap et dit à Millot :

— C'est tout ce que je puis faire. J'ai sorti la balle. La voici. Pour le reste, on ne peut qu'attendre.

Millot prit la balle et il se rappela qu'il avait encore dans sa poche le pistolet d'où elle était sortie. Juste à ce moment Lemorel lui demanda :

— Comment a-t-il reçu cela ?

Millot me le raconta plus tard : il eut une seconde le désir fou de répondre : « C'est moi qui ai tiré ! » Puis il songea qu'il serait alors forcé d'expliquer pourquoi il avait tiré, qu'on lui arracherait peut-être ou qu'on finirait peut-être par deviner cette raison. Il répondit que c'étaient des gens qui avaient fait ce beau coup et qui s'étaient ensuite sauvés par les berges du fleuve sans qu'il eût pu voir, lui, si c'étaient des civils ou des soldats. Car, même dans ces moments, il pensait à tout et songeait à ne pas déshonorer l'armée en disant que c'étaient des soldats, ou, en disant que c'étaient des civils, à ne pas exposer la population de la ville à de cruelles représailles. Car il connaissait Lannes et savait très bien que, pour un colonel mis à mal, une demi-douzaine de notables l'auraient payé de leur vie.

Logiquement, je devais crever sur l'heure d'avoir été ainsi opéré par cet homme à demi sommeillant. Je ne crevai point. Je passai la nuit sur cette table, inerte et sans voix pendant deux ou trois heures, puis soudain le délire me prit et je me mis à hurler comme tous ces pauvres diables qui étaient couchés autour de moi et qui, les uns après les autres, à bout de fièvre et de souffrance, se taisaient et s'endormaient dans l'au-delà. Lemorel était parti se coucher. Millot, toute cette nuit, resta penché sur moi, terrifié, suivant sur mon visage les phases de cette lutte entre l'ange de la lumière et celui des ténébres. Au petit jour, je délirais et m'agitais tellement qu'il était forcé de me prendre à bras le corps pour me maintenir sur cette table.

Le jour venu, je n'étais pas mort. Comme il y avait encore des gens à torturer sur cette table, les trois aides me prirent, me mirent sur un brancard et m'emmenèrent tout au haut de cette maison, dans une petite pièce qui avait dû être la

chambre d'une des servantes. Millot demeura près de moi toute la journée. Il avait oublié tout ce qui n'était pas moi et ne se rappelait peut-être même plus qu'il était soldat. Toutes les heures, il me faisait couler quelques gouttes d'eau entre les lèvres; sa vie, sa pensée se bornaient à cela. Les officiers de notre régiment ignoraient ce que nous étions devenus, nous cherchaient partout. Vers le soir, ils apprirent que Lemorel avait opéré un colonel; ils comprirent que c'était le leur. Ils vinrent à cette taverne, nous découvrirent et ils dirent à Millot que le 34<sup>e</sup> s'en allait dans la nuit, que, lui, Millot, ne pouvait rester à Weimar. Il ne voulait pas partir. Il fallut l'entraîner de force.

Je ne sais ce qu'il advint de moi pendant les jours qui suivirent, qui me soigna. Il paraît que Lannes vint me voir, qu'il donna des ordres pour que, si Dieu voulait qu'un jour j'allasse mieux, je fusse ce jour-là transporté dans ce couvent où nous avions été logés et où tout serait disposé pour me recevoir et pour faciliter ma guérison.

Puis du temps passa et je repris pied, peu à peu. La pensée revint. Je me souvins de ce qui s'était passé. Je questionnai. Les réponses qui me furent faites me permirent de me replacer dans le temps et l'espace. La guerre était finie, la Prusse écrasée. Nous étions entrés à Berlin, Davout en tête. Moi, je n'étais pas mort. Je ne mourrais pas. Je ne serais peut-être même pas infirme. Encore quelques semaines et je pourrais peut-être me lever, mettre un pied devant l'autre.

Nos troupes, en continuant leur marche en avant, sur Berlin et autres lieux, avaient laissé à Weimar deux bataillons du 28<sup>e</sup>, le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup>, pour que l'incendie ne fût pas tenté de se rallumer derrière nous. Un jour, le chef de ce 1<sup>er</sup> bataillon, qui avait nom Bourgonnier, vint me voir. Il me trouva debout et faisant quelques pas dans ma chambre, appuyé sur une canne. Il me dit :

— Vous revenez de loin, mon colonel !

— Ma foi, oui, fis-je. J'ai bien l'impression d'avoir respiré pendant quelque temps un air qui n'était plus tout à fait celui de ce monde-ci.

Il n'eut point l'air d'avoir entendu cette phrase. Il semblait penser à autre chose. Enfin il me dit :

— Mon colonel, j'ai reçu ce matin la visite d'un homme

qui vous aime bien, qui voudrait bien vous voir. Mais il n'ose pas.

Je m'assis sur le pied du lit :

— Comment s'appelle-t-il, cet homme-là ? demandai-je à Bourgonnier.

— Millot. Son régiment, le vôtre est à Berlin, en train de parader. Il a pu trouver quelques jours pour venir jusqu'ici.

— Pourquoi donc n'ose-t-il pas venir me voir ? Vous l'avez-il dit ?

— Il m'a dit que peu de temps avant que vous eussiez été blessé, vous aviez eu tous deux une petite discussion...

— C'est exact. Mon bon ami, dites à Millot qu'il peut venir me voir, que je l'attends.

Bourgonnier me montra la porte :

— Il est là, mon colonel.

Je me levai :

— Qu'il entre !

Millot entra.

— Durand, me dit-il, restant sur la porte et n'osant faire un pas, comment dois-je me présenter devant toi ?

Je lui tendis les bras :

— Viens ! lui dis-je.

Il se précipita sur moi. Nous nous embrassâmes. Moi, je ne pleurais pas trop ; j'avais trop souffert. Lui, il pleurait comme un enfant.

— M'as-tu pardonné ? me demanda-t-il.

— Oui ! Mais quand tu vous f... un pruneau dans le ventre, on le sent !

Alors il me dit, en appuyant sa main sur ma poitrine :

— Gérard, comment va le cœur ?

— Il ne va pas trop mal. Je me souviens maintenant de cette folie comme d'une chose tellement, tellement lointaine...

— Ah ! que je suis heureux !

Sur quoi nous nous embrassâmes de nouveau, en riant, en nous donnant de grandes tapes dans le dos. Il devait me quitter presque aussitôt pour prendre la poste de Berlin et cette heure passa bien vite. Au 34<sup>e</sup>, on attendait mon retour avec grande impatience « et un peu de tristesse aussi ».

— Pourquoi de tristesse ? demandai-je.

— Eh ! parce que tu vas être nommé général et que tu nous quitteras !

Je me mis à rire :

— Toi, tu seras nommé colonel...

— Ah ! je m'en moque !

Et comme je voyais qu'il était tout chagrin :

— Rassure-toi, lui dis-je. Tu as pourvu à tout cela avec ton coup de pistolet et je ne suis pas à la veille de remonter sur ma bête.

Bourgonnier rentra à ce moment et il dit à Millot que s'il voulait attraper la poste, il était temps.

— Nous nous sommes expliqués, Millot et moi, dis-je à Bourgonnier. Je lui en voulais d'avoir employé des mots peut-être un peu vifs et c'est moi aujourd'hui qui lui demande pardon.

Sur ces mots, j'em brassai pour la troisième fois mon vieil ami et il s'en alla, heureux autant qu'on peut l'être. Moi aussi, j'étais heureux. Je me sentais comme lavé de tout un passé.

Puis ma guérison fut complète et je pus enfin sortir, je pus enfin monter à cheval dans Weimar et dans les environs de cette ville, qui sont charmants. Un jour du début de janvier je rentrais d'une de ces promenades. Raffart me dit que le général Dubourg était là, qu'il m'attendait dans le jardin. Je m'y rendis.

Je n'avais de ma vie vu le général Dubourg, aide de camp de l'Empereur. C'était un grand diable d'homme, maigre comme un héron.

— Bonjour, mon cher ami, me dit-il en me tendant la main. Je suis ravi de vous connaître.

Puis me prenant par le bras :

— Je suis venu à Weimar exprès pour vous voir et d'ordre de l'Empereur, qui vous aime bien, qui s'inquiétait de savoir si vous étiez tiré d'affaire.

— Mon général, je vais fort bien, répondis-je. Je remercie très vivement l'Empereur et j'espère que d'ici peu il me mettra en mesure de lui prouver ma reconnaissance. Je pense qu'il y aura encore quelques bons coups à donner.

— Sans doute. Mais vous ne serez plus habillé tout à fait de la même façon pour les donner. Toute l'histoire, mon cher

ami, est de savoir si vous voulez prendre tout de suite le commandement d'une brigade ou si, pour une raison ou pour une autre, vous n'aimeriez pas mieux attendre quelque temps.

— Dois-je comprendre que l'on me demande mon avis, mon général?

— On vous le demande. L'Empereur m'a chargé de vous poser la question.

— Mon général, je vous répondrai d'abord que je suis bien content, lui dis-je. L'Empereur est bien bon de m'avoir jugé digne de commander une brigade. Mais je vous répondrai ensuite que je ne suis pas très sûr de mériter cette faveur.

— Eh! Durand!

— Non, non, mon général, dis-je, en l'interrompant. Je n'étais déjà pas un bien bon colonel. Le colonel du 34<sup>e</sup> était mon major, Millot. Moi, je ne prenais goût à la chose que quand il s'agissait de se jeter dans la mêlée et de taper, sans penser au reste. Voilà que maintenant vous voulez faire de moi un général... Je me demande s'il n'y aura pas un désaccord encore plus grand entre ma fonction et mon caractère...

— Durand, ne vous mettez pas en peine de cela et ne jouez pas le modeste. A Iéna, vous avez fait le fou. Mais à Saalfeld et en maintes autres occasions vous avez montré que vous saviez aussi mener des hommes, habilement et savamment.

— Or c'est pour mes folies d'Iéna que je recevrai ma brigade!

Il se mit à rire :

— C'est la vie! fit-il.

Nous étions arrivés au fond du jardin. Dubourg s'arrêta, posa un pied sur un banc, et, me retenant par le bras :

— Alors, Durand? me dit-il. Quand voulez-vous prendre le commandement de votre brigade?

— Mon général, vous voyez de quelle façon j'ai digéré cette balle, répondis-je. Je ne me suis jamais si bien porté... Tout de suite, si l'Empereur y consent...

— Il en sera comme vous voudrez. Tout de suite ou un peu plus tard, à votre guise.

— Pourquoi : un peu plus tard? lui dis-je, étonné.

— Parce qu'il aurait peut-être été préférable que vous pussiez attendre quelques semaines. Je vous aurais chargé d'une mission.

— Une mission ? Je ne suis peut-être pas tout à fait l'homme des missions, mon général !

— Cela dépend. S'il s'agit d'une mission assez périlleuse et que l'on ne puisse guère confier qu'à un risque-tout, comme vous...

Il se redressa, me reprit le bras :

— Venez. Nous allons causer.

Nous retraversâmes le parc bras dessus bras dessous, sans plus rien dire. Nous rentrâmes dans la maison.

— Où peut-on être à peu près sûr de n'être écouté par personne ? fit Dubourg.

— Dans la bibliothèque. Elle est grande et d'un coin à l'autre on ne peut entendre ce qui s'y dit.

Nous entrâmes donc dans la bibliothèque. Il y avait un bon feu dans la cheminée ; Dubourg enleva son manteau, alla se chauffer les mains, un instant, à ce feu, et, sans se retourner :

— Est-ce que parmi tous ces beaux livres il n'y aurait pas quelque chose où l'on pût trouver une carte d'Italie ?

— Si fait, lui dis-je. Il y a des cartes de tous les pays, et, pour ce qui est de l'Italie, je le sais d'autant mieux que du temps que j'étais enfoui au fond de ce fauteuil je suivais sur cette carte tout le chemin que j'ai fait là-bas, de 96 à 1800...

Je pris la carte et la dépliai sur la table. Dubourg se retourna et me montrant du doigt un point, tout au bout de la Calabre :

— Reggio, me dit-il.

Il me regarda :

— Je cherche un homme, l'Empereur cherche un homme pour aller à Reggio.

Je ne répondis pas. Il s'assit, étendit un bras sur la carte :

— D'abord, quelques mots d'explication. Il y a en Italie un royaume dont vous avez peut-être entendu parler, bien que l'attention, depuis quelque temps, se porte plutôt sur d'autres lieux : il s'appelle le royaume des Deux-Siciles. Le roi de ce royaume est Joseph, frère de l'Empereur. De Joseph je vous dirai simplement qu'il est un homme charmant et cultivé, mais qu'il eût peut-être mieux fait de choisir un autre métier que celui de roi. Tout cela entre nous, naturellement. Je n'ai même point à vous demander de ne répéter à personne ce que je vais vous dire.

Je ne répondis que d'un geste de la main. Il continua :

— Le royaume des Deux-Siciles, mon cher ami, malgré son brave homme de roi, ou, peut-être plutôt à cause de lui, est un pays où j'ai l'impression que la vie ne doit pas être joyeuse. On s'y bat, on s'y massacre à tous les tournants de chemin. Le bon Joseph voudrait bien régner et donner à ses peuples des institutions, une constitution. Il n'en a pas le temps. Joseph se bat. Joseph passe ses journées à tâcher d'éteindre cet incendie qui ne s'éteint que pour se rallumer aussitôt. On lui a envoyé Masséna. Masséna a pris Gaète après cinq mois de siège... Ce qui est beaucoup... Puis il y a eu une espèce de bandit qui s'est appelé Fra Diavolo et contre lequel il a fallu mener une guerre d'extermination. On l'a pris, exécuté... Maintenant il y a Reggio de Calabre.

Et de nouveau il me montra ce point sur la carte.

— Que se passe-t-il à Reggio ? demandai-je.

— Ceci tout simplement que c'est l'histoire de Gaète qui recommence. Nous assiégeons Reggio. Dans trois mois ou dans six mois Reggio succombera, évidemment. Ce serait tout de même bien le diable si de misérables partisans pouvaient tenir tête éternellement à des armées qui ont vaincu l'Europe. Mais il faut que vous sachiez que ce n'est pas Reggio qui intéresse l'Empereur, dans cette affaire. C'est un homme qui a nom Caronella, Amadeo Caronella.

— Que fait cet homme ?

— Il trahit, répondit Dubourg. Amadeo Caronella est le secrétaire et l'homme de confiance d'un cardinal, le cardinal Cogorno. Je m'excuse de tous ces noms : Caronella, Cogorno... On dirait des noms de vaudeville. Ils sont portés en réalité par d'horribles gaillards qui ne reculeraient devant rien et marcheraient dans le sang de leur mère. Caronella s'est trouvé un beau jour dépositaire du secret de toute cette histoire. Il sait exactement ce qu'il y a derrière Gaète, derrière Fra Diavolo et derrière Reggio de Calabre. Il sait qui a mis le feu aux poudres, d'où vient l'or qui alimente tout cela. Les papiers qu'il a dérobés au cardinal Cogorno ne laissent aucun doute à ce sujet.

— Le cardinal Cogorno est à Reggio ? demandai-je.

— Il est à Rome, répondit Dubourg. Vous n'ignorez point quel homme considérable est le cardinal Cogorno. Il est un des

trois membres du Sacré Collège dont Pie VII nous disait un jour qu'il ne saurait cueillir une rose sans qu'auparavant ils lui eussent conseillé d'en respirer le parfum. Cogorno est à Rome. Caronella est à Reggio, lui. Son maître l'y avait envoyé pour régler certaines questions assez étranges dont nous aurons le détail un jour et qui, précisément, semblent avoir des rapports avec toute cette histoire de soulèvements, de massacres, d'insurrections...

— Mais qu'y a-t-il derrière Gaëte, demandai-je, derrière Reggio? Le Pape?

— Ou les Anglais, fit Dubourg. Ou quelqu'un d'autre encore dont je ne suis point autorisé à dire le nom et qui touche de si près l'Empereur que c'est en vérité une chose assez triste, si cela est. Mais est-ce que cela est? Caronella le sait... Caronella est un brave coquin qui a vécu pauvre et ne demanderait pas mieux que de mourir riche. Il offre donc de vendre ses papiers. Il a écrit dans ce sens à Joseph et lui a fait savoir que, dès l'entrée des troupes françaises à Reggio, il se tenait prêt à livrer tous ses papiers, tous ses secrets.

— Il n'y a qu'à attendre. Dès que Reggio sera pris...

— Sans doute, dit-il, m'interrompant. Mais il se trouve précisément que l'Empereur ne voudrait pas attendre que la ville fût tombée.

— Parce que?

— Pour deux raisons. D'abord parce qu'il est impatient de savoir ce qui se cache derrière tout cela. Parce qu'ensuite il lui serait agréable d'être seul à savoir. Joseph aussi a quelque intérêt à savoir. Je ne vous étonnerai point en vous disant que l'intérêt d'un homme ne se confond pas toujours avec l'intérêt de son frère.

— Résumons-nous. Il s'agirait donc...

— D'entrer dans Reggio avant que la place soit tombée, de voir Caronella, de lui acheter son secret, son silence, et, à l'occasion, si le bonhomme ne comprend pas la vertu du silence, de le mettre hors d'état de parler.

— Mon général, pourquoi ne chargez-vous pas de cette négociation un homme rompu à ces sortes d'affaires?

— Des hommes rompus à ces sortes d'affaires? Nous en avons employé trois... Ils sont partis les uns après les autres et les deux premiers ont trouvé le moyen de se faire massa-

crer par les insurgés, le troisième par les soldats de Joseph. Car il faut vous dire une chose, mon cher ami. C'est que, dans une opération de ce genre, on est seul et que le danger est partout. Je crois que les soldats de Joseph qui ont tué notre troisième émissaire l'ont fait sans ordres, bêtément. Mais ils n'auraient peut-être pas agi très différemment s'ils avaient été commandés.

Il quitta la cheminée, vint à moi :

— Voilà, mon cher ami. Reggio... Vous voyez que l'aventure est assez périlleuse et je pense que vous ne m'en voudrez point, d'avoir soumis votre nom à l'Empereur, quand il s'est agi de désigner quelqu'un pour remplacer ces trois défailants.

— Merci, mon général, répondis-je. Mais vous voulez bien me laisser le choix : je préfère une brigade, une bonne brigade.

Il me tendit la main, en souriant :

— Vous l'avez, fit-il. Comme cependant l'affaire peut vous tenter d'ici ce soir, je suis à la Place. Je ne repars que par la malle de dix heures.

Il s'en alla là-dessus, et, la porte refermée sur lui, je ne m'attardai pas une minute à réfléchir à la proposition qui venait de m'être faite et qui me semblait sentir le roman.

Je m'en retournais donc vers la fenêtre, en me frottant les mains à la pensée de cette bonne brigade, quand, en passant devant la table, j'aperçus la carte d'Italie qui y était encore étalée. Je m'arrêtai, regardai cette carte, et, à côté d'un petit cercle qui indiquait une ville, je vis ce mot écrit : *Roma*.

Pour aller de Weimar à Reggio il fallait passer par Rome. Rome... Frascati...

J'appelai Raffart.

— Tu te rappelles ces lettres qui m'arrivaient à Strasbourg ?

— Oui, mon colonel.

— En est-il arrivé d'autres depuis que j'ai été blessé ?

— Non, mon colonel. Je puis aller à la Place si mon colonel le désire. Mais j'ai encore rencontré l'autre jour le lieutenant Dalbret. Il n'avait rien.

J'allai à la Place, entrai chez Dalbret :

— Dalbret, il n'y a pas une lettre pour moi ? Une lettre d'Italie ?

— Le courrier d'Italie est arrivé hier matin, mon colonel. Il n'y avait rien pour vous.

— Depuis trois semaines il n'est rien arrivé pour moi ?

— Non, mon colonel. Mais si vous voulez que je fasse une enquête dans les autres corps ou que je demande à Berlin...

— Le général Dubourg est ici ?

— Oui, mon colonel. Il a donné l'ordre de vous introduire chez lui dès que vous arriveriez.

J'entrai chez Dubourg. Il était assis sur un coin de la table, tapotant ses bottes avec sa cravache et tourné vers la porte, comme s'il avait attendu qu'elle s'ouvrit.

— Bonjour, Durand, me dit-il en souriant et en me tendant la main.

— Mon général, lui dis-je, après lui avoir serré la main, mon général, je me demande si vraiment je ne pourrais pas me charger de cette mission.

Il sourit de nouveau, posa sa main sur mon épaule :

— Mais si, Durand. Vous pouvez parfaitement vous en charger. J'étais si sûr que vous vous en chargeriez que je vous ai raconté tout cela, que je vous ai ouvert tout le dossier. Je n'aurais point agi de cette façon avec quelqu'un qui ne m'eût pas semblé devoir aller jusqu'au bout de l'affaire.

— Mon général, voulez-vous me permettre seulement d'éclairer un peu ma lanterne ? Qui a pensé à moi pour cela ? L'Empereur ou vous ?

Il croisa les bras, me regarda un moment :

— C'est moi. C'est moi qui ai lancé votre nom. Mais à peine l'avais-je lancé que l'Empereur a dit : « Vous avez raison. Voilà l'homme qu'il faut. »

— Pourquoi aviez-vous songé à moi, mon général ?

— Parce que, d'abord, vous êtes l'un des hommes les plus braves que j'aie jamais vus et l'un de ceux qui font le meilleur marché de leur vie. Or, dans cette affaire-là, il ne faudra pas trembler.

— Et ensuite ? lui dis-je, en le regardant.

— Ensuite parce que je me suis souvenu de vous avoir rendu un service, une fois. Il y a trois ans, vous avez eu cette histoire avec M<sup>me</sup> de Ponthierx et avec M. de Lormoy. Vous alliez être chassé de l'armée. C'est moi qui ai arrêté cela.

— Mon général, je savais que je vous devais d'avoir gardé mon épée. Je ne vous en ai point dit ma reconnaissance et je m'en excuse : les occasions d'oublier ne m'ont pas manqué

depuis trois ans. Mais aujourd'hui vous invoquez ce souvenir, ce service que vous m'avez rendu. Je crois deviner qu'à votre tour vous avez besoin de mon concours. Disposez de moi, je vous en supplie. Dites-moi ce que vous attendez de moi.

— Rien qui soit contre votre devoir, contre l'honneur, fit-il, en me regardant avec son sourire qui s'était soudain attristé. Je vous demande simplement de penser à moi quand vous aurez entre les mains les papiers de ce Caronella et de vous rappeler que ce personnage dont je vous parlais tout à l'heure et qui touche de si près à l'Empereur, j'ai été à son service autrefois, je l'ai servi fidèlement. Quand on est jeune, on ne sait pas toujours qui est le vrai maître et quelle est la vraie loi.

— Vous ne me demandez point de supprimer de ces papiers ce qui serait de nature à vous embarrasser?

— Non. Simplement de me dire ce qu'il en ressort pour moi, afin que je puisse préparer une défense qui m'innocentera, je vous le jure.

— Mon général, me donnez-vous votre parole qu'il n'y a rien là à vous reprocher que des légèretés de jeunesse et que vous n'avez jamais, d'aucune manière, servi la cause des ennemis de l'Empereur?

Il pâlit, posa ses deux pieds à terre :

— Durand, vous me faites injure en me demandant ce serment. J'ai servi aveuglément un homme qui était mon chef. C'est là tout. Je vous en donne ma parole. Jamais à aucun moment je n'ai rien fait ni rien dit qui eût pu si peu que ce fût nuire à l'Empereur.

— Excusez-moi. Je partirai pour Reggio quand vous voudrez.

— Ce soir même, si vous voulez. Tout est prêt. Mais vous allez peut-être me demander comment vous ferez pour pénétrer dans Reggio, pour rejoindre Caronella... Il est peut-être préférable que vous n'en soyez pas trop tôt instruit. Vous pourriez rêver tout haut, la nuit... Vous passez par Naples, naturellement. A Naples, vous irez trouver de ma part un certain Malatesta, marchand de chevaux. Vous pourrez lui parler français. Car il a nom aussi Cuvillier et il était encore il y a deux ans chef d'escadron au 3<sup>e</sup> chasseurs à cheval. Au signor Malatesta vous remettrez la lettre que voici.

Il me tendait une lettre scellée de cinq gros cachets rouges.

— Malatesta-Cuvillier vous dira exactement tout ce que vous aurez à faire, reprit-il. Vous partez en voiture, ce soir. Soyez à la tombée de la nuit à l'entrée de ce pont où vous avez été blessé. Vous y trouverez la berline, et, dans cette berline, une grosse femme, qui vous reprochera amèrement et aigrement de l'avoir fait attendre. Car ce sera votre femme et vous serez son époux. Vous serez M. et M<sup>me</sup> Piétrefond, bourgeois lyonnais. Vous voyagerez pour le commerce des dentelles. Ayez le costume de l'emploi, mon cher ami. Ayez-en la tête. Je vais vous compter quatre-vingt mille francs. Malatesta vous remettra tout l'argent dont vous [pourrez avoir besoin pour mener à bonne fin le reste de votre expédition.

### III

Ce fut un des voyages les plus étranges que j'eusse jamais faits, et, au fond, si je n'avais eu l'esprit occupé ailleurs, je me serais bien amusé. Notre voiture était une toute petite berline de poste, légère comme la plume ; elle dansait effroyablement. Quatre chevaux, attelés deux à deux, avec, en fait de cocher, un gros homme rouge comme une pivoine et qui avait toujours l'air de s'étrangler de colère. Un courrier nous précédait.

J'ai le devoir de tracer le portrait de M<sup>me</sup> Piétrefond, mon épouse. Elle devait avoir près de quarante ans. Elle était laide, énorme, sujette aux vapeurs, se plaignant de tout, du chaud, du froid, de la faim, de la soif, et, avec cela, bavarde comme tout un régiment de pies borgnes. Mais au contraire des autres femmes bavardes, qui, elles, emportées par le flux de leurs paroles, racontent tout et surtout ce qu'elles feraient mieux de garder pour elles, M<sup>me</sup> Piétrefond ne disait que ce qu'elle devait dire et jouait son rôle d'épouse avec une perfection de grande comédienne. Pas une seule fois, pendant tous ces jours que dura le voyage jusqu'à Rome, — à Rome, elle se départit un instant de cette prudence et je dirai bientôt comment, — pas une fois je ne l'entendis lâcher un mot qui ne répondit pas exactement à sa situation présumée. Je lui avais dit en montant dans la voiture, à Weimar : « Bonjour, madame. » Elle m'avait répondu :

— Alfred, vous arrivez en retard. Comme toujours, Alfred.

Voilà onze ans que je suis votre femme et pas une seule fois encore je ne vous ai vu venir à l'heure.

Elle avait poussé un gros soupir de colère rentrée, d'indignation, s'était éventée par son mouchoir. Moi, je l'avais regardée, stupéfait, je m'étais mis à rire, et, fouette cocher, nous étions partis.

Je dois ajouter que M<sup>me</sup> Piétrefond était la meilleure femme du monde et que, chaque soir, il fallait que j'insistasse pour qu'elle ne me cédât pas le meilleur lit de l'auberge. Elle me disait qu'en Vendée « elle en avait vu d'autres ». Ce fut la seule lumière qu'elle projeta sur sa vie passée. Je compris que le gouvernement avait déjà dû l'employer à des besognes semblables, pendant les guerres contre les Chouans.

Nous arrivâmes à Rome un soir à la tombée de la nuit et nous traversâmes toute la ville, au grand galop de nos chevaux. Le relais était situé quelque vingt ou trente pas avant d'arriver à la Porte Latine, près de l'église San Giovanni. En descendant de voiture, je dis au cocher :

— Nous passons la nuit ici ?

— Oui, fit-il. Demain à l'aube nous repartons.

— Non, répondis-je. Demain à l'aube vous repartirez peut-être. Moi, je resterai. Demain, j'ai besoin de ma journée.

— C'est impossible. Nous sommes à une heure près, vous le savez. Je ne veux pas qu'on me mette cela sur le dos, s'il y a du retard.

— Mon ami, j'ai besoin de ma journée de demain, et, peut-être aussi, de celle d'après-demain et je les prendrai, dussiez-vous en crever. Mais voici ce que je vous propose et c'est cela ou rien. Vous allez me trouver deux bons chevaux, un cheval que je prendrai demain pour faire une course que j'ai à faire à quelques lieues d'ici et un autre que je prendrai au retour de cette course, pour vous rattraper. Car vous pouvez partir demain matin comme si de rien n'était et vous avez ma parole que je vous rattraperai.

— Plaisantez-vous ? Comment pourriez-vous nous rattraper ?

— Vous me préparerez des chevaux tout le long de la route et m'indiquerez les lieux où je pourrai les trouver. Je voyagerai jour et nuit et sans flâner, soyez-en sûr. En moins de quatre jours je vous aurai rejoints.

Il essaya encore de discuter, en appela à M<sup>me</sup> Piétrefond,

qui, elle aussi, voulut me persuader que je n'avais pas le droit de faire cela, et, enfin, voyant que je restais parfaitement insensible à tous leurs arguments, qu'ils fussent d'intérêt, de raison ou de sentiment, il fallut bien qu'ils en vinsent à examiner ma proposition. Elle leur parut d'abord folle, insoutenable. Le cocher râlait de fureur. Mme Piétrefond avait des vapeurs, disait que j'étais un déserteur et que, quand l'Empereur saurait cela, il m'en cuirait. Mais il n'y a rien de tel qu'un homme qui a pris sa résolution d'une chose. Autour de lui tout s'apaise. C'est ce qui arriva. Le cocher en vint à penser et à dire que ma proposition n'était peut-être pas si folle, qu'on pouvait peut-être voir. Il s'en alla dans la nuit. Mme Piétrefond et moi, nous nous mîmes à souper, et, quand nous eûmes soupé, le cocher revint, disant qu'il avait mes chevaux, l'un noir et l'autre blanc. Le blanc serait pour la petite course que j'avais à faire le lendemain et le noir me permettrait de gagner le premier relais sur la route de Naples. Il m'emmena à l'écurie. C'étaient deux belles bêtes et qui devaient mener bon train.

Là-dessus je montai me coucher. Je jouis cette nuit-là du meilleur sommeil de ma vie, peut-être.

Le lendemain, il n'était pas encore jour quand je sautai à bas de mon lit. Je m'habillai, descendis. Mme Piétrefond m'attendait. Le cocher vint nous dire que la berline de madame et le cheval de monsieur étaient prêts. Monsieur conduisit madame à sa voiture, embrassa son épouse fort tendrement, en lui faisant de grandes recommandations devant les valets de l'auberge assemblés, pour qu'elle ne prit pas froid, et, la berline étant partie, moi, je montai à cheval et m'en allai de mon côté, sans trop me presser. Car le jour se levait à peine et je ne voulais arriver à Frascati que quand la matinée serait déjà assez avancée.

Je fis la route en trois heures, au petit trot. Je ne me souviens point du chemin que je pris pour gagner le haut de cette colline ni de l'endroit où je mis pied à terre. Je ne l'ai peut-être même jamais su : je ne voyais que le but à atteindre et ne me souciais guère du trajet. Je me trouvai soudain sous cette voûte en ogive, percée dans ce mur blanc. Au fond de la voûte un petit escalier prenait naissance; je le gravis. J'ai encore dans l'oreille le bruit que faisaient mes bottes sur les

marches de pierre. J'arrive à ce large couloir dont le sol est fait de carreaux de marbre, les uns blancs, les autres bleus, pareils aux carrés d'un damier. Je vais jusqu'au bout de ce couloir. Il y a là une porte, entr'ouverte. Je pousse la porte.

M<sup>me</sup> Patrizi était assise à un petit secrétaire, à gauche; elle tournait le dos à la porte, écrivait. J'entendis le grincement de la plume sur le papier. Elle ne se retourna pas tout de suite. Puis le silence et l'immobilité de celui qui venait d'entrer durent l'étonner. Elle jeta un rapide coup d'œil, m'aperçut :

— C'est-vous! fit-elle, en se levant.

Une petite boîte d'or qu'elle tenait dans sa main gauche tomba à terre.

— C'est moi! Oui! dis-je.

Je lui tendais les bras :

— Est-ce que je puis entrer? Est-ce que je puis vous serrer un peu contre moi?

Elle leva à demi la main :

— Mais vous n'avez donc pas reçu ma dernière lettre? Je vous disais dans cette lettre d'oublier ce que je vous avais écrit jusqu'à ce jour, de ne pas chercher à me revoir...

— C'est cette lettre qui est cause que je me suis mis en route!

— Trop tard! Pourquoi n'êtes-vous pas venu quand je vous suppliais de venir?

— Vous me demandiez de quitter mon poste, Isabelle! M'en voulez-vous d'avoir pensé en lisant cela que vous ne m'aimiez peut-être pas comme j'aurais voulu être aimé?

— Vous avez donc attendu pour venir qu'on vous y eût autorisé?

Je lui répondis que j'avais attendu que les exigences de mon métier me permissent de passer par Rome, que j'étais en mission.

— Ah! bon! fit-elle, en riant d'un petit rire. Il est vraiment flatteur de penser que de Rome vous ayez pris le temps de venir jusqu'ici!

Elle vint vers moi, s'arrêta à mi-chemin, et, s'appuyant au dossier d'une chaise :

— Il ne fallait pas venir, mon ami, dit-elle. Il était tout à fait inutile de venir.

— Parce que ?

— Parce que, répondit-elle, d'une voix qui tremblait, parce que j'attendais de vous autre chose que toutes ces précautions, toutes ces pauvretés...

— Allons ! Est-il possible vraiment que vous ayez voulu me voir commettre cette folie ?

— Oui ! fit-elle, avec une sorte de rage. J'ai voulu cela ! J'ai voulu, je voulais tout ! Vous, vous ne m'avez rien donné ! Vous ne m'avez pas donné une heure du temps que vous deviez à votre métier ! Pour cet amour que vous prétendiez si grand et si impérieux, vous n'avez rien compromis, rien risqué de perdre ! Ah ! vous êtes fort ! L'amour n'est pas encore de ces choses qui troubleront votre carrière !

Je la regardais avec stupeur :

— Vous vouliez cela ! répétais-je. Cette honte ! Mais après ? Qu'auriez-vous pensé, qu'auriez-vous fait de moi ?

Elle haussa les épaules :

— Après ! Après ! Quand on se préoccupe de ce qu'il y aura après !

— Pourquoi cet acharnement à me faire souffrir et à me déshonorer ?

Elle ne répondit pas, haussa seulement de nouveau l'épaule. Elle s'était approchée d'une fenêtre et pendant un instant elle sembla regarder au dehors. Puis je la vis abaisser lentement son front sur la vitre et finalement l'y appuyer. Elle m'apparaissait de trois quarts. Elle resta quelques secondes ainsi, les yeux grands ouverts. Puis ses yeux se fermèrent, son front s'abaissa encore davantage. Je vins près d'elle.

— Qu'y a-t-il ? Quel est ce mystère ? lui dis-je. — En entendant ma voix elle tressaillit, rouvrit les yeux. — Je vous jure que je ne pourrais dire en ce moment si vous êtes mon amie la plus chère, ou ma plus mortelle ennemie...

Elle ne tourna pas la tête vers moi, répondit simplement :

— Partez. Ne cherchez plus jamais à me revoir. La clef du mystère tient en ceci que je croyais être aimée, que vous ne m'aimez pas.

— Ah ! folle ! folle ! m'écriai-je. Écoutez ! J'ai failli partir, quitter mon poste ! — Je lui pris le poignet. — Un homme qui était mon ami n'en a pu supporter l'idée et m'a logé dans la poitrine une balle dont j'ai manqué mourir...

Cette fois, elle se retourna vers moi et me regardant avec une sorte d'égarement :

— C'est vrai, cela ? Vous vouliez quitter l'armée ?

— Oui ! Je vous le jure !

— Alors tout eût été fini ? Votre carrière brisée ?

Elle fit un geste de la main droite comme pour la poser sur la mienne et la ramenant, tremblante, en arrière, son regard se chargeant de nouveau de cette sorte d'ironie :

— Mais il y a eu ce coup de feu. Vous êtes resté.

— Avec le flanc ouvert, Isabelle !

— Avec votre gloire intacte... Votre gloire ! Comme vous l'aimez !

— Je l'aimais. Je n'aime plus rien. Il n'y a que vous en moi.

— Allons ! Allons ! — Elle se retourna vers la fenêtre. — Vous attendez pour venir jusqu'ici que ce soit votre métier qui vous y conduise... Gérard ! Mon pauvre Gérard !

— De quelle étrange façon vous aimez, vous ! J'avais toujours cru que l'amour n'était fait que de tendresse et qu'il ne s'y glissait jamais l'ombre d'une cruauté...

Ces mots la firent littéralement sursauter. Elle posa lourdement sa main sur mon épaule :

— Vrai ? fit-elle. Vous pensez que dans l'amour il ne doit pas y avoir l'ombre d'une cruauté ?

Je reculai d'un pas :

— Oui. Je pense cela.

— Il y a longtemps que vous le pensez ?

Je rabattis doucement sa main et la regardant bien dans les yeux :

— Que voulez-vous dire ? A quoi rime tout cela ?

Elle se renfonça dans l'encoignure de la fenêtre et me montrant la porte :

— Allez-vous en, me dit-elle, d'une voix rauque. Partez tout de suite ou je vous fais jeter dehors.

J'hésitai un instant. Des sanglots m'emplissaient la gorge. Des mots me venaient à l'esprit : « Vous avez été ma vie ! ma lumière ! Je vous ai adorée... Vous m'avez aimé... Que s'est-il passé ? » Je faillis me jeter à ses genoux... Puis il y eut en moi je ne sais quoi, je ne sais quel afflux de sang qui me redressa, me rejeta en arrière :

— Ah! malheureux! m'écriai-je. Que Dieu vous pardonne ce que vous faites là!

Elle avait fait un geste vers le cordon de la sonnette. Je regardai cette main qui s'avancait; je la regardai, elle; je regardai ce visage que la haine semblait avoir fait passer du rose au gris, et, brusquement, je me précipitai vers la porte. Je me rappelle qu'arrivé au haut de ce petit escalier de pierre qui me conduisait sous la voûte je saisis la rampe et je m'arrêtai, en pensant :

— Elle va m'appeler! Tout cela est impossible!

Mais il n'y eut aucun appel. Je descendis cet escalier. J'étais comme vidé de moi-même, de tout espoir, de toute force. Plus rien en moi et en dehors de moi plus rien. Les membres comme rompus, je répétais tout haut :

— Qu'est-ce que cela veut dire? Pourquoi? Pourquoi?

J'arrivai à cette porte en ogive qui s'ouvrait sur le parc. Il faisait un tendre soleil. Des pigeons volaient. Je songeai tout à coup :

— Est-ce qu'elle veut que je me tue?

Je tâtai la poche de mon manteau, sentis la crosse de mon pistolet, et, vrai, ce n'est que faute de comprendre d'où venaient cette haine et cette cruauté que je ne me fis point sauter la tête.

Je retrouvai mon cheval à la petite porte par laquelle tout à l'heure j'étais entré dans le parc. Mon désarroi était tel que je me hissai machinalement en selle et m'en remis à la bête du soin de choisir le chemin. Nous redescendîmes la colline. Des maisons apparurent, une auberge. Je m'arrêtai devant celle-ci, regardai un instant la servante qui se tenait sur le pas de la porte; elle était tournée de trois quarts vers l'intérieur et parlait à quelqu'un que je ne voyais pas. Je l'appelai, la priai en mauvais italien de me donner quelque chose à boire. Elle se retourna vers celui avec qui elle causait, et de la maison un homme sortit, vint à moi.

— Il me semble que nous nous sommes déjà rencontrés quelque part, lui dis-je en français.

— Mon colonel! s'écria-t-il. Par quel hasard? Mon colonel ne me reconnaît pas? Je suis le valet de chambre de M<sup>me</sup> Patrizi que mon colonel a tant soit peu malmené un jour parce que je...

— Parce que vous refusiez de m'indiquer la direction que

votre maîtresse avait prise? Eh! parbleu! dis-je, voyant son bon air cordial. Vous n'avez pas de rancune!

— Bah! fit-il. Dans ce pays de soleil! Mon colonel est venu voir madame? — Il montra du geste le ciel bleu, la campagne environnante : — Mon colonel comprend pourquoi madame a quitté cette maussade Alsace?

— Écoutez, lui dis-je, descendant de cheval. Je me demande si je n'aurais pas pu passer ici la journée et la nuit et ne repartir que demain matin.

— C'est très possible. Ils ont des chambres et la maison est fort propre.

Quelques instants après j'étais installé sous une des tonnelles du jardin, devant une table. La servante m'avait apporté un cruchon de vin et un verre. Mon cheval était à l'écurie. Le valet de chambre de M<sup>me</sup> Patrizi s'affairait pour qu'on préparât ma chambre, qu'on donnât à manger au cheval.

Je ne sais ce qui tout à coup me passa par l'esprit. Je me souvins, je crois, d'une expression ou d'une attitude que M<sup>me</sup> Patrizi avait eue quand elle était penchée vers cette fenêtre, le front posé sur cette vitre. Cela me rappela brusquement quelque chose... Je ne saurais dire au juste quoi : la ligne d'un visage, la courbe d'une épaule...

— Il y a longtemps que vous êtes au service de M<sup>me</sup> Patrizi? dis-je au valet de chambre.

Il se retourna vers moi :

— Cela commence à compter. J'étais déjà au service de madame avant qu'elle soit mariée. J'ai dû entrer chez elle il y a six, sept ans.

Je lui demandai :

— Vous n'avez jamais entendu parler d'une personne qui s'appelle M<sup>me</sup> de Ponthierx?

— M<sup>me</sup> de Ponthierx? fit-il, avec un sourire étonné. Si j'ai entendu parler de M<sup>me</sup> de Ponthierx? C'est la sœur de madame, mon colonel! Même que madame l'aimait bien... Mon colonel sait peut-être que M<sup>me</sup> de Ponthierx a eu des malheurs?

Je ne pris même pas le temps de faire seller mon cheval. Je partis à pied, en courant. J'avais jeté mon manteau, j'étais tête nue. Je grimpai le chemin en courant, arrivai à la petite porte du parc. Elle était fermée. Je tentai de l'ouvrir, l'ébranlai bruyamment; elle resta close. La propriété était bornée du

côté de la route par un petit mur bas surmonté d'une grille. Je suivis ce mur pendant une centaine de pas. Je pensais trouver plus haut une autre porte, qui, celle-là, serait peut-être ouverte. Je n'en vis point. Je regardai cette grille. Elle n'était guère plus haute ni plus menaçante que celle que j'avais escaladée une nuit rue Neuve-de-Luxembourg, pour entrer chez Mme de Ponthierx. Je l'escaladai de la même façon, mais, cette fois, je laissai l'une des basques de mon habit après l'un des fers de lance dont la grille était hérissée.

J'arrivai à la maison et à la porte en ogive. Elle était également fermée. C'était une grosse porte de chêne garnie de gros clous de fer. Il était inutile d'essayer de l'enfoncer. Je longuai le mur de la maison, cherchant une autre entrée et, si je n'en avais point trouvé, j'aurais pris une des échelles, que j'apercevais dressées contre les arbres, dans le verger; je serais passé par la fenêtre. Mais à vingt pas de cette porte j'en découvris une autre qui me parut être celle de la cave ou de la buanderie. Elle était ouverte. J'entrai. Je me trouvai dans une grande pièce en sous-sol et je heurtai presque du pied un homme qui était assis, ou, peut-être, couché sur une botte de paille et qui, en m'apercevant, se leva d'un bond... Je tirai mon pistolet de ma poche, lui braquai cela sur le creux du ventre et lui fis comprendre, d'un regard, qu'il valait mieux rester tranquille. Il pâlit, jaunit, ses lèvres se mirent à trembler et il retourna sur sa botte de paille, sur laquelle il se laissa tomber. Alors je pénétrai plus avant dans cette pièce, aperçus, au fond, un petit escalier et, mon pistolet toujours braqué sur ce pauvre diable qui avait joint les mains et semblait demander grâce, je montai.

J'arrivai au grand couloir dallé de blanc et de bleu. Il y eut encore là une femme qui sortit d'une pièce, qui poussa en me voyant un cri de frayeur, rentra dans la pièce, d'où, à son tour, un homme sortit en courant. C'était un valet en livrée; il voulut lui aussi m'empêcher de passer en écartant ses jambes et en étendant ses bras en croix. Avec l'index de ma main gauche je lui montrai mon pistolet, que je tenais toujours dans ma main droite, et, soudain calmé, comme l'autre, il fit une sorte de grimace jaunâtre, se rangea contre le mur.

Je parvins à la porte du salon. Elle était fermée à clef. Je la fis sauter d'un coup d'épaule; la serrure tomba sur le

plancher, bruyamment; j'entrai. Personne. Une écharpe sur le dossier d'un fauteuil, et, près du petit secrétaire, la petite boîte d'or que M<sup>me</sup> Patrizi, tout à l'heure, avait laissé tomber.

En face de moi une porte, entrebâillée. Je la poussai de la main, lentement. C'était la chambre à coucher. J'aperçus un grand lit et, assise par terre, contre le pied de ce lit, le visage dans son bras replié, M<sup>me</sup> Patrizi. En entendant cette porte s'ouvrir elle releva la tête, m'aperçut, ne bougea pas, eut seulement un petit tremblement du menton. Je vis qu'elle avait les yeux rougis, le visage ravagé par les larmes.

— Que voulez-vous de moi? lui dis-je, en lui montrant ce pistolet que j'avais tenu si serré que ma main en était brûlante. Voulez-vous que je me tue?

Elle hocha la tête plusieurs fois, comme un être qui plie sous le poids de quelque chose, qui s'abandonne :

— Je n'en puis plus! fit-elle.

Je me précipitai vers elle, la relevai :

— Parlez! Ordonnez! lui dis-je, en la prenant dans mes bras et en la serrant contre moi. Dites-moi ce que vous m'imposez! Que voulez-vous que je fasse? Dois-je mourir? Je puis mourir... C'est bien peu de chose...

— Comment êtes-vous entré? fit-elle, en laissant tomber sa tête sur mon épaule. J'avais dit qu'on ne vous laissât pas entrer... Je ne voulais plus vous revoir, jamais... — Puis levant son visage vers moi, la bouche mi-ouverte : — Jamais! — Elle eut un frisson qui la secoua tout entière. — Hélas! je vous aime!

— Mon amie! Mon amie! m'écriai-je. Croyez-vous qu'il puisse y avoir quelque chose au-dessus de cela, au-dessus de l'amour?

— Je ne sais plus. Je ne comprends plus. J'aimais, j'adorais celle que vous avez tant fait souffrir... J'ai voulu vous rendre la peine que vous lui aviez faite...

Elle me serra le bras, me regarda avec désespoir :

— Je me suis prise à mon propre piège!

— Écoutez-moi. Je suis revenu pour vous dire cela. — J'avais sa joue contre la mienne, je sentais le battement de ses cils. — Allez, allez jusqu'au bout de votre vengeance. Faites de moi ce que vous voudrez. Je suis prêt à tout.

— Même à cette honte, Gérard? A briser votre épée?

— A tout !

Alors elle se blottit contre moi et la tête sur ma poitrine :

— Gérard, je ne vous ai pas aimé tout de suite. Je ne crois pas que je vous aimais quand je vous ai écrit ces premières lettres... C'est peu à peu que cette chose est née en moi, s'est emparée de moi. Je ne puis vous dire pourquoi, comment... Votre absence et votre silence m'ont sans doute fait comprendre à quel point vous aviez pris place dans ma vie. J'ai eu l'impression que loin de vous le jour peu à peu s'assombrissait. Alors je vous ai écrit cette lettre : « Oubliez-moi... » Gérard ! Ce fut ma première lettre d'amour !

Je l'avais emmenée vers la fenêtre. Je lui dis :

— Mon anrie, vous souvenez-vous d'un soir où nous étions ainsi devant une fenêtre et où je vous tenais tout contre moi, sous mon manteau ?

Elle posa sa main sur ma main :

— Je vous haïssais, ce soir-là ; je vous haïssais. Je vous ai donc écrit cette dernière lettre, mon ami. J'ai laissé le temps passer. Vous êtes de nouveau apparu, ce matin, et, de nouveau, j'ai senti l'horreur de ce que vous aviez fait. Je vous ai chassé. Mais la porte ne s'était pas refermée sur vous que j'aurais voulu vous rappeler, vous tendre mes bras... La vie par dessus tout, Gérard ! Comme tout ce qui n'est pas l'amour est chose morte ! Quels tristes jours j'aurai vécus à haïr et comme depuis tout à l'heure il me semble que tout s'éclaire !

Elle me regarda, lut dans mes yeux le bonheur dont j'étais transporté et l'impatience avec laquelle j'attendais que ce triste chapitre de ma vie se conclût :

— Ne me parliez-vous point ce matin d'une mission dont vous aviez été chargé ? ajouta-t-elle. Vous deviez partir bientôt ?

— Je devrais déjà être parti, répondis-je. Il faut que je rattrape une voiture qui galope depuis ce matin sur la route de Naples et qui mène bon train.

Elle me repoussa doucement, fit quelques pas dans la pièce, puis, revenant près de moi et posant sa main à plat sur mon cœur :

— Faites ce que vous devez faire, me dit-elle. Je vous attends.

JEAN MARTET.

---

## DICTATURE HITLÉRIENNE ET CATHOLIQUES D'ALLEMAGNE

C'est d'un sujet délicat et douloureux que nous voudrions aujourd'hui parler.

On sait l'attitude prise par le Centre au moment du vote des pleins pouvoirs accordés au gouvernement d'Adolphe Hitler, attitude arrêtée d'ailleurs non à l'unanimité, car il semble bien que n'aient pas été sans quelque fondement les bruits qui ont couru sur une divergence d'opinion, à ce moment décisif de l'histoire du parti, entre les différents chefs, entre autres, entre M. Brüning et Mgr Kaas.

On se rappelle la décision solennelle prise plus récemment par les évêques allemands à Fulda, décision autorisant pratiquement, sous la sauvegarde du maintien des condamnations doctrinales, les fidèles à adhérer aux formations racistes en raison des apaisantes assurances données officiellement par le chancelier Hitler sur le respect dû aux deux confessions qui se partagent la population allemande. Plus récemment encore, l'archevêque de Cologne a accentué sensiblement cette note de conciliation en autorisant l'accès en uniforme à la réception des sacrements, même en formations collectives, la levée de toute opposition à la sépulture religieuse, enfin l'entrée des étendards dans l'enceinte du culte.

Nous ne nous reconnaissons, est-il besoin de le dire ici, aucune espèce de droit d'apprécier sur le terrain religieux une ligne de conduite dont les princes de l'Église d'Allemagne, de par leur autorité spirituelle sans appel, sont les seuls juges.

Il convient d'ajouter que, même sur le terrain politique et pratique, notre optique de l'extérieur est sujette à certaines causes de déviation en raison d'une situation d'exception dont il nous est assez difficile de prendre exacte conscience de l'autre côté de la frontière.

En premier lieu, le fait capital, dominant, de la possession actuelle des rouages de l'État par un parti devenu, de par le suffrage même de la nation il faut le dire, l'autorité légitime, le pouvoir régulier du pays. En second lieu, la question si grave de l'école sur laquelle le gouvernement hitlérien semble avoir fourni certains motifs d'apaisement. Enfin, et peut-être surtout, les conflits moraux et pratiques d'une incalculable portée de retentissement et d'incidence, non seulement dans les vies mais dans les âmes, auxquels aurait exposé une déclaration de guerre à un gouvernement dont on sait l'effroyable absence de scrupule dans l'emploi de la force et des moyens de pression. A ces motifs il faudrait peut-être ajouter un certain nombre d'éléments d'appréciation qui peuvent nous échapper : négociations internes, possibilités d'assurances confidentielles fournies, etc.

Toutes ces raisons, jointes à la raison primordiale, préjudicielle du respect dû par des catholiques à des décisions prises par l'autorité ecclésiastique nous interdisent de porter un jugement trop rapide. La décision arrêtée par les évêques à Fulda n'a été prise, soyons-en sûrs, que le cœur lourd de responsabilités et devant la vue nette des incalculables dommages qu'aurait pu entraîner une autre attitude.

A ces diverses raisons que nous avons d'user de la plus grande mesure dans les appréciations de l'extérieur s'ajoute pour nous en France un motif particulier de retenue. Une sorte de pudeur instinctive nous est imposée, dans l'appréciation d'une situation périlleuse et difficile entre toutes, par les conditions de sécurité où nous vivons nous-mêmes. Nous nous en voudrions du fond de cette sécurité de laisser tomber des jugements trop prompts et surtout trop coupants. Le spectateur de l'amphithéâtre est peut-être bien placé pour jouir d'un spectacle ; il l'est mal pour juger de l'opportunité des gestes que dictent à l'équilibriste placé au-dessus de sa tête les lois d'une stabilité malaisée et... vitale. Il est très vrai, — l'exemple de la primitive Église est là pour nous le

rappeler, — qu'il y a des moments de la vie qui n'offrent au chrétien que le dilemme entre la déchéance ou le martyre. Seulement ce sont des moments dans lesquels la décision appartient à celui qui est à l'intérieur de la situation. Opter d'un cœur ferme pour le martyre d'autrui est une attitude qui coûte peu. Interdisons-nous l'héroïsme en chambre.

Nous nous excusons de la longueur de ce qui n'est qu'un préambule.

En commençant ces pages, nous nous sommes beaucoup moins proposé d'apprécier l'attitude des catholiques allemands que de placer sous les yeux du public français quelques-uns des aspects de la réponse raciste, de la réaction à une attitude essentielle de ménagement et de conciliation.

#### HUMILIATION ET CONTRAINTE

En gros, il semble bien que cette réaction soit décevante. Toutes les avances sont d'un côté. On accepte que les autres viennent à vous; on ne fait pas un pas de leur côté. Trop évidemment, on se rend compte qu'on est solidement établi dans le pouvoir et que les ménagements sont superflus. A la conciliation, à l'indulgence, on répond par l'accent mis sur la force.

Le verbe *müssen* qui marque la contrainte matérielle est d'un emploi fréquent. On l'applique notamment à la dernière enceinte réservée des positions catholiques : le maintien de la condamnation doctrinale des thèses racistes. « Il *faudra* bien, écrivent, avec une pesante exigence, les journaux racistes, qu'on en vienne à lever elle aussi cette condamnation de principe. » On ne peut plus clairement, plus durement signifier les conditions qu'un parti qui tient en mains tout l'appareil de la force se croit en mesure de dicter à des ralliés. Ralliés qui voudraient n'être encore que des ralliés extérieurs, sauvegarder un territoire intérieur. C'est tout justement cette réserve dernière qu'on entend leur interdire. Les maîtres de l'heure en Allemagne se sentent assez forts pour parler haut et ne pas se contenter d'une obéissance qui ne serait que matérielle. Il arrive toujours un moment où la dictature prétend à l'acquiescement des âmes.

Les catholiques ont-ils désarmé leurs adversaires d'hier

par des concessions unilatérales? Par des concessions qui ne sont que des concessions, un conformisme d'opportunité sous lequel vit chez beaucoup la résistance des cœurs? C'est ce dont il est permis de douter à la lumière de certains faits récents.

Les racistes sentent parfaitement que nombre de catholiques ne vont à eux que sous la pression des faits, que le rallié par force n'est jamais un allié sûr. Ils les traitent en conséquence. Dans le III<sup>e</sup> Reich le catholique ne jouit pas de l'intégrité du droit de cité moral. Il représente l'Allemand de seconde zone contre lequel sont légitimes toutes les mesures d'exception, tous les arbitraires. De loin sans doute, mais très positivement cependant, il accompagne l'israélite et le socialiste dans l'enceinte extérieure et réservée, dans le « ghetto » où sont refoulés les éléments indésirables. Sous des dehors plus retenus, plus sournois, s'exercent contre le catholique, dans lequel l'hitlérien, malgré toutes les protestations de loyalisme, sent profondément, physiquement presque, l'adversaire, les mêmes méthodes de destruction par élimination, par expulsion de toutes les jointures de la vie nationale, que contre les Juifs et les hommes de gauche.

Que l'on ne pense pas que nous exagérons. Voici le tableau assez sombre de la situation que nous extrayons d'un journal catholique d'Autriche (*Linzer Volksblatt*, 20 avril 1933). Qu'on ne s'étonne pas de cette source étrangère. La liberté de penser et d'écrire n'existe plus, — on le sait, — en Allemagne. Il faut passer la frontière pour oser parler. Les conditions de terreur qui pèsent aujourd'hui sur le Reich font que l'observateur qui veut suivre l'Allemagne d'aujourd'hui l'étudie mieux du dehors que du dedans :

« Après la terreur exercée contre les chefs de la *Bayrische Volkspartei*, voici que beaucoup de braves fonctionnaires catholiques se voient sans autre forme de procès jetés dehors, uniquement en raison de leurs opinions religieuses. Les journaux catholiques se voient suspendus. Les efforts de Papen pour intégrer la population catholique d'Allemagne dans le nouvel État hitlérien se heurtent à la résistance et à l'opposition racistes. Ces conditions ont incité les pasteurs d'Allemagne et notamment le cardinal Bertram de Breslau à élever plusieurs fois la voix depuis la déclaration gouvernementale apaisante d'Hitler, le 23 mars, pour protester contre la situa-

tion d'infériorité (*Minderwertigkeit*) faite dans l'Allemagne d'aujourd'hui à tout ce qui porte le nom de catholique. »

Voilà la situation d'humiliation, de contrainte et d'exception faite aux catholiques d'Allemagne en dépit de toutes leurs concessions. Gagne-t-on beaucoup à tendre humblement, obstinément, la main à qui la méprise ? C'est ce dont les lignes ci-dessus nous autorisent à douter et plus encore peut-être l'étonnante brutalité de ton du parti aujourd'hui au pouvoir devant les plus timides protestations. Nous venons de voir que quelques pasteurs d'Allemagne s'étaient crus en conscience obligés d'élever la voix contre les exactions dont étaient actuellement victimes beaucoup de catholiques d'outre-Rhin. Voici de quelle manière une feuille raciste de Rhénanie, le *Westdeutscher Beobachter*, répond à la protestation épiscopale :

« Les évêques catholiques d'Allemagne ont depuis quelques années la main malheureuse. Il y a à peine quelques semaines, il se sont vus contraints (toujours le verbe : *müssen*) de reviser leur point de vue. Et voici que tout dernièrement nous enregistrons une manifestation nouvelle de plusieurs pasteurs de provinces catholiques, manifestation qui ne saurait rester sans réponse de notre part. Dans ce document s'exprime un vif regret à la vue du grand nombre de « fidèles citoyens et consciencieux travailleurs » (*treue Staatsbürger u. arbeitswillige Männer*), ce sont les termes mêmes de la protestation épiscopale. Dans le choix même des qualificatifs *treue, arbeitswillige*, s'avoue le souci extrême de ménagements à l'égard du pouvoir ! Notre première réponse sera une question. Quand donc s'est jamais élevée la voix d'un évêque en Allemagne à l'époque où des milliers et des milliers de fonctionnaires, d'employés et de travailleurs nationaux-socialistes étaient expulsés de leur place ?

« Les congés et renvois décidés aujourd'hui par nous pour raisons d'État n'ont rien à voir avec les opinions politiques de celui qui se voit mis en disponibilité. A moins bien entendu et comme de juste qu'il ne s'agisse de marxistes. (Ici éclate tout le venin. On sait que le mot marxiste est une étiquette large et complaisante, collée par les racistes sur tout ce qui n'a pas l'heur de leur plaire.) Nous ne pouvons tout de même pas, en dépit de tout ce que nous avons vu, supposer ici que

les évêques catholiques veuillent prendre sous leur protection les socialistes et les communistes?... Une intervention de cet ordre dépasserait encore leur manifeste de 1931, manifeste qu'ils ont dû dernièrement déclarer périmé. Elle entraînerait comme conséquence des suites qui porteraient dommage à leur autorité, suites d'une nature telle que personne en Allemagne ne peut les désirer. De toute manière, il est grand temps que les évêques, qui décidément, nous le répétons, ont la main malheureuse en politique, limitent désormais leur activité au ministère des âmes. »

On voit le ton et la manière. Lourdes ironies; impertinente arrogance du ton chez un vainqueur qui se sait sûr de lui et qui n'a plus rien à ménager chez l'adversaire; fielleux sous-entendus (la phrase sur le marxisme); pour la fin la menace, le chantage à la cravache, — tout est en abrégé dans ce petit document choisi entre cent autres.

Gagne-t-on, nous le répétons, vraiment à ménager, à tenter de fléchir des adversaires de cette sorte? Le brutal ne prend-il pas avantage de toutes les concessions pour accentuer sa « manière »? La situation d'humiliation et d'impuissance dans laquelle se trouvent aujourd'hui les catholiques d'Allemagne est si douloureuse que nous nous faisons scrupule d'insister.

#### DÉFORMATION RACISTE

Nous ne pouvons cependant passer sous silence un fait à notre sens très caractéristique qui s'est produit tout dernièrement en Haute-Autriche, à Linz. On sait que le parti hitlérien dispose de bases d'action puissantes en Autriche et tout spécialement à Linz, sorte de quartier général où a été établi un *braunes Haus* à l'instar de la maison-mère de Munich.

Depuis longtemps les habitants de Linz sont habitués à trouver au petit jour leurs portes et les devantures de leurs maisons ornées d'inscriptions et de barbouillages racistes : gigantesques croix gammées, souvent accompagnées de légendes personnelles visant à être des mises au pilori pour les citoyens jugés suspects de tiédeur nationale. Ces peintures à fresque dont l'usage est venu d'Allemagne font partie de la manière habituelle des hitlériens. Devenues presque classiques, elles

ne scandalisent plus beaucoup et ne provoquent guère que le haussement d'épaules.

Le vendredi saint de cette année (que l'on ne néglige pas de considérer la date!) les habitants de Linz ont trouvé clouée à la porte principale des Bureaux de « l'Association de la Presse catholique » une peinture qui mérite pleinement l'épithète de « document d'infamie (*Schanddokument*) de la mentalité nationale-raciste » que lui a donnée la principale feuille catholique de la ville.

Mais laissons la parole au journal. Nous avouons d'ailleurs très simplement que la qualité spéciale de bassesse du blasphème dont il s'agit ici, nous fait préférer le rôle du traducteur.

« Vers huit heures du soir, le 13, écrit le *Linzer Volksblatt*, la nuit déjà tombée, une image en couleurs, exécutée avec un soin minutieux, a été fixée par des mains inconnues à la porte principale du bâtiment de l'Association de la Presse catholique. A une gigantesque croix gammée dont la partie gauche a été prolongée en forme de gibet, se balance, suspendue par une corde, l'effigie du Christ, le visage convulsé, la couronne d'épines sur la tête. Pour que sur la personnalité du supplicié aucun doute ne soit possible, les auteurs ont eu soin de reproduire l'inscription INRI. La figure du Christ a été délibérément exécutée avec des traits repoussants. L'inscription suivante accompagne l'image :

Jadis l'homme issu des hordes juives

A été crucifié par des Romains aryens.

Aujourd'hui, Hitler notre Messie nous en donne l'ordre,

Nous pendons le Christ à la croix gammée (1).

« En dessous l'inscription blasphématoire : *Heil Hitler, Juda-Christus verrecke !* »

Ainsi s'exprime la feuille de Linz. Le lecteur français, en se rappelant le couplet qui, dans les manifestations hitlériennes sert de « répons » traditionnel au *Deutschland erwache*, le *Juda verrecke* (crève Judas!), aura de lui-même sans peine traduit l'ignoble blasphème final. Il y a tout de même des mots qu'une

(1)

*Einmal ist er aus jüdischen Horden  
Von arischen Römern gekreuzigt worden.  
Jetzt, der Heiland Hitler gebeut's  
Hängen wir Christus am Hakenkreuz!*

plume catholique, — j'ajouterais plus généralement : qu'une plume française, — se refuse à tracer.

Encore une fois, ce n'est pas sans résistance intérieure que nous nous sommes décidé à placer sous les yeux du lecteur de chez nous des faits du genre de celui-ci. Mais nous croyons qu'il faut tout de même que ces choses-là soient dites et sues de ce côté de la frontière. Il faut que l'on sache à quel extrême dans la bestialité la haine rabique du christianisme peut emporter un cerveau germanique modelé par le racisme. Un texte comme celui qui précède rend tout commentaire superflu. La citation est dans certains cas la meilleure des mises au pilori. Ce n'est pas sans dessein que nous venons d'écrire l'adjectif : germanique. Il y a un certain gonflement émotif, un certain débridement verbal qui porte spécifiquement la marque d'origine. Dans le mauvais comme dans le bon, le Germain est moins maître de sa sensibilité que le Latin. Que l'on se rappelle Luther.

Que l'on ne dise pas qu'un fait comme celui que nous venons de rapporter est un acte isolé d'aliéné et, comme tel, dénué de valeur représentative. Nous y voyons tout au contraire un exemple typique, clinique de déformation raciste, un aboutissement logique, une conclusion extrême, mais normale et fidèle, du credo raciste chez un cerveau de culture moyenne régulièrement intoxiqué : qu'il y ait lieu de prêter à l'auteur de cette bassesse un certain niveau de culture, c'est ce dont quelques détails comme l'inscription INRI, comme certaines formes grammaticales : *gebeut's* archaïque pour *gebietet's* ne permettent point de douter.

L'hittérien, assez vraisemblablement l'étudiant, qui s'est ici déshonoré, n'a fait qu'appliquer ses lectures racistes. Tout dans la pensée et dans le style trahit une assimilation consciencieuse de bon élève, et ce n'est que justice d'en vouloir moins à un malheureux qu'aux maîtres qui l'ont empoisonné.

Ouvrons un des livres de fond de la bibliothèque raciste, *le Mythe du XX<sup>e</sup> siècle* d'Alfred Rosenberg, l'un des cerveaux du parti, rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter*, et en cette qualité porte-parole officiel de la doctrine (qui vient d'ailleurs de recevoir des mains du chancelier l'investiture nouvelle de directeur des Affaires étrangères du III<sup>e</sup> Reich). Que trouvons-nous à la page 73 ? « Il était naturel que tout ce qui à Rome

avait encore du caractère, se défendit contre l'introduction du Christianisme », et un peu plus loin, même page : « de même le monde germanique s'est toujours insurgé et soulevé contre l'idée syrienne ».

Dans les deux idées ici formulées : insurrection romaine, insurrection germanique contre le poison de Syrie, ne trouvons-nous pas la source directe des vers blasphématoires reproduits plus haut :

1<sup>o</sup> Crucifiement par les « Romains aryens » de l'homme issu des hordes juives ; 2<sup>o</sup> exécution germanique du Christ par « le Messie Hitler ».

Avec le grossissement, l'épaississement obligatoire du trait subi par toute idéologie passant de la conception du maître dans celle du disciple, d'un *cerveau* mûr dans des *sensibilités* adolescentes, nous sommes obligés de reconnaître ici une filiation directe.

Cette tragique filiation, cette étroite chaîne de responsabilités, l'évêque de Linz, Mgr Gföllner, dont on se rappelle la vigoureuse lettre pastorale du 21 janvier de cette année « sur le vrai et le faux nationalisme », commentant le fait que nous venons de rapporter, les souligne fortement par d'ardentes et graves paroles auxquelles il n'y a rien à ajouter :

« Cet acte ne représente que la conséquence logique de l'impie et chimérique idéologie raciste prêchée sous le nom de mythe du sang (*Blutmythus*). Qui sème le vent récolte la tempête, et il est des esprits dont on ne peut plus se défaire quand on les a une fois évoqués. Si on recule devant les conséquences, ce sont les principes mêmes qu'il faut se résoudre à abandonner. Envisagé à cette lumière, un blasphème comme celui-là ne représente pas, — trop de faits désolants l'attestent, hélas ! — un acte isolé et fortuit... De ce forfait inouï nous tenons pour pleinement responsables les chefs qui, eux, savent parfaitement ce qu'ils font. Nous repoussons en conséquence, avec la dernière énergie, les principes subversifs et erronés du faux nationalisme que nous avons déjà flétri et marqué du fer rouge dans notre dernière lettre pastorale. Le monstrueux attentat de Linz atteste, hélas ! l'actualité pressante de nos paroles pastorales que nous maintenons, — nous le répétons ici avec toute la force dont nous sommes capable, dans leur pleine et totale intégrité. Contre ce crime religieux, nous élevons une protes-

tation solennelle et enflammée, sûr de n'exprimer ici que le sentiment unanime des mille prêtres et soixante-quinze mille fidèles de notre diocèse (1). »

Voilà le masque arraché à cette « effroyable haine du Christ » (*ruchloser Christushass*), — nous citons l'évêque de Linz, — que d'aucuns se refusent à voir, prétextant qu'il est de bons catholiques dans les rangs racistes, et s'autorisant de cet exemple. Hélas ! il semble bien qu'il faille donner ici raison au journal catholique d'Autriche déjà cité quand il affirme que chez les racistes soi-disant catholiques il y a 99 pour 100 de nationalisme et 1 pour 100 de christianisme. Et il faut en revenir à la forte parole de Mgr Gföllner : « Il est impossible d'être à la fois bon catholique et véritable national-socialiste » (lettre pastorale du 21 janvier).

# LA QUESTION QUI SE POSE

Fort bien ! Mais alors comment comprendre l'attitude du catholicisme allemand ? C'est l'objection spontanée, irrésistible que nous sentons monter aux lèvres du lecteur français. Reprenons les termes mêmes de la décision solennelle de l'épiscopat allemand, prise en conséquence des délibérations de Fulda et Freising :

« Nous ne considérons plus comme nécessaires les avertissements et défenses générales édictées à l'endroit du mouvement national-socialiste, avertissements et défenses arrêtés par nous dans leur temps (*seiner Zeit*) dans le juste souci du maintien de l'intégrité de la foi catholique et de la sauvegarde des droits imprescriptibles de l'Église. »

Qu'y a-t-il donc de changé ? se dira involontairement le lecteur de chez nous ? Pourquoi la voix de Fulda d'un côté et en même temps celle de Linz de l'autre ? Pourquoi l'amnistie d'un côté, le maintien intégral des rigueurs de l'autre ? Je

(1) Une lettre d'un grand industriel de Vienne à la direction du journal de Linz, nous apprend que le fait que nous avons rapporté ne représente qu'une variante particulièrement répugnante d'un genre connu. L'industriel en question dit avoir vu souvent en Allemagne ces dernières années un joujou-propagande raciste consistant en une croix gammée en bois de trente centimètres environ, aux branches mobiles de laquelle gigotaient un Juif, un évêque, un Bolchévik et un soldat français. Sorte de guignol rotatif résumant assez bien le credo des haines racistes. Ce jouet délicat se vendait la somme de trois marks.

n'ai pas un mot à changer, pas un mot à retirer à ma lettre pastorale de janvier », dit aujourd'hui Mgr Gföllner. Pourquoi l'indulgence en Allemagne alors qu'en Autriche un ecclésiastique, le Dr Simon Pirchegger, vient, pour avoir pris parti pour Hitler, de se voir frappé de suspension ecclésiastique par son supérieur hiérarchique le prince-évêque de Seckau Mgr Pawlikowski?

L'objection a déjà été faite, elle l'a été non avec la nuance de respectueuse incertitude que nous voudrions donner à nos questions, mais dans un esprit manifeste de révolte et de haine. Du camp socialiste au camp raciste s'est formé dans la presse un front unique pour triompher lourdement et brutalement de ce qui, dans l'esprit de cette presse, était une heureuse lézarde de l'édifice catholique, une rupture de l'unité du magistère de l'Eglise.

Il semble que les grandes lignes d'une réponse à un cas dont nous n'avons en aucune manière l'intention de minimiser le caractère troublant puissent être les suivantes :

D'abord le caractère différent que prend le nationalisme en Autriche et en Allemagne. Dans le premier des deux pays considérés, il n'est *encore* (nous soulignons *encore*, en ajoutant avec une impression de soulagement que le péril, intense il y a quelques semaines, s'éloigne franchement) qu'un *parti*; dans le second il est l'*État*. Une différence essentielle doit être établie, nous l'avons dit, entre des factieux et le pouvoir régulier.

En second lieu, compte peut être tenu de l'action entreprise en Allemagne par le national-socialisme pour l'assainissement de la moralité publique (théâtre, cinéma, rues, plages). En toute équité, cette action ne doit pas être méconnue. Tandis que l'immoralisme avait produit en Allemagne des dévastations que tous les touristes, tous les visiteurs de Berlin par exemple, pouvaient il y a quelques années toucher du doigt, un simple coup d'œil jeté aujourd'hui sur les rues de Berlin révèle à l'évidence le progrès. Le raciste, qui manie le balai avec la même décision que l'épée, a nettoyé la maison, — plus vigoureusement, il faut le dire, que les gouvernements modérés et catholiques précédents n'avaient osé le faire. Qu'à la base de cette épuration, il y ait beaucoup moins un principe moral qu'un principe national, le souci de purger la vie allemande

de toutes les toxines, de tous les germes de faiblesse entravant son libre développement, c'est l'évidence même. Mais enfin, le résultat est là, et... heureux. Nul doute que ce point de vue, joint à celui de l'hitlérisme envisagé comme barrière contre le bolchévisme, n'ait pesé d'un poids important dans l'attitude de conciliation que l'on sait.

En troisième lieu, — il faut dire brutalement les faits, — les catholiques allemands ne disposent plus à l'heure actuelle dans leur pays de l'intégrité de leur liberté d'action et de décision. Le régime hitlérien est établi sur la terreur. Il nous fâche certes, dans un débat où la décision devrait appartenir à l'idée, d'avoir à faire une place aux raisons matérielles d'existence, de subsistance. Mais cette place doit tout de même être faite. Le martyre n'est point le fait de tous. Hitler, au moment du vote des pleins pouvoirs, a proposé nettement à ses adversaires de la veille, dans la plus parfaite fidélité à la vieille méthode prussienne de la cravache dans une main et du sucre dans l'autre, l'option entre la paix ou la guerre. La paix, on ne sait pas trop bien de quoi elle sera faite et les plus douloureux points d'interrogation se posent ici. Mais la guerre, on la connaît. On sait comment le gouvernement hitlérien la fait aux partis qui ne marchent point avec lui. C'est pour beaucoup le camp de concentration, c'est pour tous l'éviction méthodique et féroce de tous les emplois, la perte de toutes les places, de toutes les positions. C'est sur le terrain de la pensée le plus cynique bâillon. Rappelons-nous la déclaration du député Kube, président de la fraction national-socialiste, il y a quelques semaines à l'ouverture de Landtag issu des dernières élections : « Nous saurons veiller à ce que les partis qui nous ont combattus ne puissent jamais plus ouvrir leur gueule mal lavée » (*ihr ungewaschenes Mundwerk*), — encore une fois nous nous excusons devant le lecteur français, mais il est bon qu'il sache la langue que parlent les nouveaux maîtres de l'Allemagne et leur conception de la liberté de la pensée! — Les catholiques auraient suivi les socialistes dont ils ont été si longtemps les alliés sur le terrain politique dans la perte intégrale de tous les droits, de tous les éléments de pouvoir et d'influence.

Sur ce côté tristement « pragmatique » de la question, le journal catholique de Linz met très clairement et très crûment

le doigt quand il écrit : « La différence essentielle entre catholiques d'Allemagne et catholiques d'Autriche dans la position prise à l'égard du national-socialisme, réside en ceci que nous autres en Autriche sommes *encore libres* (c'est le journal qui souligne), que nous avons encore la liberté de la décision, alors que les catholiques d'Allemagne, dès la campagne électorale, ont été soumis dans leur presse, dans la personne de leurs chefs, au plus effroyable et brutal terrorisme et qu'aujourd'hui ils se trouvent, pratiquement, à peu près complètement éliminés de la vie publique. »

#### APPARENCE ET RÉALITÉ

Enfin, il est un quatrième point important qui peut être invoqué pour faire comprendre ce qui malgré tout demeure un revirement. C'est à savoir que l'hitlérisme, à partir du moment où il a cessé d'être un parti pour devenir le pouvoir, a lui-même modifié ses positions. Nous disions tout à l'heure, nous faisant l'interprète du doute de l'extérieur : qu'y a-t-il donc de changé ? On peut à la rigueur répondre : il y a quelque chose de changé.

Voyons cela d'un peu plus près.

Sur trois chefs importants, le recul hitlérien peut être enregistré. Mettons en regard sur ces trois chefs les positions racistes *avant* et *après* la prise du pouvoir.

1. *La question des deux confessions religieuses en Allemagne.* — Que dit Hitler avant le pouvoir ?

« Une douloureuse constatation s'impose à nous. A savoir que dans la liberté du monde antique, l'apparition du christianisme a coïncidé avec le premier terrorisme moral. Cette dictature spirituelle règne et pèse encore aujourd'hui sur le monde et le seul moyen de briser une dictature est d'y substituer une autre dictature, de même que la seule réponse au terrorisme est le terrorisme. » (*Mein Kampf*, 3<sup>e</sup> édit., p. 307.)

A cette déclaration de guerre au christianisme de la plus absolue netteté que voyons-nous succéder dans le discours du Chancelier du 23 mars de cette année : « Je reconnais dans les deux confessions chrétiennes le plus important facteur de maintien de la race et du peuple. »

2. *Le concordat.* — Toute idée d'entente avec le Saint-Siège

et de règlement des questions ecclésiastiques en liaison avec le Vatican a régulièrement et brutalement été repoussée par le national-socialisme jusqu'à cette année.

Vote des racistes au Landtag de Bavière, le 15 janvier 1923, contre un concordat bavarois. Vote du Reichstag le 12 juin 1929. Les racistes votent *avec les communistes* pour la dénonciation du concordat bavarois et contre le projet de concordat prussien. Vote du Landtag prussien le 9 juillet 1929. Les racistes votent contre le concordat prussien. Le député Kube flétrit le projet en le qualifiant de « revendication d'un petit groupe avide de pouvoir » (*eine machtlüsterne kleine Gruppe*).

Que dit Hitler le 23 mars ? « Je reconnais les concordats avec le Saint-Siège, bien qu'ils aient été établis contre les voix des nationaux socialistes et des nationaux allemands. »

3. *La question de l'École.* — Que lisons-nous dans l'ouvrage d'Alfred Rosenberg déjà cité ?

« Quelle que soit la tolérance observée à l'endroit des formes de croyance diverses, aucun homme d'État allemand n'a le droit de livrer à une église l'éducation de la jeunesse. Les confessions religieuses ne constituent pas des buts en soi mais des moyens, — moyens changeants et mouvants, — au service du monde de sensibilité national-socialiste et des valeurs morales germaniques » (*wandelbare Mittel im Dienste des national-sozialistischen Lebensgefühls u. der germanischen Charakterwerte*). (*Mythus des 20<sup>ten</sup> Jahrh.*, p. 594-595.)

A cette conception sectaire de l'école et des confessions religieuses que voyons-nous succéder le 23 mars ? Adolphe Hitler promet son appui et sa collaboration » (*Mitwirkung*) à l'école confessionnelle.

Le changement de front est évident. Est-il dicté par un changement de mentalité ? Y a-t-il eu, dans l'esprit hitlérien, soudaine « conversion » dont, bien entendu, les catholiques de tous les pays seraient les premiers à se réjouir ?

Hélas ! il est des limites à la puissance d'illusion volontaire. Il est trop évident que les concessions verbales d'Hitler ont été dictées par le souci d'obtenir au Reichstag une majorité compacte lui assurant devant le pays une autorité que ne lui aurait pas donnée l'étroite majorité numérique des partis « nationaux ». Et nous n'avons qu'à faire ici entièrement nôtres ces lignes du journal catholique de Linz : « Qui ne se

sent envahi à la vue de ces changements d'attitude par le pénible sentiment que le discours du chancelier Hitler le 23 mars n'a été qu'une déclaration utilitaire (*eine Zweckrede*) visant à obtenir pour la loi des pleins pouvoirs étendue à quatre ans les voix du Centre et du parti populaire bavarois ? »

Ces lignes judicieuses résument une situation qui, aussi bien, est l'évidence même.

En dépit de sa violence, la propagande hitlérienne n'a jamais négligé les habiletés opportunistes. Dans la catholique Bavière, le mot d'ordre était : « Votez pour le catholique Hitler. » Dans l'Allemagne du Nord, on allait répétant « Affreuse calomnie ! Jamais Hitler n'a obéi aux ordres de Rome. » L'apologue reste toujours vrai : « Je suis oiseau, voyez mes ailes !... »

Quel est l'esprit de base, l'esprit de fond de l'hitlérisme ? La réponse ne peut guère faire de doute. C'est un esprit d'hostilité déclarée au christianisme et plus encore au catholicisme. Les preuves ? Elles abondent. Tout lecteur curieux de la question n'aura qu'à puiser à pleines mains dans la littérature raciste. Une feuille catholique d'Autriche se fait fort de remplir tous les jours ses colonnes avec les seules déclarations de guerre au catholicisme tirées des ouvrages du parti et nous la croyons bien volontiers.

Sur l'école, écoutons le programme national-socialiste :

« Toute l'école allemande est essentiellement école d'État. Nous ne tolérerons ici aucun *ersatz* ni au moyen des écoles privées, ni par d'autres organisations, ni par « enseignement » individuel. » (*Nationalsozialistische Lehrerzeitung*, septembre 1930.)

Le monopole ne peut pas être plus brutalement ni plus crûment formulé. La *Gleichschaltung*, — ce mot dont la presse raciste a fait une si effroyable consommation depuis quelques semaines et qui veut dire unification avec une couleur de mécanisme empruntée au vocabulaire électrotechnique, — la *Gleichschaltung* des âmes est ici annoncée comme programme en attendant qu'elle devienne réalité. Peut-être certaines considérations de pur opportunisme politique en retarderont-elles l'application. En tout cas on voit quels sont les vœux profonds. Dans un certain sens on peut dire avec justesse que c'est dans sa déclaration *d'avant* la prise du pouvoir, au moment où il

recrute ses adhérents et arrête son programme, qu'un parti livre son véritable esprit (1).

Sur le *Christianisme* lui-même et la portée de son message, écoutons encore une fois (ce sera la dernière) Alfred Rosenberg : « Dans les chants nordiques se lisait le pressentiment de la chute de Wotan, mais, dans l'angoisse de l'inévitable crépuscule des dieux, on espérait toujours l'intervention du Fort d'en Haut (*der Starke von Oben*). Pour le malheur de l'Europe, ce qu'on vit venir ce fut le Yahvé Syrien (Jésus-Christ), sous les aspects de son délégué sur terre, le pape romain-étrusque. » (*Mythus des 20<sup>en</sup> Jahrh.*, p. 277.)

Sombre cosmologie nordique où se fondent dans une chimie spécifique le blasphème, le paganisme et la fièvre germanique, et qui n'a jamais été désavouée. De la forêt d'Arminius monte une confuse rumeur de sensibilité que seuls pouvaient brider l'ordre et la règle catholiques, que libère aujourd'hui en l'orchestrant l'effort raciste.

Sur Rome, écoutons les déclarations du parti. « Le national-socialisme, écrit Jung, dès 1927, est né du mouvement pan-allemand *los-von-Rom*. » Le mot d'ordre : *los-von-Rom*, on le sait, est né à Vienne, sous l'impulsion de Schönerer. Il est responsable de la déchristianisation d'une grande fraction de l'Autriche. Ce même mouvement après la guerre, quitte sa terre d'origine, et est transplanté à Munich par Jung. Adolphe

(1) Hélas ! il faut retirer l'expression : déclaration *d'avant* la prise du pouvoir. Le 28 avril dernier le professeur Heering de Berlin, rapporteur officiel du Reich pour l'instruction publique du parti national-socialiste, a dans la grande salle de l'Académie administrative de Bochum, devant les représentants assemblés du corps enseignant de Rhénanie et de Westphalie, fixé les grandes lignes du programme scolaire national-socialiste. Point pour point, ce programme reproduit le programme de 1930. Monopole de l'enseignement réservé strictement à l'État. Aucune équivalence, aucune tolérance pour l'école privée ou pour l'enseignement individuel.

Même note dans un numéro tout récent de la *Westphälische Schulzeitung* : « L'éducation des Allemands, l'éducation qui doit faire de nos enfants des citoyens allemands, doit être intégralement entre les mains de l'État. » A l'article 9 du programme, on reconnaît que la base de l'éducation doit être le christianisme, mais quel christianisme ? « Les Églises chrétiennes ne peuvent pas prendre la responsabilité d'une rupture de l'unité de l'État, d'une déchirure de la communauté du peuple allemand selon les diverses confessions religieuses. Au cas où d'aventure une Église prétendrait se soustraire au devoir d'être une église allemande, l'État se trouverait par là même libéré de tout devoir moral d'étendre à la dite église sa protection. »

Hitler s'est exprimé à son sujet avec la plus triste et la plus souhaitable netteté :

« Le mouvement los-von-Rom représente l'attaque la plus puissante qui ait jamais été menée contre la citadelle de l'ennemi (*feindliche Hochburg*) dans le dessein de la mettre en pièces. Si cette attaque avait réussi, un terme était mis pour toujours à la désastreuse division des confessions religieuses qui morcellent l'Allemagne; la puissance intérieure du Reich et de la nation allemande enregistrerait par ce triomphe sur Rome un gain prodigieux. » (*Mein Kampf*.)

Sur l'attitude religieuse enfin, notamment sur l'humilité du chrétien devant son Dieu, recueillons les déclarations d'une revue d'étudiants nationale-socialiste : « L'Allemand qui plie le genou dans le sentiment de l'humilité, dans l'abandon de son moi, n'est plus un Allemand. L'Allemand qui attend de la mort d'un innocent sur la croix, la libération de ses propres fautes ne trouvera point dans ces voies proposées à son salut un renforcement de son sentiment de la responsabilité. » (*Die Bewegung*, 1930, n° 26.)

Veut-on, pour bien se convaincre de la fidélité remarquable du national-socialisme à sa nature de *mala arbor*, des textes tout récents? En voici un, extrait ces jours derniers d'un journal de province autrichien faisant partie d'un trust de presse hitlérien, et dans lequel se reflète avec une louable netteté la doctrine de toujours du parti.

Après une introduction sur « l'esprit de politique du Vatican » et notamment sur le plan prétendu d'une division de l'Allemagne en deux fractions aussitôt après la guerre, « une république protestante dans le Nord et, dans le Sud, un groupe de monarchies auquel se serait agrégée l'Autriche », voici ce qu'écrivit le *Salzburger Volksblatt*, du 9 mai dernier :

« Le marxisme international a été, le Vatican demeure pour l'Allemagne un péril qu'on ne dénoncera jamais assez haut et assez souvent. Aujourd'hui le poignard, le poison et le bûcher ne sont plus les armes employées. Mais elle est toujours debout et intacte, l'obscur et mystérieuse tactique des chefs de la Compagnie de Jésus, la tactique qui justifie le moyen par la fin et dont le but dernier est le règne absolu sur la collectivité des peuples. Jamais l'Allemand ne croira à une entente sincère, chevaleresque, avec son ennemi héréditaire

à travers des millénaires (*Jahrtausendalter Urfeind*). Toute sa confiance, c'est dans sa force à lui qu'il la place. Il est déjà venu à bout du marxisme rouge, il faut qu'il vienne à bout et il viendra à bout du catholicisme ultramontain. »

## UN NOUVEAU KULTURKAMPF

Arrêtons ces citations. Elles sont à la fois probantes et lassantes. L'anthologie païenne et anticatholique du racisme croît tous les jours. Elle défie et déborde l'effort du citateur. Nous avons beaucoup traduit, parce que nous tenions à ce que le lecteur pût juger pièces en mains.

Mais nous croyons avoir assez cité. Nous voudrions conclure. Et ces conclusions ne pourront être que mélancoliques. Elles ne sont probablement pas très éloignées de celles qui auront d'elles-mêmes pris forme dans l'esprit du lecteur. L'attitude actuelle des catholiques d'Allemagne représente-elle la réponse que l'on attendait à l'esprit du racisme tel qu'il se dégage des pages qui précèdent? Cette réponse, si déroutante pour qui la regarde de l'extérieur, nous avons fait tout notre possible pour la faire comprendre. Nous n'avons rien tu de ce qui pouvait être porté à l'actif du national-socialisme : son indéniable vigueur de défense contre l'immoralité publique et contre la toxine communiste. Nous avons montré ce qui pouvait plaider en faveur du geste de la main tendue à Hitler : déclarations officielles récentes dans une certaine mesure apaisantes; immenses difficultés et même risques redoutables auxquels le refus aurait pu exposer les catholiques; enfin situation nouvelle née du fait de la constitution du racisme en pouvoir régulier.

Tout cela dit et redit, le plus grave point d'interrogation subsiste. Avant de le formuler plus nettement, nous voudrions passer la parole à la catholique revue de Munich l'*Allgemeine Rundschau*. On sait qu'aujourd'hui la presse est bâillonnée en Allemagne. La seule audace que puisse encore se permettre un journal ou une revue consiste à extraire une citation (prise comme couverture) d'un organe de presse étrangère non encore interdit : l'audace indirecte, au second degré, si l'on peut dire.

Voici donc les lignes que l'*Allgemeine Rundschau* emprunte à une gazette suisse, les *Schweizer Republikanische Blätter*.

« A la totale capitulation du Centre les évêques d'Alle-

magne ont ajouté une capitulation infiniment plus tragique et plus lourde de conséquences : la leur. Cette abdication était-elle nécessaire? Non! Adolphe Hitler se serait amplement contenté d'une attitude réservée et même glaciale de la part de l'épiscopat, trop heureux de ne point se heurter à une résistance ouverte. La crainte de provoquer cette résistance eût été pour lui conseillère de sagesse et de prudence. Il avait devant lui les dernières puissances qu'il redoutait : le pouvoir moral de l'épiscopat d'Allemagne. Aujourd'hui, hélas! que voyons-nous? En présence même des mânes des intrépides et intraitables adversaires que Bismarck avait rencontrés dans l'épiscopat allemand, sur le sol de ces hommes inflexibles qui s'appellèrent Ledochowski, Melchers, Ketteler, de ces prêtres qui se laissèrent trainer en prison, arracher leurs fortunes, leurs évêchés, mais qui ne se laissèrent pas mettre à genoux par l'épouvantail de l'État, — sur le sol de ces hommes-là nous voyons aujourd'hui toute la forêt des mitres allemandes s'incliner devant la statue de Baal habillée de la chemise brune! Le 14 mai 1872, Bismarck avait crié qu'il n'irait pas à Canossa. Grâce à l'inflexible attitude de l'épiscopat prussien il y alla et ce furent les lois de recul de 1886-1887. La crosse des évêques, la houlette des pasteurs dont le pâturage n'est pas de ce monde avait plié le Chancelier.

« Aujourd'hui, tradition et prestige, tout un immense passé, le passé de l'Église catholique allemande, tout cela git à terre en morceaux! Hitler et ses auxiliaires ne sont point gens à rendre avance pour avance, à récompenser par leur attitude un abandon et une soumission aussi inattendue. L'attitude catholique sera interprétée comme un aveu de faiblesse et de peur. L'Église d'Allemagne l'apprendra sans tarder à ses dépens! Quand le national-socialisme aura usé sa colère sur les Juifs, c'est contre l'Église que se tournera l'orage. Car il ne faudrait pas l'oublier : le national-socialisme en tant qu'idée, Hitler en tant que personne viennent tout droit du mouvement los-von-Rom d'avant-guerre. Et quand le moment viendra où tout de même les évêques d'Allemagne seront obligés de défendre leur troupeau, à ce moment-là les chefs verront qu'ils n'ont pas de troupes derrière eux. Toute la jeunesse allemande, maintenant qu'elle se sent libre, maintenant qu'on a délié sa conscience, va passer en bloc à Hitler. Qu'on

ne compte point sur une action catholique en chemise brune. Sous la chemise brune vit l'esprit du moine de Wittenberg et celui du surhomme de Nietzsche qui est à lui-même son propre Dieu. Le premier a étatisé Dieu, le second l'a détrôné.

« Sur la terre du tombeau de saint Boniface, fondateur de l'église d'Allemagne, cette même église vient aujourd'hui de creuser sa propre tombe. Elle avait le choix entre la lutte et l'asservissement. Elle a opté pour l'asservissement. A partir d'aujourd'hui son destin ne peut plus être que se taire, souffrir, voir faire. Sa force morale est perdue, son épine dorsale brisée. Où est la vaillance d'âme qui éclate si magnifiquement dans les psaumes : « J'ai remis ma vie entre les mains du Seigneur, que peuvent me faire les hommes ? Mieux vaut s'appuyer sur Dieu que sur les puissants de ce monde » ! Cette vaillance intime de l'âme, où veut-on que le peuple catholique aille maintenant la puiser, quand il assiste à une capitulation aussi entière, aussi totale de ses chefs les plus hauts, quand il voit que cette confiance intérieure chez ses chefs mêmes ne vit plus ? »

Paroles ardentes, dont nous ne pouvons faire nôtre, en certains passages, la violence. Paroles qui taisent le maintien formel de la condamnation doctrinale, qui négligent des aspects que le but justement de quelques-unes des pages qui précèdent a été de montrer, mais en même temps paroles de foi qui ont été dictées à une plume emportée par un cœur généreux. Paroles graves surtout où nous ne pouvons méconnaître une claire connaissance des choses d'Allemagne.

Veuille Dieu qu'elles ne se réalisent point !

Nous ne pouvons que nous associer du fond de notre cœur aux paroles ardentes et douloureuses que prononçait au début de mai, à Salzbourg, au Congrès du parti-chrétien-social Mgr Filzer :

« Nos regards se portent au delà de la frontière, du côté de nos frères d'Allemagne. Tous les jours nous prions pour une heureuse issue de l'expérience (*das Experiment*) actuellement en cours là-bas. Mais nous autres ici, en Autriche, nous n'avons point besoin en vérité d'une expérience de ce genre et ne voulons pas la voir instituer. »

Nous savons ce qu'on répondra.

Le danger pour l'Église catholique d'Allemagne, ce n'est point du côté national qu'il vient, c'est du point opposé de l'horizon. C'est du côté marxiste que se trouve l'immoralité organisée et la *Gottlosenbewegung* (mouvement des sans Dieu).

Accordons à l'objection la part de vérité qu'elle peut contenir. Dans les rangs racistes, jusqu'ici du moins, c'est moins l'athéisme qu'on rencontre qu'une autre chose presque aussi grave : la confiscation de l'idée religieuse par l'idée nationale, l'annexion de Dieu au germanisme.

Que disait donc tout récemment, dans un beau discours, M. Vaugoin, président du parti chrétien-social en Autriche ? Que l'on ne s'étonne pas de toutes nos références autrichiennes. L'Autriche, elle-même menacée par le virus, est bien placée pour le juger. Elle entend le fauve rugir à sa frontière et elle a encore, elle, la liberté d'exprimer sa crainte de voir céder la barrière :

« Pour l'Église catholique, nous ne craignons pas moins les nationaux-socialistes que les socialistes. Ceux-ci sont les ennemis ouverts de l'Église. Ceux-là se donnent encore comme catholiques mais décrètent en même temps l'État souverain, en repoussant toute autorité suprême et en dictant à l'Église, — à cette Église que Notre Seigneur a fondée, — le devoir de se soumettre à l'État. Voilà le mal foncier et profond qui ne pourrait qu'être néfaste à notre pays. »

Pour apercevoir le danger, il suffit d'ouvrir les yeux et par exemple de porter le regard du côté protestant. Ici aussi se précise la menace de la confiscation de l'idée religieuse par le mouvement raciste et on ne peut que donner raison à une feuille catholique d'Autriche quand, dans un article intitulé : *Gleichgeschaltete Kirche*, elle écrit que « ce qui se passe du côté de l'Église évangélique requiert de la part des catholiques la plus vigilante attention ». Il y a ici une incontestable solidarité entre les deux confessions.

Que se passe-t-il donc de ce côté ?

Il existe en Allemagne un mouvement protestant à tendances violemment nationales-socialistes qui porte le nom de *Deutsche-Christen*. Pour mettre le lecteur commodément en mesure de juger de l'esprit qui l'anime, le mieux sera sans doute de lui mettre sous les yeux quelques déclarations offi-

cielles récentes. Que dit le pasteur Hoff dans la première réunion plénière tenue à Berlin le 6 avril dernier :

« Après un siècle et demi de servitude, la nation allemande est enfin libérée de ses chaînes. C'est une raison pour nous de ne pas admettre que l'Église reste en marge, dans une attitude d'expectative, et qu'elle ouvre ses bras à ceux qui ne visent qu'à la détruire. L'homme allemand trouvera dans son église sa patrie (soyons attentifs à l'usage du possessif : son !). Il faut dire et proclamer bien haut que la volonté de Dieu est d'avoir dans notre peuple une église évangélique dont l'âme soit allemande. »

Et que dit à son tour, au cours de la même réunion, le pasteur Peter ? « Dans ces jours qui ont ébranlé si puissamment nos cœurs allemands, les rapports de l'Église et du peuple se sont révélés à nous sous un jour nouveau... Je ne puis être un chrétien tout court ; je ne puis être qu'un chrétien allemand. »

Certaines tendances dangereuses se font déjà jour ici qui n'ont pas manqué d'alarmer les protestants sincères. Mais les choses ont marché depuis. En Mecklembourg, le président du Conseil des ministres vient de nommer, avec entrée en fonctions immédiate, un commissaire d'État (*Staatskommissär*) pour l'Église évangélique du pays. Nous connaissons déjà le rôle des « Commissaires » sur le plan politique. Nous nous rappelons avec quelle expéditive rondeur ils ont opéré dans les États du Sud, Bade, Wurtemberg et Bavière étranglant en un tournemain ce qui restait d'indépendance aux « pays ».

Aujourd'hui le « Commissaire » franchit le seuil de l'Église. Voici comment la *Gazette du Mecklenburg*, organe raciste, définit son activité sur le plan confessionnel et religieux : « Les Églises évangéliques sont fondées par des hommes. Elles constituent exclusivement des organisations dont le seul but est d'assurer, par l'intermédiaire des ministres de l'Église, le fonctionnement régulier de l'enseignement donné du haut de la chaire avec la dispensation des sacrements. Nous exigeons aujourd'hui que les hommes de la révolution sociale, en tant qu'ils sont de confession évangélique, s'emparent, investis du mandat qui leur aura été confié par les fidèles dont ils font partie, de la direction et de l'adminis-

tration des églises pour les mettre à l'unisson (*gleichschalten!*) de la Révolution, de l'État et du Reich. Et c'est pourquoi nous adressons un appel au peuple des campagnes : paysans, conquérez les églises! Car il y a danger que la réaction s'installe et s'accroche dans le pouvoir ecclésiastique, de même que ce pouvoir ecclésiastique a jusqu'ici pactisé avec les gouvernements, aujourd'hui abattus par nos soins, des libéraux et des athées. Paysans! emparez-vous vous-mêmes du pouvoir ecclésiastique, de toutes les fonctions ecclésiastiques jusqu'à l'élection du pasteur de la commune. Ayez soin de n'élire à l'avenir, comme serviteurs de la parole de Dieu, que des hommes éprouvés dans la bataille, capables d'être de vrais chefs, animés du désir de servir l'église et la commune, mais non de régner dans l'église. »

Cette sécularisation et nationalisation brutale du culte, ce qu'il y a encore dans le protestantisme allemand de sincèrement croyant et chrétien l'avait vue venir de loin. Voici les graves et courageuses paroles que prononçaient, dès janvier de cette année, les pasteurs évangéliques assemblés à Altona : « Quiconque prétend soumettre le message de l'Église au pouvoir politique, constitue, par là même, le pouvoir politique en religion hostile au christianisme. »

Ces solennels avertissements n'ont servi à rien. On vient de voir de quelle brutale manière ils sont jetés par dessus bord par un pouvoir avide de se soumettre la vie entière de la nation et qu'encourage dans sa voracité l'affligeante faiblesse des volontés qu'il a trouvées devant lui.

Commentant l'attitude du gouvernement du Mecklembourg, un journal catholique d'Autriche écrit : « Se prépare-t-il dans les églises évangéliques d'Allemagne un Kulturkampf nouveau, le Kulturkampf d'un parti tout-puissant devenu l'État, contre la liberté de l'Église? C'est la première question que nous posons. Et la seconde est la suivante : ce mouvement s'arrêtera-t-il à la porte de l'Église catholique? La solution de cette question constitue pour tous les catholiques d'Allemagne un problème vital. »

La campagne, hélas! a déjà commencé à se dessiner. Très caractéristiques sont à ce point de vue les derniers articles du journal allemand, aujourd'hui le plus authentique dépositaire de la mentalité nationale-socialiste, la *Tägliche Rundschau*.

Selon cet organe, la grande vague d'unification nationale (toujours la *Gleichschaltung*!) qui a déferlé sur l'Allemagne fait une nécessité de la suppression radicale de tout ce qui subsiste encore de partis. Parmi ces « nids de résistance » (*Nester des Widerstandes*) les plus hostiles à l'unité morale du pays, la feuille désigne en première ligne et comme les plus dangereux le Centre et le parti populaire bavarois, auxquels elle dénie tout droit d'existence fondé sur des bases religieuses. La mise au banc des accusés de la nation de personnalités catholiques aussi représentatives que Adenauer, Hermes, Moenich, Perlitiis, Esser, dénonce ouvertement les intentions entretenues à l'égard du Centre par les hommes qui tiennent aujourd'hui le pouvoir.

On peut d'ailleurs se demander comment l'illusion est encore possible, quand on se rappelle les sauvages déclarations de mépris et de haine à l'endroit des catholiques tombées si récemment des lèvres, non pas de journalistes, mais de ministres responsables. Aurait-on donc déjà oublié les apostrophes cyniques de M. Goering à l'« internationale noire », aussi dangereuse que la rouge pour l'âme allemande, et à « l'homme noir qui fait le guet (*der Schwarze hat Schmiere gestanden*) pendant que le marxiste cambriole la maison allemande » ?

Quoi qu'il fasse, à quelque empressement de conciliation qu'il descende, le catholique sera toujours aux yeux de l'hitlérien marqué d'un signe d'exception et de déshonneur. En dépit d'efforts désespérés de rattachement, il demeure en marge du grand courant du « soulèvement national », sur le bord du fleuve. Il ne parvient pas à se défaire de l'étiquette de défiance qu'ont collée sur lui les nationaux (*National Unzuverlässig*). Il reste l'homme des couleurs républicaines du drapeau noir, rouge et or, l'homme de la combinaison, du compromis avec le « marxisme », l'homme du « System » qui a pris sa part de profit du « crime de Novembre » (*Novemberverbrechen*), l'homme qui a partagé le cloaque de Weimar. Sur sa manche, il y a la marque de réprobation qui désignait le Juif au moyen âge. Le pont n'est pas possible. Des tractations... des marchés... peut-être. Pas un pont. Le sang d'Erzberger fait une large flaque. Cette flaque à peine séchée, ce sont les amis de l'assassiné, les hommes du Centre, nous avons la tristesse de le cons-

tater, qui l'oublie aujourd'hui, qui l'enjambent pour tendre à l'assassin une main que celui-ci condescend à peine à accepter. Le parti des meurtriers, lui, n'oublie rien. Les catholiques, aujourd'hui comme hier, font à ses yeux partie des *Schädlinge*, parasites nocifs de l'Allemagne. On sait qu'un décret récent accorde aux hommes de la Sainte Vehme qui exécutèrent Erzberger le droit de rentrer avec tous les honneurs qui sont dus à des héros de la cause patriotique. Ce que l'on ne sait peut-être pas, c'est le terme *officiel* employé dans cet arrêté. L'assassinat d'Erzberger de douze balles de revolver dans la Forêt-Noire badoise, le 26 août 1921, est qualifié de *Beseitigung*, littéralement : suppression. Voilà dans quelle atmosphère de glorification du meurtre grandissent les nouvelles générations d'Allemands.

Gagne-t-on vraiment à quêter obstinément la poignée de mains que n'accompagne point le don de l'estime, la reconnaissance de la parité ? Et puis, quoi qu'on fasse, ne viendra-t-il pas le moment dont parlait, à la veille de l'octroi des pleins pouvoirs, une courageuse feuille catholique d'Allemagne, la *Gazette du Rhin et du Main*, le moment où, devant l'empiétement menaçant des positions d'en face, devant l'imminence d'irréparables ravages dans les âmes, il faudra bien tout de même pour les chefs « en venir à se désolidariser ».

Ce jour-là, l'option décisive, l'option tragique peut-être, ne pourra plus être éludée. Avec le courage du « non », les catholiques d'Allemagne auront retrouvé la liberté et la grandeur morales.

ROBERT D'HARCOURT.

---

## SILHOUETTES CONTEMPORAINES

---

### M. FRANÇOIS MAURIAC

Tout ce qu'il y a de Mauriac est resté au pays. Je suis seul de mon nom sur l'annuaire des téléphones! »

Orgueil, gaminerie, fatuité, naturel charmants! Et il en a le droit. Si jeune, élu de l'Académie sans concurrent, par un accord bien rare de ses amis et de ses rivaux, à l'âge où la plupart ne font que commencer à esquisser une candidature, M. François Mauriac n'a pas à se plaindre de la fortune. Quel chemin depuis l'époque lointaine où ses premiers vers, remarqués de M. Paul Bourget, étaient salués aussitôt d'un article fraternel et divinatoire de Barrès! L'ex-élève Sturel du lycée de Nancy reconnaissait son image dans ce gracieux cadet de Gascogne: il y applaudirait encore dans l'homme maigre, à peine grisonnant, à la figure étroite et un peu ravagée, comme une tête du Greco, qui, du haut de sa chartreuse « dernier cri » et luxueusement monacale, embrasse ce Paris auquel il disait à vingt ans: « A nous deux! »

Et cependant, même là, dans cet appartement de romancier à la mode, orné selon ses goûts, ce n'est pas là qu'il est chez lui. Au bout d'un quart de siècle de ce Paris qui lui fait fête, il y est encore étranger et inassimilable. Il y a son public, sa cour de belles dames qui s'empressent pour l'approcher à la messe des bénédictines. Il ne tiendrait qu'à lui d'y jouer un rôle de vedette, s'il lui souriait d'être, comme tant de Girondins qui ont réussi, les Meilhac, les Capus et les Porto-Riche, une figure du Tout-Paris. Mais il a conservé un reste de sauvagerie qui le lui interdit. Il suffit de le voir dans les rues d'Auteuil, qui

lui plaisent par ce qu'il leur reste de l'aspect d'un village, se glisser rapidement hors des anciennes portes, tirer des grègues, gagner ces parties du Bois encore presque intactes, qui ont échappé par miracle au coup de fer des jardiniers, marcher de ce pas d'échassier, le nez au vent (« J'entraî dans l'odeur des remèdes... Ils traversèrent le parfum d'une aubépine... »), le regard au loin, emmanché d'un long cou, ce regard du Landais habitué à surveiller des lieues de pays, à interroger l'horizon, à guetter à la cime des bois la fumée des incendies.

Oui, tous les Mauriac sont restés en Gironde, mais celui de Paris, le seul de l'annuaire des téléphones, n'y est pas moins fidèle que les autres. Il est moins installé que campé à Paris. Il y a ses relations, ses habitudes, sa haute situation littéraire, à la fois cette solitude et cette vie de conversation, ce coup de fouet qu'on ne trouve que là ; il y a transporté son foyer et sa table de travail, avec son vieux Pascal de l'édition Brunschvig, culotté et couvert de notes, qui ne le quitte pas depuis sa rhétorique : il n'y vit jamais qu'à demi. Peut-être ce qu'il préfère encore dans Paris, c'est d'y exaspérer une certaine qualité de spleen qui décuple son regret de la seule chose qu'il aime et prête à sa vision la puissance du désir.

**C**E n'est même pas à Bordeaux, bien qu'il y soit né, que l'on doit se le figurer : Bordeaux, c'est déjà la grande ville, la capitale de la province, une étape ou un relais sur la route de Paris ; c'est surtout le lieu de certains souvenirs, des années de collège, d'une éducation religieuse, des Fêtes-Dieu et des repasoirs dans le parc des Pères maristes, un lieu d'attendrissements et de larmes dans la chapelle, et puis la découverte de la vocation littéraire, le cœur qui bat en lisant Verlaine et Francis Jammes, et la tête qui se monte en songeant aux départs, devant la magnifique Corne d'Or de la Gironde, et en foulant le pavé du quai où s'embarqua le jeune Baudelaire.

Quelle que soit l'importance de ce chapitre de sa vie, ce n'est pourtant pas là qu'est le vrai Mauriac : il n'y est plus guère qu'un passant, qui poursuit des ombres. Comme un Aurevilly à Saint-Sauveur-le-Vicomte, un Guérin au Cayla, François Mauriac ne se comprend qu'à Malagar.

A une demi-lieue de Langon, gros bourg sur la rivière,

enrichi par le commerce des vins et par celui des bois, le château Malagar se dresse sur l'arête d'une colline en pente douce, couverte de vignobles ; on aperçoit du viaduc sa façade blanche ombragée à gauche d'un bouquet d'arbres. En dépit du nom de château, c'est une demeure toute unie, à un étage, sans prétention, ce qu'on appelle dans le pays une maison de maîtres, seulement un peu plus grande que celle d'un paysan, et surélevée au milieu d'un étage en forme de tour et casqué d'ardoise par un aîeul glorieux et ami du panache. Devant la maison, au midi, s'étend un carré de gravier que termine un portail. Une pelouse flanquée de charmilles s'incline vers la terrasse. A l'est, un petit bois donne de l'ombre à la famille, grand luxe dans ce pays où la vigne règne et où si peu est concédé à l'agrément ; à l'ouest, c'est le verger, les maisons des vignerons, le chai et le pressoir, avec une belle allée de tilleuls en bordure qui prolonge la terrasse, propice à la promenade et à la méditation. Au delà, les vignes commencent tout de suite.

Mais la grande beauté de cette demeure agreste, c'est le double paysage qu'on embrasse de ce belvédère : au nord, le plateau d'Entre-deux-Mers, les vallonnements à perte de vue du pays de Benauges, longues ondulations, dos de tortue assez moroses, sans une habitation visible, où les hameaux se terrent dans les creux de vallée, et que domine le calvaire de Verdélais ; au sud, un paysage concave, la grande cuve verdoyante où coule la Garonne invisible, une Garonne encore domestique, rurale, semée de bourgs et de villages, avec les côtes fameuses, les illustres Sauternes, tout le blason et la carte héraldique du vin, et là-bas, la ligne noire et basse de l'interminable forêt, l'horizon résigné et la mélancolie des Landes.

On sait le beau mot de Courbet à un de ses jeunes confrères qui lui annonçait son départ pour quelque Orient ou quelque Turquie. « Mais vous n'avez donc pas de pays ? » lui dit le grand peintre scandalisé. Aujourd'hui, tous nos écrivains, nos romanciers voyagent. Chacun revient de quelque part. Tombouctou, Saïgon ne sont plus qu'un jeu pour nos essayistes volants. Au milieu de ce branle-bas, M. Mauriac surprend par ses goûts sédentaires. Deux courses de jeunesse en Italie et en Espagne (et encore, l'Italie sans Rome!), une pointe en Tunisie, Salonique pendant la guerre, et le voilà quitte de la contagion vagabonde. C'est avec la même indiffé-

rence qu'il néglige Londres et Berlin, et se déclare incapable de retenir un nom de consonance étrangère. Pas de tête moins cosmopolite et moins européenne. Enfermé dans un cercle étroit d'intérêts et d'occupations actives et sérieuses, entouré de jeux d'enfants qui grandissent où il a grandi, cette part lui suffit, il n'éprouve pas le besoin d'en changer.

Il faut avoir vu Mauriac, gentilhomme vigneron, les brodequins boueux, avec cette insouciance de l'argile gluante que n'aura jamais le citadin, se pencher au milieu d'une pièce et choisir, en écartant les feuilles, une grappe d'un muscat doré qui ressemble à ses yeux : le même soleil mûrit ses vignes et ses livres ; son vin et ses romans sont également autochtones. Ici et là, c'est le même feu, fait liqueur et mis en bouteille. Du premier regard, le visiteur se trouve en pays de connaissance : voici le décor de ces romans fameux, la funèbre maison de Langon, secouée par le passage des trains, où se passe *Genitrix*, la terrasse où le malheureux Pierre Gornac se dévore de jalousie et entend comme une grive le rire d'une fille dans les vignes, le viaduc où les rapides, « sur des roues de fumée », emportent des inconnus vers des buts ignorés, devant la vieille demeure immobile. Combien de fois ce peuple de fantômes, ces Cazenave et ces Péloueyre, ces Lavignasse et ces Courrèges, sont-ils venus à la rescousse, les années de mévente, et ont aidé leur père, comme des ouvriers auxiliaires, à joindre les deux bouts ! C'est un prêt pour un rendu, un virement d'écritures entre les comptes d'un même avoir, entre deux ordres de réalités différentes et jumelles.

Passant un jour à Malagar (puis-je le dire sans indiscretion ?) j'eus le spectacle complet de ce que le romancier doit à ses « nourritures terrestres ». Deux des frères Mauriac étaient venus passer la journée en famille chez leur cadet : il y avait « mon frère l'abbé » (celui que, dans *le Mystère Frontenac*, l'auteur appelle « mon frère Yves »), l'aumônier des lycées de Bordeaux, visage incroyable de lumière, d'allégresse spirituelle, et le masque romain du docteur Pierre, le chirurgien des hôpitaux, l'auteur de ces beaux livres qui s'appellent *Aux confins de la médecine* et *Nouvelles rencontres*. Mes regards allaient sans arrêt de l'un à l'autre de ces trois visages : la figure de flamme de l'apôtre, le visage sévère et mâle du pra-

ticien, la face émaciée de l'écrivain et sa maigreur de salamandre. Quel tableau que les trois Mauriac! J'oubliais le dernier, celui que je n'ai pas vu et que M. Albert Thibaudet, par une vive intuition critique, a bien su deviner; à côté du prêtre et du médecin, qui offrent au romancier deux vues sur la réalité, ne conviendrait-il pas d'ajouter, pour compléter ses fiches, une prise sur le droit et les affaires d'argent, et de supposer un Mauriac notaire? La Providence y a pourvu: l'étude de « mon frère l'avoué », qui est l'ainé de la famille, achève la trinité de l'Eglise et de la Faculté. Appuyée sur les dossiers et les archives de l'homme de loi, sur le confessionnal et le cabinet de consultation, quelle documentation pour les ouvrages du petit frère!

Mais ce n'est encore que la moitié du diptyque dont se compose son paysage. Depuis la terrasse de Malagar, dans ce vaste tableau qui se déploie au sud de la Garonne, il y a, on l'a vu, deux régions bien distinctes: à droite, le coteau viticole, à gauche, à l'infini, la nappe forestière, la barre horizontale des Landes, le grand pays secret de sables, de pins et de lagunes qui s'étend sans interruption jusqu'au pied des Pyrénées, immense solitude, océan végétal de tristesse, d'enchantements et de monotonie. Entre ces deux contrées, ce n'est pas le coteau célèbre, c'est le pays sévère et d'apparence ingrate que le romancier vous montrera avec un geste de tendresse: c'est par là, à trente kilomètres, du côté de Villandraut, que se trouve la maison maternelle de Saint-Symphorien. C'est là le pays de son cœur.

Ce que furent ses « enfances », ses souvenirs (*Commencements d'une vie*) et plus encore ses romans pleins de jeunes gens nous le racontent. C'était le pays de ses vacances: quelle libération, après le collège et les hivers de la rue du Mirail! C'était un monde très primitif, encore à demi sauvage, où les ancêtres béarnais de la famille maternelle s'étaient arrêtés avec leurs troupeaux vers le milieu du dernier siècle; ils y arrivèrent en même temps que l'on plantait les premiers pins. Le bois et bientôt la résine allaient devenir la fortune du pays. Le département misérable où de maigres moutons cherchaient leur vie, se transforma, se peupla de bûcherons et de scieries. Profond lac de silence et d'engourdissement, où le murmure des pins et le mouvement de l'air du large qui se propage sur

leurs cimes rappellent les houles qui jadis parcouraient cette ancienne mer.

L'isolement était si profond que le colon y vivait encore, il y a quatre-vingts ans, comme au temps des rois fainéants. La grand mère de l'auteur, vers 1830, dévorait les romans de Dumas à la lueur d'une chandelle de résine. Monde en dehors du siècle, où le temps n'avait pas la même mesure que le nôtre : un monde de la durée, presque indifférent aux saisons dans cette verdure éternelle, où la vie, comme celle d'une forêt enchantée, se compte par la croissance insensible des arbres. Pays couvert, magique, embaumé, où l'enfant s'enivrait de rêveries et de parfums, où les pins chauffés tout le jour balancent le soir leurs arômes et où les routes, la nuit, entre les rives formées par leurs dômes noirs, se changent en torrents d'étoiles.

Ainsi grandissait dans les bois cette jeune vie passionnée. C'était l'été, la saison brûlante, particulièrement implacable dans ces régions de sables et de forêts : du matin au soir, sur les millions d'arbres blessés qui laissent échapper leur gomme, l'astre promenait son globe de flammes et l'on ne percevait, dans la stupeur universelle, que la furie des cigales et le crépitement des écorces, comme le bruit sec des bûches qui se crevaient dans un four ; parfois, sur cet accablement, après des semaines de sécheresse un orage éclate, et la terre torturée de soif reçoit dans son sein les cataractes et s'abandonne avec un spasme d'assouvissement ; longtemps après, au moindre souffle, on prend encore pour la pluie le bruit des feuilles qui s'égouttent. Souvent, après avoir couvé sous la litière des aiguilles sèches, une flamme jaillit et embrase un pin de pied en cap, puis, sautant d'arbre en arbre, allume en un clin d'œil « une forêt de torches ».

Ce genre de spectacles a laissé sur l'esprit de l'adolescent une trace indélébile. De là cette langue contractée, elliptique, torréfiée, ce jet qui ressemble à une lave grisâtre et sans éclat, mais incandescente sous sa croûte, et ce vocabulaire incendiaire où les mots de brasier, de fournaise, et surtout de cendre, les épithètes torrides ou consumées deviennent les termes techniques de la terreur et de l'angoisse. C'est l'atmosphère de M. Mauriac et son climat spécial : le climat des pays du feu.

C'est dans cet univers taciturne, muet, harassé, tour à tour

étouffant ou noyé de brefs déluges, que parfois dévore une brusque lueur, qu'il se plaît à situer ses drames : comme si, à travers les barreaux pressés des pignadas, soudain flamboyait une révolte. On dirait que dans la forêt végète et circule pour lui une force obscure et toute-puissante, qui ne se trahit à l'ordinaire que par l'odeur nocturne, et pendant quelques jours par l'impalpable nuée d'or des pollens en voyage. Mais parfois de ce lit de feuilles mortes, d'herbes sèches, d'aridités, s'engendre à la longue une étincelle, et une forêt entière flambe comme une meule. Le romancier s'est exercé de bonne heure à reconnaître de loin le léger crêpe de fumée qui ternit le bas d'un ciel pur, pour courir à la flamme où se tord Thérèse Desqueyroux et admirer sur le bûcher sa face de « brûlée vive ».

AINSI s'accumulait en lui la matière de ses romans. Car A. M. Mauriac n'a pas seulement une vocation de romancier : c'est un romancier qui a son « monde », je veux dire quelque chose de parfaitement homogène, un petit univers circonscrit, mais reconnaissable comme une planète distincte, ayant sa faune particulière et sa topographie.

C'est un monde provincial, et M. Mauriac a raison d'écrire que pour un romancier, être coupé de la province, « c'est être coupé de l'humain ». Mais en même temps on ne le prendra jamais pour un simple romancier régional, comme il y en a tant, attentifs à nous peindre les minuties de leur petite patrie, la Touraine de Boylesve ou la Lorraine d'André Theuriet : ses peintures ne s'adressent jamais à la curiosité. Les choses font partie de la conscience des êtres, dont elles deviennent les signes ou les complices. Elles ne sont jamais décrites, mais sont connues comme des présences, des pressions, des menaces, des présages. L'orage sur Argelouse n'est pas moins essentiel au drame de Thérèse Desqueyroux que ne l'est, pour nous faire connaître cette créature brûlante, son éternelle cigarette. Ainsi frémit au passage des trains, comme secouée d'un bref frisson, la lugubre maison où agonise sous la haine d'une belle-mère la femme de Fernand Cazenave. Ainsi sous la torpeur d'une canicule écrasante ferment le honteux délire qui s'accroît dans le cœur de la quadragénaire Elisabeth Gornac pour les vingt ans de Bob Lagave.

En deux mots, on peut dire qu'il y a toujours chez Mauriac

un roman provincial impliqué dans le drame ; il y existe, et très puissant, bien qu'il ne soit jamais l'intérêt principal. Sa province, si je puis dire, lui est donnée comme son corps : cette masse d'impressions, de souvenirs, de sensations, d'images qui constituent notre mémoire et la conscience de notre personne. Mais l'objet de Mauriac est bien moins de décrire les mœurs ou les aspects de la Guyenne, que d'explorer son moi et de peindre des régions tragiques de son cœur.

J'imagine que la guerre, bien qu'il n'en ait jamais rien dit, fut dans cette poétique le fait déterminant. Les premiers livres de l'auteur n'en laissent rien prévoir. Ce sont des livres exquis, mais les livres d'un enfant. L'immense horreur de la guerre mondiale, cette épouvante de fin du monde, le firent homme. Malade, à Salonique, dans cet hôpital de fièvre et de dysenterie, grelottant au milieu d'un démesuré cimetière, à l'heure de l'effondrement russe, du désastre de la Roumanie, où tout semblait perdu, où il ne restait qu'à mourir, c'est alors que le romancier se transforma : il ne voulut pas disparaître sans s'être ouvert le cœur, s'engloutir inconnu, sans avoir rompu le silence. Convalescent, chez lui, il écrivit *la Chair et le sang*. Étrange phénomène, que l'avenir aura peine à expliquer ! Musset, dans quelques pages fameuses, a exprimé le mal du siècle et le trouble dont souffrirent les fils d'un temps d'alarmes, conçus entre deux batailles par des mères anxieuses. Ce qu'on n'avait pas vu encore, c'est le spectacle d'une jeunesse victorieuse et désabusée, comme frappée de désespoir au milieu de son triomphe. Ce fut le caractère de la littérature d'après-guerre, que son amertume et sa tristesse. On vit avec surprise, sous les drapeaux pleins de gloire, paraître cette génération cruelle.

Parmi ces nouveaux venus, le jeune homme de trente-cinq ans se trouvait être un des plus mûrs et peut-être le mieux armé d'intelligence. Le sang de Montaigne est sans illusions. « Pas une bêtise », note déjà Barrès dès le premier livre du débutant. Un flair de chien de chasse, la méfiance la plus aiguë et la plus en éveil, le goût de l'authentique. Il est doué d'une pénétration, d'une rapidité de critique qui prête à ses saillies une sorte de férocité, comme lorsqu'il dit tout d'un trait, en parlant de quelqu'un : « C'est mon ami, je l'admire, je le respecte de tout mon cœur. Il m'agace... »

Cette lucidité, au service d'une nature irritable (« une lucidité affreuse », écrit-il d'un de ses personnages), allait faire de M. Mauriac une espèce d'enfant terrible et l'un des écrivains les plus admirés de sa génération. Sans doute, ce n'était pas le Midi souriant, la bonhomie, le laisser-aller, le scepticisme épicurien que le père de Sylvestre Bonnard venait respirer à Capian. Les temps avaient changé. Ils n'étaient plus, les jours où les délicats s'encharnaient « du parfum d'un vase brisé ». Pourtant cette dure jeunesse renouait une tradition. Ce ne serait pas la peine de se réclamer de nos moralistes, de Pascal à Bourdaloue, de La Rochefoucauld à Vauvenargues, de Chamfort à Stendhal, si l'on reculait là où ils n'ont pas hésité. Ce genre de courage est l'honneur des lettres françaises. Et ce sera celui de ces jeunes rebelles, tous plus ou moins élevés au feu, d'avoir su vivre et quelquefois mourir, « comme certains animaux dorment, les yeux ouverts... »

Pour un homme ainsi fait, la vie de province offrait « tout ce qu'il faut pour écrire ». Dans ces milieux resserrés où tout le monde s'observe et se connaît, où l'on tient registre des alliances et de l'état des fortunes, où la mémoire des scandales se conserve jusqu'à la cinquième génération, où il existe pour toutes les faiblesses un espionnage et une police mutuelle et assidue, un des intérêts de la vie est d'organiser contre le voisin un système de défense et d'opposer aux curieux une façade impénétrable. Sauver les apparences ! Dissimuler sa position ! Vivre sans se trahir, garder son secret, objets où se dépensent une stratégie savante et des trésors de politique. Toute la province est pleine de ces « emmurés vivants », qui n'ont jamais ouvert la bouche et mourront sans parler.

Beaucoup acceptent leur sort, faute d'en imaginer un autre, par découragement, lassitude, ou grâce à une passion tournée à l'idée fixe. Mais çà et là s'amasse dans une âme plus sensible une puissance d'énergie et de réaction inconnue ; de ses ennuis, de ses froissements, de ses humiliations, de ses délicatesses se forme à la longue un dépôt qu'elle-même ne soupçonne pas. Personne autour de cette jeune femme ne se doute de ce qui sommeille en elle à son insu. Peut-être accomplira-t-elle l'acte qui s'engendre en elle d'un geste à demi inconscient, comme une somnambule : cette douceur que rien ne trahit, c'est une machine infernale, « un engin prêt à éclater ».

Sans doute, on aurait beau jeu de dire que la vie n'est pas tellement sinistre, qu'il y a de bonnes gens, etc... A quoi l'auteur pourrait répondre, avec la sagesse des nations, qu'il n'est pire eau que l'eau qui dort, et que c'est son métier d'inquiéter sur elles-mêmes les âmes somnolentes. Et puis, ce ne sont pas des objections à faire à un poète de son espèce, qui a « le talent de former des images criminelles » et de prendre la vie en flagrant délit d'explosion.

Il y a en chacun de nous, dans les vies les plus retenues, des instincts anarchiques et de secrètes voix de désordre, un chaos d'impulsions, de convoitises et de désirs; c'est l'hydre au fond du marécage. C'est cette partie de nous-mêmes qui s'intéresse aux actions que la loi, l'habitude ou le respect humain nous défendent et qui souvent prend sa revanche d'un excès d'innocence. Tout le monde connaît aujourd'hui cette ingénieuse théorie du refoulement, principe de la psychanalyse, et qu'on pourrait appeler la nouvelle clef des songes. Le Dr Freud a eu le mérite de montrer que notre vie nocturne et les images du sommeil ne sont souvent autre chose que l'expression des souhaits réprimés de la journée. Le rêve devient ainsi une vie supplémentaire, une soupape de sûreté par où s'évadent les obsessions qui nous tourmentent, et le moyen de nous guérir est de faire parler le malade et de l'amener à se délivrer du secret qui le dévore.

L'art est un autre moyen d'obtenir cette libération, cette *katharsis*, disaient les Grecs, qui assignaient au poète cette fonction thérapeutique, et cette hygiène est avant tout utile pour l'artiste. Tout artiste rêve beaucoup : il a la faculté de vivre plusieurs vies, de mener tour à tour plusieurs existences imaginaires. C'est sa manière d'éliminer ses poisons, de se débarrasser de ses monstres. Il en charge ses créatures : « Madame Bovary, c'est moi ! » disait Flaubert. Mauriac, depuis sa jeunesse « d'enfant mystique et raisonnable », s'est toujours connu un cœur brûlant, ce cœur avide de sentir, à l'affût de tous les bonheurs, qu'il promenait à quinze ans dans les pinèdes de la Lande du Midi. Cœur que « les extrêmes touchent » et font défaillir de langueur ! C'est de ces grondements d'instincts, de ces soulèvements de la nature, réprimés par l'éducation et par la loi religieuse, que se forme sa création ; c'est ainsi qu'il exorcise et expulse ses démons,

et qu'il les fait passer dans des figures inventées, un peu comme on s'accorde une permission de faire impunément ce qu'on s'interdit dans la vie, mais surtout pour se mettre face à face avec lui-même et pour en avoir le cœur net. La vraie confession d'un artiste, ce ne sont pas les mémoires qu'il peut lui arriver d'écrire : ce sont les personnages qu'il forme du plus trouble de lui-même, ce sont les êtres déréglés qu'il a mis au monde, qui avouent à sa place. « Les fils sont le secret des pères. » Et quel père, ajoute Mauriac un jour où il était encore plus amer que de coutume, « est véritablement heureux qu'on lui dise : « Votre fils vous ressemble ? »

Ainsi se font ces livres de construction étrange, d'un rythme si particulier, fougueux, involontaires, sans préparations ni détails, faits à bride abattue, pleins d'abandon, de brusquerie, d'apostrophes, d'impatience, de sourd lyrisme, de raccourcis et de syncopes. Et pour en accentuer le caractère confidentiel, l'auteur les griffonne sur ses genoux, toujours sur ses vieux cahiers d'écolier, qu'il couvre de ses pattes de mouche à peu près sans ratures, — ces vieux cahiers « réglés » où l'adolescent, à l'étude (pour mieux tromper le surveillant), ses devoirs expédiés, rédigeait son journal, à cette heure de six heures du soir qui, « aujourd'hui encore, garde pour lui un goût délicieux de délivrance » : porte dérobée par où il s'évadait à mille lieues du collège, se mettait en vacances, entrait dans le monde fictif des créations et des orages.

CETTE suite de romans fameux qui va du *Baiser au Lépreux* au *Nœud de vipères* assure à Mauriac une place éminente dans le roman contemporain. Chacun de ces livres marque une étape sur la route de l'affreux, jusqu'au dernier qui laisse entrevoir la sortie de l'enfer.

On reproche parfois à l'auteur un certain goût du noir, un parti pris de pessimisme, un excès d'âcreté ; peut-être que la vie serait en effet impossible si la terre n'était peuplée que d'Atrides. Je ne crois pas même très exact au point de vue littéraire, l'aphorisme célèbre que « c'est avec les beaux sentiments qu'on fait de mauvaise littérature ». Et *Antigone*, et *Polyeucte* ? Et Péguy, de quel ton de dédain il écrit : « Moi, je ne travaille pas dans le péché. »

Et pourtant, j'admire presque autant cette boutade de Mauriac, jetée au milieu d'un diner, dans des fracs et des cravates blanches, comme une pierre parmi les cristaux de la table : « Moi, je n'aime que les crapules ! »

En réalité ces deux mots se ressemblent plus qu'on ne croit. Ils sont complémentaires. Tous deux se placent en dehors des jugements du « monde », sur un plan qui n'est pas celui de la vertu, mais de la vie intérieure, de l'héroïsme ou de la mystique, exactement sur le plan chrétien.

D'abord, au point de vue de l'art, rien à faire avec les parfaits et les beautés irréprochables : les gens de salon ont leurs peintres achalandés et officiels, les Cabanel et les Dubufe et les Winterhalter; ce sont les gueux et les filles qui ont Rembrandt et Manet. Il en va peut-être de même dans l'ordre spirituel. La *Légende dorée* nous le montre : des rois, des religieuses, des ermites, des soldats, des baladins, des courtisanes, sainte Thais et sainte Madeleine, un publicain même comme saint Matthieu (le jour où il a quitté sa banque), voilà le monde des portails de nos églises; pas un homme sérieux, pas de Monsieur Prudhomme. Le ciel ne se gagne pas sans risque et ne cède qu'aux violents.

Rien de plus chrétien chez Mauriac que son goût pour ces égarées et ces filles de perdition, Irène la suicidée, la triste Maria Cross, la femme entretenue, et la plus bouleversante de toutes, la petite M<sup>me</sup> Lagarde du drame d'Argelouse, Thérèse Desqueyroux. Il réussit cette gageure, de nous intéresser à une empoisonneuse. Dans ces drames de Cour d'assises, il s'élève : une secrète connivence s'établit entre l'accusée et le témoin contre ses juges. Il reconnaît en elle les instincts qui le dressent contre les satisfaits, contre ceux qui acquittent leurs devoirs « comme une feuille d'impôts, » sont en règle avec le percepteur et qui ont en poche « leur police d'assurance sur le ciel. »

Procès qui ne finira jamais entre la loi et l'amour, la justice et la miséricorde ! On nous juge sur nos actes et « nos actes sont inconnus » ; souvent ils nous surprennent nous-mêmes. Ils résultent d'un total où nous n'avons pas eu de part. Irène de Blénauge se tue parce que son mari lui manque une dernière fois de parole, et parce que sa belle-mère ne sait pas s'y prendre pour la sauver et ne croit pas son fils capable d'une

cruauté. Bob désespère et se casse le cou parce que Pierre Gornac, par esprit de justice (et à son insu par jalousie) le dénonce auprès de sa fiancée. Que de fois un mot, un silence peuvent être des assassinats ! On tue par une lâcheté, par une étourderie. On tue par une abstention calculée, par une présence haineuse. On tue plus encore par l'amour, par cet affreux désir des corps qui ressemble à un attentat et qui laisse souvent sa proie défaite, stupide, glacée d'horreur, dans un carnage d'égorgee.

Nos actes sont inconnus. Ils le sont dans leur source. Ils le sont dès la naissance et avant même la naissance. Qui a insinué dans le germe dont nous sortons telle inclination, tel penchant d'un aïeul ignoré ? Nos parents comptent bien moins dans le mystère de nos origines que la multitude innombrable des atavismes qu'ils nous transmettent. Au moment de notre premier cri, notre feuille est déjà chargée : nous sommes faits d'un tas de poussières et de vieux ossements qui s'agitent dans notre corps. Sépulcres, cimetières vivants, où des morts inconnus font des gestes dont on croit que nous sommes les auteurs.

Nos seigneurs les morts ! On se rappelle le mot magnifique de Barrès et la piété majestueuse qui le courbe devant les tombes : il se connaît alors comme un chaînon d'une longue durée, un instant d'une continuité. Par là il touche à l'éternel. Cet immense héritage d'une foule d'ancêtres sans nom, auxquels il doit le plus profond de lui-même, le remplit de vénération : il l'accepte humblement comme un trésor sacré. Dans quel sentiment différent M. Mauriac envisage cette même tradition ! Sentiment qui paraît impie et qui est au contraire un sentiment religieux : il ne refuse pas une prière pour ses morts, il leur refuse un culte qui les déifie. S'il aliène notre moi, s'il le partage entre nos « revenants », s'il voit dans notre corruption le grouillement d'une antique vermine de spectres et de désirs, c'est pour trouver un interstice par où se glisse le miracle : c'est pour grâcier le pécheur en condamnant le péché. *Il condamne la race afin de sauver l'individu.* Et par ce subterfuge, comme par le soupirail, le trou de jour qui perce les ombres de Rembrandt, les ténèbres se dissipent, le coupable voit s'ouvrir les portes de son cachot : par ce chemin d'horreurs on arrive au seuil de la joie.

C'est alors qu'une série d'ouvrages de tournure assez différente, *Dieu et Mammon*, la *Vie de Racine*, *Souffrances et bonheur du chrétien*, témoignent, au milieu de cette carrière de romancier catholique, d'une crise ou d'une hésitation. On donnait le choix à l'auteur entre son talent et Dieu.

C'était un dilemme très grave, et qui s'est posé bien des fois entre les arts profanes et le christianisme. Dans quelle mesure y a-t-il place, au milieu d'une vie chrétienne, pour les divertissements et les jeux même innocents, à plus forte raison pour ceux dont l'art consiste à remuer les passions ? Le moyen âge, avec sa grâce ravissante, avait résolu la question dans le sens de l'indulgence. Saint François d'Assise s'appelait le trouvère du bon Dieu. Les pontifes de la Renaissance se montrèrent encore plus paternels envers ces grands enfants d'artistes. Mais la sévérité revient au *xvii<sup>e</sup>* siècle. Bossuet n'est pas tendre pour la comédie, pas davantage pour les romans.

Il faut qu'il y ait là une difficulté sérieuse, puisque tant d'auteurs s'y sont heurtés. C'est la crise de Corneille, celle de Racine après *Phèdre*, celle de Tolstoï au lendemain d'*Anna Karénine* ; ils abdiquent, ils démissionnent, ils renoncent à accorder les exigences de leur génie et celles de leur foi. En pleine force, ils disent adieu à la littérature, comme à une forme du péché. Ils consacrent le reste de leurs jours à la vie active, à la famille, à l'apostolat. Il est même singulier que Racine ait tenu son service à la Cour pour un emploi moins frivole que celui de poète. Enfin, il se convertit.

Faut-il parler, après *Destins*, d'une conversion de Mauriac ? Faut-il croire, comme l'écrit M. Charles Du Bos, qu'il y eut pour lui, comme pour Racine, éloignement, émancipation, puis retour à une foi plus rigoureuse ? J'ai beau faire, je ne vois pas chez lui cette cassure ou cette péripiétie.

Sans doute on conçoit les scrupules de l'écrivain devant certaines critiques, plus encore devant certaines louanges. Quel dépit de recevoir par exemple la photo d'un jeune crétin avec cette dédicace : « A l'homme qui a failli me faire tuer ma grand mère » !

Il est vrai qu'on trouve après *Destins* un approfondissement nouveau. Mais il suffisait pour cela de la maturité de l'automne qui approche, des réflexions de l'homme qui s'aperçoit que ses cheveux blanchissent et que le jour décline. Quant

au *Nœud de vipères*, cette histoire d'avare, l'histoire d'un vieillard qui veut déshériter les siens et couve pendant un demi-siècle sa vengeance et son trésor, pour découvrir qu'il ne tient ni à l'un ni à l'autre, qu'il avait seulement soif d'amour et qu'il a passé sa vie à méconnaître l'amour et à exaspérer la haine, — ce thème « que nous ne savons pas ce que nous aimons », que nos passions sont des erreurs, se trouve indiqué dès les *Mains jointes* dans ces alexandrins médiocres et verlainiens :

Le pauvre amour trompé que nous portons en nous..

Car c'était vous que je cherchais à travers tous...

Ce qui signifie à peu près, comme dans le *Mystère de Jésus* : « Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais pas trouvé ».

Une autre pensée toute voisine revient comme un leit-motif dans tous les livres de M. Mauriac : « Nous n'aimons vraiment que ce que nous ne posséderons jamais », l'idée que l'amour fait fausse route, que la possession le détruit, qu'on n'adore jamais qu'une image et que l'absence de ce qu'on aime est plus forte que sa présence. Jean Péloueyre meurt, afin d'imposer à sa femme un souvenir de lui qui efface sa laideur. Idée qui atteint à une étonnante beauté dans *Genitrix*, quand M<sup>me</sup> Cazenave, débarrassée de sa belle-fille, perd son empire contre une morte, et ne reprend son pouvoir sur son fils qu'après sa propre mort à elle, dans un prodigieux duel d'ombres. C'est l'idée que la vie est chose spirituelle, quasi surnaturelle déjà, un véritable « Mystère » : les objets que nous croyons aimer ne sont que des ombres, des fantômes insaisissables qui nous échappent toujours et qui nous cachent la vraie lumière.

Tout ce développement, cette flèche d'idéalisme, dont la pointe est le *Nœud de vipères*, se trouve déjà en germe dans la petite chanson baudelairienne et irritée de la vingtième année :

O volupté de ton absence!...

Ah! comme je t'aimerais morte...

Où trouve-t-on trace de conversion? Je ne vois qu'un lyrique fidèle à sa jeunesse et qui, dès le matin, avait déjà sa poésie.

Cette poésie de son enfance, ce bain sacré d'aurore où

a trempé sa première vie, cette masse d'amour qui enveloppa ses jeunes années et dont il garde le bienfait, il vient de lui consacrer un livre d'une tonalité apaisée, inondé d'une lumière blonde qui fait un contraste singulier avec ses livres d'autrefois. Après s'être tant insurgé contre les familles, leur esprit de corps, leur étroitesse, leurs ridicules, leurs préjugés, leur tyrannie, il se repent de les avoir un peu calomniées. Il consent à accepter son sang. Pauvres oncles, malheureux cousins qui lui ont jadis servi de modèles et qui remplissent ses livres de grotesques à la Goya ! Cette fois, c'est une famille unie, presque une Sainte-Famille, où sans doute les fils sont légers et ingrats, la mère préoccupée et terre-à-terre, où l'oncle Xavier cache et se reproche une « liaison », comme une tache à l'honneur du nom et surtout comme une infidélité à son devoir, une brèche à l'héritage des enfants de son frère : et pourtant, ce qui domine, c'est cette impression d'un immense flot d'amour, un chant de gratitude et de bénédiction.

Que fera demain M. Mauriac ? Avant tout, il demeure singulièrement sagace. Il lui est arrivé d'écrire que la lucidité est la vertu des saints : « Ils se haïssent parce qu'ils se voient. » Opinion presque platonicienne, qui fait de la connaissance la condition et le synonyme du bien. Quoi qu'il fasse, l'esprit le sauvera toujours.

Ces pages étaient presque achevées, quand j'eus l'occasion, il y a quelques jours, de retourner à Bordeaux, ville d'une insigne noblesse, un des chefs-d'œuvre de l'ordre classique et de l'élégance à la française. J'admirais ce qu'un tel spectacle vaut pour un écrivain comme leçon de style. Souplesse, convenance, goût, musique presque déchirante, parce que le secret en est à jamais perdu, comme dans *Bérénice* ou dans un ballet de Rameau ! J'allais avec « mon frère l'abbé ». Dans le quartier de la cathédrale, qui est un peu le Marais de la ville, antérieur au Bordeaux de Mansart et de Louis, mon compagnon me fit observer, à l'angle des rues de Cheverus et Poquelin-Molière, un magnifique hôtel, qui sert aujourd'hui, je crois, d'institution de demoiselles, et qui fut, non la maison natale du romancier, mais celle où il passa une partie de son enfance. Belle demeure sévère, empreinte de la dignité du Bordeaux parlementaire, vous toisant de toute sa hauteur et

de son quant-à-soi, et tenant le piéton à distance derrière un mur à porte cochère ; seulement, sous le cintre de la porte, un admirable mascarón, un Faune aux oreilles pointues et aux cornes de bouc, ricane de sa lèvre fourchue et fait la grimace au passant.

Le diable Mauriac ! Quel plaisir de faire sa connaissance ! Je me représentais l'enfant, matin et soir, à l'heure qu'il attendait, pour se rendre chez les Pères, le passage du « parcours » (nom bordelais de l'omnibus qui cueillait les externes), stationner sous ce rire frondeur. Levait-il les yeux ? A son insu, le petit garçon transi et inquiet de la classe qui approchait, de ses devoirs mal faits, de ses leçons pas sues, écoutait le masque goguenard dont le persillage, comme les gargouilles difformes des cathédrales, raille la majesté pompeuse de la maison patricienne et louis-quatorzième.

« C'est moi, lui disait-il, qui suis le Malin, ton complice, l'Adversaire, celui qu'on ne dupe pas et qu'on ne prend jamais sans vert. Je t'enseignerai aussi à ne pas te payer de mots et à ne pas prendre pour argent comptant les paroles des heureux et des pharisiens. Grâce à moi, tu sauras ce qui se passe dans le secret des cœurs derrière la correction des façades bourgeoises. Je te découvrirai le mensonge des belles phrases par lesquelles l'égoïsme excelle à déguiser les sentiments les plus vils. Tu seras nu, écorché et sans hypocrisie.

« Je t'armerai contre toi-même. Tu auras un regard perçant pour distinguer le faux-semblant et la fausse monnaie, tu fouilleras avec tes ongles ton foie et tes entrailles. Tu seras ton propre bourreau. Ton œuvre, je t'en préviens, sentira le roussi. Les choses qui sont saintes pour les hommes, les foyers, les autels, ce que le commun respecte comme une religion, tu le traiteras avec méfiance et quelquefois avec colère, justement parce que tu y es né, et en même temps tu sauras que tu ne peux y échapper, pas plus qu'on ne peut échapper à son ombre et à ses souvenirs.

« Je t'ai fait mécontent, ombrageux, fier, avide, impatient, ascétique et voluptueux, généreux, chatoyant comme la robe du cheval arabe. J'ai pris soin de te pétrir de contraires, pour te donner ce style haletant et t'empêcher de connaître le repos, comme j'ai versé dans tes veines de petit garçon catholique sous les acacias du parc de Grand-Lebrun cette goutte de sang

mauresque à laquelle tu dois ton nom et ce visage sarrazin. Je t'ai donné cette âme violente et déçue, sarcastique et impitoyable, qui n'a pas besoin d'éprouver le bonheur pour en connaître le néant et en qui, comme l'éclair et la foudre, plaisir et dégoût se confondent.

« Je te ferai artiste! continuait la voix perfide et pleine de promesses. Je t'inspirerai le talent de former avec tes désirs et tes rêves des âmes combattues comme la tienne et des figures émouvantes. J'ouvrirai pour toi la porte des songes, par où descendent sur la scène les anges déchainés de Racine, passionnés comme des démons et châtiés comme des filles de Saint-Cyr. Tu recevras le don des mots cruels, des paroles qui blessent, et celui de la tenue dans les pires folies, la décence dans le désordre et la mesure dans le délire qui feront plaindre tes héroïnes et admirer ces éperdues... »

Ainsi parle le diable de la rue de Cheverus, le Méphisto à cornes de bouc et à barbe de pampres dont les ouvriers d'autrefois ont sculpté l'ironie sur le porche classique, comme les vieux huchiers égayaient de scènes comiques et irrévérencieuses les stalles des chanoines. Mais, franchement, je ne vois pas qu'il y ait dans son discours de quoi mettre un auteur chrétien dans l'embarras. C'est possible que l'œuvre d'art soit toujours plus ou moins impure et relève de la vieille défense : « Tu ne feras point d'images taillées, dit le Seigneur. » C'est possible que tout ce qui est peinture et reproduction de la vie tienne, comme la vie même, de la concupiscence. C'est possible que la poésie soit, comme le dit William Blake, le « mariage du Ciel et de l'Enfer ». Mais un artiste n'est pas un saint, et la légende nous apprend que la Vierge elle-même n'a pas dédaigné d'agréer, comme un naïf hommage, les pirouettes, les culbutes et les jeux de son jongleur. Admettons que l'art soit diabolique ou plutôt démoniaque, c'est-à-dire qu'il soit l'œuvre de l'instinct dédaléen et de puissances ennemies du renoncement pur et du détachement. Allons-nous, comme ce nigaud de Jean-Jacques, faire le procès des arts?

Tout le moyen âge est plein d'histoires de ponts du diable et d'ouvrages trop difficiles (fût-ce des clochers de cathédrales) pour qu'on crût en venir à bout sans le secours de Lucifer; invariablement l'histoire tourne à la confusion de Satan.

L'homme d'esprit s'en tire toujours : l'architecte qui avait promis à l'« Autre » la première âme qui franchirait le pont y jette un chien avec une poêle attachée à la queue, et le Malin trouve toujours un plus malin que lui.

L'intention purifie tout. Il est bien entendu que nous sommes un mélange de boue et d'esprit, un composé de chair et d'âme : et la chair, on ne le sait que trop, la nature est païenne. C'est pourtant de cette chair que sont faits les fidèles que nous sommes. C'est toujours le même corps, le même tendre et fragile animal, enfant de la femme et du désir que le prêtre baptise sur les fonts de nos paroisses, comme faisaient les apôtres dans les piscines et dans les fleuves. C'est avec du païen que le bon Dieu est bien forcé de faire du chrétien. Le pain et le vin naissent de la même argile que nous et c'est de ce pain et de ce vin que Jésus a fait ses sacrements. Le Seigneur qui nous juge ne nous traitera pas comme de purs esprits :

Que Dieu mette avec eux dans le juste plateau  
Ce qu'ils ont tant aimé, quelques grammes de terre,  
Un peu de cette vigne, un peu de ce coteau,  
Un peu de ce ravin sauvage et solitaire.

Vais-je rappeler à M. Mauriac ce qu'il sait mieux que moi ? Tous nos raisonnements n'empêcheront pas qu'il se tourmente. Il y a de lui quelque part une ligne bien singulière : « Que le monde dure vingt mille ans, écrit-il, nous serons les premiers chrétiens ! » Tant le fait de la nouveauté, de la jeunesse du christianisme lui paraît plus essentiel que son caractère d'antiquité et d'Église établie ; tant sa nature de révélation, de contact, d'expérience personnelle et immédiate lui semble l'emporter sur sa force et son poids d'institution officielle. (Ne parlons pas de ceux qui tiennent la religion comme une politique et un système de répression : dérisoire gendarmerie !)

Mieux encore : ne vivons-nous pas aujourd'hui, comme il y a deux mille ans, au milieu d'adorateurs de Cybèle et du Soleil ? Les vrais chrétiens ne sont-ils pas en aussi petit nombre, qu'ils l'étaient au temps des catacombes ? Est-ce que toute notre société, nos mœurs ne sont pas aux antipodes de l'Évangile ? Est-ce que, dans le monde présent, loin d'être,

comme ils se l'imaginent, une majorité, les chrétiens ne sont pas au contraire une très petite famille, perdue dans l'immense troupeau des profanes et des tièdes, et dont chacun est menacé, attaqué et tenté par les prestiges du monde et par ses propres faiblesses ? Est-ce qu'au vrai le christianisme n'est pas une aventure et un miracle qui recommence avec chacun de nous ? Ce sentiment de l'honneur, du danger, de la qualité morale à maintenir, sans aucun sacrifice aux dépens de la vérité, donne à toute la pensée de M. Mauriac une puissance dramatique.

Oui, même heureux, même « arrivé », il n'y a pas de danger qu'il soit des repus et des satisfaits ; il ne sera jamais des « gras ». Son don est le don du pathétique : la religion lui sert à donner à la vie, au problème de la perte ou à la rédemption, une valeur infinie. Dans la partie qui se joue pour lui, il y va de tout.

« Écrire ! me disait-il, qu'est-ce que c'est ? Ça ne compte pas... Nous écrivons tous bien, poursuivait-il avec mépris. Il y a autre chose... Au fond, ajoutait-il, il y a les écrivains qui se livrent, qui se mettent tout entiers dans leur œuvre, et puis il y a ceux qui ne s'y mettent que jusque-là. » Tout le monde l'a bien reconnu. Et c'est aussi pourquoi on ne lui refuse rien : avec ses allures d'enfant gâté, sa vivacité, son espièglerie, sa griffe, ses rebuffades et son terrible sérieux, son art de se déchirer et de se faire souffrir, il est de ceux qui nous demandent à la manière d'un jeune Musset ou du jeune Barrès, (auxquels il fait tellement penser) plus que notre applaudissement et que notre adhésion même. Il n'a rien, s'il ne gagne le cœur.

FIDUS.

---

## UN ROYALISTE A SAINTE-HÉLÈNE

Le 2 août 1815, neuf Puissances signèrent l'accord qui confiait au gouvernement britannique la garde de Napoléon. Entre autres stipulations, cet accord portait que les Cours d'Autriche, de France, de Russie et de Prusse nommeraient des commissaires qui se rendraient au lieu de détention de l'Empereur déchu et qui, « sans être responsables de sa garde », s'assureraient de la présence de l'illustre prisonnier. En conséquence, le 22 septembre, Louis XVIII signa l'ordonnance nommant son commissaire à Sainte-Hélène. Le candidat choisi était M. de Montchenu.

Les spécialistes de l'histoire napoléonienne se sont, à plusieurs reprises, occupés de ce personnage (1). Ils ont porté sur lui des jugements extrêmement sévères. On a dit qu'il était vaniteux, et c'est vrai. On a dit qu'il était sot, et c'est moins sûr : il manqua souvent de jugement, mais il ne manquait pas d'esprit. Avant tout il était royaliste, mais royaliste comme d'autres sont bonapartistes : à un point qu'on ne saurait imaginer. Né en 1757, il fut admis, dès l'âge de quinze ans, aux Chevaux-légers de la garde du Roi. Il devint par la suite maître de camp en second au Mestre-de-camp-général-Dragons puis au Colonel-général-Dragons et fut fait chevalier de Saint-Louis en 1790. Issu d'une excellente et très ancienne

(1) Voir plus particulièrement : Georges Firmin-Didot, *la Captivité de Sainte-Hélène d'après les rapports inédits du Marquis de Montchenu*. Paris, Firmin-Didot et C<sup>e</sup>. 1894. — Frédéric Masson, *Autour de Sainte-Hélène* (2<sup>e</sup> série), Paris, Ollendorf, 1909. Il faut lire aussi l'excellent roman de M. Albéric Cahuet, *Sainte-Hélène, petite île* (Paris, Fasquelle, 1932), qui ressuscite la vie des habitants de l'île dans une juste atmosphère de vraisemblance historique.

famille du Dauphiné, il avait naturellement toujours été royaliste et la Révolution ne changea pas ses sentiments. Émigré, il fit la campagne de 1792 comme premier aide-de-camp-maréchal-des-logis de la cavalerie du corps commandé par le duc de Bourbon et la termina comme chef d'état-major. Il se fixa ensuite, pour quelques années, en Westphalie. Parti tard, il rentra des premiers en France où il obtint en 1802, grâce à l'appui du consul Lebrun, sa radiation de la liste des émigrés. Il était à peu près ruiné. L'avènement de l'Empire, en lui offrant l'occasion de reprendre du service, eût pu lui permettre de tenir néanmoins un rang honorable, mais il préféra vivre étroitement à Lyon plutôt que de servir l'Empereur. Il était resté royaliste et détestait Napoléon. Il guettait sa chute, il la prévoyait et, dès 1811, il disait en parlant de lui : « Quand cet homme sera tombé, je supplierai le Roi mon maître de me rendre son géôlier. »

Enfin l'événement qu'il attendait finit par se produire. Il vole au Congrès de Vienne, puis il rejoint le Roi à Gand et rentre en France avec lui. Sa nomination comme commissaire à Sainte-Hélène met le comble à ses vœux. En reprenant du service, il se sent rajeunir. Le prince de Talleyrand, en contresignant l'ordonnance qui le nomme, accomplit le dernier acte de son ministère, car il tombe le lendemain, 23 septembre. Néanmoins, il prend soin d'annoncer lui-même à Montchenu, par une lettre du 24, la décision du Roi.

Sur le rocher de Sainte-Hélène, M. de Montchenu restera avant tout un royaliste. Miné, comme les autres habitants de l'île, par les rigueurs du climat, la mauvaise nourriture, l'isolement et l'ennui, il remplira jusqu'au bout les devoirs de sa charge et rentrera le dernier en Europe, aussi ruiné qu'auparavant, plus vieux encore et sans qu'on lui sache aucun gré de ses services qui sont de ceux qu'un gouvernement préfère oublier. Mais l'Histoire doit lui garder une place, car il a été l'un des témoins de la captivité de Napoléon et les papiers qu'il a laissés contiennent de précieux détails sur la vie de Sainte-Hélène. Ces papiers, — au moins ceux que nous avons pu examiner<sup>(1)</sup>, — comprennent tout d'abord les rapports qu'il

(1) Ils sont conservés dans les archives du château de Bellevue (Maine-et-Loire). J'exprime ici au vicomte de Maupeou d'Ableiges, qui me les a si aimablement communiqués, toute mon amicale gratitude.

expédia régulièrement au duc de Richelieu et au prince de Metternich. L'essentiel en a déjà été publié d'après les documents existant aux archives des ministères des Affaires étrangères de Paris et de Vienne. Restent toute une correspondance avec Hudson Lowe, le gouverneur de Sainte-Hélène, plusieurs lettres adressées à d'autres correspondants et diverses notes, — tout un ensemble qui présente un intérêt anecdotique indiscutable. Ce sont ces documents que nous nous proposons de passer rapidement en revue.

## MONTCHENU ET HUDSON LOWE

Le 21 avril 1816, le *Newcastle* et l'*Oronte*, battant pavillon de Sa Majesté Britannique, se balançaient en rade de Spithead prêts à prendre la mer. Le comte de Balmain, commissaire de Russie, le baron de Sturmer, commissaire d'Autriche, et sa femme étaient déjà à bord. On n'attendait plus que le commissaire de Sa Majesté Très Chrétienne le roi de France (1).

M. de Montchenu arriva enfin. Il venait d'être nommé officier général et portait la petite tenue de maréchal de camp. Il était accompagné d'un jeune homme, M. Jean-Claude Gors, qui lui servait à la fois de secrétaire et d'aide de camp, et d'un « laquais ». Aussitôt, l'amiral sir Putney Malcolm qui commandait l'expédition donna le signal du départ et les deux vaisseaux mirent le cap sur Sainte-Hélène.

Dès son arrivée, l'aspect aride de l'île fit mauvaise impression sur M. de Montchenu. Puis les premiers rapports avec le gouverneur, sir Hudson Lowe, n'allèrent pas sans difficultés. La situation des commissaires des Puissances était assez mal déterminée. Ils n'étaient pas des géôliers, car la garde de Napoléon incombait à l'Angleterre et seul Hudson Lowe en était responsable. Ils devaient simplement s'assurer de la présence du prisonnier et se tenir au courant de ce qui se passait. Dans une dépêche chiffrée du 27 août 1818, le duc de Richelieu, ministre des Affaires étrangères, écrivait à M. de Montchenu : « Le point où vous résidez est pour nous le plus important. Toutes nos lunettes doivent être braquées sur ce rocher. Rien de ce qui s'y passe ne saurait nous être indifférent. » Mais le

(1) La Prusse ne nomma jamais de commissaire.

marquis de Montchenu, — il s'était lui-même conféré ce titre, — ne voulait pas exercer sa mission à la manière d'un vulgaire policier : il entendait être considéré comme un agent diplomatique.

Sturmer et Balmain, ses collègues, pensent de même. Mais le gouverneur fait d'abord la sourde oreille. Il a l'impression que les commissaires le surveillent autant qu'ils surveillent Napoléon. Il s'efforce de les tenir à l'écart, de les empêcher de bénéficier de toute information directe et de ne leur communiquer que ce qui lui plaît.

Pendant cinq années, Montchenu et Hudson Lowe vont vivre l'un près de l'autre : et on ne saurait imaginer deux caractères plus différents. Le gouverneur est aussi taciturne que le marquis est bavard, aussi méfiant que le marquis est sociable. De plus, la situation du commissaire est assez désavantageuse : sa maigre solde ne lui permet pas de mener le train qu'il souhaiterait ; il habite une très modeste maison dans l'unique rue de James Town ; son mobilier de salle à manger se compose de quelques chaises de paille qu'il a dû payer un prix exorbitant et il ne peut pour ainsi dire pas recevoir. Le gouverneur, au contraire, jouit d'une situation privilégiée : il a son quartier général au château et habite, à cinq milles de là, à Plantation House, la maison la plus agréable de l'île. Montchenu souffre beaucoup de cette inégalité, et sa susceptibilité n'en est que plus ombrageuse. Aussi ne manque-t-il pas une occasion de marquer au gouverneur la façon dont il entend qu'on le traite. Dès leur arrivée dans l'île, Hudson Lowe rappelle aux commissaires qu'étant donné qu'ils séjournent à Sainte-Hélène, ils sont censés devoir « allégeance » à Sa Majesté Britannique. Montchenu ne l'entend pas ainsi et le gouverneur doit enfin renoncer à avoir raison contre l'ombrageux marquis.

Dans une lettre au duc de Richelieu, ce dernier traçait de sir Hudson Lowe ce portrait : « La nature ne l'a pas doué d'un caractère sociable. Il est taciturne et méfiant. L'amiral et sir George Bingham, brigadier général qui commande les troupes, n'ont pas plus de part que moi à ses confidences. »

Mais, d'autre part, le pauvre Montchenu ne peut pas se brouiller avec Hudson Lowe. Ses fonctions exigent qu'il entretienne avec lui des rapports courtois. Son intérêt conseille même que ces rapports soient presque amicaux. Plantation

House est une sorte de paradis où les hôtes parlent français et où la table est excellente. Or Montchenu est aussi gourmand que bavard et ne peut pas supporter l'isolement.

On sait qu'à Sainte-Hélène, soit sous l'influence du climat, soit par suite de la monotonie de l'existence et de l'obligation, pour la société de l'île, de vivre en relations constantes sur un espace restreint, les caractères s'aigrirent vite. Le moindre événement prenait une importance extraordinaire et la plus légère blessure d'amour-propre s'amplifiait démesurément. De ce curieux état d'esprit la correspondance du marquis de Montchenu apporte une preuve nouvelle.

Un petit incident survint en 1817. Montchenu, s'étant formalisé de ce qu'à un bal lady Lowe ne l'eût pas choisi comme cavalier et qu'une autre fois elle n'eût pas assisté à une visite qu'il avait faite au gouverneur, lui écrivit pour s'en plaindre, et il reçut, en réponse, la lettre suivante :

Plantation House, 6 novembre 1817 (1).

« Lady Lowe a l'honneur d'accuser réception d'une lettre du marquis de Montchenu datée du 5 novembre qui lui a causé beaucoup de surprise, étant donné qu'elle s'est toujours considérée comme étant l'offensée et qu'elle ne pouvait pas imaginer qu'il pût justement l'accuser d'une infraction quelconque aux lois de la politesse. Puisque le marquis s'est étendu sur ce sujet, elle pense qu'il est nécessaire d'entrer dans quelques détails, afin de se disculper de la grave accusation qu'il a formulée contre elle.

« Tout d'abord, lady Lowe a remarqué depuis longtemps que, pour rester bien avec le marquis, il faudrait lui accorder une attention exclusive avant, pendant et après le dîner et qu'il a toujours paru offensé quand elle en accordait également à ses autres invités; et, bien que le marquis compte au nombre de ceux qui jouissent, en premier lieu, de sa considération, elle ne peut pas admettre que ses autres amis n'y aient aucun titre. Elle considère donc qu'il lui est impossible de le satisfaire sur ce point.

« Le 2 octobre, le marquis, étant assis à dîner près de lady Lowe, reçut d'elle autant d'attentions que n'importe lequel des

(1) Original en anglais.

autres invités. Dans la soirée il y eut un bal. Pendant qu'elle dansait, elle le perdit de vue. Il ne fit pas de même. Lorsque le souper fut annoncé, ni le marquis, ni aucun de ceux qui ont l'habitude de la conduire à table ne s'étant présenté immédiatement, elle prit le bras du cavalier avec lequel elle avait dansé et qui appartenait à la meilleure société. A souper, le marquis était assis à la droite de lady Lowe et, à son attitude, elle s'aperçut tout de suite qu'il s'était passé quelque chose qu'il prenait en mauvaise part. Désireuse de lui prouver qu'elle n'avait nullement eu l'intention de l'offenser, elle essaya à plusieurs reprises de l'engager dans la conversation; sans succès d'ailleurs, puisqu'il se contenta de répondre seulement à ses questions et encore d'une manière assez peu polie.

« Lorsque le marquis revint dîner à Plantation House, lady Lowe vit que son humeur n'avait pas changé. Elle en fut très fâchée, mais pour qu'on ne puisse lui reprocher aucune impolitesse, elle s'efforça à une conversation où il se montra encore moins communicatif que dans la soirée du 2 octobre. La dernière fois que le marquis dîna à Plantation House, lady Lowe fit, avant le dîner, quelques tentatives de conversation sans plus de succès. Pourtant, décidée à ne rien négliger, elle fit une autre tentative pendant le dîner, en remarquant qu'elle n'aimait pas un certain plat qui se trouvait sur la table. C'est alors que le marquis répondit aussitôt : « C'est très bon pourtant. » L'ensemble de ces paroles et surtout de la manière dont elles furent prononcées frappa vivement lady Lowe et l'offensa tellement qu'elle résolut de ne plus essayer de plaire à une personne décidée à ne jamais être satisfaite. Lady Lowe reconnaît qu'ensuite elle manifesta son mécontentement au marquis de la façon la plus marquée; mais après, seulement, avoir vu tous ses efforts de conciliation repoussés avec la plus grande impolitesse possible. Elle est dans son droit en montrant son ressentiment à un gentilhomme, quand elle sait qu'il l'a volontairement offensée.

« Le marquis s'est plaint de ce que lady Lowe n'ait pas paru lors d'une visite de cérémonie qu'il rendit à sir Hudson. Elle avoue, pour son excuse, qu'elle ignore totalement les coutumes des Cours étrangères. Le jour auquel le marquis fait allusion, sir Hudson monta la prévenir. Elle s'occupait alors

de sa fille, devoir qu'elle ne permet à aucune autre occupation de venir déranger.

« Quant aux autres circonstances auxquelles le marquis fait allusion, elles furent trop banales pour mériter une attention particulière et n'ont laissé, par conséquent, aucun souvenir dans la mémoire de lady Lowe. Elle a l'habitude de plaisanter et dit fréquemment des choses qu'elle éviterait de dire si elle pouvait imaginer qu'elles puissent être ensuite répétées comme reflétant sa pensée véritable. Quant à la façon dont le marquis pense se venger, en faisant des réflexions sur tout ce qu'il a pu remarquer dans la maison de lady Lowe dans deux occasions récentes auxquelles sa lettre fait allusion, elle a seulement à dire que, s'il daigne jamais honorer Plantation House de sa présence, il pourra encore en faire de semblables. Elle est décidée, en effet, à ne pas laisser affecter, en quoi que ce soit, sa gaieté naturelle par la peur des critiques que des personnes qui n'auraient pas partagé l'état d'esprit de son entourage, à un moment donné, croiraient devoir lui faire... »

Hudson Lowe répondit lui aussi au marquis de Montchenu par cette lettre rédigée en français et qui prouve que le gouverneur n'avait pas une parfaite connaissance de notre langue.

Plantation House, 6 novembre 1817.

« Monsieur le marquis,

« Milady Lowe m'a fait voir la lettre que vous l'avez écrit; je remarque le passage où vous parlez de la visite que vous me fîtes au milieu du mois passé. J'ai cru naturellement que la visite fut pour elle autant que pour moi et je l'ai eu prévenu. Si vous vous y étiez opposé fortement, c'est de quoi je ne m'en souviens. Vous auriez pu bien dire « Ne vous en donnez pas la peine, etc... » sans que ces mots d'usage et de politesse m'auraient empêché de faire ce qui me paraissait convenable. L'air consterné que vous dites m'avoir trouvé à mon retour n'aurait pu dériver que de quelque mortification sentie à son refus de descendre; cependant rien de plus naturel que les excuses que je vous faisais. Elle fut employée à donner des

leçons à sa fille. L'excuse était vraie, fondée et je l'ai parfaitement approuvé. Toute Dame est maîtresse chez elle pour les occupations du matin. L'éducation d'une fille (sans parler des autres occupations d'une maîtresse de maison) est un devoir sacré qui ne souffre pas la distraction de longues visites qu'elle n'est pas d'ailleurs dans l'usage de recevoir de personne. Le dîner et la soirée est pour elle le moment de la société et jamais personne s'est plaint de la manière dont elle en remplit les devoirs avant qu'elle a reçu votre lettre : — jamais aussi auparavant a-t-elle essuyé ce ton dédaigneux de silence et cette manière brusque de répondre qu'elle me dit avoir éprouvé à l'occasion de vos dernières rencontres...

« ... Enfin, monsieur le marquis, vous êtes libre d'accepter nos invitations où à les repousser. Si vous venez, vous serez toujours reçu avec les égards et la politesse dus à votre rang et à vos qualités; mais milady Lowe a droit d'attendre des égards réciproques, sans prétendre à cette attention marquée qu'exige le retour, et qui ne saurait finir que par déplaire. En tout cas vous avez nos explications. Si elles servent à déromper c'est la seule avantage qu'elles peuvent avoir. Si au contraire vous voudriez en faire le sujet des autres éclaircissements, je n'aurai rien de nouveau à vous offrir. Je vous prie en attendant, monsieur le marquis, d'être assuré de la vraie et respectueuse considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

« Votre très obéissant et fidèle serviteur,

« H. LOWE. »

Tous ces gens, qui n'ont rien à faire, finissent par se quereller et en arrivent, par moments, à ne plus pouvoir se supporter mutuellement. C'est ainsi, par exemple, que les relations entre les commissaires, dont la similitude de fonctions devrait faire des alliés, sont aussi peu cordiales que possible. Tout en observant les uns envers les autres les formes d'une stricte courtoisie, ils se méprisent entre eux le plus parfaitement du monde. D'après le baron de Sturmer, le commissaire de France « n'a aucune des qualités propres à remplir le poste qui lui est confié ». Le comte de Balmain est encore moins tendre. Pour lui, M. de Montchenu est « un homme nul, sans considération, qui n'est propre à rien... un bavard, un hâbleur impitoyable qui du matin au soir entend et fait des commé-

rages ». De son côté, dans les lettres qu'il envoie en France, Montchenu ne ménage pas les appréciations désobligeantes sur ses collègues.

Le réseau de surveillance qui s'étend sur l'île développe dans les esprits une tension morale sans répit. Les uns et les autres vivent sur leurs nerfs, finissent par se suspecter et Montchenu écrit à Hudson Lowe :

« Je ne peux pas vous cacher que la manière dont nous vivons ici me paraît insupportable. Tout le monde a l'air d'être dans un camp ennemi ; on se voit peu ; quand par hasard on se réunit de temps à autre, on s'observe, on a l'air d'avoir peur de se parler. Je vous avoue que c'est la première fois de ma vie que je me suis trouvé dans une pareille position. Vous m'avez parlé de dégoût. Certainement, c'est moi qui suis dégoûté de la vie que je mène. Je sais très bien que nos goûts, nos usages, le langage même si différents peuvent être un obstacle à l'intimité de la société. Mais cependant je n'ai pas éprouvé tous ces inconvénients les six premiers mois que j'ai passés ici. Pourquoi ce changement ? pourquoi la politesse même est-elle bannie ? Elle est de toutes les nations. J'en ai trouvée à Londres. Ne serait-il pas possible de s'expliquer amialement et de vivre sinon avec intérêt, du moins d'une manière tolérable ? Toutes ces divisions font beaucoup parler, chacun les commente, car tout se sait ici ; il faut être bien convaincu qu'il n'y a pas un secret pour la rue de James Town. Le pays que nous habitons est déjà si désagréable par lui-même que je ne puis pas concevoir comment nous cherchons à le rendre insupportable... Je fais des vœux bien sincères pour que cet état de choses change, mais j'ai bien peur que ces vœux soient inutiles... »

A la suite de quel différend Montchenu a-t-il écrit ces lignes ? Elles ne sont pas datées. Ce jour-là, sans doute, sa patience était à bout. Il avait pourtant réussi à être traité comme un agent diplomatique : le 9 mars 1849, Hudson Lowe lui annonce officiellement la mort de la reine Charlotte et, le 26 décembre 1820, lui adresse ses félicitations pour la naissance du duc de Bordeaux. Mais, en dehors de cette courtoisie de commande, le gouverneur n'apporte guère d'adoucissements à la vie forcément sévère que mène le commissaire de France. Et, s'il l'invite souvent à dîner, si même il va jusqu'à lui accorder, pour un certain temps, l'hospitalité de Plantation

House, il n'est pas dans son tempérament de l'admettre dans une intimité véritablement confiante. Le vieux marquis, malgré tous ses travers, était pourtant, semble-t-il, un homme simple et sans détours qui ne demandait qu'à vivre paisiblement. Tout pénétré qu'il fût de son importance, il savait très bien qu'il n'avait rien à faire du matin au soir qu'à s'ennuyer et à attendre. Et que pouvait-il attendre, sinon la mort de Napoléon qui lui permettrait de rentrer en France? Il finit par la désirer ardemment, par l'appeler de tous ses vœux et, parfois, ce sentiment est si fort, qu'il n'hésite pas à l'exprimer dans les dépêches qu'il envoie à la cour de France!

#### AUTOUR DE LONGWOOD

A Napoléon qui lui demandait, le 18 juin 1816, quelle espèce d'homme était le commissaire français, O'Meara répondait : « C'est un vieil émigré, le marquis de Montchenu. Il est un peu difficile, mais ses manières sont douces; il aime beaucoup à parler et son extérieur prévient assez en sa faveur. » O'Meara l'avait sans doute jugé difficile parce que, dès son arrivée, il avait exigé d'Hudson Lowe d'être mené près du prisonnier. Il avait crié, tempêté. Mais Hudson Lowe n'entraîna lui-même chez l'Empereur qu'avec beaucoup de difficultés et Napoléon avait refusé catégoriquement de recevoir les commissaires. « Le seul de ces commissaires que je puisse recevoir, peut-être, disait-il, le 23, à l'amiral Malcolm, serait celui de Louis XVIII, qui ne me doit rien. Ce commissaire a été longtemps mon sujet; il ne fait que marcher avec les circonstances indépendantes de lui : aussi le recevrais-je demain, si je ne craignais les mauvais contes qu'on ferait sans doute, et les sottises couleurs dont on ne manquerait pas de peindre cette circonstance. » Le 23 juillet, revenant sur ce sujet, il dit encore : « Je veux bien les recevoir tous; mais qu'ils viennent comme de simples particuliers. » En définitive, il ne les recevra jamais.

Il a parfaitement raison de se méfier de la façon dont cette audience pourrait être interprétée. Les gazettes d'Europe sont pleines d'informations fantaisistes et ne cessent de raconter, sur le prisonnier de Sainte-Hélène, les histoires les plus invrai-

semblables. En 1817, les journaux de Londres rapportent qu'il a invité Montchenu à dîner et que celui-ci a répondu « qu'il avait été envoyé à Sainte-Hélène pour garder sa personne, et non pour dîner avec lui ». Et jamais le marquis de Montchenu n'ira à Longwood.

La situation du commissaire de France est assez paradoxale. Envoyé pour constater la présence de l'Empereur, il doit se contenter de l'apercevoir de temps en temps au bout de sa longue vue. Français, il fréquenterait volontiers les Français de la suite de Napoléon. Il connaît la famille de M<sup>me</sup> Gourgaud et celle de M<sup>me</sup> Bertrand, mais ses rapports avec les gens de Longwood doivent être nécessairement très circonspects. Quant à ses relations avec les autorités anglaises, — on vient de le rappeler, — elles n'étaient pas toujours cordiales. Force lui est donc de vivre assez isolé. Il s'en console tant bien que mal en déployant tout le zèle imaginable pour le service du Roi. Il regarde autour de lui, écoute les commérages, s'informe de tout. C'est ainsi qu'il est au courant des inimitiés qui divisent l'entourage de Napoléon.

On sait que le général Gourgaud dut quitter l'île à la suite d'un dissentiment avec Montholon. Le vaisseau qui le ramenait en Europe emportait avec lui cette lettre de M. de Montchenu au marquis d'Osmond, notre ambassadeur à Londres.

13 mars 1818.

« Monsieur le marquis,

« Point de nouvelles d'Europe au moins pour nous depuis la fin de juillet, car il est arrivé un bâtiment parti de la Tamise qui nous a apporté quelques petites provisions dont nous avions grand besoin. Nous attendons avec impatience un bâtiment de guerre annoncé et qui aura une malle.

« Tout est ici à peu près de même. Le grand homme va toujours un peu plus mal, mais il n'y a pour le moment rien de bien dangereux. Il a perdu ces jours derniers son maître d'hôtel Cypriani, mort en quatre jours. C'est une grande perte pour lui ; aussi en a-t-il été très affligé. La zizanie est au comble depuis que M<sup>me</sup> de Mon(tholon) est montée au rang suprême. Elle use de l'autorité en vraie souveraine. Le mari et la femme ont si mal traité Gourgaud qu'il a été obligé de quitter. Il part

par le bâtiment qui vous portera ma lettre. C'est un favori du Gouverneur qui l'aime beaucoup. Sir Hudson m'a prié de lui donner une lettre pour vous. J'y ai enfin accédé sous la condition qu'il m'écrit lui-même, et que je vous enverrais sa lettre, ce qu'il fera aujourd'hui, car il part demain... Il vous contera tous ses démêlés avec Month(olon) et les désagréments que le mari et la femme donnent tous les jours à M. et M<sup>me</sup> Bertrand. Cette dernière est bien à plaindre : Gourgaud était sa seule société. Outre cela, elle est encore nourrice et de plus grosse. Tout le monde l'aime, mais elle ne voit presque personne. Elle me fait pitié. Gourgaud vous racontera plus de choses que je ne pourrais vous en écrire. »

En 1818, le baron de Sturmer, qui avait demandé son rappel, fut nommé consul général aux États-Unis. Le prince de Metternich jugea inutile de lui envoyer un successeur et, après en avoir demandé l'autorisation au duc de Richelieu, pria M. de Montchenu de bien vouloir se charger des fonctions de commissaire d'Autriche. Cette nouvelle fonction stimula le zèle du vieux royaliste qui, dans son désir d'être bien informé, et aussi pour obéir aux ordres de Paris, chercha à nouer des relations plus étroites avec la suite de Napoléon.

Mais Hudson Lowe ne l'entendait pas ainsi. Il ne pouvait pas supporter qu'un seul mot fût prononcé dans l'île sans qu'il en fût informé. Il veut tout connaître, tout contrôler et tente, à chaque instant, de faire sentir son autorité même au commissaire de France. Il faut citer, à ce sujet, la correspondance qu'il échange avec lui lorsqu'il apprend que les Montholon ont projeté de dîner chez M. de Montchenu.

*Sir Hudson Lowe à M. de Montchenu (1)*

Plantation House, 18 mai 1819.

« Monsieur le marquis,

« Sir Thomas Reade m'a fait savoir que votre domestique a dit ce matin à son commis que le comte et la comtesse Montholon devaient dîner chez vous et qu'ils ont ensuite l'intention de passer la nuit en ville. Comme j'ignore la manière dont ils

(1) Original en français.

vous auraient communiqué leurs intentions à cet égard, et qu'il est très important que je sache le canal par lequel ils vous auraient fait parvenir leur message, je prends la liberté de vous prier de m'instruire du nom de l'individu qui s'en serait chargé. L'officier d'ordonnance à Longwood m'a également fait savoir qu'hier le comte Montholon lui avait parlé de son intention d'aller avec la comtesse demain en ville pour faire vacciner un de leurs enfants et que le comte désirait savoir s'il y aurait objection à ce que la comtesse restasse la nuit chez M. Porteous en cas qu'il y ait nécessité ; mais il n'a rien dit d'aucune invitation de votre part. Il me paraît très important à décourager toute prétexte à rester tard en ville, d'autant plus que c'est la première fois que l'on a tenté depuis mon arrivée ici, et qu'il est très difficile de maintenir la surveillance nécessaire après nuit dans un tel endroit. Il est clair que ce n'est tout que prétexte, car on pourrait faire vacciner l'enfant tout aussi bien chez eux, et avec beaucoup moins de peine. »

*M. de Montchenu à sir Hudson Lowe*

Ce 18 mai à neuf heures du soir.

« Général,

« Je viens de recevoir dans l'instant votre lettre datée d'aujourd'hui. J'y réponds tout de suite pour ne pas vous laisser longtemps dans l'incertitude sur une correspondance ou message qui pourrait vous alarmer, non pas je crois à mon égard, mais dont vous pourriez craindre des suites plus dangereuses, mais qui cependant n'a pas eu lieu. La chose est trop simple pour que vous ayez pu la soupçonner. Mais cependant voici la vérité exacte. Le premier jour de la course, je donnai longtemps le bras à M<sup>me</sup> de Montholon, comme vous l'avez vu, en parlant de ses enfants. Elle me dit qu'elle avait essayé plusieurs fois de faire vacciner le dernier, que la vaccine n'avait jamais pris parce que, apparemment, elle s'éventait en chemin ; qu'enfin elle était décidée à mettre tout amour-propre de côté et à mener son enfant pour prendre le virus de bras à bras. Sur cela, je lui dis : « Madame, j'espère que vous viendrez déjeuner chez moi. — Ma foi, me dit-elle, je vous avoue

que j'y comptais; sans cela, je ne sais pas ce que je deviendrais. » C'en est resté là et je ne les ai pas vus depuis.

« Hier lundi, jour de la vente des deux chevaux arrivés d'Angleterre, le piqueur de Bonaparte appelé Rochambeau (1), à ce que je crois, vint en ville et poussa la jument jusqu'à cent vingt-cinq livres. Dans le courant de la criée, le comte de Balmain, se trouvant à côté de lui, lui demanda des nouvelles des dames. Il répondit tout simplement : « Très bien. Je crois même que peut-être M<sup>me</sup> la comtesse de Montholon pourra bien venir en ville après-demain pour son enfant. » En déjeunant, la comtesse me le dit et, après le déjeuner, je dis à mon maître d'hôtel de s'arranger pour avoir quelque chose de passable pour mercredi. J'ajoutai : « Rien de trop, mais non plus de trop peu, enfin à la française, car je ne veux pas que cela ait l'air de cérémonie. Ce sera M. et M<sup>me</sup> de Montholon, l'officier d'ordonnance et le docteur Verling que j'inviterai, et nous trois, ce sera sept. D'ailleurs, comme je n'en suis pas sûr, ne faites rien d'avance, mais tenez-vous prêt. »

« Vous voyez, monsieur, le mystère que j'y ai mis, car j'ai nommé les personnes et n'ai pas même recommandé le secret. Quant à coucher en ville, c'est vous qui me l'apprenez. Je l'ignorais. Mais au reste, c'est une affaire qui ne me regarde pas. Quant à ne pas vous avoir parlé de l'invitation chez moi, je crois qu'ils l'ont fait par égard pour moi, croyant sans doute que je n'avais pas de compte à rendre de mes actions à personne. Vous voyez, monsieur, qu'ils n'ont employé ni message ni correspondance et que le nommé Rochambeau n'a été chargé d'aucune commission pour moi; et que c'est très accidentellement qu'en parlant de la santé des dames, il a dit au comte que peut-être, etc., et là s'est aussi terminé leur conversation.

« Vous voyez, monsieur, que je me prête volontiers à votre désir en vous écrivant aussi *longuement* pour ne pas vous laisser plus longtemps dans l'*inquiétude*. Il me reste actuellement à vous marquer mon étonnement de ce que vous avez pu me croire assez *bête* pour avoir communiqué à mes gens une chose dont j'aurais voulu faire un secret et surtout de ne pas m'être assuré de leur silence. Jugez-moi, je vous prie, plus favorablement une autre fois. »

(1) Archambeau.

*Sir Hudson Lowe à M. de Montchenu (1)*

« Monsieur le marquis,

« J'ai été très sensible à la promptitude et à la parfaite franchise avec laquelle vous avez bien voulu répondre à ma lettre... J'ai été fâché seulement d'observer que vous avez reçu une impression que j'étais bien loin de vouloir faire créer. Je ne ne vous ai pas fait l'injustice de supposer aucun mystère de votre part. Je me bornais simplement à vous répéter les choses de la manière précisément dont on m'avait rendu compte, et vous prier de me faire savoir la manière dont la communication avait passé et vous avez eu la bonté de me le dire. Il me manquait seulement à connaître comment on aurait eu l'intention de passer la nuit en ville, car il paraît qu'Archambeau n'a pas dit mot là-dessus au comte Balmain, et votre domestique assurément ne l'aurait pas inventé.

« J'ai cru de mon devoir dans cette circonstance [de] vous adresser la lettre qui se trouve incluse. Je suis persuadé qu'en la lisant vous me continuerez l'avantage de votre appui... »

Et, dans cette lettre de politesse, le gouverneur joint ce rappel à l'ordre très précis :

« Monsieur (2),

« J'ai bien examiné les circonstances qui ont entouré la visite depuis longtemps projetée que vous ont faite le comte et la comtesse de Montholon, ainsi que leur dessein de passer la nuit en ville. Je n'ai appris tout cela que la veille et fortuitement par une conversation d'un serviteur du général Bonaparte. Ceci m'amène à vous demander votre assistance pour faire respecter les règlements concernant généralement les « communications » et pour décourager, quelque fortuits qu'ils puissent être, les moyens qu'on pourrait employer pour les éluder.

« J'ai déjà reçu, monsieur, à cet égard, tant de preuves de votre considération qui a toujours soutenu ma propre autorité que je ne doute pas de continuer à en éprouver les effets. Les

(1) Original en français.

(2) Original en anglais.

raisons qui me poussent à vous écrire dans la présente occasion, sont non seulement la circonstance ci-dessus mentionnée, mais aussi les détails de la conduite du comte de Montholon et du comte Bertrand, qui m'obligent à faire respecter strictement les dispositions concernant les communications avec eux et dont le respect est absolument nécessaire à la bonne exécution des règlements en vigueur dans cette île, tant à l'égard de Napoléon Bonaparte lui-même, que pour empêcher les gens de sa suite de les transgresser, s'ils en avaient envie.

« En ce qui concerne Napoléon Bonaparte, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis prêt à vous fournir l'occasion de le voir quand vous jugerez devoir me le demander. »

Montchenu refuse de prolonger l'incident du diner Montholon. Mais la visite à Napoléon fait encore l'objet de toute une correspondance et il répond à la lettre précédente :

*M. de Montchenu à sir Hudson Lowe*

20 mai 1819.

« Vous me proposez de me faire voir Napoléon quand je voudrai. Il y a plus de deux ans que les commissaires de France et d'Autriche vous en firent la demande officielle. Elle est restée sans réponse jusqu'à ce jour. Ainsi le commissaire de ces deux cours ne croit pas être obligé de la renouveler. Le jour qu'il vous plaira de le présenter vous-même à Napoléon, vous n'aurez qu'à le lui indiquer, ainsi que l'heure précise; il se trouvera exactement à Longwood; mais il vous le répète, *vous-même*, parce que c'est un égard qu'il croit vous devoir comme gouverneur *la première fois seulement*, s'il vous plaît d'en user. Quant à le voir *seulement*, il n'a besoin que de ses deux yeux et nullement d'un tuteur, ce qui est incompatible avec la place qu'il occupe et l'indépendance qui y est attachée.

« J'attends le jour qu'il vous plaira d'indiquer et vous pouvez être sûr de ma ponctualité. »

Hudson Lowe répond à son tour par une longue lettre où il s'indigne de ce que Montchenu puisse considérer qu'aucune réponse n'ait été donnée à la demande des commissaires qui remonte à deux ans. Il prétend avoir appris autrefois par le

baron de Sturmer « que sa Cour n'avait pas exigé qu'il persiste dans la demande qu'il avait faite », et qu'en conséquence lui, gouverneur de Sainte-Hélène, considérait qu'il n'y avait pas eu lieu d'y donner suite. Montchenu ne se démonte pas pour si peu :

*M. de Montchenu à sir Hudson Lowe*

23 mai 1819.

« Monsieur le gouverneur,

« J'ai reçu hier soir, en rentrant de ma promenade, votre lettre du 22. En relisant ma lettre du 20, vous verrez que je ne vous ai fait aucune demande formelle. Je ne voulais que répondre aux nombreuses propositions que vous m'avez faites de me montrer Bonaparte... J'ajoutais cependant, pour vous prouver que sur cela je vous laissais le maître et que je n'y mettais aucun désir nouveau : je ne crois pas devoir vous renouveler la demande qui a été faite, il y a plus de deux ans, par les commissaires de France et d'Autriche. Vous m'objectez que cette demande est bien ancienne ; que les circonstances ont souvent changé depuis : sur tout cela je suis de votre avis. Vous ajoutez que la cour de Vienne avait donné l'ordre à M. le baron de Sturmer de ne pas la renouveler et qu'il vous en avait fait la confidence. J'ignore les ordres que peut avoir reçus M. de Sturmer, puisqu'il m'a communiqué depuis celui de ne me laisser aucune trace de sa mission. La mienne est toute nouvelle et n'a de commun avec celle de M. de Sturmer, que d'avoir été donnée par le même souverain, et d'exiger la même *fâcheuse* résidence.

« Vous voulez bien m'assurer, monsieur le gouverneur, que quand vous aurez reçu la réponse de Napoléon aux démarches que vous vous proposez de faire, vous me ferez part des moyens que vous jugerez les plus convenables. J'attendrai cette communication avant de faire des démarches ultérieures sur cet objet... »

Hudson lui promet, en effet, de faire une démarche auprès de Napoléon pour qu'il reçoive le commissaire de France et d'Autriche. Le temps passe et aucune réponse ne vient de Longwood ; tant et si bien que le gouverneur doit finir, deux mois après, par écrire à Montchenu :

Sainte-Hélène, 23 juillet 1819 (1).

« Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous informer qu'ayant fait connaître à Napoléon Bonaparte l'instruction que j'ai reçue de mon gouvernement pour fournir aux commissaires des souverains alliés qui résident dans cette île une occasion convenable de remplir l'objet de leur mission en le voyant; demandant qu'il voulût bien désigner un jour pour qu'ils pussent accompagner l'officier d'ordonnance auprès de lui, je n'ai pas encore reçu de réponse, quoique plus d'un mois se soit écoulé depuis que je me suis adressé à lui; et, par conséquent, je pense qu'il refuse de fixer un jour quelconque pour cet objet... »

Et, pendant un certain temps, il ne sera plus question de la visite à Longwood!

Les années passent, monotones. Les lettres de Montchenu continuent à nous livrer à toute occasion ses opinions sur les habitants de l'île. Quand M<sup>me</sup> de Montholon retourne en Europe, il écrit à son sujet au marquis d'Osmond :

Sainte-Hélène, le 30 juin 1819,  
onze heures et demie du soir.

« Monsieur le marquis,

« En rentrant tout à l'heure chez moi, j'ai trouvé dans la rue un de mes amis qui m'attendait avec impatience pour m'avertir que M<sup>me</sup> de Montholon part demain matin par un vaisseau baleinier entré aujourd'hui pour faire de l'eau.

« Il y a longtemps qu'elle m'avait annoncé ce projet, mais il fallait une permission que Bonaparte refusait constamment. Il l'a enfin accordée depuis quelques jours sous la condition de retour dans un an. Elle a le projet de tout employer pour rentrer en France. Il est de mon devoir de vous prévenir, monsieur le marquis, qu'elle est, sans exception, la personne la plus adroite, la plus intrigante, la plus spirituelle de Longwood, et aussi la plus initiée dans les secrets de Bonaparte. Je ne me permets pas de décider ce que doit faire le gouvernement anglais pour son compte, mais je crois que l'on ne

(1) Original en anglais. La traduction donnée ici est celle qui fut transmise par Hudson Lowe à M. de Montchenu.

pourrait pas introduire en France une vipère plus dangereuse. Je suis sûr qu'elle part munie de bonnes notes, car elle n'a pas besoin d'instructions. Elle est cousine germaine de M. Séguier, consul général à Londres, qui vous en parlera comme d'une petite sainte... »

En septembre 1819, parvient à Sainte-Hélène la fameuse lettre écrite par O'Meara à l'Amirauté britannique. Hudson Lowe la communique aussitôt à Montchenu en lui demandant ce qu'il en pense. Rappelons les faits. O'Meara, médecin de la marine anglaise, avait été chargé de donner ses soins à Napoléon. Il s'attacha à l'Empereur qui l'aimait beaucoup. Mais celui-ci, ayant appris qu'il rédigeait des bulletins de sa santé, demanda qu'ils lui fussent soumis. De plus, il voulait y être dénommé « l'empereur Napoléon Bonaparte » et non « le général Bonaparte ». Hudson Lowe, avisé par O'Meara, suscita des difficultés, tant et si bien que le docteur ne rédigea plus de bulletins. Mais le gouverneur l'interrogeait constamment sur tout ce qui se passait à Longwood. Le plus souvent, O'Meara se contentait de donner de brèves nouvelles de la santé du prisonnier et refusait de répondre aux autres questions. Voici ce qu'il écrivait lui-même à ce sujet le 28 avril 1818 : « J'ai su enfin pourquoi le gouverneur m'obligeait à venir deux fois par semaine chez lui. Voici le fait : sur son ordre, on écrit des bulletins qui ont pour bases mes déclarations orales. Les bulletins sont envoyés aux commissaires des Puissances alliées qui les adressent à leurs Cours. Les informations prises par le comte de Montholon établissent que la personne qui les rédige n'a jamais eu aucun rapport avec l'Empereur. »

La lettre de O'Meara à l'Amirauté revenait sur ce point et Montchenu, dans la réponse qu'il adresse à Hudson Lowe, en voulant donner tort à O'Meara, prouve bien inconsciemment la thèse de ce dernier :

8 septembre 1819.

« J'ai lu avec attention la lettre écrite par le docteur O'Meara aux nobles lords de l'Amirauté. Elle roule en grande partie sur des objets qui ne sont point de mon ressort. Mais il y a trois points qui m'ont principalement frappé et sur lesquels je crois vous devoir des observations. Le premier, qui en

lui-même pourrait paraître indifférent, est celui dans lequel il affirme que M. le baron Gourgaud a dit que le capitaine de Gors, mon aide de camp et en même temps secrétaire de ma légation, lui a demandé des nouvelles des palpitations de Napoléon Bonaparte, au grand étonnement de M. Gourgaud qui n'en avait jamais entendu parler. Je ne me rappelle plus aujourd'hui comment le bruit de cette question me parvint, mais je sais positivement que le capitaine de Gors alla sur-le-champ chez vous pour se disculper et même vous prouver par les *dates*, qu'il n'avait pas pu le faire, n'ayant pas vu M. Gourgaud longtemps auparavant. Je tenais beaucoup à cet éclaircissement, parce que cette indiscretion lui aurait fait perdre toute ma confiance qu'il n'a pas cessé de mériter un seul instant. Il ajoute en outre que MM. de Sturmer et de Balmain en ont parlé, l'un à Bertrand, et l'autre à Montholon qui ont tous deux montré le même étonnement. La conclusion est donc que les bulletins étaient faux, car il est certain que ceux donnés à cette époque par O'Meara et plusieurs donnés depuis ont formellement parlé de palpitations.

« Le deuxième est celui où il dit que des *personnes autorisées* vous ont représenté que d'après votre conduite avec lui, O'Meara, Napoléon Bonaparte qui était très malade alors, ne voulant plus le voir, vous deviendriez responsable de toutes les suites, ainsi que des soupçons qui pourraient résulter d'un événement malheureux. Quoique ces mots *vagues de personnes autorisées* ne désignent personne, il me paraît cependant qu'il a voulu désigner plus particulièrement moi et mes deux collègues. Quant à moi qui ne me mêle jamais de donner des avis à ceux qui ne m'en demandent pas et surtout dans les choses qui ne me regardent pas, vous devez savoir, général, que je ne vous en ai jamais parlé. Ainsi je réclame *pour moi* contre la fausseté de cette assertion.

« Pour le troisième, où il vous accuse d'avoir fait fabriquer de faux bulletins, le mensonge est trop grossier pour que je ne lui donne pas un démenti formel. Jamais je n'ai reçu de vous à cette époque des bulletins qui ne commençassent ainsi : « Après avoir interrogé le docteur O'Meara, il a répondu... » signé : Baxter, non pour certifier l'état du prétendu malade, mais pour certifier que telle était la déclaration de son médecin. »

Montchenu, après avoir mis en doute l'exactitude des bulletins, donne une preuve éclatante de la bonne foi du médecin, puisqu'il précise qu'ils étaient signés du docteur **Baxter** et ne faisaient que rendre compte de déclarations qu'O'Meara ne signait pas. Aussitôt cette lettre écrite, il retrouve encore des souvenirs qu'il juge de la première importance et envoie à ce sujet une seconde lettre à Hudson Lowe :

« Monsieur le gouverneur,

« En relisant encore avec attention cette même lettre du docteur O'Meara sur laquelle j'ai déjà eu l'honneur de vous adresser des observations, j'ai été étonné de ne pas avoir été aussi frappé que je le suis aujourd'hui du passage où il fait l'énumération de tout ce qu'il a fait pour remplir vos désirs relativement aux bulletins. Il ajoute : « Ce n'est pas là ce que vous vouliez ; votre unique but était de me remplacer par Baxter, homme entièrement à vous, et qui par conséquent est très suspect à Napoléon Bonaparte et qu'il ne verra jamais... »

« Ceci me rappelle une conversation que j'ai eue à l'époque où O'Meara était consigné dans l'enceinte désignée aux habitants de Longwood, dont je vous fis part dans le temps, mais que cette lettre me met dans la nécessité de vous rappeler pour l'intelligence des faits. On me parla très longuement de la santé de Bonaparte ; on me le peignit comme un homme mourant qui me ferait pitié, si je le voyais. Une des dames que nous rejoignîmes ensuite me dit du ton le plus languissant et le plus dolent : « Marquis, si vous le voyez, son état est tel que quand je suis huit jours sans le voir, j'ai de la peine à le reconnaître. » Il y eut alors un chœur général pour m'assurer qu'il n'avait plus que bien peu de mois à vivre.

« Je reviens à la conversation. Après m'avoir dépeint l'état piteux du malade, on me dit : « Voilà pourtant le moment que l'on choisit pour lui ôter son médecin. » Comme vous m'aviez heureusement fait part de la décision que vous aviez prise sur O'Meara, je répondis : « Le gouverneur n'a nullement le projet de le lui ôter. — Mais comment voulez-vous que l'Empereur puisse avoir confiance dans un homme qui n'est pas entièrement à lui et qui est actuellement sous la main du gouverneur ? — Il me semble, dis-je, que la confiance d'un malade dans son médecin doit être fondée sur les talents qu'il

lui connaît, sur les soins qu'il lui rend, sur son assiduité, sur l'empressement qu'il montre à le soulager, et peut-être sur son attachement personnel, mais non pas sur l'étendue de la promenade que ce médecin peut faire. Le vôtre est très coureur, je le rencontre partout. Eh! pourquoi ne voulez-vous [pas] attribuer cette démarche du gouverneur à l'envie qu'il a que vous l'ayez à toute heure sous la main. Si le malade est aussi mal que vous le dites, son premier soin doit être de guérir. — Non, l'Empereur sait très bien qu'on veut le faire mourir et il y est très résigné, mais il ne verra jamais un médecin qui ne sera pas entièrement à lui. Nous ne croyons cependant pas que ce soit l'intention des souverains. Je vous le demande à vous, monsieur le marquis, est-ce l'intention du Roi? — Je répondis affirmativement que non. — Nous le savons; l'Empereur lui rend trop de justice ainsi que nous pour ne pas en être persuadés. Cependant je peux vous faire voir si vous voulez toute la correspondance. C'est un tas d'horreurs. — Non, répondis-je sur-le-champ, voulant terminer cette conversation, je ne veux rien voir; je ne me mêle que de ce qui me regarde et tout cela n'est pas de mon ressort. »

« On me répéta que l'Empereur savait très bien qu'on voulait le faire mourir et que pour cela l'on voulait lui donner Baxter qu'il ne verrait jamais; et l'on ajouta que si O'Meara avait voulu répondre aux insinuations qui lui avaient été faites, il y aurait longtemps qu'il n'existerait plus. A ces mots, un mouvement d'horreur semblable à une convulsion s'empara de moi, mes deux mains se levèrent en l'air et mon corps en arrière. Je ne dis que ho! ho! Sur ce mouvement, l'on me dit tout de suite d'un ton radouci : « Nous ne le croyons pas, mais c'est toujours bon à dire. » L'on me fit ensuite un éloge si pathétique du docteur que je crus d'abord que l'on allait écrire tout de suite à Rome pour le faire canoniser de son vivant, chose, à la vérité, sans exemple. Comme cette conversation m'ennuyait beaucoup, je hâtai le pas pour rejoindre les dames.

« O'Meara ajoute ensuite que ce fut d'après des représentations qui vous furent faites par des personnes autorisées qui vous firent sentir les soupçons qui naîtraient sur votre compte, si Bonaparte venait à mourir pendant ce temps et sur l'impossibilité où seraient ces mêmes personnes d'en rendre un

compte satisfaisant, que vous décidâtes enfin de lever ses arrêts dans l'enceinte donnée aux habitants de Longwood. Ces personnes autorisées ne peuvent être que les commissaires des Puissances, puisqu'eux seuls peuvent avoir des comptes à rendre à leurs souverains. Nous étions trois alors, mais, pour mon compte, je réclame contre l'impudence de cette assertion, et je m'en rapporte à vous, général; une telle démarche de ma part aurait dû vous paraître un reproche outrageant de votre conduite que je ne me serais jamais permis, quand même j'aurais pu croire, avant d'avoir l'honneur de vous connaître, à tout ce que l'on m'avait dit. »

Quand Montchenu reste seul commissaire des Puissances alliées, la question de la visite à Longwood se pose de nouveau. C'est la discussion chronique entre Montchenu et Hudson Lowe. A la suite de conversations qu'ils ont eues ensemble à ce sujet, le gouverneur écrit à Montchenu pour le forcer à confirmer par écrit son désir de voir Napoléon. Il reçoit en réponse ce beau discours :

(Septembre 1820).

« Monsieur,

« J'ai reçu hier votre lettre du 8 de ce mois, par laquelle vous me demandez *encore* de déclarer mon intention précise, sur le motif qui me mènera à Longwood, toutes les fois que j'aurai envie d'y aller. Mon inviolabilité et, par suite, l'indépendance attachée au caractère dont je suis revêtu ne me permettent pas de répondre à une pareille question, car vous savez très bien que je ne dois compte de mes actions et de mes intentions qu'au Roi mon Maître. Une demande motivée serait, de ma part, demander une permission et le Roi n'a jamais pensé que je pusse en avoir besoin pour exécuter des ordres que vous connaissez parfaitement. Il n'y a cependant pas de doute que toutes les fois que j'irai à Longwood, ce sera dans l'intention bien formelle de savoir si Napoléon Bonaparte y est encore, ce que l'on y fait et ce que l'on veut faire; enfin d'employer tous les moyens qui sont en mon pouvoir pour découvrir les projets...

« Définitivement, je suis très décidé à exécuter les ordres

de mon Souverain que vous connaissez parfaitement. En conséquence, j'ai l'honneur de vous prévenir que le premier jour qu'il fera beau, j'irai à Longwood. Si, contre toute vraisemblance, vous voulez en fermer la porte, que ce ne soit pas par une simple sentinelle. Vous savez que je n'entends pas l'anglais, je ne comprendrais pas ce qu'elle me dirait et je passerais outre quand même elle me tirerait un coup de fusil qui retentirait bientôt en Europe. »

Après cette lettre, comme après toutes celles que Montchenu a écrites, à ce sujet, depuis 1816, il ne se passe rien. Hudson Lowe trouve toujours le moyen de le calmer. Cette fois-ci, d'ailleurs, le vieux marquis tombe malade. Il souffre d'une grave obstruction intestinale. Le climat et la mauvaise nourriture dont tout le monde souffre dans l'île ont enfin raison du robuste vieillard. Il est « aux portes de la mort », dira-t-il plus tard. Hudson Lowe s'inquiète et lui envoie le docteur Walter Henry, du 53<sup>e</sup> régiment. La mort du commissaire de France serait fort ennuyeuse : on ne manquerait pas de le citer comme une victime de Sainte-Hélène. On n'accuse déjà que trop l'Angleterre d'avoir choisi, pour garder l'Empereur, cette île insalubre. Le gouverneur n'hésite pas et fait transporter Montchenu chez lui à Plantation House. C'est une agréable maison de campagne, située sur les hauteurs et entourée d'un jardin ombreux qui contraste avec l'aridité des paysages d'alentour. Montchenu s'y rétablit peu à peu et il gardera toujours à Hudson Lowe une profonde reconnaissance de son hospitalité.

En 1821, les événements se précipitent. La maladie de Napoléon s'aggrave. Le 5 mai, à cinq heures cinquante minutes du soir, l'Empereur rend le dernier soupir. Aussitôt prévenu, Hudson Lowe saute à cheval et, suivi de son état-major et des membres du Conseil de l'île, il vient constater le décès. Montchenu l'accompagne. Pour la première fois, il pénètre à Longwood jusqu'à la chambre de l'Empereur ; il voit enfin le visage illustre. Ce qu'il pense, à ce moment, nous ne le saurons jamais, mais, sans doute, a-t-il l'obscur conscience d'entrer dans l'Histoire. Il a eu beau détester Napoléon, souhaiter sa mort, un peu du rayonnement qui emplit cette chambre mortuaire s'attache, malgré tout, au front du vieil émigré.

Le dernier devoir d'Hudson Lowe envers son prisonnier est de le faire enterrer avec les honneurs « dus à un officier général du plus haut rang ». Le 7 mai, dès la pointe du jour, l'île prend le deuil, les troupes sont sous les armes. A midi et demi, le cortège quitte Longwood. L'abbé Vignali précède le cercueil. Viennent ensuite les fidèles : Bertrand, Montholon et les gens de la suite de l'Empereur. Ils sont suivis par les officiers anglais. Le marquis de Montchenu ferme la marche avec Hudson Lowe, le contre-amiral et le général Coffin. La foule se presse derrière eux. Il fait un temps splendide. Le cortège s'achemine vers Hut's-Gate, puis, par un chemin où il faut porter le cercueil à bras, gagne le lieu choisi pour la sépulture, près d'une source que l'Empereur avait aimée...

Montchenu s'embarqua le 25 juillet avec Hudson Lowe à bord du *Lady Melville*, afin de regagner la France où il arriva en octobre. Trop tard. « Arrivé avec la nouvelle (de la mort de Napoléon), a écrit très justement Frédéric Masson, il eût été traité sans doute comme un messager de victoire ; de l'allégresse des Bourbons ainsi délivrés, il eût tiré les grâces qu'il souhaitait si fort. » En réalité, M. de Montchenu ne reçut aucune récompense. Durant les années qui suivent son retour, il ne cesse de solliciter et de rappeler au gouvernement ses promesses, — promesses qui, incontestablement, lui avaient été faites lors de son départ pour Sainte-Hélène ou durant son séjour, mais promesses « diplomatiques » de ministres qui quittaient successivement le pouvoir. M. de Montchenu veut le cordon rouge, le grade de lieutenant général et la pairie pour lui ou pour son fils. Il ne peut rien obtenir. Il ne se décourage pas et postule toutes les places qu'il juge dignes de lui, dès que se produit une vacance. C'est ainsi qu'à la mort du duc des Cars, il demande au roi le poste de premier maître d'hôtel qui est resté sous la Restauration une flatteuse sinécure. Il rappelle qu'un de ses ancêtres a rempli ces fonctions auprès de François I<sup>er</sup> dont il était l'ami et qui le fit enterrer à Saint-Denis.

Mais le roi fait la sourde oreille. M. de Montchenu doit se résigner à rester pour la postérité le commissaire de France à Sainte-Hélène.

Ce n'est plus qu'un vieillard que la mort, à son tour, va

saisir. Il peut méditer sur l'ingratitude des gouvernements... Pourtant, l'empereur d'Autriche s'est souvenu de lui : le 20 avril 1822, Montchenu a reçu une lettre du prince de Metternich lui annonçant que, désirant reconnaître les services rendus, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique avait daigné lui destiner « une boîte ornée de son portrait et enrichie de diamants », que le baron de Vincent, ambassadeur d'Autriche à Paris, était chargé de lui remettre. C'était au moins une attention délicate et le vieil émigré retrouve son mordant esprit d'autrefois en écrivant un jour que l'Empereur lui avait donné une grande preuve de satisfaction « pour avoir si bien gardé et enterré son gendre ». Mais du roi de France, l'ex-commissaire à Sainte-Hélène ne reçut pas même le cordon rouge. Le 26 mai 1823, il fut fait chevalier de la Légion d'honneur, ironie suprême pour cet homme qui avait toujours détesté Napoléon ! En 1828, il est mis à la retraite. Ses ambitions sont définitivement mortes.

Il vit encore assez longtemps pour assister à la révolution de Juillet. Il en a vu d'autres et ce n'est pas à son âge qu'il va commencer à changer de sentiments. Royaliste et légitimiste avant la lettre, il a trouvé ses opinions, en 1757, dans un berceau du Dauphiné et il les emporte dans la tombe, à Dieppe, le 19 août 1831.

JACQUES DE MAUPEOU.

---

# SPLENDEURS ET MISÈRES

## DE

# LA SEINE AUTOUR DE PARIS

### II <sup>(1)</sup>

#### LE SCANDALE DE L'ÎLE SÉGUIN

Dès qu'on quitte le Point du Jour et qu'on s'avance sur le quai du même nom, les sottises commencent. De beaux arbres mutilés, de vieux platanes couronnés pour obéir sans doute à cette mode néfaste qui exerce surtout ses ravages en Languedoc. J'ai vu ainsi ma petite ville d'Ariège, Mirepoix, perdre, du jour au lendemain, son charme et son agrément par la fantaisie de quelques vandales.

Le pont de Billancourt réunit l'île du même nom et l'île Saint-Germain, qui la prolonge vers Paris.

Ici, rendons hommage à l'autorité militaire. Grâce à elle, l'île Saint-Germain a gardé un peu de son charme bucolique. On a su, autour des magasins de subsistances, respecter les trembles d'autrefois, les allées de marronniers encore taillés à la française, et jusqu'à des charmilles romantiques encadrant des iris peut-être centenaires. C'est une charmante retraite verdoyante, ignorée des Parisiens, et d'où, sous les frondaisons chargées de gui, on découvre les dernières verdure des coteaux de Meudon et de Bellevue.

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> juin.

L'île de Billancourt, reliée à l'île Saint-Germain, n'offre pas au promeneur solitaire le même nid de rêveries.

Il y aurait là beaucoup à glaner pour les amateurs de pittoresque. Tout un peuple de petits Poulbot pullule dans les villages nègres, où tel caboulot arbore cette enseigne imprévue : « *A la petite République de Saint-Marin* » et où *Fernand* vous avertit que dans son restaurant, *parlen patouès*, on parle patois. Touchants rappels, bien inattendus ici, de la petite patrie.

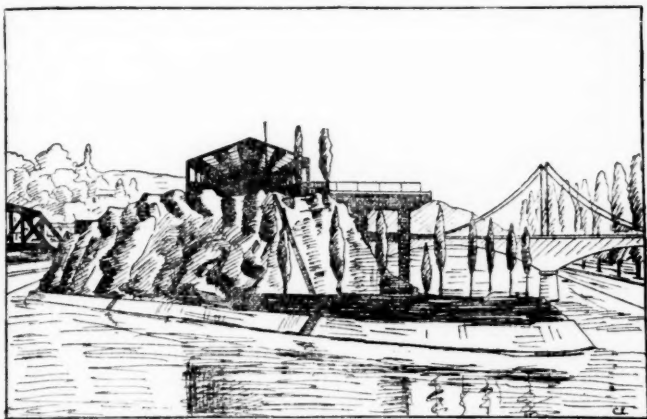
Quand, sous les peupliers encore debout, vous touchez à la pointe occidentale de l'île, le désastre que nous signalait dernièrement un de nos lecteurs, apparaît dans sa nudité tragique.

On a massacré l'île Séguin. Utilisant les lenteurs du Conseil d'État qui aura mis des années pour approuver le nouveau plan d'aménagement de la région de Boulogne-Billancourt, faisant litière des engagements pris envers la direction des travaux du département, faute d'un contrôle vigilant et efficace de la part de la Commission des sites, l'un des plus grands industriels français a délibérément détruit un aspect vénérable et charmant, justement célèbre, de l'Île-de-France.

Elle était notre dernière « nef de verdure », il y a encore peu d'années, cette île Séguin, jardin flottant d'où l'œil exalté découvrait la courbe harmonieuse de la Seine, repliée comme un beau bras de femme vers les hauteurs boisées de Saint-Cloud. Paysage illustre, qui, durant un siècle, inspira tant d'artistes. Dans le souple collier de nos îles parisiennes, l'ancienne île de Sèvres, où le manufacturier Séguin avait pu tout ensemble, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, installer des ateliers de tannerie et planter les rives de saules et de trembles, l'île Séguin était une perle sans prix. Et cela non seulement à cause de tant de souvenirs, du charmant décorateur Pillement en faisant la plus voluptueuse des « folies », et de tous les romantiques qui venaient y peindre, ou y rimer ; mais surtout parce qu'elle commandait en quelque sorte ce paysage mélodieux, parce que, frustré de cette proue verdoyante, le site fameux, où règnent encore les fantômes du Grand Dauphin, de Bonaparte et de Napoléon III, de la Pompadour et de l'impératrice Eugénie, devait n'être plus qu'un visage mutilé, qu'une face glorieuse, blessée à mort.

Certes, il était, dans la région parisienne, d'autres lieux

voués depuis longtemps à l'industrie, aux hauts fourneaux, aux transformateurs, aux gazomètres. C'était là qu'il fallait édifier cette architecture de cauchemar, ces hangars de



ASPECT ACTUEL DE L'ÎLE SÉGUIN

*A droite et à gauche, les passerelles réunissant l'île aux rives de la Seine; le monticule du premier plan est constitué par des scories d'usine.*

béton, cette pergola de ciment armé qui n'est qu'une grue immense, transportant des tonnes de charbon, et non pas dans un site d'élégance traditionnelle où le bois de Boulogne fait vis-à-vis au parc de Saint-Cloud.

Vers le pont de Saint-Cloud, pour tenter de masquer ce désastre, pris d'un tardif remords, le grand industriel a cependant daigné planter, — en plein béton, — quelques souples baguettes, des saules pleureurs qui pleureront éternellement les arbres de l'île Séguin massacrés.

#### PONT DE NEUILLY, PONT DES MARÉCHAUX

D'autres industries, il est vrai, déparent également de façon cruelle les rives du Bas-Meudon. Après l'île de Billancourt, après les étonnants Bains Iures, qui nous transportent à l'âge des *Orientales*, en plein décor d'Ingres et de Delacroix, après l'île Séguin, voici Sèvres, et d'autres horreurs accumulées par le chemin de fer entre le parc de Saint-Cloud et la

Seine. Comptons sur la prochaine électrification de la Ceinture pour liquider ces amas de combustibles et de tôle ondulée, que la veulerie des pouvoirs publics a laissés s'accumuler en un site qu'il faudrait bien se hâter de classer.

Le pont de Saint-Cloud est condamné. Veillons encore de ce côté. Il est grand temps d'arrêter le flot de hideurs qui déferle au pied de ces coteaux, si joliment chantés par Hugo.

Après Hugo, Barrès. De l'autre côté du Bois et de l'allée du bord de l'eau, voici le quai paisible, aux villas désuètes, aux ombres obscures, où le juvénile auteur des *Déracinés* logea sa mystérieuse héroïne. C'est le quai du Président Carnot, et il faut ici féliciter, — pour combien de temps? — la municipalité de Saint-Cloud qui a su respecter ses platanes séculaires. Ceux-là, enfin, ne sont pas « couronnés ». Aussi font-ils songer, dans leur vieillesse robuste, à ces autres platanes des rives du Bosphore qui, vers Bébek et Emirghian, émerveillent le voyageur en route pour Thérapia.

Au pont de Suresnes, voici enfin un site classé : l'île de la Folie et l'entrée du Bois; mais la Commission des sites, depuis 1910, la Commission du Vieux Paris, depuis 1912, ont beau réclamer le classement des pentes du Mont Valérien qui regardent Paris et leur aménagement en parc (le dernier vœu émis à ce sujet par le Conseil général de la Seine date du 31 décembre 1928), l'administration militaire fait la sourde oreille. Comme si ces contreforts du Mont-Valérien pouvaient encore avoir une importance stratégique !

Presque dans le même temps où elle sauvait l'admirable domaine de Bagatelle, la Municipalité parisienne aurait pu réaliser une excellente opération en acquérant, — pour une somme relativement minime, — l'île de Puteaux. Aujourd'hui, il n'y faut plus penser, et c'est dommage. Car, du côté du Bois et de Neuilly, cette grande île longe des sites élégants et verdoyants.

Heureusement, tandis que, vers l'ouest, des sociétés sportives respectent les gazons, les feuillages, le grand industriel qui a établi ses ateliers en amont, semble avoir eu à cœur de préserver, dans toute la mesure du possible, les rives de cette île. Des rideaux de saules, de peupliers masquent les bâtisses, et l'on peut mesurer ici, après les actes de vandalisme perpétrés dans l'île Séguin, comment, quand il veut bien s'en don-

ner la peine, un grand capitaine d'industrie peut aménager son usine, sans détruire irrémédiablement la noblesse du paysage où il installe ses constructions utilitaires.

Au cours de la grande guerre, afin d'assurer leur protection, nos usines ont dû bien souvent *se camoufler*. Ce que l'on réalisa en ce temps, pourquoi ne pas le tenter aujourd'hui? Pourquoi, de manière à ne pas nuire à cet aspect de beauté qui, selon le mot fameux de Keats, est un trésor collectif, pourquoi ne pas *camoufler* encore nos usines, comme on l'a fait pendant la guerre, comme on l'a fait à la pointe de l'île de Puteaux?

Les deux îles de Puteaux et du Pont-de-Neuilly vont être réunies. Mesure indispensable, nous assure le Service de la Navigation, mais qui menace une construction délicate et harmonieuse, le Temple de la Réserve... ou de l'Amour (quoi qu'on en dise, l'un et l'autre peuvent faire bon ménage), temple de marbre blanc qu'en 1821 le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, éleva dans l'île d'Amour. On appelait alors ainsi l'île du Pont-de-Neuilly et l'on peut se demander pourquoi ce nom a cessé de plaire.

Consultée, la Commission du Vieux Paris souhaitait de voir le Temple de l'Amour reprendre le chemin du parc Monceau, de la Folie-Monceau, où l'édifia Carmentelle. Le temple de marbre blanc aurait rejoint la gracieuse Naumachie. Vœu trop logique pour être suivi. C'était compter sans l'État et ses lenteurs.

Et pourtant cette charmante rotonde évoque bien des souvenirs, toute une suite d'histoires « qui apprennent à pêcher ». Voici la moins légère, mais non la moins plaisante. Dans le bosquet qui entourait, à la Folie-Monceau, le Temple de l'Amour, M<sup>me</sup> de Genlis aimait à herboriser, si l'on peut dire, avec ses élèves. Un jour qu'elle leur commentait une page de Linné, ceux-ci virent se glisser dans l'ombre du temple certain botaniste, qui s'enfuit, effarouché, avec sa cueillette fleurie. Mais M<sup>me</sup> de Genlis l'avait reconnu. Le lendemain, à la place de la brèche par où s'était glissé l'indiscret, une petite porte était aménagée et la clef envoyée au visiteur avec licence d'herboriser, sans craindre les surprises. Ce botaniste privilégié était Jean-Jacques.

A la pointe de l'île d'Amour, où le transporta Louis-

Philippe, le Temple de l'Amour, encadré de verdure, avec ses douze colonnes corinthiennes, ses bancs de marbre, son autel « servant de piédestal à une petite statue antique représentant une des compagnes d'Ulysse, lorsqu'il était chez Lycomède », fait encore merveille. On a pris soin de le classer comme monument, mais il va de soi qu'il ne faudrait pas l'étrangler dans un décor de gazomètres, de hauts fourneaux et de gratte-ciels. Sinon, le mieux serait d'exaucer le vœu de la Commission du Vieux Paris et de le ramener vers Monceau qui le vit naître.

Le pont de Neuilly est, lui aussi, condamné. Il a une histoire et quand on sait qu'il est l'œuvre du grand Perronet qui, ce jour-là, innova en construisant le premier pont à tablier horizontal, on conçoit que les ingénieurs de la Navigation aient hésité à le jeter bas, voire simplement à le transformer et qu'on ait parlé même de le classer comme monument historique.

Dans une admirable esquisse qu'on peut voir au musée Carnavalet, Hubert Robert nous a conservé le souvenir du *Décintrement du Pont de Neuilly*. C'est la maquette, brossée sur place avec un brio extraordinaire, pour le tableau que Robert peignit pour Trudaine de Montigny, intendant des finances, et qu'il exposa, avec le plus grand succès, au Salon de 1773.

Ce décintrement, opéré le 22 septembre 1772, en présence de Louis XV, avait attiré toute la population parisienne. L'œuvre de Perronet apparaissait, par la largeur de ses arches, comme un prodige de hardiesse. « Chacun, disait, dans sa critique du tableau, une gazette contemporaine (les *Mémoires secrets*), aime à parcourir en détail cette multitude de têtes et à y retrouver sa place. On y distingue dans le groupe principal le Roi, M. le comte de la Marche donnant la main à la comtesse du Barry, le chancelier avec sa simarre, ornement si étrange dans de pareils spectacles. » Mesdames, filles du roi, avaient, à cause de la présence de la du Barry, refusé de se rendre à cette inauguration.

Les exigences de la circulation devenue si intense dans la région de l'Ouest parisien, le développement de la grande voie monumentale, allant de la place de l'Étoile au rond-point de la Défense, commandent pourtant impérieusement aujourd'hui la transformation, sinon la reconstruction, du pont de Perronet.

Un concours, on s'en souvient, fut institué en 1931, par la Ville de Paris et le département de la Seine, en vue de l'aménagement de cette grande artère et, l'an passé, le jury couronnait le beau projet (n° 20) de MM. P. Bigot, architecte, Landowski et Bouchard, sculpteurs (1).

Dès maintenant, la reconstruction du pont de Neuilly est envisagée dans un très prochain avenir.

Comme l'ont remarqué les deux rapporteurs du jury, MM. Prost et Lebreton, « l'île de Neuilly a été pour tous les artistes du concours l'objet de conceptions décoratives, dont certaines dédiées aux Maréchaux ont grande allure, notamment le projet n° 20 ». Et ils ont insisté sur ce point, capital pour la beauté de la Seine en aval de Paris. « C'est un résultat précis du concours : il faut que le *Département prenne toutes les mesures nécessaires pour que l'île de Neuilly ne puisse être l'objet d'utilisation commerciale ou industrielle. Il importe, pour l'aménagement des rives du fleuve et de l'Avenue triomphale, que cette île soit acquise dans un but d'embellissement.* »

M. Édouard Renard n'a pas oublié ces conclusions et nous pouvons être assurés que, malgré bien des difficultés, il travaille à faire réaliser, entre Neuilly et Puteaux, ce pont projeté par M. Bigot.

Une seule arche, — en fer apparent, si l'on écoute les déplorables conseils des ingénieurs des Ponts et Chaussées, tenaces défenseurs de ce monstre hybride : le pont de fer aux arches de pierre, — franchira chacun des deux bras de la Seine. L'île, aux abords du pont, sera aménagée en jardin, avec parterres de fleurs; ce jardin pouvant s'étendre et devenir le square des communes limitrophes : Neuilly, Courbevoie et Puteaux.

Quant à la voie glorieuse, on sait que dans la pensée de M. Bigot et de ses collaborateurs, elle ne s'arrêterait pas au Rond-Point de la Défense, devenue Rond-Point de la Victoire, mais qu'elle se poursuivrait dans l'avenir jusqu'au Mont Valérien, sublime acropole dressée au-dessus de la Seine et du plus Grand Paris, acropole qui, bien mieux que le Panthéon, pourrait devenir un sanctuaire national.

Quoi qu'il en soit, et en dépit des résistances de l'État, l'édification du pont dont la largeur a été malheureusement

(1) Voir dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> avril 1932 l'article de M. Louis Gillet : *Un projet de voie triomphale.*

réduite de quarante-cinq mètres à trente-cinq mètres, et l'aménagement d'une partie de l'île de Neuilly doivent être bientôt des réalités.

#### VERS LE GRAND PORT PARISIEN DE GENNEVILLIERS

Asnières et Clichy, l'île Saint-Denis et Gennevilliers... Ce ne sont point là des lieux de plaisance ni des sites de beauté. Le pittoresque pourtant n'en est pas absent, mais un pittoresque où MM. Francis Carco et Pierre Mac-Orlan semblent avoir rajeuni Eugène Sue.

Comment, en effet, ne pas évoquer *les Mystères de Paris*, Fleur de Marie et le Maître d'école, quand on prend pied sur l'île des Ravageurs, où l'ancienne fondatrice de *la Fronde*, Mme Marguerite Durand, eut un jour l'idée d'aménager le cimetière des chiens...

A la belle saison, c'est un nid de verdure, cet hypogée de toutous et de matous. Là où Mme Marguerite Durand se rappelle avoir vu le dernier tapis-franc des « Ravageurs », un coupe-gorge que tenait la « Sirène », s'étagent maintenant, jusqu'au ras de l'eau, des parterres fleuris, des arbustes, des stèles dédiées au souvenir de la gent canine ou féline. Sans compter des chevaux et les lions du dompteur Pezon, il y a là vingt-cinq mille chiens et chats ensevelis; mais bientôt les administrateurs de cette étrange nécropole devront, faute de place, annexer le reste de l'île des Ravageurs. Les riverains d'Asnières n'en gémiront pas. Car, alors, le misérable ilot décrit par Eugène Sue ne sera plus qu'un bouquet de fleurs et de feuillages.

La grande île Saint-Ouen recourbée comme un cimetière n'est tout d'abord qu'un dépotoir; puis c'est une ville, l'île Saint-Denis, et enfin, face au futur port de Gennevilliers, un immense chantier.

En regardant filer sur la Seine le train nonchalant des péniches, vous êtes-vous demandé ce qu'ils deviennent, atteints par l'âge ou criblés de blessures (même à Paris, la navigation fluviale ne va pas sans risques), ces grands bateaux plats qui charrient vers le premier port de France, notre capitale, la pierre champenoise, le vin de Bourgogne, la houille de Belgique, les bois de nos forêts vosgiennes, et ces arbres

géants, aux précieuses essences, venus des rives du Pacifique?

Ce qu'ils deviennent, ces chalands hantés par tout un peuple de mariniers et qui recèlèrent dans leurs flancs pansus tant de richesses, le hasard seul d'une patiente randonnée au long des bords de la Seine peut le révéler.

C'est à deux lieues en aval de Paris, si près, si loin, à l'ouest de Saint-Denis, sur la rive gauche du fleuve, dans un *no man's land* qu'on appelle le « Maroc » et dont l'atmosphère crasseuse, sanieuse, désespérée, rappelle les sombres recoins d'Hambourg ou de West-Chapel.

C'est là, sur le territoire de Villeneuve-la-Garenne, au bout d'un quai sans issue, le quai d'Argenteuil. Après, la fin du monde; plus une route, plus un chemin, seulement de la boue noirâtre que ronge la Seine et cette île de cauchemar, ondulant comme un serpent d'eau, l'île Saint-Denis.

A gauche, un « bled » semé de débris et un village nègre, le Maroc, et plus loin, un paysage à la Wells, les usines de Gennevilliers, dont les immenses cheminées s'emmitouillent de grisaille. A droite, sur la berge et sur l'eau stagnante, le cimetière des péniches.

Au reste, elles ne meurent pas tout entières, les vieilles péniches. Leurs petites maisons de bois, construites et entretenues avec tant d'amour, voici qu'on les a sauvées et qu'elles abritent encore des couples humains et des nuées de petits Poulbot. C'est ainsi que la rue du « père Henri », si différente des « rues » de la zone, se compose uniquement de cabines arrachées aux chalands défunts. Étrange village, plus voisin, semble-t-il, de Lowestoft ou de Volendam que de Paris. Petites maisons de bois, si longtemps habituées à voguer, désormais amarrées sur ce coin de terre banlieusarde, avec des mâts imprévus : ceux de la T. S. F.

Un coup de sifflet. La sortie des ateliers. Car tout ici est dévoué à la marine, la marine fluviale, s'entend... Non loin du cimetière des péniches, leur berceau. Voici les docks où l'on construit les grands chalands en fer, les chalands citernes de deux mille tonnes, qui supplanteront partout les vieilles péniches d'antan de six cents tonnes... Demain, on lancera deux véritables dreadnoughts, appelés à faire le trafic entre France et Allemagne.

C'est là, dans ces vastes espaces libres, que va être aménagé

le grand port parisien, ce port de Gennevilliers qui doit constituer le terminus de la navigation fluviale arrivant de la mer. C'est grâce à lui qu'on peut envisager, dans un avenir relativement proche, la disparition de toutes les scories qui déshonorent les berges parisiennes.

Ce port, dont un animateur incomparable, M. l'ingénieur Bienvenüe, auquel nous devons déjà le Métropolitain, a donné les plans, doit en même temps permettre la création d'une vaste région industrielle dans laquelle usines et entrepôts trouveront une desserte facile par la voie d'eau et par la voie de fer.

Aussi a-t-il été conçu en de vastes proportions. Dès à présent, le département s'est rendu acquéreur de près de quatre cents hectares de terrains dans la plaine de Gennevilliers, bordés à l'est par la route d'Épinay et le chemin de fer du Nord, à l'ouest par la route d'Argenteuil et par le chemin de fer de l'État.

Dans ce grand domaine, nous apprend M. Bienvenüe (1), doivent être creusés, à 4 m. 75 de mouillage, deux séries de bassins de 70 à 90 mètres de largeur et de près de 800 mètres de longueur chacun, présentant une surface en eau de 47 hectares, comparable à celle du port de Dunkerque, et une longueur de berges accostables de 12 kilomètres.

« C'est dire que ces bassins seront susceptibles de recevoir un trafic considérable, trois ou quatre millions de tonnes, par exemple. Ces bassins seront séparés par de vastes terre-pleins de 200 à 300 mètres de largeur, sur lesquels pourront trouver place des entrepôts et des industries auxquels le terrain sera loué à long bail. Ils seront desservis par des routes et par un vaste ensemble de voies ferrées dont la partie essentielle est une grande gare de réception, de triage et d'expédition, allongée parallèlement à la Seine dans la partie postérieure du port et raccrochée par ses deux extrémités avec les réseaux du Nord et de l'Est. »

Dès maintenant, un port de transbordement et de stockage, établi par l'autorité militaire, pendant la guerre, à l'ouest de la ligne de la Compagnie du Nord « Ermont-Eaubonne », est exploité par l'Office national de la navigation comme gestion-

(1) Services de la Direction générale des Travaux de Paris (Extrait de la revue *Science et Industrie*, 1931).

naire du département, en attendant que ces installations puissent se fondre dans l'ensemble du port.

Un tel site, qui eut jadis sa beauté, rien ne peut aujourd'hui en accroître la hideur. Souhaitons, au contraire, sans y trop compter, que la création du grand port de Gennevilliers apporte à ce coin disgracié de la banlieue parisienne un élément de beauté imprévu, toute la force machinée et disciplinée du pittoresque moderne. La nef parisienne n'est plus aujourd'hui en bois, c'est une nef d'acier; et il faut accepter que le fer et le béton armé édifient leurs nécessaires audaces dans ces ports de la périphérie où va se concentrer désormais le rythme accéléré de la vie fluviale.

#### CRI D'ALARME AU VÉSINET

Épinay-sur-Seine, Argenteuil, Bezons, l'île de Chatou, la Grenouillère que peignit si souvent Maupassant et qui nous ramène aux canotiers du consulat de M. Grévy; l'île de Croissy, pavoisée d'affiches géantes et intempestives, et enfin aux portes de Saint-Germain, où s'arrête notre voyage, le Vésinet.

Après tant de laideurs côtoyées, le Vésinet, véritable nid de fleurs et de feuillages, parc anglais dont les maisons privées sont de charmants cottages, montre ce que peuvent faire, sur un point de la région parisienne, l'intelligence, le goût et la volonté d'un animateur, tel que fut Alphonse Pallu, son fondateur, et aussi, il faut bien le dire, la vigilance des municipalités qui lui ont succédé, depuis cinquante ans.

Cette verdoyante oasis, dont les peupliers et les saules, les chemins ombrés, les lacs miroitants, semés d'îles, les ruisseaux, les cascates, ont souvent inspiré Corot, voici que les puissants de ce monde méditent de la détruire, de la réduire, grâce à l'affreux lotissement, à l'état lamentable de ces coins de banlieue qui soulèvent le cœur.

Par bonheur, le Vésinet possède un syndicat d'initiative, conscient de ses devoirs, et, dans le même instant où l'un de nos lecteurs nous dénonçait « le scandale de l'île Séguin », son président, M. de Tomaz, nous envoyait ce message alarmant :

« Le Syndicat d'initiative du Vésinet a voulu récemment donner la direction de son activité à quelques hommes désintéressés qui soient encore capables d'éprouver du désespoir ou

de la colère devant le massacre d'un paysage. Le Vésinet est un paysage; on le massacre, on va le massacrer. Le comité du Syndicat d'initiative a poussé le cri d'alarme; il s'efforce de grouper autour de lui les habitants du Vésinet pour une action efficace. Le but que nous voulons atteindre, c'est l'inscription du « Parc du Vésinet » à l'inventaire prévu par l'article de la loi du 2 mai 1930 (sur la protection des sites). »

Et dans une excellente notice, jointe à la lettre qu'il voulait bien nous adresser, le président du Syndicat d'initiative du Vésinet rappelait dans quelles déplorables conditions s'élabore le plus grand Paris.

« Il est devenu commun de se lamenter sur l'enlaidissement progressif des environs de Paris. Partout où l'on jette les yeux, ce n'est que massacre et saccage. Les ensembles les plus beaux, les sites les plus charmants, sont déshonorés par des constructions abominables.

« Ceux qui délivrent chaque jour des autorisations de bâtir sont-ils donc privés de toute imagination? Ne se représentent-ils pas comment les édifices dont ils permettent la construction se comporteront à l'endroit où on va les placer? Ne leur est-il pas possible de donner quelques idées directrices aux architectes? Les amis sincères de la beauté ne pourront-ils plus que se lamenter sur des ruines? *Et les collectivités ne comprendront-elles plus jamais que leurs intérêts les plus immédiats leur commandent de se défendre contre les vandales de toujours, qui paraissent aujourd'hui commander à tous?*

« Les exemples sont innombrables; en dehors même des constructions, et dans tout ce qui constituera plus tard le grand Paris, on ne trouve qu'imprévision et laideur; tracés américains, déboisement, absence de toute règle dans la construction, sont quelques-uns des maux qui caractérisent les agglomérations nouvelles. *Dans une circonférence de vingt kilomètres de rayon autour du Paris actuel, tous les paysages ont été détruits*; les îlots boisés qui subsistent sont des domaines dont la surface diminue chaque jour, et dont le plus souvent les abords immédiats ont été morcelés sans précaution. »

Et avec une anxieuse fierté, le Syndicat d'initiative proclame cette incontestable vérité : « *Une seule exception : le Vésinet.* Car la chose qui frappe le plus le nouveau venu, visiteur ou habitant, quand il arrive au Vésinet, c'est le

caractère exceptionnel de la beauté de cet endroit. Nulle part, autour de Paris, on ne trouve sur l'étendue de toute une commune, pareil ensemble et pareille harmonie... »

Enfin, cette remarque dont les créateurs du plus grand Paris feraient utilement leur profit : « Lorsqu'on sait par quels moyens relativement simples ce magnifique résultat a été obtenu, on reste confondu de n'avoir jamais vu copier avec la même ampleur les méthodes qui ont permis de créer le Vésinet... »

Les directeurs du Syndicat d'initiative ont raison et leur cause, pourtant très intéressante, passe ici les limites d'un cas particulier pour toucher à l'intérêt général.

Que l'appel des défenseurs du Vésinet soit entendu, on doit l'espérer. Il est trop éloquent, trop raisonnable aussi, pour ne pas retenir l'attention de la Commission des sites. Il ne faut pas qu'on continue à construire de nouvelles usines au bord de la Seine, entre le pont du Pecq et le pont de Bougival, dans l'un des plus beaux paysages de l'Ile-de-France. Il faut veiller sur l'exécution de la route directe Paris-Saint-Germain ; et pour cela, ce site, en effet, doit être classé sans retard.

Mais ce qu'on doit souhaiter encore, c'est que la leçon du Vésinet, dont la municipalité, dont le Syndicat d'initiative luttent, avec une admirable énergie, pour sauvegarder la beauté de leur coin de terre, porte ses fruits, à Paris, autour de Paris, dans toute la France.

Il faut bien comprendre dans notre beau jardin français, comme dans notre douce Ile-de-France, que détruire des promenades séculaires, jeter bas nos demeures d'autrefois, laisser s'écrouler les sanctuaires où priaient nos aïeules, c'est non seulement attenter au trésor spirituel de la patrie, mais c'est aussi frustrer celle-ci de richesses matérielles, tarir les sources de revenus fonciers qui ne souffrent pas, eux, du caprice des changes.

Il est trop manifeste qu'avant tout, il importe de préserver les rares îlots verdoyants de la région parisienne. Pour cela, comptons sur l'opinion plutôt que sur l'état actuel d'une législation parfaitement insuffisante. N'est-ce pas encore M. le sénateur Morizet qui vient d'écrire ces lignes désenchantées :

« Détruire une des maisons du Paris historique n'est pas l'unique forme de l'attentat contre la beauté de la Ville.

Endommager un de ses paysages traditionnels est un autre crime auquel la Commission des perspectives monumentales parisiennes, créée en 1909 au sous-secrétariat d'État des Beaux-Arts, la Commission du Vieux Paris et le Comité technique et d'esthétique institués en 1897 et 1909 à la préfecture de la Seine, ne peuvent opposer que leurs protestations. La Commission départementale des Sites, formée en 1907, après le vote de la loi Beauquier et réorganisée après celui de la loi du 2 mai 1930, ne dispose pas d'armes beaucoup plus efficaces.

« Celle-ci a obtenu le classement de trois sites, dans Paris, de six dans le reste du département : l'esplanade des Invalides, les Champs-Élysées de la Concorde au Rond-Point, l'île de la Folie au Bois de Boulogne ; le bord de la Marne à Champigny, l'île de Bonneuil, un terrain du Val-de-Beauté et un jardin à Nogent-sur-Marne, l'île de Chennevières à Saint-Maur, l'entrée du Bois au pont de Suresnes. Que c'est peu ! »

On croit rêver. Vraiment, il est grand temps que l'opinion publique s'émeuve et oblige nos dirigeants à mieux respecter nos richesses naturelles et monumentales.

En attendant, un devoir strict s'impose aux administrateurs de la région parisienne : respecter jalousement tout ce qui embellit le cours de la Seine et profiter du plan d'extension pour ajouter à sa douce et noble harmonie.

La Ville de Paris doit avoir un miroir et une ceinture dignes de sa beauté royale.

RAYMOND ESCHOLIER.

---

# LES SOUVENIRS

## DE M. SCHEBEKO

*AMBASSADEUR A VIENNE (1913-14)*

J'ai connu M. Schebeko, lorsque j'étais à Berlin en 1909; il avait été nommé conseiller d'ambassade. A cette époque, le comte Osten-Sacken y était ambassadeur de Russie. C'était un homme aimable, plein d'expérience, fécond en anecdotes et de bon conseil; il était vieux et s'occupait de moins en moins des affaires de son ambassade. Il ne sortait plus qu'en prenant des précautions excessives; on se plaignait, à la Wilhelmstrasse, qu'on ne le vit plus aux réceptions du ministre des Affaires étrangères. Il quittait Berlin souvent et cela donnait beaucoup d'importance à la situation du conseiller d'ambassade qui faisait souvent fonction de chargé d'affaires. M. Schebeko put ainsi pénétrer profondément les rapports de l'Allemagne et de la Russie; il apportait dans sa mission les dispositions les plus favorables aux bonnes relations des deux Empires et il s'employa à les développer pendant le temps de son séjour à Berlin.

Il était jeune encore, d'esprit vif et d'allure militaire; il appartenait à la haute société russe: avant d'entrer dans la carrière diplomatique, il avait été aux Chevaliers gardes; on le sentait à la décision de sa parole et à la précision qu'il apportait dans le traitement des affaires. Son passage dans les différents postes où il avait été jusque-là, lui donnait la vue nette des difficultés de sa situation. Il était marié; M<sup>me</sup> Schebeko, née princesse Kourakine, était charmante; sa beauté, sa grâce lui

assurèrent un grand succès dans la société berlinoise et elle fut ainsi un précieux auxiliaire de son mari.

En 1912, celui-ci fut nommé ministre à Bucarest ; ses fonctions dans ce poste le préparèrent à l'ambassade de Vienne pour laquelle il fut désigné en 1913. Ainsi il put apporter, dans cet emploi, une connaissance complète de la situation dans les Balkans, connaissance qui ne fut jamais plus nécessaire.

Le 6 mai 1913, avant de quitter Berlin pour Bucarest, M. Schebeko avait présidé le banquet du Régiment de grenadiers dont l'empereur de Russie était colonel honoraire et qui réunissait chaque année tous les officiers de ce corps, à l'anniversaire de la naissance de Nicolas II. Il était d'usage, à ce banquet annuel, qu'aucun discours ne fût prononcé ; mais, comme M. Schebeko allait quitter l'Allemagne, il jugea à propos de dire quelques mots d'adieu à ces officiers et il le fit en insistant sur les liens qui, dans le passé, avaient uni la Russie à l'Allemagne et en souhaitant que les bonnes relations qui existaient entre les Cours de Pétersbourg et de Berlin se continuassent et se fortifiassent encore. Un avenir prochain devait montrer combien ce vœu était téméraire, mais ces paroles indiquaient que le représentant de la Russie était loin d'avoir apporté dans sa mission l'esprit de défiance et d'intrigue anti-allemande qu'on a prêté en général aux représentants de son pays.

M. Schebeko, qui vit aujourd'hui retiré, a écrit ses souvenirs (1). Pendant dix-huit mois, il avait été à Vienne l'ambassadeur de Russie près la cour d'Autriche ; il l'était en 1914. Ses mémoires permettent donc de voir, dans le détail, tout le développement de la crise d'où est sortie la guerre universelle. M. Schebeko avait à ce moment-là à Vienne l'attitude qu'ont eue en général les représentants de la Triple-Entente au dehors et il faisait effort pour écarter les périls de guerre menaçants et pour amortir les dangers incessants que les visées autrichiennes faisaient courir à l'Europe. Ce document intéressant montre une fois de plus la vanité de la thèse allemande sur l'innocence des cabinets de Berlin et de Vienne, à ce moment critique. Sa lecture soulève bien des réflexions.

(1) *Revue de France*, 15 mai 1933.

## ORIGINES LOINTAINES DE LA GUERRE

Je n'ai jamais vu, du reste, rien de plus singulier que le changement d'opinion qui s'est produit en Allemagne sur les origines du conflit. Dans les jours qui ont précédé l'ouverture des hostilités, comme tout le monde croyait, à Berlin, au succès des armées allemandes, on revendiquait avec orgueil la responsabilité de la guerre; et même M. Maximilien Harden, qui était la voix la plus éloquente de l'opposition à l'Empereur, déclarait, avec ostentation, que l'Allemagne voulait être responsable de la guerre. La fortune a trahi toutes les espérances qu'on nourrissait à Berlin et à Vienne et, depuis, l'opinion germanique accuse la France et l'Angleterre d'avoir toujours poursuivi la rupture avec l'Allemagne. La discipline de l'opinion est telle dans ce pays, qu'elle apparaît, en ce qui concerne la masse du peuple, comme une véritable servitude de l'esprit. Aujourd'hui, il serait très difficile de trouver une personne en Allemagne qui ne fût pas convaincue de la parfaite innocence de son gouvernement; elle le considère comme ayant été réduit, en 1914, à une guerre défensive. C'est pourquoi il y a toujours lieu de revenir à cette question de la responsabilité et de rappeler l'attitude entêtée des cabinets de Vienne et de Berlin, devant les tentatives pacifiques renouvelées sans cesse à Londres et à Paris, pour essayer de sauver la paix.

A la vérité, toutes les affaires ont des racines lointaines, et il est toujours facile de remonter au delà du présent, pour rechercher dans le passé des causes aux événements auxquels nous assistons. C'est là un jeu pour les faiseurs de systèmes, et l'érudition allemande y est maîtresse. En réalité, si l'on veut chercher la véritable origine de la dernière guerre, on la trouvera dans l'opposition des intérêts de l'Autriche et de la Russie dans le prochain Orient; c'est la présence de la Turquie sur le Bosphore qui a donné à ces deux Puissances le même adversaire dans le cours des siècles et qui, en même temps, les a opposées l'une à l'autre, chacune voulant recueillir seule les avantages de la lutte. On pourrait même dire que si les hist oriens allemands voulaient être logiques, ils pourraient aussi bien, pour trouver les vraies origines de la guerre, remonter jusqu'à 1453, c'est-à-dire jusqu'à la prise de Cons-

tantinople par Mahomet II. Il est clair que la Russie a toujours poursuivi la liberté de sa navigation vers la Méditerranée, et que l'Autriche ne supportait pas de voir sa politique orientale entravée. A Vienne, on avait toujours cherché des débouchés au sud de l'Empire, soit du côté de la mer Noire, soit du côté de la mer Égée. Je n'en veux pour preuve que les encouragements donnés en 1878, par le maréchal de Moltke, au comte Karolyi. A cette époque, le maréchal croyait sans doute, comme beaucoup de gens, à la chute possible de l'Empire ottoman, et il disait à l'homme d'État hongrois : « Aller jusqu'à Salonique, nous vous approuverons et vous soutiendrons. » En fait, ce mot de Moltke exprimait toute la genèse de la grande guerre.

Au reste, au cours des années, les relations de la Russie et de l'Autriche ont toujours été impressionnées et caractérisées par les événements qui se passaient en Orient. Déjà le Congrès de Paris en 1856, en rappelant à la vie nationale certains peuples qui, dans les Balkans, avaient vécu jusque-là sous l'autorité ottomane, commença de créer des problèmes nouveaux pour les gouvernements de Pétersbourg et de Vienne.

Cependant, la guerre de 1878 entre la Russie et la Turquie, qui se termina par le traité de San Stéphan, avait fortifié singulièrement l'influence de Saint-Petersbourg dans les États nés de l'ancien empire musulman ; mais le Congrès de Berlin, sous la direction de M. de Bismarck, réduisit le succès du prince Gortchakoff, chancelier de Russie, et releva l'Autriche. C'est sans doute dans cette action du grand chancelier qu'il faut voir le commencement des dissentiments qui, un jour, devaient opposer la Russie et l'Allemagne.

On ne peut qu'admirer l'art avec lequel le prince de Bismarck, qui ne souhaitait rien tant que de donner, par la paix, à l'empire qu'il avait créé, la consolidation de la durée, sut maintenir l'union des trois empereurs de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg. Il jouait sans cesse, avec toute l'autorité qu'il avait alors en Europe, le rôle d'honnête courtier et d'arbitre entre Vienne et Pétersbourg et il parvenait à contenir les mauvaises humeurs, les rancunes et les jalousies que l'on éprouvait dans ces deux Cours, unies pour ainsi dire malgré elles.

Aussi, lorsque, après son départ de la chancellerie, l'empereur Guillaume II laissa tomber l'entente avec la Russie,

qui constituait pour Berlin une contre-assurance, il ne lui pardonna pas une négligence qui semblait pleine de menaces pour l'avenir. Il sentait alors que son œuvre était mise en péril et que l'équilibre qu'il avait maintenu entre les Russes et les Autrichiens, avec tant de peine, était désormais menacé. En effet, l'empereur Guillaume II avait, à partir de ce moment, lié sa puissance à celle de l'Autriche et c'est en vérité la fausse sécurité qu'y trouvait celle-ci, qui lui inspira son intransigeance de 1914.

On doit se rappeler qu'il se fit, dans les années qui précédèrent la grande guerre, une alliance entre les puissances balkaniques, qui s'associèrent contre la Turquie. Elles furent victorieuses, à la grande surprise du gouvernement de Berlin. Ensuite, elles se disputèrent entre elles les dépouilles de la victoire; alors s'ouvrit, pour les cabinets de Vienne et de Pétersbourg, une ère de conflits pour ainsi dire perpétuels.

#### LES BALKANS EN FEU

M. Sazonof, qui dirigeait la politique extérieure de la Russie, savait, en envoyant M. Schebeko en Roumanie, qu'il le plaçait au point le plus important, en même temps que le plus troublé de la politique balkanique. Le feu couvait dans les Balkans. Les Puissances balkaniques, qui tendent toutes à se développer avec l'ardeur un peu inexpérimentée de la jeunesse, avaient des intérêts particuliers à faire valoir et de jeunes traditions qui s'imposaient à elles. Il est peut-être à propos de rappeler ici la situation de chacune d'elles.

Je dirai tout d'abord un mot de la Grèce, quoiqu'elle ne soit pas, à proprement parler, une Puissance balkanique, mais elle dépend tellement des Balkans, qu'elle est intimement mêlée à tout ce qui arrive chez eux. Les vieux souvenirs de la lutte contre la Turquie qui, il y a cent ans, émut toute l'Europe chrétienne et se termina par le triomphe de la croix, subsistaient toujours. Ils étaient même renouvelés par la lutte de la Crète contre la Turquie que menait M. Venizelos.

La France et l'Angleterre avaient été, au siècle dernier, les champions en Europe de la cause hellénique, mais, à la cour de Grèce, on l'oubliait. Quant à l'Autriche, sous la direction de M. de Metternich, elle avait plutôt été sympathique à la

Turquie. Aujourd'hui, le roi Constantin, qui avait épousé la sœur de l'empereur d'Allemagne, avait des tendances qui n'étaient point celles de son peuple. Il est manifeste qu'autour de lui s'agitaient des influences hostiles aux puissances libérales. La politique grecque était donc condamnée à être trouble et incertaine, partagée entre les traditions anciennes et les séductions de la puissance germanique.

En Serbie, se trouvaient un peuple jeune, une armée animée d'un patriotisme ardent et des princes résolus. Le peuple serbe était devenu le centre d'attraction de toutes les aspirations des populations slaves, qui vivaient dans les provinces placées sous le sceptre de l'Autriche, et notamment en Bosnie et en Herzégovine. A la suite des guerres de 1878, le Congrès de Berlin avait placé ces deux provinces sous l'administration du gouvernement de Vienne, et plus tard, l'Autriche les annexa purement et simplement à son Empire, sans que, ni elle, ni son alliée, consentissent à faire ratifier par un nouveau congrès cette dérogation aux décisions du Congrès de Berlin.

Enfin, la situation géographique de la Serbie barrait, en quelque sorte, à l'expansion autrichienne vers le sud, la route de Salonique et de la mer Égée. On voit donc qu'entre la Serbie et l'empire des Habsbourg, il n'existait que des motifs de discorde. A Vienne, on ne parlait des Serbes qu'avec mépris et, à Belgrade, on ressentait vivement la dédaigneuse attitude des dirigeants autrichiens.

Il y avait aussi, au flanc de la Serbie, sur la côte de l'Adriatique, le Monténégro, dont l'indépendance avait été protégée par l'âpreté de ses montagnes. On ne savait jamais quelles surprises réservait à l'Europe l'inquiétude de son Roi. Le roi d'Italie avait épousé une de ses filles et deux autres princesses monténégrines s'étaient mariées à des grands-ducs de Russie. Les influences qui luttait dans les Balkans étaient représentées à Cettigné par ces mariages politiques. Il y avait là une sorte de concurrence permanente entre Rome, Vienne et Pétersbourg qui cherchaient à mettre à profit des passions toujours éveillées.

Quant à la Bulgarie, ambitieuse et courageuse, elle s'associa d'abord à la Serbie contre la Turquie; mais elle restait, au fond, son ennemie, car elle lui disputait la suprématie slave.

Elle avait été longtemps la cliente favorite du gouvernement de Pétersbourg et elle avait élevé à Sofia une statue au tsar libérateur Alexandre II, mais persuadée qu'elle était que la force et, dans l'avenir, le succès seraient du côté de Berlin, elle fut amenée plus tard à s'allier, malgré ses luttes récentes, avec la Turquie, parce que celle-ci était l'amie de l'Allemagne. On vit ainsi réunis dans le même camp les vainqueurs et les vaincus de Kirk-Kilissé, les Bulgares et les Ottomans.

Enfin, on pouvait se demander quelle voie suivrait la Roumanie. Obéirait-elle aux influences russes, ou suivrait-elle le chemin de l'Autriche? Pendant la première guerre balkanique, elle s'était tenue à l'écart, incertaine, se réservant, dans l'attente. La personnalité de son Roi, là comme en Grèce, pouvait peser sur ses décisions. Depuis le Congrès de Paris, la Roumanie avait à sa tête un Hohenzollern. Les traditions de famille, l'éducation et même un sentiment d'orgueil, rattachaient étroitement le trône de Bucarest aux Hohenzollern qui régnaient à Berlin.

Le roi Charles était un prince excellent, extrêmement soucieux de l'intérêt de son pays, mais ayant conscience de ce qu'il devait à son nom. Il régnait sagement au milieu d'un peuple que l'éducation de ses classes élevées rattachait à l'Occident et qu'on pouvait considérer comme une branche séparée de la race latine. Le roi Charles avait fait, avec l'Autriche, une sorte de traité d'alliance; néanmoins, Vienne et Pétersbourg désiraient également conquérir l'amitié de ce peuple dont les armées se trouvaient naturellement placées, en cas de conflit, entre la Russie et l'Autriche, dans le flanc de celle de ces deux Puissances dont la Roumanie serait l'adversaire. Le roi Charles était, pour ainsi dire, seul dans son pays attaché à l'Allemagne. La masse de la nation était portée vers les Puissances occidentales, ainsi que la plupart des hommes politiques. Le chef du parti libéral, M. Bratiano, M. Take Jonesko, M. Filipesco et bien d'autres, étaient tous opposés aux vues de politique extérieure du Roi et celui-ci dut un jour, peu avant la grande guerre, avouer à l'Autriche que, par suite de l'état d'esprit de son peuple, il lui serait impossible d'observer son traité d'union avec elle. Lorsque, plus tard, aux heures décisives de 1914, la question se posa au Conseil des ministres, de savoir de quel côté on se tournerait, le roi Charles se trouva,

avec un de ses ministres, seul de son bord contre l'unanimité des hommes politiques de son pays et il dut céder.

C'est à cette cour de Bucarest que M. Schebeko put voir de près les courants de passions qui emportaient les hommes d'État chargés de diriger toutes ces populations devenues récemment des nations. Elles aspiraient à grandir et se jalousaient. Ainsi donc, en 1913, lorsqu'il fut envoyé à Vienne comme ambassadeur, il put apporter dans son nouveau poste le jugement expérimenté d'un diplomate qui avait pu juger les choses, les hommes et les pays qui allaient entrer en conflit.

#### L'ACCUEIL A VIENNE

Quand, le 13 décembre 1913, M. Schebeko arriva à Vienne, la situation était loin d'être ce qu'elle avait été, lors du premier séjour qu'il y avait fait comme secrétaire. Deux morts qui s'étaient produites, l'une en Autriche et l'autre en Allemagne, avaient changé les acteurs du drame qui se jouait alors.

En Autriche, le chancelier, comte d'Aerenthal, avait disparu; c'était un homme remarquable, ambitieux pour lui-même et pour l'empire austro-hongrois, mais M. Schebeko remarque avec justesse qu'il n'était pas heureux. Peut-être ne mesurait-il pas ses desseins à la force réelle de son pays divisé. Il avait un esprit aventureux et, peut-être, avantageux. Il eut pour successeur à la chancellerie le comte Berchtold, qui ne le valait pas et qui nourrissait les mêmes ambitions que lui, avec beaucoup de légèreté d'esprit et une confiance absolue en la force de l'alliée allemande.

A Berlin aussi, quelqu'un n'était plus : M. de Kiderlen-Wächter, qui dirigeait les Affaires étrangères, après avoir été, lui aussi, ministre à Bucarest. Il était mort subitement chez sa sœur, en Wurtemberg. C'était un homme extrêmement intelligent, mais violent; il cachait son bon sens sous une raillerie souvent mordante, mais, au fond, il était beaucoup plus prudent qu'il ne le paraissait au premier abord. Nous nous sommes beaucoup connus; au moment du conflit d'Agadir nous avons eu de dures conversations et nous nous sommes appréciés et estimés l'un l'autre. Je suis convaincu que s'il avait vécu plus longtemps, il eût opposé à l'aveuglement des passions belliqueuses une résistance qui, à ce moment-là,

même si elle n'eût pas triomphé, eût été bien utile à tout le monde. Son successeur, M. de Jagow, plus préoccupé que lui de l'extérieur du métier, n'avait pas la même autorité et était plus accessible aux influences de Cour.

En arrivant à Vienne, M. Schebeko trouvait aux affaires le comte Berchtold et ses collaborateurs, le baron Macchio, qui était d'un esprit assez étroit, et M. de Forgatch, dont l'âme, amie de l'intrigue, était animée de passions vives contre la Russie et la Serbie.

De son premier séjour à Vienne, M. Schebeko avait emporté le plus agréable souvenir ; il fut donc frappé, cette fois, de trouver un grand changement dans la façon dont il fut accueilli : on le reçut évidemment sans cordialité et la froideur qu'il avait trouvée dans le gouvernement, il la rencontra également dans les salons.

A partir de ce moment, il y eut un entremêlement de conversations, de lettres, de dépêches entre Vienne, Pétersbourg et Berlin, au milieu duquel il est assez difficile de se débrouiller. L'esprit pharisaïque des Allemands en tire toute sorte d'arguments contre la Russie et ce peuple qui, en 1914, était si pressé de déclencher la guerre universelle et qui s'en montrait si fier, fait profession aujourd'hui d'en avoir été innocent. Les personnes qui, à Berlin, ont été les témoins des événements de cette époque, commencent à disparaître et la masse de la nation, qui est naturellement ignorante de la réalité des faits, est persuadée qu'elle a fait une guerre défensive et qu'elle est absolument sans reproche. Pour moi, qui ai vu de près ces événements, et qui, chaque jour, avec sir Edouard Goschen, mon collègue d'Angleterre, ai fait inutilement tous les efforts possibles pour faire agréer par le gouvernement de Berlin les propositions pacificatrices de sir Ed. Grey, j'admire avec quelle facilité l'opinion d'une nation naturellement disciplinée peut être impressionnée, dirigée et absolument égarée. Nous ne tenons pas assez compte en France du fait que la science historique allemande manque, le plus souvent, d'impartialité. Ce peuple a le génie de la propagande et il sait présenter les faits sous un jour qui est toujours favorable à ses desseins politiques.

C'est ainsi que toute la théorie de l'irresponsabilité germanique repose sur le fait que la mobilisation russe a été ordonnée

la première, et qu'ainsi la Russie a forcé la main à ses adversaires. On oublie seulement de dire qu'il n'y avait aucune comparaison à faire entre la mobilisation russe et l'allemande : que, tandis que la première exigeait plusieurs semaines pour être accomplie, la seconde ne demandait que quelques jours et qu'il y avait en Allemagne une institution redoutable : c'était la déclaration du danger de guerre (*Kriegsgefuhrzustand*) qui était déjà une sorte de mobilisation anticipée.

On oublie aussi que l'Autriche, qui mobilisa quelques heures après la Russie, ignorait, lorsqu'elle le fit, la mobilisation ordonnée par celle-ci.

D'ailleurs, l'empereur de Russie n'a pas cessé de dire, jusqu'au dernier moment, qu'il était prêt à négocier, tandis que l'empereur d'Allemagne considérait que la mobilisation conduisait nécessairement à la guerre et qu'à la fin, il ne se préoccupait même plus de répondre à Nicolas II.

Le jour où le gouvernement de Berlin repoussa la première proposition de sir Ed. Grey en vue d'une médiation à quatre (Angleterre, Allemagne, France, Italie), il montra qu'il était plus attaché à éviter toute immixtion des Puissances désintéressées entre l'Autriche et la Serbie, qu'à la paix et, par là, il fixa le sort des nations, car, en s'opposant à ce que la raison intervint, il laissa le champ libre aux passions.

Les échecs successifs des propositions de sir Ed. Grey ne firent que nous éclairer sur les desseins réels de l'Allemagne. Lorsque tout fut prêt, celle-ci, dont on peut dire que ces négociations inutiles avaient dissimulé les projets, déclara, dans sa hâte, la guerre à la Russie, qui n'était pas prête, et n'attendit même pas que l'Autriche fût elle-même en état de la suivre.

#### LES TROIS EMPEREURS

A la vérité, pour juger équitablement de la question des responsabilités de ces graves événements, peut-être faut-il s'élever au-dessus du détail des faits qui se sont passés à la fin de juillet 1914, des polémiques qui cherchent à profiter de ce qu'il y a d'équivoque dans le fouillis des événements et considérer surtout le caractère des trois hommes qui tenaient tout dans leurs mains et qui dirigeaient l'Autriche, la Russie et l'Allemagne. Au travers de cette masse de faits contradic-

toires, une chose a subsisté, toujours la même, c'est le caractère des trois empereurs, les desseins qu'ils avaient formés, leurs passions et leurs faiblesses.

D'une part, en Autriche, le trône est occupé par un souverain universellement respecté qui, au cours d'un long règne, a toujours été malheureux. En 1859, il a perdu l'Italie; en 1866, Bismarck l'a fait sortir de la Confédération germanique et a créé l'Allemagne contre lui; après 1871, il a accepté de n'être plus qu'un brillant second : et les Hohenzollern ont saisi la couronne impériale allemande qui, pendant des siècles, avait appartenu aux Habsbourg. Tous ses proches, son fils, sa femme, son frère, et, enfin, l'héritier du trône, à Sérajevo, sont morts d'une façon tragique. L'empire s'écroule sous ses pieds, il sent les peuples divers soumis à son empire, ébranlés et prêts à s'en échapper pour vivre leur vie propre.

Et, pourtant, ce vieillard n'a pas d'autre souci que de s'agrandir encore : il obtenu au Congrès de Berlin qu'on lui confiât l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine; plus tard, le comte d'Aerenthal a flatté la passion de son maître en annexant purement et simplement ces deux provinces. François-Joseph veut en finir avec cette Serbie, qui est le centre d'attraction de tous les Slaves dans les Balkans et quand ses troupes prennent Belgrade et les territoires qui l'environnent, et que Pétersbourg lui propose d'arrêter leur marche en avant, et de négocier encore, son ministre Berchtold refuse. L'âme insatiable du vieux François-Joseph se croyait assurée du succès et voulait enfin profiter de la fortune.

En face de lui, en Russie, il y avait un Empereur timide et scrupuleux, mystique, profondément religieux et résumant en lui-même toutes les rêveries de son peuple. Son âme était loyale et jusqu'au dernier moment, alors même que, cédant aux prières de ses généraux, il avait décrété la mobilisation de ses armées, il suppliait inutilement son cousin et ami Willy (c'est ainsi qu'il appelait familièrement Guillaume II) de négocier et d'empêcher la guerre. Il était dévoué à l'idée slave et il considérait comme de son devoir de défendre ses frères des Balkans que l'Autriche voulait écraser, mais, en même temps, il avait horreur de la guerre qui pouvait surgir du conflit entre Vienne et Belgrade.

D'autre part, le sort avait rendu à l'empereur d'Allemagne,

Guillaume II, ce rôle d'intermédiaire que M. de Bismarck lui reprochait d'avoir abandonné. L'empereur Guillaume était un homme qui, bien plus que l'Autrichien et le Russe, avait souci des apparences ; il semblait presque qu'il ne se préoccupât que d'elles. Il avait de grandes vues, se préoccupait des questions économiques et il avait présidé au prodigieux essor industriel de son pays ; j'ai moi-même entendu de vieux Prussiens lui reprocher de ne pas aimer les choses militaires : ce jugement le blessait peut-être et il m'est revenu qu'en 1914, au moment où tout était encore incertain, il aurait dit : « Cette fois, on verra au moins que j'irai jusqu'au bout. »

Qu'il le voulût ou non, toutes ses dépêches dans ces moments tragiques semblaient préparer la fiction que l'Allemagne tend aujourd'hui à imposer à l'histoire. Alors que, dans ses télégrammes, Nicolas II semblait s'oublier lui-même et faisait appel à l'humanité de son cousin pour maintenir la paix, Guillaume II, tout en déclarant que l'heure était trop tardive, avait toujours soin d'indiquer que la responsabilité demeurerait sur son interlocuteur. Je suis, quant à moi, très frappé de cette insistance. Ce souci révèle peut-être quelque chose de l'état de son âme. Il est certes téméraire de vouloir scruter les consciences ; mais pourquoi ce soin de rejeter sur les autres le poids des déplorables événements qui allaient se produire ? Il semblait que ce fût la principale préoccupation de l'Empereur.

#### SUPRÊME ILLUSION

Il est extrêmement curieux de noter que l'Allemagne qui, au commencement de la crise, avait affecté de suivre l'Autriche, et de n'avoir souci que de la dignité de son alliée ait pris, dès qu'elle fut prête, la direction du conflit, et qu'elle ait déclaré la guerre à la Russie, bien avant l'Autriche. C'est seulement le 5 août, que M. de Berchtold annonça à M. Schebeko que toutes relations étaient rompues entre Vienne et Pétersbourg. Auparavant, l'ambassadeur d'Autriche en Russie, le comte Szapari, négociait encore avec M. Sazonof, quand l'Allemagne était déjà en guerre.

Il y a, dans le cours de cette affaire, de la part des cabinets de Berlin et de Vienne, de singuliers désaccords et comme des chassés-croisés, qui étaient de nature à dérouter les

esprits. Tant que la mobilisation allemande n'a pas été prête et jusqu'au moment où l'armée allemande est entrée en campagne, on a dit à la Wilhelmstrasse qu'on voulait la paix. En même temps, à Vienne, on prescrivait à M. Szapari de se refuser aux conversations que M. Sazonof voulait avoir avec lui pour parvenir à un accord. Mais quand, ensuite, le 1<sup>er</sup> août 1914, l'armée allemande est entrée en ligne, le comte Berchtold a cru opportun d'ordonner à M. Szapari d'essayer de renouer avec M. Sazonof. Les deux cabinets allemands imposaient en réalité aux autres cabinets européens de poursuivre des négociations, sans qu'ils fussent bien à qui ils avaient affaire. Tantôt on nous opposait, à Berlin, la dignité de Vienne, et tantôt on disait à Vienne qu'on avait la main forcée par Berlin. On entretenait l'équivoque.

Il semble que les agents de l'Allemagne eux-mêmes n'étaient pas tous dans le secret. Le prince Lichnovsky, qui était ambassadeur d'Allemagne à Londres, était un très galant homme, plein de bonne foi, et ses rapports, aujourd'hui, sont du reste invoqués par les Allemands pour démontrer leur propre innocence. Je l'ai beaucoup connu et j'ai toujours été étonné de l'opinion défavorable qu'on avait de lui dans les bureaux de la Wilhelmstrasse. Au moment de la Conférence des ambassadeurs à Londres, en 1913, sur les affaires balkaniques, je fus frappé d'entendre, un jour, M. de Kiderlen, alors ministre des Affaires étrangères, se féliciter que ces affaires difficiles fussent remises aux ambassadeurs d'Autriche, de France et de Russie, tous vieillis dans le métier, prudents et expérimentés et qui n'avaient ni ambition à satisfaire, ni prestige à défendre, ni honneurs à désirer. Le secrétaire d'État ajouta : « Il est malheureux que l'Allemagne soit absente de cette conférence », et comme je lui rappelais que le prince Lichnovsky y prendrait part, il se contenta de me répondre : « Il écouterà ». M. de Kiderlen était injuste et l'attitude de l'ambassadeur d'Allemagne à Londres a fait à celui-ci le plus grand honneur ; s'il avait été écouté, il aurait rendu service à son pays, mais sa voix n'a pas été entendue.

A Pétersbourg, M. de Pourtalès, qui représentait l'Allemagne, était singulièrement énervé, alors que, par trois fois, le 1<sup>er</sup> août, il demanda, au nom de son gouvernement, à M. Sazonof la démobilisation de l'armée russe. M. Schebeko

nous raconte que, sur le refus du ministre, M. de Pourtalès lui tendit la déclaration de guerre de l'Allemagne et qu'alors M. Sazonof crut pouvoir lui dire : « Vous commettez un acte criminel ; la malédiction des peuples retombera sur vous. — Nous défendons notre honneur, reprit le comte Pourtalès. — Votre honneur n'a rien à faire ici, répondit Sazonof, vous pouviez d'un mot empêcher la guerre ; vous n'avez pas voulu le prononcer, mais il y a un tribunal suprême. »

Les deux hommes étaient debout ; Pourtalès se détourna et des larmes jaillirent de ses yeux ; il murmura : « Je n'aurais pas cru que je quitterais ainsi Saint-Petersbourg... » et il embrassa Sazonof avant de le quitter pour toujours.

A Berlin, j'ai beaucoup apprécié la sagesse du comte Szögenyi, ambassadeur d'Autriche, que depuis on s'est souvent plu à représenter comme fatigué, parce qu'il avait de la prévoyance et de la prudence. Dans l'intimité, il n'approuvait pas toujours la conduite présomptueuse de son gouvernement. Il aurait souhaité qu'il fût plus réservé. Il était Hongrois et il partageait sans doute l'opinion du comte Tizsa qui, en 1914, seul, dans le conseil des ministres à Vienne et quoique profondément hostile aux Serbes, fut opposé à l'envoi à Belgrade de l'ultimatum autrichien, en déclarant que la guerre serait peut-être nécessaire un jour, mais qu'à ce moment-là tout le poids en retomberait sur l'Autriche.

Ces sentiments secrets des plus hauts représentants des gouvernements allemands au dehors, indiquent bien qu'ils servaient une politique qu'ils trouvaient parfois insuffisamment mesurée, et que dans les bureaux de Berlin et de Vienne, les affaires étaient conduites par des hommes qui ne se rendaient pas assez compte de la puissance des sentiments qu'ils soulevaient dans le monde contre eux. Ils se croyaient assurés du succès, et c'est la seule explication de leur impatience.

C'est alors, qu'exécutant le plan imaginé par le général de Schlieffen, en 1904, les armées allemandes envahirent la Belgique. Ce fut cette violation de la neutralité belge qui souleva contre l'Allemagne le sentiment britannique et qui rendit possible l'entrée de l'Angleterre dans le conflit. L'Allemagne manquait à l'engagement qu'elle avait pris de défendre la neutralité belge. Mais, si elle n'avait pas été liée par cet

engagement, elle n'aurait pas eu davantage le droit d'envahir un pays ami. La paix du monde repose sur le respect des droits d'autrui et il n'est pas besoin d'avoir juré de les respecter pour le faire.

Il y a quelques années, j'allai à Bruxelles. Un soir, je me trouvai à dîner à côté de M. le général Greindl, fils de l'ancien ministre de Belgique à Berlin, que j'y avais beaucoup connu. Le baron Greindl, son père, avait longtemps vécu en Allemagne et il partageait l'admiration que, depuis M. de Bismarck, celle-ci inspirait au monde. C'était un homme d'une noble intelligence, d'une extrême loyauté d'esprit, d'un grand savoir et qui était universellement respecté. Comme beaucoup de Belges qui avaient débuté autrefois, sous l'Empire, dans la vie publique, il continuait d'avoir au fond, à l'égard de notre caractère, les sentiments de défiance que les ambitions nébuleuses de Napoléon III avaient jadis inspirés au dehors.

Lors de sa mise à la retraite, il avait été nommé ministre d'État. Un soir de 1914, il fut convoqué au Conseil de la Couronne qui se tint à Laeken après la remise de l'ultimatum allemand. Son fils, le général, le conduisit chez le Roi. Il l'attendit pendant tout le temps du Conseil et le ramena ensuite à Bruxelles. Il m'a conté qu'alors son père, en s'asseyant dans la voiture à côté de lui, se contenta de dire : « Je me suis trompé toute ma vie », et, rentré chez lui, fit décrocher le portrait de l'empereur d'Allemagne que celui-ci lui avait donné lors de son départ de Berlin.

Beaucoup d'hommes et beaucoup de peuples avaient fait comme lui; ils s'étaient trompés et les derniers jours de juillet 1914 dissipèrent leurs illusions. Il est bon qu'aujourd'hui, où les illusions pourraient renaître, des hommes comme M. Schebeko témoignent de ce qu'ils ont vu.

#### LA REMISE DES PASSEPORTS

On eût dit, au moment où les relations entre la Serbie et l'Autriche étaient tout à fait tendues, qu'une puissance secrète accumulait les incidents de nature à exaspérer les esprits. M. Schebeko rappelle un événement, aujourd'hui presque oublié, mais qui n'a pas laissé, quand il s'est produit, que de troubler l'opinion publique. Il y avait alors à Belgrade un

ministre de Russie, M. de Hartwig, qui était considéré comme un adversaire de l'influence autrichienne, et un ministre d'Autriche, le baron Giesl, qui ne cessait d'accuser son collègue de se livrer à des intrigues contre la politique de Vienne. M. de Hartwig souffrait d'une maladie de cœur et, comme il désirait se rendre aux eaux de Nauheim, il crut de son devoir d'aller rendre visite au baron Giesl, pour démentir les bruits qui couraient sur ses relations avec lui et qui, depuis l'assassinat de Sérajevo, servaient de prétexte à toute sorte de suppositions erronées. L'entretien eut lieu, très cordial et très amical, quand à la fin, subitement, le malheureux M. de Hartwig s'affaissa dans les bras du baron Giesl. Le médecin appelé ne put que constater sa mort. Que cette mort se fût produite à l'ambassade d'Autriche, cela ajoutait à son caractère tragique. Je laisse à penser quels commentaires purent être faits sur ce malheur inopiné et jusqu'où les imaginations, en Serbie, purent se laisser aller.

Cependant M. Schebeko ne cessait de multiplier les démarches au Ballplatz, auprès du comte Berchtold et de ses adjoints, sur les éclaircir sur les dangers que leur politique faisait courir au monde. Il ne parvenait pas à les convaincre. A ce propos, il indique qu'à Vienne comme à Berlin, on se trompait absolument sur l'état des esprits en Russie. Dans les crises précédentes, et pour assurer le maintien de la paix, le cabinet de Pétersbourg avait toujours cédé : particulièrement en 1909, il avait consenti à s'incliner devant l'intransigeance diplomatique des gouvernements allemands. Ceux-ci croyaient qu'il en serait de même en 1914. Cette confiance erronée reposait évidemment sur la certitude qu'ils avaient de leurs succès militaires.

A Berlin, en croyait aussi que l'Angleterre ne se mêlerait pas à la lutte et cette double erreur sur l'état d'âme de la Russie et de la Grande-Bretagne fortifiait la confiance que les Allemands avaient en eux-mêmes.

M. de Berchtold, lorsque M. Schebeko lui apporta la proposition conciliante de M. Sazonof, qui lui offrait de poursuivre avec son ambassadeur à Pétersbourg la recherche d'une entente entre Vienne et Belgrade, se contenta de repousser la main que lui tendait la Russie. Malgré cela, il ne continuait pas moins de garder une attitude qui prêtait à bien des hypo-

thèses : il persistait à causer avec M. Schebeko, après que la déclaration de guerre avait été lancée par Berlin. Lorsqu'à son tour, il annonça à l'ambassadeur de Russie la mobilisation autrichienne, il insista sur le fait que cette mesure ne signifiait en aucune façon une idée agressive de son gouvernement contre la Russie. On semblait toujours heureux, au Ballplatz, des visites quotidiennes de l'ambassadeur de Russie ; il semblait qu'on craignit d'être entraîné plus loin qu'on ne voulait aller : on commençait peut-être d'y sentir le poids de l'alliance allemande qui ne permettrait plus de s'arrêter sur la pente où l'on se sentait entraîné.

Mais M. Schebeko avait en face de lui l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tchirsky, dont les relations avec lui avaient toujours été empreintes d'hostilité. M. de Tchirsky exerçait une sorte de pression morale sur les bureaux du Ballplatz afin que l'Autriche déclarât la guerre et remit ses passeports à son collègue de Russie. Il y réussit enfin le 5 août, cinq jours après que la déclaration de guerre de l'Allemagne avait été lancée. C'est ainsi que le gouvernement de Vienne, après avoir allumé l'incendie, paraissait hésiter et craindre les dangers auxquels l'exposaient ses ambitions. Mais l'initiative était passée à Berlin qui précipitait les événements et qui ne considérait plus l'Autriche que comme un instrument de ses propres desseins.

D'ailleurs, à Berlin aussi, on était mené par les événements là où on ne voulait pas aller. Je ne connais pas d'exemple de tant d'espérances trompeuses.

Les Alliés eux-mêmes, tout vainqueurs qu'ils devaient être, allaient voir leur victoire produire des conséquences inattendues pour eux. L'œuvre que M. de Bismarck avait voulue et qu'il n'avait pas pu réaliser complètement allait s'accomplir par la défaite même de l'Allemagne. Les dynasties, symboles et soutiens du particularisme allemand, allaient tomber et leur chute devait rendre possible l'unification de l'empire. Ainsi, cette immense conflagration aurait, pour tous ceux qui y avaient pris part, des résultats qu'ils n'avaient pas poursuivis.

JULES CAMBON.

---

# L'AME DU HOGGAR

NOTES D'UN OFFICIER  
DE LA COMPAGNIE SAHARIENNE

*Sur la piste.*

Seul, sur la piste millénaire et sinueuse qu'ont tracée, innombrables, les pieds des chameaux, il marche d'un pas élastique et rapide. Son escorte, Chaamba et Touareg menant en mains leurs méhara, le suit loin en arrière. Il se sent vigoureux, souple, plein de vie. Il méprise pour l'instant son puissant méhari et foule de son pied nu le dur sol du reg (1). Derrière lui son chien, dont la langue est déjà pendante et sèche, par jeu lui mordille parfois le talon. L'implacable soleil montant dans l'air limpide, il rejette son burnous que ses hommes ramasseront. Son regard est tendu, par delà l'horizon, vers le lointain Hoggar, qu'il n'a pas encore vu. Son cœur ardent se gonfle du désir d'espaces inconnus, de spectacles nouveaux, d'aventures et de risques.

*Salut au soleil.*

Tout-puissant, Baal implacable, salut ! De nouveau te voilà réapparu au-dessus de l'horizon ; monte haut dans le ciel où tu trônes sans partage ; illumine le désert d'un éclat sans égal, consume-le de ton feu. O créateur, purificateur, répands la lumière, la joie, la vie. Astre roi, la terre t'aime, elle s'offre à toi : mais elle meurt de ton baiser trop brûlant.

(1) Reg : plaine caillouteuse.

Moi, je t'admire, je t'adore, je me pénètre de ta flamme et je préfère ta morsure aux caresses les plus douces. Soleil, dieu implacable et tout-puissant, maître, astre bien-aimé, salut.

*Le Reg.*

La plaine immense est à peine ondulée. Son sol dur est couvert de gravier. Elle paraît sombre lorsqu'on la regarde face au soleil ; mais elle est claire, si on la voit du sens opposé.

Pendant des journées de marche, son aspect ne change pas. Parfois, un oued étroit y serpente ; parfois, on aperçoit un maigre tahla (acacia), que de très loin on croit être un grand arbre ; parfois, une troupe de gazelles, légères taches blanches, passe dans le lointain. Et toujours le mirage s'y joue.

Le reg est immense, monotone, immuable. Mais cette immensité et cette monotonie ont une grandeur prenante, et, jointes à l'absence de vie, produisent une puissante impression d'éternité.

*Erg.*

L'immense moutonnement des dunes s'étend jusqu'à l'horizon. L'erg embrasé dort sous un soleil trop brûlant. Son or pâle fait paraître plus intense l'azur du ciel. La cime des dunes s'empanache d'un léger nuage de sable.

Dunes pures, dunes vierges, notre passage laisse à vos flancs un profond sillon et vos crêtes s'écroulent sous les pieds de nos méhara. Mais le vent effacera bientôt nos traces et vous rendra votre pureté.

*Méharistes.*

Mercenaires, vieux guerriers aux allures de bandit, figures tannées et ridées au soleil et au vent du désert, c'est l'esprit d'aventure qui les lie au service, plus que la solde.

Quelle région du Sahara n'ont-ils pas parcourue ? Et, plus que les médailles, qu'ils accrochent les jours de fête sur leurs gandouras blanches, de glorieuses cicatrices font foi de leur valeur et des durs combats soutenus. En telle occasion, n'ont-ils pas préféré rester debout sous le feu ennemi, plutôt que se coucher sur le sable trop brûlant ?

Fiers soldats, guerriers libres, mais disciplinés, les commander est un honneur ; mais, plus encore, c'est une joie.

*Le carré des méharistes.*

Dans l'oued, au milieu des hautes touffes de morkba (1), les méharistes sont campés. Bien alignées, leurs rahlas (2) fauves aux fines croix dessinent le carré traditionnel. Au pied de chaque selle est posé le guesch, effets et vivres du nomade, et contre chacune s'appuie un mousqueton. Au centre du carré, les hommes se reposent; les uns cousent ou réparent leur harnachement; d'autres dépècent l'antilope tuée le matin; d'autres encore jouent ou rêvent en fumant.

A quelque distance se dresse, abrupte, une gara sombre (3); on y voit, debout entre les rochers, silhouette blanche, la sentinelle qui, comme un gabier dans la hune, surveille l'horizon immense. Au loin, dans un riche pâturage, les méhara paissent nonchalamment ou s'immobilisent le cou dressé. Quelques-uns, accroupis, ruminent.

A la tombée de la nuit, le camp s'anime; les méhara entravés, que chassent devant eux les gardes du pâturage, avancent gauchement et baraquent (4) lourdement au milieu du carré, où ils rumineront jusqu'au jour. La corvée d'eau rentre; une patrouille part en reconnaissance. Des groupes se forment autour des petits feux soigneusement cachés où cuisent les kesras. Puis, tandis que l'on boit le thé à la menthe, de vieux guerriers racontent les rezzous d'autrefois, scandant leur récit du geste de leur bras nu, maigre et basané.

Enfin, au pied des rahlas, chacun se couche sur le sable pur; et bientôt le camp s'endort, paisible. Mais ce calme est trompeur; chacun dort à sa place de combat; son arme est près de lui. Réveillé par la vigilance des sentinelles, le carré est prêt à cracher le feu et la mort sur chacune de ses faces.

*Rezzou.*

Depuis bien des jours, ils sont partis de la Seguiat el Hamra. Ils ont traversé les solitudes de l'Iguidi, de l'erg Chech, du Djouf. Ce sont tous des razzieurs endurcis; un chef réputé les conduit.

La chance est avec eux; ils ont pu aborder le Soudan sans donner l'éveil. Pourtant, les Sahariens sont vigilants; n'ont-

(1) Morkba : graminée. — (2) Rahla : selle de chameau. — (3) Gara : hauteur isolée. — (4) Baraquer se dit d'un chameau qui s'accroupit.

ils pas recoupé les traces, fraîches de la veille, d'un peloton qui marchait vers le nord-ouest?

Au petit jour, ils tomberont sur un campement endormi; ils tueront les hommes, enlèveront les animaux et les nègres, puis s'enfuiront.

#### *La poursuite.*

Le rezzou a plusieurs jours d'avance. Dans l'oued Tekouiat nous avons trouvé ses traces; maintenant, nous suivons sa piste encore chaude. Inlassablement nous avons marché et, peu à peu, nous comblons notre retard. La fatigue raidit nos membres; nos cerveaux s'engourdissent. Mais notre énergie est intacte. Nous marcherons encore aussi longtemps qu'il le faudra, notre proie ne nous échappera pas.

Marchons! Poussez vos méhara! Dans peu de jours, à l'aube, nous tomberons sur le camp du rezzou surpris, à moins que de la crête d'une dune des coups de feu n'éclatent et que le rezzou ne livre combat. Bientôt, nous l'aurons rejoint et nous l'exterminerons, si Dieu le veut.

#### *Rencontre.*

Des Sahariens allant en Air ont rencontré des Kel Rela qui en viennent. C'est l'heure chaude. Quelques touffes éparses de morkba permettront aux méhara entravés de manger un peu.

Les hommes s'arrêtent. Quelques racines ramassées rapidement font un feu. Quand le sable sera chaud, on y fera cuire la kesra, ou galette, qu'un Saharien pétrit et que l'on mangera arrosée de beurre d'Air. L'eau chauffe pour le thé.

Accroupis autour de la théière, les hommes graves échangent les nouvelles. Il a plu dans l'oued In Dalag, et les Dag Rali y sont rassemblés. Le puits d'In Ferklit est mort, celui de Tin Mellet est ensablé, il faut passer par Anou n'Amis. Un rezzou de cent hommes est passé dans l'Adrar; il a pillé trois campements Iforass. Sidi Baï a prévenu les Français de Kidal; et l'amrar, le chef de la tribu, est parti en chasse avec quatre-vingts méharistes. Les troupeaux d'Air sont tous vers Taket n' Koutat. Le beurre est cher au Hoggar. Une charge de sel d'Amadorr vaut trois charges de bechna (mil) à Zinder, mais quatre à Kano. Hamdi ag Amelloul vient d'épouser la belle Fedada oult Khassen. Puis, ayant mangé et bu, ils remontent

en selle, sans baraquier leurs montures, en posant un pied sur le genou de leur bête et l'autre sur le cou. Et bientôt les deux groupes se sont perdus de vue.

*La mort du méhari.*

Il s'est baraqué à bout de forces. On l'a abandonné. Longtemps, il a suivi des yeux, en redressant son grand cou, la caravane qui s'éloignait. Solitaire maintenant, il attend. Il a fait tant de rudes et longs voyages, que son corps amaigri est usé. Il mourra où il s'est abattu. Couché sur le côté, dans un dernier spasme, il repliera son cou en arrière, comme lorsqu'il se préparait à partir au trot; ses pattes se contracteront. Longtemps après, il restera de lui quelques ossements épars et le petit tas verdâtre des herbes que contenait sa panse.

*En rahla.*

Bien assis sur sa selle, les pieds nus posés sur le cou de son blanc méhari, bercé par le balancement cadencé de sa lente monture, il songe.

Pendant bien des jours déjà, vers le sud il a marché. Il a vu les dunes dorées, vagues pressées dont le vent fait fumer les cimes en légers nuages diaphanes; les dunes qui dorment sous le soleil brûlant, d'un lourd sommeil que nul bruit ne trouble; les dunes que le soleil couchant de sa lumière rasante irise de mille teintes; les dunes, qui, sous la lumineuse lune saharienne, revêtent une blancheur de neige. Il a vu le reg, plaine rocailleuse, claire ici, sombre là-bas, ondulée à peine, d'une grandiose monotonie, d'une immensité sans bornes apparentes, le reg, où, de loin, le brin d'herbe semble un arbuste, où l'arbuste paraît un arbre géant, le reg où le mirage se joue, où le soleil se plait à étendre de trompeurs lacs d'étain, le reg où s'entrecroisent des pistes inconnues, qui vont on ne sait où et qui semblent conduire au néant. Il a vu la farouche hamada, table de roc de proportions démesurées, que la chaleur a fait se fendre et éclater, que le vent a polie ou ravagée, qu'il a par endroits sculptée en blocs de la plus étrange apparence.

Il voit les Tassilis, creusés de gorges aux majestueuses parois verticales, dont l'ombre fraîche abrite d'épais fourrés presque humides. Il voudrait s'arrêter pour goûter la douceur

de ce fond de vallée, qui contraste puissamment avec les âpres falaises titanesques.

Mais, là-bas, s'étend le Hoggar aux chaotiques montagnes bleues, mauves ou roses, aux cimes géantes et solitaires, dressées dans l'azur profond d'un ciel éternellement pur, le Hoggar où les sombres plateaux basaltiques font place tout à coup au plus inattendu hérissément de pics, de garas, de lourdes masses tabulaires; le Hoggar où de sauvages vallées rocheuses abritent de denses bouquets d'arbres épineux aux formes tourmentées et d'aspect déjà soudanais. C'est là que se groupent les tentes de cuir rouge des Touareg au sang pur, des Touareg blancs sous leur hâle et le bleu de leurs cotonnades, des guerriers élancés et de noble allure, dont les femmes aux noirs cheveux tressés, indolentes et gracieuses, dans leurs draperies antiques, savent chanter l'amour et la guerre sur leurs imzads monocordes (1).

Bercé par le balancement cadencé de sa lente monture, il songe. Il jouit du présent, il désire l'avenir. Le passé semble lointain; lointain, le monde occidental, artificiel et trépidant, semble un rêve dans sa mémoire. Il oublie le temps. Le calme, l'immobilité du Sahara pénètrent son cœur d'une paix sereine. Mais le soleil, malgré le chech de mousseline qui recouvre sa tête, fait bouillonner ses pensées.

Il songe, bercé par le balancement cadencé de sa lente monture.

#### *Ihaggaren n'Ahaggar.*

Les Touareg nobles du Hoggar sont de sang pur. Ils sont libres et braves; leur corps est rude, leur âme est fière.

La peur entrait dans le cœur des caravaniers, lorsqu'ils apercevaient leurs hautes silhouettes voilées sur leurs fins méhara. L'Adrar des Iforass aux riches pâturages était leur vassal. Ils imposaient leur loi aux oasis, jusqu'à la lointaine Araouan. Leur prestige était immense. Ils étaient les maîtres du désert. Les Chaamba seuls osaient guerroyer contre eux.

Longtemps, ils nous barrèrent la route du Soudan. Un combat unique, mais sanglant, contre une troupe, dont le chef seul était Français, nous a ouvert leur pays.

(1) Imzad : Sorte de guitare.

Les caravaniers ne tremblent plus quand ils rencontrent les hommes voilés. La paix règne au désert. Mais les Touareg nobles du Hoggar sont restés libres, fiers et guerriers.

*Amenokal n'Ahaggar.*

Akhamouk, puissant et lourd, s'avance au-devant du lieutenant. Le litham ne laisse voir que ses yeux. Ses gandouras bleues drapées le grandissent encore et rendent ses gestes plus majestueux. D'une voix grave, il accueille le hakem (1) qui rentre d'un long raid, puis le conduit sous sa tente de cuir rouge. Là, accroupis tous deux sur un tapis du Touat, ils palabrent amicalement. Le sloughi d'Akhamouk est couché à leurs pieds. Un esclave apporte du lait aigre, des dattes et du fromage, pendant qu'un autre prépare le thé. Demla, sa femme, gracieuse et jolie, écoute, tout en brodant d'une laine aux vives couleurs un tapis de selle. Debout à côté de leur père, les enfants, intimidés, regardent curieusement le chef français. Les plus petits, presque nus, jouent dans le sable, non loin de là.

Et le hakem, oubliant l'heure et le lieu, peut se croire sous la tente d'Abraham.

*Palabre.*

Le hakem français a convoqué les chefs. Ils viennent, ceux des nobles et ceux des imrad.

Au trot, accompagné d'un groupe de jeunes nobles, voici l'amrar (2) des Tidjehe n' Mellet (les gens de la descendance blanche), venu de l'est où sont ses tentes. Entouré d'une troupe nombreuse de Kel Rela aux méhara splendides, l'Amenokal s'avance. Sans cris, les bêtes s'agenouillent, les hommes mettent pied à terre; et Akhamouk ag lemma, majestueux et lourd, vient s'accroupir sur le tapis préparé, en face du hakem, qu'il salue de sa voix puissante et basse. A ses côtés sont le fier Boukhelil ag Douka, l'insidieux Litni et Sidi ag Cheddab, vieillard conciliant. Ses gens se groupent derrière lui et s'assoient à leur tour. De leurs visages impassibles on ne voit que les yeux, bruns et brillants. En silence, ils attendent.

Le chef des Taitoq, homme rusé et indépendant, est déjà

(1) Hakem : « celui qui commande », titre donné aux officiers des affaires indigènes. — (2) Amrar : chef de tribu.

arrivé. Avec ses Taïtoq, ses Kel Ahnet et ses Tidjehe n' Effis, il est resté à l'écart. Il sait que la palabre se tient à son sujet.

Soulevant un épais nuage de sable, traversant l'oued au grand trot de leurs hautes montures, dont les bosses sont dures et belles, arrivent les chefs des campements d'Aïr. A leur tête est le vieux Souïri ag Chikat.

Voici enfin les chefs des tribus imrad, des serfs, d'allure moins assurée et l'air plus farouche. Il y a là Oukcem, amrar des riches Dag Rali, qui vivent dans la haute montagne, Sama Lator, noir géant à la voix basse, qui commande aux Adjoun Taheli, et tous les autres, ceux des Aït Lohain, campés dans l'Anahéf, ceux du Mouydir et les Issoqamaren.

Avant la palabre, la politique et les lentes discussions, ces hommes graves aux gestes nobles et mesurés vont boire sans hâte le thé de bienvenue du hakem.

Et plus tard, dans les tentes, les femmes parleront de la grande palabre.

#### *Le chef et le saint.*

Sahariens, saluez cette tombe au passage ! Là reposent Laperrine le pacificateur et de Foucauld le martyr.

Intelligence lucide et créatrice, volonté ferme, cœur ardent, Laperrine fut le chef incontesté. Il acheva la conquête du Sahara, le pacifia et y fit aimer les Français. Une seconde fois il y ramena la paix. De Tombouctou aux Ajjers, de la Saoura au Hoggar, de l'erg Chech à l'Aïr, toutes les pistes ont vu passer sa haute et svelte silhouette sur son grand méhari blanc. Ayant le premier uni l'Algérie au Soudan, il voulut le premier voler du Hoggar au Niger. Son avion tomba dans le Tanezrouft, sur les confins du Soudan. Il expira, couché sous l'aile de l'avion, en plaignant le sort de ses jeunes pilotes.

D'énergie encore militaire, austère, mais indulgent, de Foucauld trouva parmi les majestueux paysages du Hoggar, la solitude qui convenait à la puissance de sa foi mystique. Compagnon du chef, il travaillait pour lui en même temps que pour Dieu. Les Senoussis l'assassinèrent, car il était l'emblème de notre paix dans ce pays.

Le Sahara, qu'ils aimèrent tant, a voulu les garder pour l'éternité. La mort les a réunis dans la tombe. Le corps du saint dut tressaillir quand son ami l'a rejoint.

Trois tombes, qu'indique le chehed islamique, montrent que trois fidèles Chaamba, dans l'autre monde, montent la garde à leurs pieds.

Là reposent le chef et le saint. Saluez la gloire et la foi. Sahariens, saluez cette tombe au passage !

*Repos à Tamanrasset.*

Sur le bord de l'oued, dans le jardin, au milieu des ethels au feuillage gris vert, j'ai fait construire ma maison. Elle sent l'odeur agréable et sauvage du diss (1) dont est revêtu le plafond. J'aime m'y reposer au retour de quelque longue tournée dans la montagne ou dans la plaine. J'aime travailler sur le terre-plein devant la porte. A l'ombre des ethels, la sieste y est douce.

La vue est bornée ; on aperçoit à peine, à travers les arbres, la haute falaise d'Adrian et le large lit de sable blanc de l'oued. On ne voit pas le cirque immense de montagnes qui limite la plaine au nord. Ce n'est qu'un jardin. J'aime m'y reposer après avoir grisé mes yeux d'espace et de couleur.

*Fantasia à méhari.*

Les femmes se sont groupées en cercle : la belle Smana joue de l'imzad, les autres l'accompagnent en frappant des mains en cadence. Les jeunes hommes, Amelloul, Khama, Marli, Douka, Cheddab et Allan montent leurs fins méhara blancs. Réunis par paires, ils exécutent, autour du groupe des femmes, une sorte de quadrille au petit trot des méhara, qu'ils règlent au rythme du violon. Se croisant, ils échangent leurs places.

Puis, Khamma, en passant près des femmes, a saisi le voile de tête de la jeune Mata et s'enfuit au galop. Les autres aussitôt s'élancent à sa poursuite ; ils doivent le rattraper et lui reprendre le voile. Les femmes les regardent s'éloigner aux rapides foulées de leurs hautes montures.

*L'oued.*

Dans la haute montagne, je ne suis qu'un ravin étroit et farouche, que surplombent d'arides versants escarpés. Mon

(1) Diss : sorte de roseau.

lit de roc est coupé de rapides ou de cascades où l'eau des pluies, si rares, bouillonne et gronde ; il est encombré d'énormes blocs, tombés des sommets voisins, que mes dernières crues n'ont pu emporter.

Plus loin, je m'élargis ; les montagnes m'enserrent de moins près. Mon lit de sable blanc devient plus régulier et souriant. Il porte par endroits des taillis de lauriers-roses, des fourrés de tamaris et d'éthels, des pâturages de morkba vert pâle ou de drinn doré. Par endroits, il s'agrémente de bassins profonds, bordés de diss et de roseaux, que mon courant a taillés dans la pierre et où s'accumule une eau claire. Les Touareg aiment y camper ; ils disposent leurs tentes face à face sur chacune de mes rives. La vie anime ainsi, pour quelque temps, l'un de mes sites.

Mais une porte étroite resserre mon lit entre deux arêtes ; d'énormes roches éboulées y forment un barrage. Là, ma dernière crue a coincé, très haut au-dessus du sol, le tronc déraciné d'un éthel, témoin de ma puissance aux jours de colère.

Sorti des montagnes, sorti des collines, dans la plaine sans limites, je m'élargis et je m'étale ; mes berges, que mes crues ravivent, sont d'abord bien marquées ; puis, elles deviennent indécises. Enfin, très loin de la montagne, dans l'immense Tanezrouft, je ne suis plus, au niveau même du reg, qu'une traînée de sable. Celle-ci s'efface, et je meurs, très loin de la montagne, dans le stérile Tanezrouft.

#### *Lauriers-roses.*

Au milieu de la gorge sauvage, dans la roche nue, qui flambe au soleil de reflets pourpres, fauves ou violets, apparaît un fourré de lauriers-roses. Leur feuillage rigide et sombre fait ressortir les belles fleurs, éclatantes taches mauves.

Éternel contraste de l'Afrique : le roc décharné et la fleur délicate symbolisent la violence et la douceur du Hoggar.

#### *Tanezrouft.*

Un cercle parfait limite la plaine immense et vide. Nul bruit, nulle vie. Rien d'autre que l'espace. La marche du soleil ou des étoiles permet seule d'apprécier la fuite du temps.

Le plus proche point d'eau est distant de bien des journées de marche. Et le caravanier ne s'aventure pas ici sans terreur.

Il sait qu'une faible erreur de direction est pour lui une mort certaine, une mort horrible et solitaire. Mais il sait aussi que c'est le pays de la surprise, et qu'à tout moment le rezzou, issu de lointaines régions, peut surgir, menaçant, à l'horizon.

*Mirage.*

Nous sortions des dernières montagnes à l'est de Silet. Devant nous s'étendait le reg noir qui précède le Tanezrouft. Un mirage immense bordait la moitié du cercle de l'horizon, transformant la plaine en un vaste lac aux contours incertains et dentelés. A cette vue, nos méhara assoiffés hâtèrent le pas et nos chiens haletants s'élancèrent au galop, sans écouter nos cris, vers cette eau décevante.

Telle fut ma première vision du pays de la soif.

*Lever de soleil au Mouydir.*

Toute la nuit, nous avons cheminé le long de la haute falaise du Mouydir. La pleine lune éclairait notre route et donnait au baten (1) majestueux l'aspect d'une immense muraille irréelle et estompée.

Enfin, l'oued Rharis est apparu au milieu d'une vraie forêt peu dense de tahlas. Et l'oued lui-même semble une allée sablée dans un parc d'arbres au feuillage léger. Dans l'oued, nous campons au pied d'un taillis touffu. Un troupeau de chèvres, conduit par une jeune négresse, remonte en folâtrant vers la montagne où est le puits. La lune n'a pas encore disparu derrière le plateau.

Brusquement, derrière l'horizon net du reg uni, le soleil surgit aveuglant. Il s'élève verticalement et semble avoir hâte d'accabler la terre de sa toute-puissance. Déjà ses rayons sont brûlants; l'air garde pourtant encore la douce fraîcheur de la nuit. A travers les branches tourmentées d'un vieux tahlâ, qu'un méhari broute en tendant le cou, j'aperçois le baten au profil découpé; il est maintenant d'un rose léger et lumineux, barré d'ombres bleues délicates. Quand le soleil sera plus haut, il teintera d'ocre claire et de brun la belle falaise du Mouydir.

(1) Baten : falaise.

*Asekrem.*

Du plateau qui couronne la montagne on découvre un immense et prodigieux panorama.

Tout près, c'est un hérissément d'aiguilles déchiquetées, que dominent les deux hautes masses, en forme de mitre, du Tehoulaq ; paysage tourmenté et lunaire ; on croirait une mer de lave démontée et soudain solidifiée. Plus loin, et jusqu'à l'horizon, c'est une infinie succession de pics, de dômes, de plateaux, montagnes d'ocre barrées d'ombres violettes, dont les plus lointaines sont estompées et bleues.

C'est là que le Père avait bâti sa maison. Quelles pouvaient être ses pensées en contemplant cet extraordinaire panorama ?

*Tajnout.*

Souvenir atroce, endroit sinistre.

L'oued est encaissé entre de petites hauteurs rocheuses entaillées de ravins. Son lit est encombré de troncs d'éthels déracinés aux branchestordues et grimaçantes. Lieu indiciblement triste et abandonné. Là, Flatters et tant de ses compagnons ont été massacrés par surprise. Et des autres, combien peu la fatigue, la faim et la soif en laissèrent atteindre la si lointaine Ouargla ! Après tant d'années, le deuil plane encore sur cet oued néfaste.

Souvenir atroce, endroit sinistre.

*Tit.*

Le goug, dont le chef seul est français, quitte In Salah pour aller au Hoggar châtier des pillards. Les cent vingt gougmiers, tous choisis, sont pleins d'ardeur. Cottenest les commande.

Le goug va par le Mouydir, la Tifedest et contourne l'Atakor par l'est, sans avoir rencontré les Touareg. Ayant atteint le versant sud, ne pouvant aller plus loin, il dirige sa marche vers l'ouest. Fera-t-il le tour du Hoggar sans se heurter à l'ennemi ?

Dans l'oued Tit, près du arrem (1), il découvre trois cents guerriers massés dans un ravin. Aussitôt le goug se prépare

(1) Arrem : petit village.

au combat et s'installe au pied d'une gara, qui le couvre en arrière et d'où il domine la plaine.

Jamais les Hoggars n'ont été battus par les Français ; jamais ceux-ci, quand ils sont entrés dans leur pays, n'en sont sortis vivants. Sans crainte, les Touareg chargent à méhari. Le feu bien ajusté du goum en tue un grand nombre. Bravement les Hoggars voilés continuent la charge à pied, sans pouvoir aborder le goum. Alors, ils s'embusquent dans les rochers et ouvrent un feu violent. Mais tous ceux qui se découvrent tombent sous le tir précis des goumiers.

Cependant, la situation est précaire. Le goum est encerclé ; ses animaux sont tués ou entre les mains de l'ennemi ; les cartouches s'épuisent. Aura-t-il le sort de Flatters ?

Non, il sera vainqueur. Les Touareg s'enfuiront en abandonnant cent cadavres. Jour de deuil pour le Hoggar. Flatters sera enfin vengé. Bientôt, Moussa ag Amastane, Aménokal des Hoggars, viendra demander l'aman.

*Faon de mohor.*

Le soleil allait bientôt se coucher ; nous cheminions dans une plaine sans limite. Soudain, à quelques mètres devant mon méhari, j'aperçois un jeune faon de mohor. Il ne bouge pas et nous regarde avec de grands yeux effrayés. Il dormait : il ne nous a entendus que trop tard ; maintenant, il n'ose plus s'enfuir. Je saute à bas de ma monture et je le prends dans mes bras ; je caresse sa jolie tête, j'admire ses pattes fines, ses sabots délicats ; mais il se débat, et je sens son cœur battre à coups pressés contre ma poitrine. Il ne peut pas savoir que je ne lui veux pas de mal. Je lui rends la liberté et il s'enfuit d'une course rapide, en décrivant un large arc de cercle.

*Abreuvoir à Tin Rabir.*

Un étroit et profond cañon tranche net le sol tourmenté. Ses parois sont verticales et lisses. Son lit de roc, à la pente rapide, forme une série de vasques gigantesques, que le torrent a creusées en faisant tourner d'énormes blocs de grès. D'autres blocs plus gros encombrant son débouché dans la plaine. Les méhara n'y peuvent pénétrer. Ces vasques sont à demi pleines, depuis la dernière pluie (un an peut-être),

d'une eau verdâtre et trouble. Un Targui y a conduit son troupeau ; ses chèvres escaladent les rochers ; certaines sont debout à la crête de la falaise ; d'autres plus assoiffées pénètrent dans l'eau jusqu'à mi-ventre. Deux Sahariens, gourdouras retroussées, puisent le précieux liquide avec leur écuelle de cuivre et remplissent les guerbas de peaux de chèvres que l'eau distend.

*Tin Zaouaten.*

Au soir, nous sommes arrivés à l'oued. Une végétation touffue de tamaris et d'éthel repose nos yeux après l'aride Tanezrouft. Au pied d'une grosse roche, se trouve une mare. Nous y avons abreuvé nos méhara, puis nous nous y sommes lavés. Non loin, s'étend une véritable prairie de n'si, qu'un vent léger fait onduler. Un vol serré de libellules parcourt l'oued en tournoyant.

La nuit est venue. Autour des feux, personne ne dort encore à l'idée d'avoir atteint l'Adrar et bientôt le Soudan. Et dans l'ombre brillent les yeux des chacals.

*Aoulilaman.*

Dans l'oued, nous trouvons au puits abondant et peu profond un jeune Targui et sa femme en train d'abreuver quelques chèvres. Ils nous offrent du leben, ou lait aigre ; nous leur donnons en échange du thé et du sucre.

Pendant que nos méhara boivent, je regarde les tfinars (1) nombreux inscrits sur les murailles de roc qui bordent l'oued et les belles gravures rupestres. Buffles, antilopes, autruches, élégantes girafes, toute une faune disparue est représentée là. Mais l'imagination doit faire effort pour évoquer la brousse, qui s'étendait où est maintenant le désert.

*Hoggar.*

Hoggar, je t'ai connu encore inviolé et j'ai parcouru, solitaire, ton chaos de montagnes. Étreint par la majesté et l'étrangeté de tes paysages, j'ai erré, seul, et j'ai rêvé dans tes sites les moins accessibles. J'ai subi ton charme puissant et je l'ai goûté ardemment. J'ai vu tes aspects les plus divers. Je

(1) Écriture des Touareg.

t'ai admiré sous l'écrasante lumière d'été. J'ai contemplé la magie des couleurs dont te revêt le couchant; tes nuits ineffables, constellées d'étoiles, je les ai savourées. J'ai campé où m'en prenait la fantaisie; j'ai dormi au pied de l'Ilaman. J'ai aimé tes virils guerriers à l'âme loyale et simple. Ta solitude m'a enchanté.

Tu n'es plus, hélas! inviolé. Trop nombreux maintenant passeront des touristes pressés, qui t'admireront peut-être, mais ne te comprendront pas. Tes montagnes, pourtant, leur resteront inaccessibles; aussi, ne feront-ils que t'entrevoir.

Ils ne savent pas que, pour comprendre tes solitudes hautes, il faut venir seul et cheminer lentement sur les pistes sinueuses.

*Adieu.*

L'heure du départ est arrivé. Mon méhari est sellé, il faut partir, regagner In Salah, puis la France. Ne reverrai-je plus jamais ce site? Ne franchirai-je plus jamais la porte du bordj? Ne viendrai-je plus jamais me reposer, après une longue randonnée, dans la petite maison que j'ai fait construire au milieu des éthels?

En selle! Au trot! Il vaut mieux partir vite. Mon cœur est lourd.

Il est trop dur de quitter le Hoggar d'un seul coup. Aussi, nous passerons par l'Atakor. Je contemplerai encore une fois ses belles et farouches montagnes.

Ne reverrai-je jamais plus ce pays?

*Et Kantara.*

Les Arabes t'ont nommé le pont, mais ils t'appellent la porte du Sahara. Tu es la porte d'un monde nouveau, de soleil inondé, la porte de l'apre et magnifique Sahara.

A peine t'admire-t-on en passant, car l'esprit et les yeux sont fixés par delà sur le désert tant désiré. C'est au retour que l'on admire et apprécie ton paysage hardi, avant de rentrer, la gorge franchie, dans le pays des nuages et de la pluie, dans le pays de la tristesse.

Tu es la porte de l'adieu.

CAPITAINE F. DEMOULIN.

---

# LA TENTATION

## DE MADAME BIROTTEAU

Le jeune négociant fut prodigieusement surpris de trouver sa future belle-mère lisant une lettre de du Tillet : « Je vous adore, ange de ma vie.. »

(H. de Balzac, César Birotteau.)

*Beaucoup de femmes vertueuses ayant fait à Balzac de vifs reproches sur son goût littéraire, trop prononcé, pour les pécheresses, le romancier leur répondit, dans la préface du Père Goriot, par un état, sur deux colonnes, de ses héroïnes passées et à venir : à gauche les vertueuses, à droite les criminelles. Cet état constituait la plus irréfutable des réponses : trente-huit à gauche, vingt-deux à droite, réserve faite de M<sup>me</sup> Vauquer que Balzac, dans sa franchise, présentait comme douteuse.*

*Cette preuve arithmétique était accompagnée d'un commentaire sur la nécessité des tentations, qui seules peuvent témoigner de l'absolue solidité d'une vertu de femme : « Pour savoir si elle est vertueuse, écrivait-il, il faut la faire tenter. Si elle est tentée et qu'elle soit vertueuse, il faudrait la représenter comme n'ayant même pas l'idée de la faute; mais, si elle n'a pas l'idée de la faute, elle n'en saura pas les plaisirs. Si elle n'en sait pas*

(1) Ce petit conte, écrit en marge de *César Birotteau*, est publié ici pour la première fois, grâce à l'aimable autorisation de la Société des Bibliophiles du papier pour laquelle il a été composé. (M. B.)

*les plaisirs, sa tentation sera très incomplète, elle n'aura pas le mérite de la résistance. Comment désirerait-on une chose inconnue? Or, la peindre vertueuse sans être tentée est un non-sens. »*

Balzac se garda bien de commettre ce non-sens, lorsqu'il peignit l'irréprochable M<sup>me</sup> Birotteau, la femme de César, et, pour cette raison, il nous la montra, vers la fin du roman, surprise par son futur gendre, en train de relire une ancienne lettre d'amour, restée sans réponse de sa part, bien entendu, mais... qu'elle n'avait pas encore brûlée.

Cette allusion rapide pourrait, contre l'intention de Balzac, échapper à un lecteur, distrait ou fatigué : nous avons jugé qu'il n'était pas sacrilège de retracer, pour lui, les étapes précises de cette tentation.

IL était cinq heures du matin, le lundi 21 décembre 1818. Comme une fusée brillante, le grand bal donné par M. César Birotteau, en son appartement du n° 397 de la rue Saint-Honoré, venait de s'éteindre, et le dernier invité, le banquier Ferdinand du Tillet, financier dangereux, mais homme du monde consommé, déclarait tout net en se retirant : « Vous avez donné le plus magnifique bal que j'aie jamais vu, et j'en ai vu beaucoup. »

Ce compliment bien mérité remplissait d'aise le bon César Birotteau, maître parfumeur *A la Reine des roses*, adjoint au maire du 2<sup>e</sup> arrondissement, chef de bataillon de la Garde nationale, tout jubilant du succès de la superbe fête qu'il venait de donner, tant en l'honneur de la libération du territoire que pour célébrer sa nomination au grade de chevalier dans l'Ordre royal de la Légion d'honneur.

Le haut négoce et la bourgeoisie avaient répondu en foule à son invitation, et même, plusieurs personnes de qualité, dont le grand chancelier de la Légion d'honneur, M. Vauquelin, de l'Institut, M. de la Billardière, M<sup>me</sup> de Fontaine, n'avaient pas dédaigné d'honorer de leur présence le bal de ce brave homme. César, au temps des troubles, n'avait-il pas conspiré en faveur de nos Rois et reçu dans son corps un des éclats de mitraille dont Bonaparte, le 13 vendémiaire an IV, avait gratifié les insurgés sur les marches de l'église Saint-Roch ?

A part un léger incident, tout s'était bien passé, M<sup>me</sup> Birotteau ayant facilement et rapidement réparé le dommage d'un verre de sirop, que le jeune Honoré Balzac, clerk de M<sup>e</sup> Passez et neveu de l'ami Sallambier, brodeur *Au Cocon d'or*, avait maladroitement répandu sur la robe de M<sup>me</sup> Roguin, la nôtairesse.

APRÈS avoir reconduit du Tillet, puis congédié musiciens et domestiques, César revint se planter au milieu du salon pour contempler avec attendrissement le touchant tableau de famille formé par sa fille Césarine et le soupirant de cette jeune demoiselle, Anselme Popinot, aidant M<sup>me</sup> Birotteau à éteindre les dernières bougies. Mais au bout de quelques minutes : « Allons, mes biches, s'écria-t-il, dépêchez-vous d'en finir, car il est grand temps d'aller vous coucher. » Serrant ensuite la main du brave Anselme et lui tapotant l'épaule : « Faites en autant, mon bon Anselme ; à demain les affaires sérieuses. » Ayant prononcé ces paroles définitives, César, suivant l'habitude qui lui était chère, se leva imperceptiblement à deux reprises sur la pointe des pieds, retomba lourdement sur ses talons comme pour appuyer sa phrase, et, tournant brusquement sur lui-même, s'en fut parcourir une dernière fois, avant de se mettre au lit, les pièces que l'architecte Grindot lui avait aménagées et décorées avec un luxe princier.

Il inspecta d'abord le salon blanc et rouge dont les trois fenêtres donnaient sur la rue Saint-Honoré, le lustre à vingt-quatre bougies, traversa le boudoir vert et blanc, passa dans son cabinet de travail brun et vert, jeta un coup d'œil par la porte entr'ouverte sur la jolie chambre perse de Césarine, sur le piano et l'armoire à glace, qui l'ornaient, fit un crochet vers la salle à manger de style Louis XIV, pour y revoir la pendule de Boulle, les buffets incrustés de cuivre et d'écaille, les murs tendus en étoffe à clous dorés. Enfin, revenant sur ses pas, il retraversa le cabinet de travail pour y admirer encore le don du jeune Popinot, cette belle gravure d'*Héro et Léandre* qui lui avait inspiré l'idée de sa nouvelle Huile comagène.

Mais en longeant la petite bibliothèque, garnie, par les soins de sa fille Césarine, de charmants volumes, reliés par l'inexact

et célèbre Thouvenin, il accrocha, par l'une de ses breloques, un livre qui dépassait le rayon, et le fit tomber à ses pieds. « Tiens, se dit César en le ramassant, au lieu de le remettre à sa place, je vais l'emporter dans la chambre pour voir ce qu'il y a là-dedans; une fois n'est pas coutume. »

M<sup>me</sup> Birotteau était déjà couchée et sommeillait lorsque son époux vint la rejoindre. Aussi, ce bon mari, renonçant à lire, par crainte de la réveiller, glissa le livre sous l'oreiller, souffla bien vite la bougie, puis se déshabilla sans bruit dans l'obscurité, coiffa son bonnet de coton et, le plus doucement qu'il put, prit place à côté de son épouse.

Mais le vin chaud, auquel il n'était pas accoutumé et qu'il avait bu en excès, l'agita si bien que, tout en dormant, il fit bouger l'oreiller et poussa le petit livre dans la nuque de M<sup>me</sup> Birotteau qui s'éveilla en sursaut.

CONSTANCE-Barbe-Joséphine se frotta les yeux, et se dressant sur son séant, chercha à se reconnaître. Encore mal habituée au nouveau décor que l'architecte Grindot avait imposé à sa chambre, elle eut un mouvement d'effroi, ne sachant plus en quel lieu du monde elle avait été transportée, ni d'où venait ce choc qui avait si malencontreusement troublé son repos. Elle se rassura bien vite en entendant, dans la ruelle, le ronflement puissant et régulier du bon César et en touchant de la main le joli petit volume dont elle avait été heurtée. Elle ramassa dans le creux de la couette le chef-d'œuvre de Thouvenin, le posa soigneusement sur la table de nuit et, s'allongeant de nouveau dans le lit, pensa reprendre sans tarder le sommeil interrompu.

Mais un démon malfaisant lui tenait les yeux ouverts et la forçait, à la lueur des flammes qui dansaient dans la cheminée, à regarder ces tentures et ces meubles dont l'intrusion dans son ménage lui avait semblé si néfaste. Elle n'aimait point cet architecte, qui, comme un mauvais génie, avait induit son mari à de folles dépenses, cet architecte à moustache et à royale qui parlait sans cesse de construire un monument et avait infligé à cette bonne bourgeoise un ameublement en désaccord avec sa situation et ses goûts. Elle se souvenait de ses modestes débuts, des années de travail acharné où, demoiselle de magasin *Au petit matelot*, puis épouse trônant au

comptoir *A la Reine des roses*, elle avait collaboré avec César à l'établissement de leur aisance, à la conquête de cette fortune que le parfumeur dissipait aujourd'hui comme un insensé. Elle soupira et ses yeux se posèrent tour à tour, avec tristesse, sur les meubles de casimir blanc à agréments bleus, sur la *Vénus accroupie* de la pendule de marbre, sur le tapis turc, sur les murs tendus de soie bleue, rougeoyants et fantastiques à la lueur du foyer. Elle maudissait le jour où l'imprudente vanité de César avait bouleversé leur paisible bonheur.

Décidément Birotteau depuis quelque temps voyait trop grand. Combien d'écus allait-il encore engloutir dans la confection de cette Huile comagène qu'il s'appropriait à lancer, victorieusement, prétendait-il, sur le marché de la capitale, sous les auspices de M. Vauquelin, de l'Institut, le grand savant, avec l'aide de son fidèle Popinot, le petit commis boiteux, amoureux de Césarine, et de Gaudissart, le roi des commis voyageurs !

Plus périlleuse encore apparaissait à la malheureuse femme une autre entreprise, non moins chère à César, cette funeste spéculation sur les terrains de la Magdeleine, prônée par le notaire Roguin, un mauvais homme ; spéculation dont César attendait monts et merveilles, mais où elle, Constance-Barbe, avec son ferme bon sens, ne voyait que soucis et que ruine.

Elle tenta d'écarter ces désolantes pensées et, n'y pouvant parvenir, prit le parti, pour elle héroïque, de chercher dans la lecture un divertissement à son obsession.

ELLE ralluma la bougie et, prenant sur la table de nuit le petit volume qui l'avait éveillée, elle lui demanda de lui rendre le sommeil.

C'était un charmant petit livre, habillé de maroquin bleu de roi, à fers dorés, légers et brillants, qui contenait le tome II des *Lettres nouvelles de feu M. Boursault*, quatrième édition, parue à Paris, en MDCCXII, chez Nicolas le Breton fils, quai des Augustins, au coin de la rue Gist-le-Cœur, à la Fortune.

Le volume s'ouvrit de lui-même, à la page 349, sur les *Treize lettres amoureuses d'une dame à un cavalier*.

M<sup>me</sup> Birotteau avait bien peu lu dans sa vie, n'en ayant jamais eu le goût, ni le loisir.

Feu M. Boursault lui étant aussi indifférent qu'inconnu, elle commença sa lecture sans autre désir que de conquérir par la fatigue de ses yeux un sommeil qui la fuyait. Le ton de ces lettres lui parut d'abord fort convenable, même agréable, et l'histoire de cette jeune femme en lutte victorieuse avec une passion naissante lui semblait en tous points digne d'éloges.

Mais lorsque, continuant sa lecture, elle vit cette malheureuse, passer avec une effroyable rapidité de l'amitié à la tendresse, de la tendresse à l'amour le plus coupable, à l'oubli des devoirs conjugaux, Constance-Barbe, suffoquée d'indignation, ferma brusquement le mauvais livre, faillit renverser la bougie en la soufflant trop rudement et, plongeant dans l'oreiller sa tête d'honnête femme, s'endormit soudain sous le coup de sa colère.

Mais le sommeil n'apaisa point le courroux qui continuait à travailler son esprit. Sa probité naturelle était révoltée par le cynique étalage de coupables amours, complaisamment offert au public par le livre de feu M. Boursault. Que cette dame (dont il osait reproduire les lettres) que cette dame, bien née, riche, pourvue d'un bon mari, n'eût pas trouvé dans le sentiment de son honneur plus de force à résister au péché de la chair, que cette trainée de M<sup>me</sup> Roguin, la femme du notaire, affolée de son du Tillet, cela passait toute mesure.

Que diable ! une femme honnête, fille ou mariée, devait savoir repousser les tentations. « Qui met la main au bûcher en retire de la flamme », grommelait-elle en dormant.

**N**E les avait-elle pas repoussées, elle-même, dans sa jeunesse, au temps où, la plus jolie vendeuse du magasin *Au petit matelot*, elle comptait par douzaines les galants qui tournaient autour de ses jupons, marchands de vin, riches limonadiers ou autres, lui faisant journellement les plus alléchantes propositions, mais... où il n'était point question de mariage ?

Et lorsqu'elle eut épousé César, après six mois de réflexion et de mise à l'épreuve du soupirant, la belle Constance n'avait-elle pas abdiqué franchement les brillantes destinées auxquelles, comme toutes les filles de boutique, elle avait parfois rêvé ?

D'ailleurs son César était, sans contredit, le meilleur des

maris, l'aimant trop pour lui faire la moindre infidélité et trop bête, pensait-elle au fin fond d'elle-même, pour prendre une maîtresse. Le pauvre chat ! disait-elle, comment aurait-il eu une maîtresse ? Il quitte si peu ma jupe qu'il m'en ennue. Il m'aime mieux que ses yeux, il s'aveuglerait pour moi. N'a-t-il pas dit à M<sup>me</sup> Roguin « qu'il ne m'avait jamais fait d'infidélité, même en pensée » !

Constance-Barbe lui rendit scrupuleusement fidélité pour fidélité et n'usa jamais plus de sa beauté, célèbre dans tout le commerce parisien, que pour attirer les chalands. La beauté de M<sup>me</sup> César était si connue et si bien établie que, même en 1820, deux ans après la date où se place notre récit, lorsque le duc de Rivière envoya au Musée la Vénus qu'il avait découverte à Milo, tous ceux qui connaissaient M<sup>me</sup> Birotteau furent unanimes à retrouver dans les traits de la déesse de marbre la ressemblance frappante de la belle parfumeuse, alors âgée de trente-sept ans.

Et cependant, malgré cette merveilleuse beauté, un seul homme, un seul, s'était jamais enhardi à lui parler d'amour depuis qu'elle était mariée : c'était ce petit gueux de du Tillet au temps où, simple commis *A la Reine des roses*, il se proposait avec le même cynisme de voler l'argent de son patron, et de lui souffler sa femme.

Il avait osé, le misérable, adresser à M<sup>me</sup> César, par lettre, la plus monstrueuse déclaration, qui débutait ainsi : « Je vous adore ! vous le savez, ange de ma vie, et pourquoi ! »

Jamais, bien entendu, cette lettre brûlante n'avait reçu de réponse ; mais, chose curieuse, Constance, malgré son courroux, ne l'avait pas détruite sur-le-champ, et même elle en conservait à son insu, au fond de sa mémoire, la première phrase d'adoration.

L'agitation du rêve fit, inopinément, remonter jusqu'à ses yeux, en une ligne étincelante, cette phrase qu'elle croyait à jamais enfouie dans la profondeur du passé.

Et voici que, dans l'inconscience du sommeil, passant de la colère au regret d'une volupté qui lui était restée inconnue, elle se mit bel et bien à rêver d'amour. Elle se vit, comme devant un miroir, revêtue des atours d'une grande dame du temps de M. Boursault, devisant galamment au milieu des parterres d'un merveilleux jardin, menée par un beau cavalier dont

un vaste chapeau à plumes masquait à demi le visage, n'y laissant apercevoir que les deux fines moustaches et le pinceau de la royale encadrant des lèvres vermeilles.

Elle entendait, heureuse et angoissée, ces deux lèvres murmurer à son oreille : « Je vous adore ! Vous le savez, ange de ma vie, et pourquoi ! » Puis le bien-aimé lui pressait tendrement la main, il l'entraînait doucement vers un épais bosquet où chantaient des oiseaux, et tous deux s'étendaient côte à côte sur un lit de verdure, au pied d'un socle de marbre blanc que surmontait une pendule représentant une Vénus accroupie. Soudain, le cavalier, lui saisissant amoureusement la tête, allait poser ses lèvres sur les siennes, lorsque le chapeau tombant à terre, la figure du jeune seigneur apparut à Constance terrifiée sous les traits de l'exécrable Ferdinand du Tillet.

La pauvre femme au comble de l'horreur, tendant ses mains tremblantes, repoussa d'un geste désespéré la bouche qui allait l'atteindre et s'éveilla baignée de sueur.

Cependant qu'une voix dans la ruelle murmurait doucement : « Bobonne ! pourquoi me frappes-tu ? »

MARCEL BOUTERON.

---

## HEURES ROMAINES

Rome était, en avril et en mai, le théâtre de manifestations politiques et religieuses exceptionnelles. Plus de cent mille voyageurs ont franchi les Alpes, avant Pâques, pour assister aux cérémonies du Vatican, et visiter l'Exposition de la Décennale de la Révolution fasciste. Ce succès de tourisme remporté, en pleine crise, assurait à l'Italie une fierté nouvelle. Mais le peuple s'enorgueillissait davantage encore de l'activité diplomatique de M. Mussolini. Des hommes d'État d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche ont eu au Palais de Venise des entretiens décisifs. Deux séjours en Italie m'ont permis d'assister à des manifestations significatives, de rencontrer les ministres européens de passage, d'être reçu en audience personnelle par M. Mussolini. Rome était alors flattée de ces négociations qui furent ensuite l'objet de tant de commentaires à Paris, à Berlin et à Londres. C'est ce témoignage sur un nouvel aspect de la vie italienne et européenne que je rapporte ici.

### AU STADE

Le Stade de Rome est, aux portes de la cité, dans une plaine déjà encombrée de blocs ouvriers et de jeunes gratte-ciels. La ville moderne s'avance à grands pas dans la campagne des tombes et des portiques. Ce Stade est le Colisée du <sup>xx</sup>e siècle. L'enceinte a l'ampleur de celle de Chicago sur le Michigan; mais dès le seuil, toute évocation américaine s'efface; nous sommes bel et bien en Italie. Ah! ce frémissement des foules italiennes! Il explique tant d'impulsions politiques! Près de soixante mille Romains sont là. L'hémicycle est garni de la foule ou plutôt de la masse des grands jours. Ces assises sont

dans la tradition antique et dans le présent de l'Italie. A se laisser vivre au gré de Rome, on doit, chaque jour, assister à quelque tournoi comme à Sienne et à Florence, au temps de la Renaissance.

Ce furent d'abord, dans la semaine de Pâques, les matchs internationaux de tennis. Déjà j'avais noté l'enthousiasme des spectateurs. Dans ce duel de la raquette, à chaque balle, ce sont des applaudissements sans fin. On bat des mains en l'honneur de l'adresse ou de l'élégance, mais surtout par patriotisme. Les plus calmes s'enflèvent devant cet esprit collectif.

Puis, ce fut le Concours hippique. Dans les jardins de la villa Borghèse, on assistait à une véritable répétition des rivalités à venir. Les Allemands qui semblent moins fêrus que nous de la motorisation avaient envoyé leurs meilleurs cavaliers, et surtout des chevaux très mécanisés qui donnaient, à chacun de leurs sauts, l'impression de réciter une leçon. Ils avaient, cet hiver, construit chez eux un parcours qui copiait avec minutie la piste et les détours du circuit italien. Un film développé ensuite au ralenti leur permettait, entre deux séances, d'observer les fautes. Résultat : l'Allemagne enlevait la coupe à la cavalerie italienne qui pourtant, avant la guerre, battait le record des concours hippiques. Puis ce fut la journée du Derby, la tribune royale élevée devant le classique décor des Monts Albains et de Castel Gandolfo.

Mais, voici le match de foot-ball Grande-Bretagne-Italie. Depuis trois jours Rome frémit dans l'attente. A l'arrivée de l'équipe anglaise, avec laquelle j'avais voyagé, j'ai pu voir des troupes de sportifs italiens envahir le Rome-Express. La ville voulait tout savoir du passé des champions et de leurs chances dans les grandes compétitions. Dans les moindres cafés, on discutait des valeurs réciproques.

Il est trois heures et quart. Tout le monde est au Stade, en place sur des planches numérotées. Personne n'a plus le droit de bouger. C'est-à-dire que chacun bougera, mais sur une base de cinquante centimètres. L'équipe anglaise entre. Chemises blanches, genoux carrés, godillots épais. Acclamations. On attend. Un jeune gars en pantalon bleu s'élance et crie : « Les voilà. » L'équipe italienne s'avance au petit trot. Chemises bleu azur. « Un morceau de ciel sur le vert de l'espérance », me fait observer mon voisin, qui contemple la pelouse

attendrie par les pluies printanières. Alors, c'est un tonnerre de hurlements. Vingt milliers de mouchoirs s'agitent et volent. Ces onze jeunes gens, à cette minute, sont tout l'espoir de l'Italie. Ils saluent les différentes sections de l'hémicycle à la romaine. Puis, bien alignés, ils fixent la tribune en clamant des « Alala ».

C'est que M. Mussolini est là : immobile, le masque puissant, le torse dégagé, les bras accoudés à la tribune. Assis au milieu de ses ministres, et entre les princesses Maria de Savoie et Mafalda de Hesse, il porte le simple veston gris des laborieux, un feutre à large bord, et un col blanc de sport très largement évasé. D'un seul mouvement, il se lève. D'une détente électrique du bras, il salue. La foule tonne à nouveau. Et, dans un grand silence, on joue l'hymne national. Le Duce se découvre. Ses traits sont contractés. Sa carrure se tend, imposante et redoutable.

Le capitaine anglais Goodall offre un bouquet de fleurs et reçoit un étendard du capitaine italien Caligaris. C'est dans une nouvelle tempête que la partie commence. La pelouse est si glissante que les joueurs semblent s'ébrouer ; ils volent, tombent, bondissent, se mettent en boule, sautent et retombent. L'arbitre doit constamment arrêter la partie. Lorsque ce « stop » nuit au jeu italien, le malheureux est copieusement sifflé, mais ce qui s'appelle copieusement : c'est-à-dire que sur cinquante-cinq mille personnes, il en est cinquante-quatre mille qui sifflent. Les « avants » italiens ont un jeu audacieux. Rapidement, Schiavo, Ferrari et Orsi, souples et agiles comme les antiques de Niobé à Florence, s'approchent du but anglais. D'un bond, le ballon jaillit dans le filet. La clameur devient alors joyeuse. On se donne la main, l'accolade, puis de vigoureuses tapes d'amitié. On commente l'audace de la victoire.

Les « demis » anglais conservent leur assurance : quelques minutes après, ils attaquent le but italien. Alors, cinquante-cinq mille silences. Les femmes sanglotent presque d'émotion. Les Anglais gagnent leur *goal*. Le désespoir est fait de cris nombreux et variés. Chacun reproche aux *backs* italiens telle ou telle tactique.

Je regarde le Duce. Il demeure impassible ; ne se penche ni à droite ni à gauche, ni surtout en arrière, mais se borne

à sourire droit devant lui, quand il constate la solidité de la défense italienne. Cette foule qui s'enthousiasme dans des championnats internationaux, au lieu de s'user en querelles politiques, obéit à son plan. Pendant une heure, la frénésie sera rythmée. Cinquante-cinq mille désespoirs, suivis d'autant de discussions. Cinquante-cinq mille délires suivis d'applaudissements, de vols de mouchoirs. Soixante minutes dont aucune ne fut terne. Tantôt, la masse offre son enthousiasme à l'équipe pour l'exalter, tantôt elle veut affoler l'adversaire. Brusquement, sur un signe de l'arbitre, les champions se serrent noblement la main. Le tournoi s'est terminé à égalité. La foule se disperse alors dans un silence ordonné et se décide, volontaire, à préparer de prochaines victoires.

Le soir, se déroulent les grands films montés pour célébrer le dixième anniversaire de la Révolution. De cité en cité, voici des prises de vues, des masses qui clament : « Duce, duce », cependant qu'entre deux discours apparaissent tantôt la marche sur Rome, cadencée par de joyeuses légions, tantôt des vols d'avions, ou bien des revues de tracteurs qui défrichent les campagnes.

#### UN GÉNÉRAL MINISTRE DE TRENTE ANS

Le ministère de l'Air est, aux confins de Rome, une sorte de temple du travail. Dans un forum moderne, tout en lignes, les bureaux se superposent, s'alignent et se rejoignent par de légères verrières. Un système de pneumatiques y joue le rôle de planton. Tout y interdit ainsi les cloisons étanches. Comme sur un transatlantique ou transpacifique géant, les salles à manger sont au-dessus des cales. Dans un coin de table, voici la place où, parmi les pilotes et les sous-officiers, devant des services d'azur, vient s'asseoir, à une heure de l'après-midi, le ministre de l'Air. Toute cette demeure laisse une impression d'agilité et de joie dans l'effort, comme d'unité dans le commandement.

Les pièces du premier étage sont à l'image des *palazzi* de la Renaissance : hauteur des plafonds ; dimensions des pièces. Tout y est à la mesure des vues sereines et élevées. Au mur, quelques fresques qui vous transportent dans le monde des nuages, familier aux navigateurs de l'air.

Voici, maintenant, une pièce cubique absolument vide, riche seulement de la sobriété des matériaux, selon le mot des architectes. Adossé aux fenêtres, un bureau allongé. Un jeune homme se dresse. Physionomie de santé. Un regard lucide. Tel apparaît Balbo, un général de trente ans, comme les hommes du Premier Empire. Dès les premiers mots, on sent un enthousiasme, une personnalité qui dégage du fluide.

Un instant, l'entretien s'engage sur mon récent voyage en Extrême-Orient : je devine un homme très au courant de la force économique du Japon et des conditions de concurrence de soies italiennes et japonaises. A propos des incidents de Changhaï, le général me confie une réflexion qui révèle l'organisateur. « Oh ! il ne faut jamais sous-estimer l'adversaire. La difficulté, je tiens à l'aborder avec des moyens formidables. »

Mais c'est là simplement une entrée en matière. D'un trait, comme un cheval de sang qui, après s'être essayé sur un canter, entre en course, Balbo bondit.

— Aujourd'hui, me dit-il, je suis un homme heureux, — et il emploie le mot dérivé du latin, *felice*, — car je peux créer. J'ai voulu ce ministère. Je l'ai créé.

Voici donc un jeune et vaillant capitaine qui a, dans notre vieille Europe, les allures que nous connaissons à nos grands coloniaux. Il est, ici, au centre de Rome, comme en pays neuf. Il trace les routes de l'air, les suit, les impose. Son programme se développe selon le plan de M. Mussolini. Les as de l'aviation sont spécialisés dans les records et les explorations. Mais Balbo a dans les mains une arme de plus : le pouvoir politique.

Sans doute devine-t-il mes réflexions, et aussitôt :

— Mussolini veut la paix. Si vous assistiez à nos Conseils, vous verriez quel est le thème de nos délibérations. Il s'agit de mettre en valeur. Il s'agit de produire. Il s'agit de créer. Les hommes qui conçoivent une politique de production de cette ampleur entendent la poursuivre et l'activer, et n'ont pas d'autre souci.

Je comprends que sa tâche est délicate. Il se heurte à des collègues qui ont besoin de crédits pour les grands travaux publics ou pour la « bonification des terres ». C'est le nom donné au programme agricole. Je sens qu'il doit se battre quelque peu au Conseil pour les chapitres de son budget. Ici, c'est de vies humaines qu'il s'agit, et leur sort se joue

dans l'azur. Cette conscience de sa mission l'exalte : elle se fortifie du sentiment qu'il a de la valeur « grand peuple » de son pays. Un Balbo est ainsi l'émanation de toute une génération qui a souffert des médiocrités de l'avant-guerre et qui veut établir solidement son pays au niveau des grandes Puissances.

Quand le général parle de l'ancienne Dalmatie, on sent des réflexes que nous avons peine à nous imaginer. C'est là un legs de Venise. Les doges, chaque année, épousaient l'Adriatique. Et aujourd'hui les chefs du fascisme suivent une tradition ou plutôt exaltent un sentiment populaire. Il y a là une politique, mais plus encore des instincts. Balbo a une langue si imagée, un regard si expressif, que quand il parle des pays de l'« autre côté », on croit entendre la voie des pêcheurs de là-bas. Le regard se charge d'ombre. C'est le « ces gens-là » de Rouen vis-à-vis du Havre, de Nantes vis-à-vis de Saint-Nazaire, de Beyrouth vis-à-vis de Damas, etc. La côte d'en face serait, d'après lui, une sorte de Syrie divisée, emplie de comitadjis qui menacent les frontières. Chaque nation a son réflexe de frontière : celui que nous avons pour le Rhin se sent ici dès qu'il s'agit de l'Adriatique. Le traité de Versailles ne peut alors être jugé avec objectivité. L'Italie s' imagine que la France a entendu la menacer par la Yougoslavie. Ces idées préconçues, tenaces et entretenues dominent dix années de malentendus.

Vue de Rome, la Petite Entente revêt l'aspect de l'Italie de jadis : ce sont des peuples restés petits. L'Italie est toute fière d'avoir franchi l'étape : « Les grands peuples arrivés peuvent, seuls, délibérer avec calme, les petits ont toujours des ambitions », telle est la thèse romaine.

Que j'essaie, alors, dans cette conversation comme dans d'autres, de rappeler les termes de l'équilibre européen, la patience qu'a eue la France avant comme après Locarno, et spécialement en suivant une politique de rapprochement franco-allemand, je sens une négation. Au fond, l'entente directe de la France et de l'Allemagne a toujours été la terreur de l'Europe, de l'Angleterre comme de l'Italie ; et aujourd'hui à Rome, on aime à affirmer : « L'accord entre l'Allemagne et la France sera toujours impossible. Il ne peut pas y avoir d'entente à deux, à moins que l'Italie ne serve d'intermédiaire » ;

et c'est peut-être une des idées du plan Mussolini que de vouloir présider à ces opérations d'arbitrage.

Lorsque la conversation en vient sur Gœring, le général fait son éloge, le dépeint comme un homme très intelligent, comme un personnage qui compte. Je sens que ces deux fortes individualités qui aiment à mater les airs et la terre sont en sympathie. Plus encore que deux dictatures, deux amitiés se rejoignent. Il y a des différences profondes entre les mouvements d'Hitler et de Mussolini ; l'élan est le même.

Mais voici maintenant la description du grand raid sur l'Atlantique que projette le ministre de l'air : un projet « fou ». Traverser l'océan, se rendre à Chicago. Le général est debout, il esquisse le plan du vol. Je le vois déjà dans le monde des nuages et les fresques aériennes de son bureau me semblent un cadre adéquat. Il s'anime davantage encore. Je fixe son regard qui semble alors électrique. « Je repasserai peut-être par Paris. Ah ! Paris, mon ami ! »

#### *LA VISITE DE MM. VON PAPEN ET GÖERING*

Fêtes religieuses, expositions de la Révolution fasciste, inaugurations de grands travaux publics, de cités agricoles, défrichements, championnats sportifs, raids d'aviation, tels sont les différents thèmes de l'orchestration italienne. C'est dans ce climat de fièvre que le plan Mussolini a pris son essor.

Auparavant, l'Europe se laissait alanguir dans l'agenda des Conférences. Mais dès la fin de 1932, la vanité des grandes réunions internationales apparaît clairement : Conférence du désarmement : échec. Règlement amiable du conflit sino-japonais et rapport Lytton : échec et impasse. Chacun sent qu'il faut trouver une formule nouvelle. L'Amérique est trop préoccupée de la crise du dollar pour y songer. En Angleterre, M. MacDonald reprend, avec un décalage de cinq années, des idées de Briand. La majorité de la Chambre des communes qui voit le danger allemand donne à son Premier un mandat, celui d'aller à Rome et de demander à la vieille dictature d'exiger de sa cadette quelque modération. Balancé entre ces deux missions, M. MacDonald se laisse bercer par l'avion de M. Balbo.

Du Palais de Venise, M. Mussolini a senti que l'heure d'agir

venait de sonner. Les élections hitlériennes lui assurent une adhésion certaine. A Londres, M. Grandi l'a informé très exactement des carences britanniques. L'Italie, de son côté, a besoin de fiertés nouvelles à l'heure où quelque cent mille Européens prendront pour Pâques le chemin de Rome. Il faut frapper un grand coup. Le Duce prépare un programme en quatre points, dont la presse française a publié, depuis, les premiers textes. Le jour même où le Premier de Grande-Bretagne s'envole vers l'Italie, M. Mussolini convoque l'ambassadeur de France et, le matin à neuf heures, lui montre son plan. La conversation est très cordiale. M. de Jouvenel donne aussitôt son point de vue. « Oh ! ce n'est pas un dogme », lui est-il répondu. Et quand, au seuil de l'après-midi, M. MacDonald débarque souriant et s'apprête à présenter avec amabilité des remarques sur les violences hitlériennes, l'Italie lui impose le programme des conversations.

La France s'émeut. Dans ce pacte à quatre, elle a l'impression de devoir toujours être un contre trois. Elle entend ne pas être dupe. Elle connaît les manifestations classiques du revisionnisme. La Chambre des communes s'oppose à son tour, et unanimement, à toute revision.

C'est alors que MM. von Papen et Gœring s'en viennent à Rome. L'un prend la voie des airs et fait une visite à l'aviation italienne. L'autre, inquiet de sa situation vis-à-vis du Centre allemand, vient saluer le Saint Père.

J'étais en Italie pendant leur séjour. Je m'attendais à une orchestration tout à fait différente. D'abord, l'essentiel, la visite prématurée de M. Hitler avait été évitée : elle est devancée par celle de M. MacDonald. Les manifestations extérieures de l'amitié italo-allemande ne révélaient en rien un caractère « inoubliable ». Les hôtes étaient discrets. M. von Papen demeurait dans un hôtel d'apparence modeste, et passait sa semaine sainte en habit, agenouillé aux longues cérémonies de Saint-Pierre.

Les ministres allemands venaient, et n'en faisaient du reste pas mystère, pour apporter des modifications au plan original qu'ils trouvaient insuffisant. L'une de ces discussions dura six heures d'horloge. M. von Papen fit ainsi offensive de courtoisie pour séduire les milieux romains. Il présentait l'Allemagne avec des sourires et des grâces. Dans les conversations,

il aimait à dire qu'il ne songeait pas aux revisions immédiates, mais pensait plutôt aux « possibilités de revision », mettant l'accent sur le mot possibilité. On peut ajouter ce que l'opinion française n'a pas su, qu'il rappelait volontiers le plan de pacte qu'il avait, à la conférence de Lausanne, proposé à la Délégation française, et qu'il se donnait ainsi le mérite de l'invention. Peut-être même, en faisant valoir ce droit d'aînesse, était-il quelque peu dépité de n'avoir pu attacher son nom à un pacte de plus.

M. Gœring laissait à Rome l'impression d'une énergie et d'une personnalité de tout premier plan. Mais les deux Allemands avaient plutôt allure de gens en visite qui ont quelque chose à demander et se tiennent correctement à leur place. Pendant leur séjour, le chancelier Dollfuss se trouvait également à Rome. « Nous avons fait venir Vienne exprès, me disaient mes amis italiens, pour vous marquer que nous ne voulons pas de l'Anschluss. » Et M. Dollfuss fit au Palais Farnèse une visite protocolaire. « Berlin est furieux de notre voyage », déclaraient alors les Autrichiens.

Au fond, tous ces déplacements officiels ou officieux étaient orchestrés par la presse de manière à donner à l'opinion italienne le sentiment que Rome était devenue le centre des plus grandes négociations diplomatiques.

#### *M. MUSSOLINI A SA TABLE DE TRAVAIL*

L'audience est à six heures. A six heures exactement, un huissier me fait signe du bras droit et ouvre la porte. Au fond, une table. Devant la table, deux chaises. Derrière la table, un homme. Seize mètres à franchir, cependant que le pas résonne, des mosaïques aux marbres et murailles du Palais de Venise. Et la conversation de commencer aussitôt, le plus simplement du monde, avec un homme essentiellement humain qui, pendant une demi-heure, ne m'a pas dit une seule fois « je » ou « c'est moi qui » ; et pas une seule fois « mon gouvernement ». Aucune affectation, mais une volonté qui réfléchit et développe ses raisonnements selon des thèmes qui sont ceux de la masse et de la rue.

Si je comprends bien le raisonnement de M. Mussolini, il repose d'abord sur des arguments que produit assez volontiers

l'opinion française. « La Société des nations a déçu tout le monde. La guerre se prolonge entre les États de l'Amérique du Sud et en Extrême-Orient. Genève fut, en l'espèce, incapable, soit de localiser les conflits, soit de les arrêter. »

Cette constatation, nous la faisons tous ; il faut en tirer une leçon. La Société des nations, par des arbitrages prochains, peut se révéler demain également incapable dans un conflit européen. « Si nous voulons la paix, il s'agit alors de trouver une autre formule qui fortifie l'action de la Société des nations. » Que dit, alors, le Duce ? « Cinquante personnes réunies autour d'une table ne peuvent délibérer utilement. Au contraire, quatre personnes peuvent travailler. »

Notre réponse est immédiate : « Hitler veut-il la guerre?... C'est ici qu'apparaissent les différences. L'Italie ne sent pas comme nous le danger allemand. Nous sommes sur le Rhin, nous sentons, par des manifestations trop évidentes, l'esprit de revanche. L'Italie, qui n'est pas, comme nous, directement visée, ne le sent pas. Depuis M. Mussolini jusqu'aux hommes politiques et financiers qui participent à la vie publique italienne, la réponse est unanime : « Hitler a déjà assez à faire chez lui, il ne veut pas la guerre pour le moment, ce serait du reste l'effondrement de son gouvernement. » De ce postulat, on aperçoit que l'Italie et la France ne peuvent voir les problèmes d'Europe sous le même angle.

Au Palais de Venise, on tient pour essentielle une collaboration de quatre grandes Puissances européennes. La contre-proposition française est devenue la base de discussion. M. Mussolini a, en effet, présenté un plan à M. MacDonald : celui-ci y a apporté des modifications. La France en a présenté d'autres. A la suite du voyage des ministres allemands, von Papen et Gœring, le gouvernement allemand a envoyé un memorandum que d'aucuns définissent « touffu et complexe ». Alors intervient la proposition française, qui implique, celle-là, le respect des pactes antérieurs, celui de la Société des nations, celui de la sécurité, celui des droits de la Petite Entente. M. Mussolini me l'a bien répété :

— La proposition française est, à l'heure actuelle, la base raisonnable de nos discussions.

Une haute personnalité italienne, proche du pouvoir, m'a de son côté déclaré : « L'ordre d'échelonnement des proposi-

tions est celui-ci : France, Grande-Bretagne, et beaucoup plus loin, Allemagne. »

N'oublions pas de rappeler qu'au moment où M. Mussolini proposait son pacte à M. MacDonald, l'Allemagne n'avait pas défini sa campagne antijuive. Ici, je crois pouvoir dire que le chef du gouvernement italien raisonne comme tous les gens de bon sens. « Qu'est-ce qui a pris aux Allemands ? A quoi cela les a-t-il avancés ? » Dans toute l'Italie, il n'y a du reste qu'une voix pour blâmer l'inutilité de ces persécutions, et la maladresse d'une campagne qui a provoqué de tels revirements d'opinion en Angleterre et aux États-Unis.

Maintenant M. Mussolini m'explique que son plan n'est qu'une « préface ». Le plan n'est pas une fin en soi, mais dans l'état actuel de tension européenne, deux Puissances ne peuvent s'accorder directement. Le pacte à quatre sera le prélude d'un accord à deux. Les signataires pourront, ainsi, régler les problèmes litigieux et les questions en instance, dont l'examen est amorcé. Cette idée s'est du reste dégagée dès le début de la négociation.

M. Mussolini souligne que son programme économique commence seulement à se développer et qu'il reste de nombreuses étapes à franchir.

Il me parle avec sympathie de plusieurs personnalités françaises. Et je me demande : pourquoi faut-il que les ministres qui voyagent de l'autre côté des Alpes, soient toujours des ministres allemands ? Paris est sur la route Londres-Genève et New-York-Genève. Le contact avec les ministres anglais et américains est ainsi automatiquement établi. Mais Rome se trouve en dehors de cet axe, et nous devons, si nous voulons avoir une politique à long dessein, penser à cet isolement géographique.

PIERRE LYAUTEY.

---

## LE RETOUR DE LA MÈRE AU FOYER

Ne sera-ce pas une des hontes de notre époque, lorsqu'avec un peu de recul nos descendants jugeront notre état social, d'avoir accepté, sans un mouvement de révolte, une économie de la production qui arrache à leurs foyers, pour les jeter dans l'armée des travailleurs, tant de mères dont la mission familiale est cependant sacrée ? Un tel état de choses devrait soulever la réprobation générale, tout au moins une immense pitié. Il est inconcevable que l'opinion publique, qui ne peut cependant l'ignorer, l'admette avec une si complète indifférence.

La quantité de femmes employées dans les usines, les maisons de commerce, les administrations publiques et privées, a crû depuis la guerre dans des proportions effrayantes. Beaucoup d'entre elles sont mariées et ont des enfants. Un calcul fait sur des statistiques récentes permet d'évaluer à plus de six cent mille le nombre des mères qui travaillent hors de chez elles.

Six cent mille foyers, en France, sont donc actuellement privés, la plus grande partie du jour, de la femme qui en doit être le centre et l'âme. Qu'on se représente ce que ce chiffre exprime d'intime détresse, ce qu'il révèle, autour de nous, près de nous, de douleur humaine. Que de foyers détruits simplement parce qu'ils restent vides tout le jour, et qu'ils manquent de ce confort élémentaire qu'une femme experte et dévouée sait tirer de ressources même modestes ! Le logis sans feu, où la mère rentre tard pour préparer un **repas hâtif** : la maison en désordre, où l'on ne trouve pas une femme qui veille sous

la lampe et qui vous attend... Le foyer sans chaleur et sans âme ne retient guère l'homme, que des distractions extérieures, souvent malsaines, sollicitent trop facilement. Il n'est pas le nid très doux qu'il devrait être pour les enfants, dont la tendresse inquiète ne peut trouver le refuge accoutumé auprès d'une maman qu'on voit si peu, et qui, lorsqu'elle est là, toujours pressée, souvent nerveuse, leur donne à la hâte les soins matériels.

La question est d'une telle importance qu'afin de l'étudier dans toute son ampleur un Congrès international, organisé par les groupements sociaux catholiques, vient de se tenir à Paris, du 6 au 10 juin; quatorze nations, représentées par des délégués officiels, y ont pris part.

Voilà deux ans, un groupement féminin qui se consacre depuis quelque temps à ce difficile problème du retour de la mère au foyer, l'*Union féminine civique et sociale*, eut l'idée de lancer une enquête à travers toute la France pour connaître les ravages exercés partout dans notre pays par ce fléau qu'est le travail de la mère au dehors. Les feuillets de réponse sont revenus nombreux, par centaines et par milliers, de tous les coins de nos villes et de nos campagnes. Ils sont d'une poignante éloquence. Chacun d'eux raconte une histoire; et à travers les formules sèches de l'enquête administrative, c'est, en quelques traits précis et durs, la physionomie d'un intérieur qui nous apparaît. Quel désarroi, dans ce pauvre logis qu'une femme n'éclaire plus de sa constante présence! Que de misère morale! Quels efforts désespérés, touchants par leur obstination à vouloir corriger un mal souvent mortel! L'accumulation de ces documents, divers et si pareils cependant les uns aux autres, fait saillir dans un relief frappant l'anomalie des conditions d'existence du groupement familial soudain privé de son centre.

#### QUELQUES EXEMPLES ÉMOUVANTS

Je voudrais apporter ici quelques exemples. Mais comment choisir? Comment faire sortir de l'ombre quelques-uns de ces innombrables visages de détresse et de prière?

Voici, dans un étroit logement de la banlieue parisienne, quatre bambins tout seuls. L'ainé a onze ans, le dernier six.

Chaque jour, ils passent ainsi plusieurs heures sans surveillance entre la fin de la classe et le retour des parents. Une voisine complaisante, qui détient la clef, leur ouvre la porte des deux petites pièces où ils pourront se livrer sans contrôle à toutes les fantaisies, parfois dangereuses, de leur imagination.

Et, dans cette petite maison qu'ils se sont fait bâtir dans la zone, mais dont les annuités pèsent lourdement sur leur budget, voyez ce père et cette mère, ouvriers à la même usine, qui ont voulu, malgré la dure séparation qu'ils s'imposent ainsi, s'engager dans deux équipes successives, afin de se partager le soin des enfants. L'homme est à son poste de travail de cinq heures du matin à une heure après-midi, tandis que sa femme consacre ses matinées à son intérieur. A une heure, elle est à son tour à la fabrique, pour n'en sortir qu'à neuf heures du soir; c'est son mari qui fait dîner les enfants et les couche. Grâce à ce sacrifice que font les parents avec tant de vaillance, mais aussi de douleur intime, du légitime bonheur d'être ensemble, les quatre petits ne sont guère seuls qu'une heure à la maison, pendant la relève des équipes, car la distance est grande du logis à l'usine.

A Neufchâteau, dans les Vosges, une toute jeune femme, mariée à dix-sept ans, est aujourd'hui, à vingt ans à peine, mère de deux petits enfants. Et elle ne cache pas son chagrin de devoir s'en séparer chaque jour pour accomplir dans une fabrique de lingerie sa tâche de piqueuse à la machine.

A Roubaix, une courageuse ouvrière de vingt-trois ans, ne termine qu'à neuf heures du soir sa besogne de peigneuse dans une filature. Jusqu'à son retour tardif à la maison, une belle-sœur veut bien se charger de ses deux petits enfants. Mais son mari, homme de peine, est libre à six heures. Comment échapperait-il à la tentation du cabaret, ce malheureux qu'attend un logis vide et froid?

Il y a vingt-deux ans que cette employée d'une poissonnerie de Marseille s'en va de chez elle à six heures du matin et n'y rentre qu'à six heures du soir. La distance et les nécessités du travail l'obligent à prendre sur le pouce son repas de midi, sur un coin de son étal. Ses enfants se sont élevés tout seuls, fort mal du reste. Elle en a perdu deux en bas âge, et sur les quatre qui lui restent, deux encore sont dans un état de santé

inquiétant. Comment pourrait-il en être autrement pour de pauvres êtres auxquels ont manqué les soins maternels, l'hygiène la plus élémentaire, une surveillance attentive, et qui ont poussé comme des plantes rachitiques au fond d'un petit logement composé d'une cuisine minuscule et d'une seule pièce, auxquelles un mur très proche et très élevé enlève l'air et le soleil ?

A la question que pose la feuille d'enquête : où sont les enfants pendant que les parents travaillent ? la réponse est presque uniforme : dans la rue, — ou bien seuls à la maison. Si la mère veut leur assurer une surveillance, il les faut alors disperser au hasard des parents, des amis ou des œuvres qui les peuvent recueillir. Témoin cette vendeuse d'un magasin de Nancy qui, absente de chez elle de huit heures du matin à six heures du soir, a expédié chez ses parents, à la campagne, les deux aînés de ses enfants. Deux autres passent la journée chez les sœurs de Saint-Vincent de Paul. Une voisine complaisante se charge du dernier, qui est un bébé de quelques mois.

Beaucoup de mères du reste, devant les difficultés d'élever convenablement des enfants qu'elles ne voient guère, préfèrent s'en séparer complètement, au moins tandis qu'ils sont petits, pour les mettre en nourrice. Mais combien il leur en coûte souvent de renoncer si totalement aux joies maternelles auxquelles elles auraient droit ! L'an dernier, au Congrès de l'U. F. C. S., une jeune dactylo est venue dire elle-même la détresse de ces séparations nécessaires. Elle avait dû successivement envoyer ses cinq enfants, très rapprochés, chez une femme de la campagne, qui les élevait du reste avec beaucoup de soin. Mais la mère, absorbée par son travail, ne pouvait guère aller les voir que deux ou trois fois dans l'année. Et les petits ne la reconnaissaient pas ; ils l'appelaient « madame », prodiguant à la nourrice le nom sacré, celui de « maman ».

Sur la mortalité infantile le travail de la mère a de sévères répercussions. Les chiffres sont éloquentes. Les statistiques consultées à la mairie de Lille révèlent que la proportion des enfants morts en bas âge est doublée lorsque la mère exerce un métier. En 1930, le pourcentage des décès est de 0,06 chez les enfants dont les mères n'ont pas de profession ; il s'élève à 0,12 parmi les enfants des femmes qui travaillent.

Les exemples que j'ai cités ici n'ont quelque valeur que

parce qu'ils sont des cas particuliers pris entre mille semblables. Ils ne constituent pas des exceptions. Je n'ai eu recours à ces monographies que pour montrer, sur des êtres bien réels, les conséquences du fléau que nous devons combattre.

#### SOUS LA PRESSION DE LA NÉCESSITÉ

D'où vient donc que la femme abdique aujourd'hui si fréquemment un rôle qu'elle a rempli pendant des siècles avec une souple et merveilleuse intelligence, et qui lui a donné tant de joies profondes?

L'enquête de l'U. F. C. S., qui a mis si vigoureusement en relief les lamentables conséquences de la désertion du foyer par les mères, a jeté aussi une vive lumière sur les causes essentielles de cet abandon.

Des renseignements recueillis en très grand nombre, il résulte que, dans 80 pour 100 des cas observés, les mères qui exercent un métier hors de chez elles, ne le font que poussées par une dure nécessité. Le salaire du mari ne suffisant pas à l'entretien du ménage, elles sont obligées de fournir par leur travail l'appoint nécessaire à l'équilibre du budget.

La question a été très sérieusement étudiée. Nous ne pouvons entrer ici dans des détails qui nous entraîneraient trop loin; nous nous bornerons donc à quelques aperçus suggestifs. Le Secrétariat social du Nord a établi, après une rigoureuse enquête, quelques budgets-types d'ouvriers, fondés sur les salaires moyens de la région. Voici les chiffres qu'a fournis cette étude, mise au point par M. l'abbé Lesage. Dans l'évaluation du salaire que présente ce tableau, sont comprises les allocations servies à l'ouvrier au prorata du nombre de ses enfants.

Salaire moyen du chef de famille	Dépenses de la famille	
Sans enfant. . . . .	9 000	9 396
Avec un enfant . . . .	9 720	9 465 (dans un budget très strict).
Avec un enfant . . . .	9 720	10 530 (dans une autre famille).
Avec deux enfants. . .	10 800	13 846
Avec trois enfants. . .	11 880	12 653 (ménage vivant à la campagne avec jardin et loyer inférieur à 1000 fr., soit économie de 1000 fr. par le jardin, et 1000 fr. environ sur le loyer).

Cette moyenne est à peu près la même dans bien des professions et dans diverses régions de France. Sans doute, il s'agit là de moyennes. C'est dire que nombre de cas particuliers s'en écartent ; et l'on pourra toujours alléguer les hauts salaires de tels ouvriers privilégiés, surtout des spécialistes dont le nombre est limité et la compétence très recherchée. Il reste que, dans la généralité des cas, le père parvient à subvenir seul aux besoins de sa famille, tant que celle-ci ne compte qu'un enfant. Dès la naissance du second, la mère se voit obligée de compléter par son propre travail les ressources devenues insuffisantes du ménage. Et cette nécessité devient plus contraignante encore quand le nombre des enfants s'accroît, alors que les soins qu'ils réclament, et la charge plus lourde des besognes ménagères devraient davantage absorber la mère.

Pour permettre à celle-ci de se consacrer entièrement à son intérieur, comme l'exigerait le bon équilibre de la vie familiale, il faudrait augmenter les ressources moyennes de la famille d'environ 1000 francs au deuxième enfant, 2000 francs au troisième, et ainsi de suite, en réduisant la progression à partir d'un certain chiffre, car il est bien évident que, dans un groupe nombreux, la dépense par tête d'individu est sensiblement inférieure à ce qu'elle serait dans un groupe restreint.

#### LES REMÈDES AU MAL

Mais comment assurer à la famille ce supplément de ressources qui lui permettrait de vivre d'une vie normale, et de garder toute sa cohésion ? Tel est le grave problème qui se pose, et dont les difficultés économiques actuelles ne facilitent guère la solution.

Il ne saurait être question, dans la crise que nous traversons, d'élever le salaire des ouvriers, ni de faire peser sur l'industrie, sous une forme ou sous une autre, des charges nouvelles, que, le plus souvent, elle serait incapable de supporter. On ne peut non plus demander aux finances publiques un effort supplémentaire au moins important, en un temps où une sévère compression des dépenses s'impose.

Mais alors, n'y a-t-il donc aucun remède à la détresse de ces

foyers ouvriers qu'une dure contrainte force tant de mères à désertier? Faudra-t-il nous contenter de déplorer un état de choses auquel on ne peut rien changer?

Supprimer radicalement le mal paraît certes impossible dans les temps troublés que nous traversons. Et surtout, le remède brutal que certains préconisent, qui consisterait à interdire légalement le travail des mères, risquerait d'être plus dangereux encore que le désordre qu'il prétend corriger. Une telle mesure, si elle n'était accompagnée de compensations pécuniaires lourdes au budget national, plongerait dans la misère un grand nombre de familles qui se verraient tout à coup privées d'une part indispensable de leurs ressources.

Il semble cependant qu'une sérieuse amélioration pourrait être obtenue sans augmenter les charges ni des finances publiques, ni des entreprises privées, simplement par une répartition différente et un plus judicieux emploi des sommes déjà affectées à l'aide aux familles ouvrières.

Les allocations familiales, rendues obligatoires par la loi de 1931, apportent un secours précieux aux ménages ouvriers chargés d'enfants. Nous venons de voir qu'elles ne suffisent pas cependant à corriger l'insuffisance du salaire paternel, quand la famille compte au moins deux enfants. Mais quand le père et la mère travaillent tous deux, le double salaire qui rentre à la maison enlève à l'allocation familiale son caractère de pressante nécessité. Ne pourrait-on, dans ces cas, diminuer le taux de l'allocation, — le texte de la loi ne permet pas de la supprimer complètement, — et, avec les économies ainsi réalisées, majorer au contraire les versements faits aux travailleurs dont la femme se consacre à son intérieur?

Ce n'est pas là une simple suggestion. Des expériences ont été faites déjà en ce sens, et elles ont donné d'excellents résultats.

Depuis octobre 1931, les établissements Leclerc-Dupire, à Wattrelos (Nord), distribuent des allocations selon deux barèmes distincts pour les cas où le père seul, ou bien le père et la mère sont salariés.

La caisse de compensation *La Famille*, de Roubaix-Tourcoing, qui groupe des chefs d'industrie animés d'un généreux

et très large esprit social, a adopté la même mesure. Voici, à titre documentaire, le double barème qu'elle applique :

Les parents travaillent tous deux			Le père travaille seul		
1 enfant . . . .	4 fr.	par jour	1 fr.	par jour	
2 — . . . .	2	—	4	—	
3 — . . . .	4	—	9	—	
4 — . . . .	7	—	13	—	
5 — . . . .	10	—	17	—	
6 — . . . .	13	—	21	—	
7 — . . . .	16	—	25	—	

Au-dessus de sept enfants, l'allocation est augmentée de 3 francs par enfant quand les parents travaillent tous deux, de 4 francs quand la mère se consacre à sa famille.

La *Caisse familiale* de Roanne applique le même principe, avec des modalités un peu différentes. Et nous pourrions citer encore, si une surcharge de documents ne risquait d'alourdir cette étude, plusieurs industriels qui s'en inspirent dans la répartition des allocations familiales parmi leur personnel.

Pour permettre la généralisation d'une mesure qui apparaît au moins opportune, l'*Union féminine civique et sociale* a fait agréer l'an dernier par le ministre du Travail un texte, qui sera inséré dans le règlement d'administration publique concernant l'application de la loi sur les allocations familiales, et d'après lequel les caisses auront toute liberté d'effectuer une réduction sur les allocations servies aux familles où la mère travaille au dehors, — cela au profit des familles où la mère reste chez elle.

Nous objectera-t-on que de telles mesures sont inefficaces? Que les femmes ne désirent nullement rester chez elles? Que d'ailleurs un supplément d'allocation n'atteindra jamais le taux des salaires qu'elles sont accoutumées à gagner?

Les faits répondront à toutes ces objections.

Sans doute, il est des femmes qui sont heureuses d'exercer un métier dont les exigences les tiennent éloignées du foyer qu'elles devraient garder. Parfois, elles ont choisi délibérément cette vie de travail extérieur, pour échapper aux besognes ménagères dont il leur est loisible de se décharger, séduites aussi par l'animation de l'atelier, les distractions de la cama-

raderie et du bavardage, — plus souvent poussées par un goût très vif de l'indépendance.

L'enquête de l'U. F. C. S. permet d'évaluer à 20 pour 100 des mères interrogées la proportion de ces ouvrières satisfaites de leur sort.

Mais, cette minorité mise à part, elles sont légion les femmes impatientes de secouer le joug du travail professionnel pour se donner corps et âme aux enfants qu'elles quittent chaque jour avec un brisement de tout leur être. Et, quand les conditions d'existence l'y autorisent, l'expérience prouve que, dans la majorité des cas, la femme choisit de se consacrer à son intérieur. Les frères Michelin l'ont constaté dès qu'ils ont élevé, pour les mères d'au moins trois enfants, le taux des allocations. Le même témoignage est apporté par l'Association familiale lyonnaise de la Teinture, de l'Impression et de l'Apprêt. Enfin, dans les industries du Nord où les allocations sont importantes, il est très fréquent de voir les ouvrières quitter définitivement leur poste à la naissance du troisième enfant. C'est ainsi que, dans le textile du Nord, 56 pour 100 des mères contrôlées par les Caisses de compensation n'exercent aucune profession.

Combien encourageante est alors la constatation, qu'on peut faire très vite, des heureuses conséquences du retour de la mère au foyer! La mortalité infantile diminue : de 9,5 pour 100 qui est la proportion pour l'ensemble du pays, elle tombe à 7,9 pour 100 dans le département des caisses. La mort-natalité passe de 3,75 pour 100 à 1,95 pour 100. La natalité enfin s'élève dans la proportion considérable de 63 pour 100.

Mais cette nouvelle formule de répartition des allocations familiales n'est pas l'unique moyen de favoriser le retour de la mère à son intérieur. Il en est d'autres qui, sans prétendre davantage à écarter toutes les mères du travail salarié, permettraient cependant à un nombre croissant d'entre elles de rentrer à leur foyer, grâce à un léger supplément de ressources qui viendrait améliorer l'équilibre du budget familial. Et il y a aussi des mesures à prendre pour empêcher tout au moins que les mères restées au foyer ne se trouvent désavantagées par rapport à celles qui l'ont quitté.

Sur ces divers chapitres, il ne nous est guère possible

d'entrer dans le détail des faits et des projets. Nous nous bornerons à quelques indications sommaires.

Il semble légitime, par exemple, d'accorder aux femmes de salariées qui n'exercent pas elles-mêmes un métier, les primes d'allaitement et les bons de lait dont la loi des Assurances sociales fait profiter seules jusqu'ici les femmes salariées. Et il y aurait un grand intérêt, dans le cadre encore de la loi des Assurances sociales, à ne pas fermer toute perspective de retraite aux ouvrières que la maternité a définitivement écartées du travail.

On a demandé aussi, à juste titre, le droit de priorité au réembauchage pour les mères qui, absorbées par le soin de leurs jeunes enfants, avaient quitté le travail, et voudraient le reprendre par la suite. La crainte de ne pouvoir retrouver plus tard un emploi, qui peut leur être nécessaire, maintient en effet à leur poste de travail nombre de jeunes femmes qui pourraient et voudraient se consacrer toutes à leurs enfants. Ce droit de priorité, certains établissements, comme la Banque d'Algérie, l'ont accordé déjà. Et M. Autrand, député du Cher, en a, au cours de la précédente législature, réclamé à plusieurs reprises l'application dans les administrations de l'État.

#### TRAVAIL A DOMICILE, TRAVAIL A MI-TEMPS

Si appréciables que puissent être les résultats de ces mesures, il est dans leur nature de rester partielles. Tant que nous devons nous en tenir à ces moyens de fortune, il y aura donc encore de nombreuses femmes que la nécessité obligera à gagner leur vie, bien qu'un foyer peuplé d'enfants réclame leurs soins et leur attentive tendresse. Et, pour celles-là, une question se pose : est-il possible de modifier au moins les conditions de leur travail, pour qu'il porte moins cruellement atteinte à la vie de famille ?

L'idéal serait que la mère pût accomplir à la maison sa tâche rémunérée. Dans la pratique, malheureusement, le travail à domicile se montre d'un rendement très insuffisant, et les efforts qu'on a faits pour en améliorer les conditions n'ont jusqu'ici guère été couronnés de succès. Il reste peu rémunérateur, soit que l'employeur exploite l'ouvrière, — soit, bien plus souvent, que celle-ci, mal outillée, peu organisée, dépense

pour produire le même résultat bien plus de temps et de peine qu'une ouvrière d'usine.

Une intéressante formule du travail à domicile, — peut-être est-ce celle de l'avenir, — est cet essai de décentralisation de l'usine qui a été expérimenté dans certaines régions de France, notamment dans l'Aube, où une importante affaire de bonneterie, qui a son centre dans un petit village de sept cents habitants, distribue ses métiers parmi les maisonnettes d'ouvriers à trente kilomètres à la ronde, et récolte périodiquement les produits manufacturés dans ces petits ateliers familiaux. Chacune de ces laborieuses cellules occupe une famille: le père, la mère, les grands enfants, que les obligations du travail ne séparent plus. N'est-ce pas là une résurrection, sous une forme adaptée à la vie moderne, de l'artisanat de la vieille France?

Sans doute, ce resserrement du groupe autour d'une tâche commune maintient l'intimité du foyer; aussi, malgré les quelques inconvénients qu'elle présente, dont le plus grave est le danger de surmenage des enfants, il est incontestable que cette forme sporadique du travail industriel est à encourager dans toute la mesure du possible. Mais ce possible reste très limité. Peu d'industries en effet supportent cette désarticulation de leurs services, qui risque en outre d'augmenter les frais généraux, de diminuer le rendement, et de gêner la surveillance.

D'une application bien plus large apparaît une mesure qu'on a déjà souvent préconisée, mais qui, pour des raisons mal définies, rencontre beaucoup de répugnance dans les milieux industriels. Je veux parler de l'organisation du travail à demi-temps pour les mères de famille. Très souvent en effet, un demi-salaire assuré à la mère suffit à équilibrer le budget du ménage; et quelques heures de présence au bureau ou à l'usine lui laissent le loisir encore de s'adonner sans trop de hâte aux multiples occupations qui lui incombent à la maison.

Il semblerait facile, au premier abord, de diviser entre deux équipes certains travaux qui ne nécessitent pas une absolue continuité; le rendement pourrait même être meilleur, lorsque ces travaux exigent un effort soutenu d'attention. Pourquoi les hommes d'affaires témoignent-ils de tant de

défiance vis-à-vis d'une mesure dont l'application serait un bienfait pour la famille ouvrière ? Sur soixante-six réponses obtenues par une enquête de la Confédération française des professions, cinquante-deux sont nettement hostiles à l'organisation du travail à demi-temps. Cinq seulement des industriels interrogés par ce groupement patronal catholique s'en déclarent les partisans, et l'ont eux-mêmes expérimenté.

Les essais qui ont été faits en ce sens, notamment dans les maisons de passementerie, de lingerie, et dans quelques bureaux, sont cependant encourageants. Plusieurs maisons de confection de Lille, des magasins de nouveautés de Nantes se sont ralliés, pour une partie au moins de leur personnel, à cette formule de division du travail. Et la Chambre des métiers de Bordeaux a créé dernièrement un bureau spécial qui distribue des postes à mi-temps aux femmes mariées, en donnant la préférence aux mères de famille.

Il y a là une intelligente et heureuse initiative, qui mériterait, nous semble-t-il, d'être suivie par beaucoup d'autres.

#### L'ENSEIGNEMENT MÉNAGER

Reste un grave problème. Nous avons vu que, dans bien des cas, une légère augmentation de ressources, obtenue par des procédés divers et d'inégale facilité d'application, permettrait à la femme de renoncer au travail salarié, et d'équilibrer son budget grâce à de sérieuses économies. Mais, ces économies, les mères que nous voudrions ramener chez elles en savent-elles le secret ? Possèdent-elles les solides connaissances ménagères qui, avec le goût très vif de leur intérieur, et des trésors de dévouement, ont fait de leurs aïeules les véritables artisanes de la famille française ?

Pour un très grand nombre, hélas ! la réponse est négative. Que de jeunes filles, absorbées dès leur sortie de l'école par l'apprentissage, puis le travail professionnel, n'ont jamais pris le temps de s'initier aux mille besognes du foyer !

Pour tirer parti au maximum de ressources limitées, pour éviter le gaspillage qui alourdit bien inutilement le budget des ménagères inexpérimentées, et contribue à entretenir en elles le désir et le besoin d'un gain personnel, il faut que les femmes d'aujourd'hui recouvrent un peu des trésors d'ingéniosité, de

savoir faire, d'inaltérable patience, dont ces discrètes gardiennes du foyer que furent leurs grand mères ont donné l'inoubliable exemple.

Mais comment renouer les traditions? Comment rendre aux jeunes générations féminines ce goût de l'intérieur qu'elles ont si souvent perdu, et une compétence ménagère dont l'éducation familiale leur donne à peine les éléments?

La question est d'importance. On peut dire sans exagération que la formation ménagère de la femme est un des facteurs essentiels du retour de la mère au foyer.

Aussi, d'excellents esprits s'en sont-ils préoccupés et déjà on compte de nombreuses et très belles réalisations. Des écoles ménagères se sont ouvertes un peu partout, ces dernières années. Certaines préparent les jeunes filles aux seuls travaux de leur intérieur. D'autres, spécialement destinées aux jeunes campagnardes, leur distribuent en même temps un enseignement agricole dont nous ne saurions trop louer les bienfaits pratiques et la valeur de rattachement à la terre. Ainsi font la Maison familiale Jeanne d'Arc, à Renfeld, en Alsace, de création toute récente encore; et l'École ménagère, si intelligemment organisée, de l'Abbaye d'Anchin, près de Douai, qui, outre ses cours normaux, forme dans des sessions intensives d'été des maîtresses venues des divers pensionnats de la région, qui dispenseront ensuite à leurs élèves d'excellents conseils d'ordre pratique.

A Paris, l'École de haut enseignement ménager, fondé sous les auspices de l'Enseignement technique, donne à ses cours un caractère scientifique et rationalisé qui tend à relever aux yeux des jeunes le prestige des fonctions ménagères, et en facilite singulièrement l'exercice, grâce à l'emploi des appareils les plus modernes, qui économisent le temps et la peine.

L'instruction que donnent ces établissements fixés dans des centres d'importance variable, dont le rayonnement, assez large, est cependant limité, d'autres organismes, plus souples, se chargent de le répandre à travers toutes nos provinces et jusque dans les plus reculées de nos campagnes. Des écoles ambulantes, pourvues du matériel volant nécessaire aux démonstrations, se transportent de ville en ville, de village en village : écoles officielles dépendant du ministère de l'Agriculture et dont les professeurs sortent de Coëtlogon-Rennes;

groupes enseignants constitués par des œuvres et que sou-  
tiennent souvent les syndicats agricoles... Et, dans des locaux  
de fortune, des sessions de trois à six semaines s'organisent,  
d'où sortent, après un bain de fiévreuse activité, souvent de  
haute spiritualité, de jeunes ménagères déjà fournies d'un  
bagage appréciable de connaissances pratiques et toutes pleines  
de bonne volonté.

Jusque dans l'usine même, on cherche à stimuler chez les  
jeunes ouvrières le goût de l'intérieur et des travaux ménagers.  
A cela s'emploient, dans le cadre de l'enseignement technique  
qu'impose la loi Astier, certains groupements, comme l'Asso-  
ciation féminine pour l'étude et l'action sociales, qu'anime un  
si large esprit familial. Il est à souhaiter que des mesures  
maladroitement étatistes, dont la menace se fait sentir, ne  
viennent pas bientôt gêner la bienfaisante activité de ces  
groupements.

\*  
\* \*

Après avoir fait un tableau aussi exact que possible des  
ravages qu'exerce au foyer le travail salarié de la mère, nous  
avons envisagé tous les moyens actuellement praticables de la  
ramener chez elle. De ces moyens, il n'en est malheureusement  
aucun dont l'efficacité soit complète. Tout ce qu'on peut dire,  
c'est que leur application d'ensemble améliorerait notablement  
la situation présente, en libérant de l'obligation du travail au  
dehors un nombre croissant de mères de famille.

Mais, pour atteindre pleinement notre but, pour supprimer  
définitivement de notre société ce fléau qu'est le travail de  
la mère au dehors, il faudrait autre chose que des mesures  
fragmentaires, qui n'apportent qu'un correctif matériel à un  
mal dont la racine est d'ordre spirituel. C'est dans les âmes  
d'abord que doit s'opérer le bouleversement dont nous saisirons  
ensuite les répercussions sur le plan social. Le monde moderne  
n'accepterait pas un équilibre économique fondé sur la dislo-  
cation des familles, s'il comprenait le sens vrai du groupement  
familial. Cette claire compréhension des destinées de la  
famille, de l'idée qui la fonde et qui lui donne son caractère  
sacré, les errements d'une civilisation toute matérialiste l'ont  
obscurcie chez beaucoup de nos contemporains. Toutes les  
atteintes portées à la famille, tant par notre législation que par

le relâchement des mœurs et les conditions du travail, procèdent de la même erreur initiale, qui est une absolue incompréhension de son être spirituel.

Contre cette erreur, avons-nous des armes? Peut-on espérer rendre à notre société ce sens des réalités supérieures qui lui ferait comprendre tout à coup le danger de la désagrégation familiale, et s'imposer spontanément les sacrifices nécessaires pour maintenir l'intégrité du foyer, et y réintroduire la mère à sa vraie place?

Peut-être ne sommes-nous pas aussi loin que d'aucuns le prétendent de cette conversion des esprits. Les forces morales se vengent, lorsqu'on les a longtemps méconnues. La crise dans laquelle se débat le monde entier, et qui n'est pas seulement une crise économique, a d'autres causes qu'un excès de production et une rationalisation exagérée de l'industrie. Ne nous apparaît-elle pas plutôt comme la faillite d'un système de vie et de pensée fondé tout entier sur des préoccupations individualistes et temporelles? L'homme ne vit pas seulement de pain; lorsqu'on le prive de l'aliment spirituel nécessaire à sa subsistance, l'équilibre individuel et l'équilibre social s'effondrent. Dans le désordre actuel, où tant de souffrance crie vers le ciel, peu à peu se fait jour la nécessité d'une loi qu'imposerait aux volontés humaines une autorité transcendante, seule capable d'établir solidement la discipline morale et les liens de charité qui font un ordre social cohérent et durable.

N'est-ce pas de l'universelle détresse que sortira, appelé par toutes les bonnes volontés, voulu par tant de forces ardentes qu'oppriment les contraintes matérielles, et qui cependant ont foi dans l'avenir, le règne sauveur de l'Esprit?

YVONNE PAGNIEZ.

---

# POÉSIES

---

## *PRINTEMPS*

### BRISE NOCTURNE

Un long frémissement traverse le silence ;  
La terre, en son sommeil, le devine et commence  
A s'agiter dans l'ombre en rêvant à mi-voix.  
Des coteaux sur lesquels, immobiles, les bois  
Dressaient vers le ciel noir leur cime encor plus noire,  
Des soupirs chuchotants et des frissons de moire,  
Un léger entrechoc d'herbes et de rameaux,  
D'où semblent s'échapper, parfois, de vagues mots ;  
Des glissements muets et des fuites furtives,  
Une présence éparse aux faces attentives,  
Partent, couvrent la plaine, et, crispant les buissons,  
Boursoufflant les ruisseaux, gagnent les horizons.

Déjà chaude, inquiète et brûlante à la lèvre,  
La brise d'équinoxe agite l'ombre en fièvre ;  
Sous sa fraîcheur trompeuse il glisse un feu secret ;  
Elle a l'air, en passant, de roussir la forêt,  
Sur l'herbe hérissée allume des lumières  
Et, sous de brefs éclairs, pousse l'eau des rivières.  
Dans l'ombre qui refoule à peine ses rayons,  
Du silence elle arrache un à un les bâillons ;

Et sous le vaste ciel renversé comme une urne,  
L'éveil miraculeux de la brise nocturne,  
Les parfums qu'elle mêle à la tiédeur de l'air,  
Son contact moite et doux comme un contact de chair,  
Les mille doigts errants, les mille lèvres pures  
Dont elle effleurera les frondaisons futures,  
Ce magnifique espoir du Printemps est moins beau  
Que l'amour qui m'apporte avec lui son flambeau!...

## PRINTEMPS DANS LA RUE

Comme ce ciel est beau qui roule son azur  
En fleuve au-dessus de la rue,  
Si beau qu'on croit, sur son flot pur,  
Voir la barque du Christ dans sa gloire apparue!

En face, un marronnier qui surplombe un toit gris  
Semble brasiller dans l'aurore.  
Comme un arbre prend donc d'importance à Paris  
Parmi de vieux murs qu'il décore!

Celui-ci flambe dans les feux de l'Orient,  
Vibre et crépite sur la pierre,  
Puis, un à un, laisse, en riant,  
Ses bourgeons éclater dans un flot de lumière.

Des cris d'enfants fondus avec des chants d'oiseaux  
Ont des notes si cristallines,  
Qu'ils évoquent le bruit presque froid des ruisseaux  
Qui dégringolent des collines.

Cette fraîcheur des sons dans la fraîcheur de l'air  
Et ces fluidités soudaines  
D'eau courante sur notre chair  
Nous font, partout, chercher dans le ciel des fontaines.

Tous ces gens qui s'en vont, ce matin comme hier,  
 A leur même besogne obscure,  
 Ont le pas plus dansant et le regard plus fier  
 De ceux qui tentent l'aventure.

Pour qu'un terne décor qu'ils ne savaient pas voir  
 S'épure et se métamorphose,  
 Il a suffi que, du trottoir,  
 Ils relèvent leurs yeux vers ce ciel d'un bleu-rose,

Et tendent, comme un vase, aux fontaines du jour  
 Leur âme altérée et ravie,  
 Pour qu'y tombent à flots l'espérance et l'amour  
 Qui sont les sources de la vie

#### LES CYGNES DU BOIS DE BOULOGNE

L'âme de Pan émeut la brise printanière ;  
 Comme un souffle d'amour, elle trouble les sens  
 Et fait pencher les fronts des arbres verdissants  
 Vers le lac qui leur tend sa coupe de lumière.

Des cygnes onduleux glissent sur l'eau légère,  
 Allongeant ou courbant leurs cols éblouissants ;  
 Et, des bords de la Fable, au fil rythmé des ans,  
 Ils reviennent vers nous, messagers d'un mystère...

A cette heure où le Bois est désert, on dirait  
 Qu'exaltés par l'ardeur de cet Hôte secret  
 Caché sous leurs beaux flancs que sa lumière inonde,

Dociles au désir qui, jadis, les guida,  
 Ils nous rendent soudain, en voguant vers Lédà,  
 La présence des Dieux et le printemps du monde...

#### FÉERIE DU COUCHANT

Terne, sous son réseau de pluie,  
 Tout le jour, la ville s'ennuie,  
 Et d'une main dolente essuie  
 Son gris visage ruisselant.

— Mais le soir la métamorphose ;  
Soudain rose sous un ciel rose,  
Elle entre dans l'apothéose  
Et l'ardeur du soleil couchant.

La lumière, en ondes étales,  
Coule sur ses murs et ses dalles ;  
Et l'on dirait que des pétales  
Sont effeuillés dans l'air léger,  
Quand des oiseaux dont l'aile s'ouvre,  
Quittant leur nid au cœur d'un rouvre,  
Sur Notre-Dame et sur le Louvre  
Laissent leurs essaims voltiger.

De fines poudres irisées,  
Morceaux de paillettes brisées,  
Flottent sur les Champs-Élysées  
Comme un nimbe qui vit et luit ;  
Tandis que le soleil commence,  
Sanglant, à descendre en silence  
Dans le cintre de l'Arc immense  
Qui semble exprès dressé pour lui.

Alors ses obliques féeries  
Font, de l'Étoile aux Tuileries,  
Rouler des flots de pierreries  
Et de rêves dans l'air épars,  
Pour composer un paysage,  
Si lyrique et pourtant si sage  
Qu'il dut fondre pour son usage  
La nature avec tous les arts.

#### CARPE DIEM...

Puisque le soleil rit dans un azur sans brume  
Et de sa joie éparse éclaire l'horizon ;  
Puisque le toit d'ardoise ou de tuile qui fume  
A l'air d'offrir aux cieux l'âme de sa maison ;

Que les arbres, déjà gonflés d'une verdure  
Qui semble éclore avec cette aurore d'Avril,  
Ne se rappellent plus qu'hier la bise dure  
Sur leurs rameaux frileux soufflait comme un péril;

Que le jardin est neuf grâce à ses fleurs nouvelles,  
Que l'eau de la rivière en découvre le cours,  
Et que, sans souvenir des anciennes javelles,  
La terre au blé futur réserve ses labours;

Je n'évoquerai rien du passé qui m'enserre,  
Je n'en revivrai pas l'ivresse ni l'ennui;  
Mais, en voyant s'ouvrir cette humble primevère  
Je veux me croire né comme elle d'aujourd'hui.

Car d'avoir trop vécu de regrets et de rêve  
Ne fait plus désirer à l'homme sans espoir,  
Que d'admirer un champ sur qui le jour se lève  
Et d'y cueillir des fleurs mortes avant le soir...

ANDRÉ DELACOUR.

---

# AUX SAINTES-MARIES

## DE LA MER

### VEILLE DE FÊTE

Sur la Camargue, en cette chaude fin de mai, passent d'étonnantes odeurs qui rappellent celles du maquis corse. Non, depuis Ziccavo, depuis les environs désolés de Sartène, je n'avais pas trouvé, à l'air respiré, ce goût aromatique et pur en même temps, ce goût fort, ce goût libre. Certes, il est difficile d'imaginer deux pays qui soient plus parfaitement opposés l'un à l'autre. Mais, grise comme ses moutons qu'on ne peut distinguer des touffes rondes et grasses parmi lesquelles ils broutent, trouée de bleu violent par toute l'eau qui la mange, l'île, plus plate que la mer, a cependant avec l'île montagneuse ceci de pareil que certaines de ses régions restent ce qu'elles durent être aux premiers temps du monde; sans maisons, sans cultures. La terre, les plantes, l'eau s'arrangent comme il leur plaît. Et rien de ce qui est organisé par les hommes ne vaudra ce que vaut cet enchantement inhumain.

... Il n'en est que plus pénible d'apercevoir tout à coup, sur le mince horizon, alors qu'on s'imaginait glisser insensiblement de la plaine à la mer vers je ne sais quel infini, les quatre pylones de T. S. F. qui déshonorent l'approche des Saintes-Maries et ce champignonnant réservoir d'eau douce! et ces toits de villas, trop rouges et trop neufs! Hélas! il n'est point de solitude où la vie moderne ne s'acharne à traquer la beauté. Hâtons-nous de saisir celle qui demeure ici. Ne regardons que l'église, dressant sa haute proue au-dessus des étroites rues blanches et le grand marais qui recommence tout de suite après les maisons, à droite, à gauche, partout, — qui croit, qui

ronge, qui sape, — et qui aura un jour le dernier mot.

La fête commence demain, et c'est demain seulement qu'arriveront les pèlerins. Mais les gitans, eux, les caraques — qu'il faut bien se garder, pour ne pas les offenser, d'appeler les bohémiens, sont arrivés déjà, — d'au delà d'Avignon, d'au delà de Marseille, des Pyrénées, d'Espagne. Dans le grand terrain vague qui leur est réservé, et le long de l'avenue bordée de tamaris, ils ont dressé déjà leur étrange village fait de grandes roulottes peintes, et de pauvres roulottes à deux roues, d'autres démantibulées et de conduites intérieures dont Paris ne sourirait pas. Des chevaux paissent la poussière. De belles filles aux pieds nus, de vastes matrones, préparent le repas du soir. Sans eux, — et sans le prix exorbitant qu'on me demande pour une chambre meublée de deux chaises et d'un lit, — qui pourrait croire que les fêtes sont si proches? La tranquille bourgade a son air de toujours. Les hommes jouent aux boules. L'église est sombre et vide. Mais il y a ces maigres femmes dansantes qui déjà se faufilent dans toutes les boutiques, ces nonchalants garçons, aux yeux d'ambre et de feu, qui ne parlent qu'entre eux. Il y a, quand la nuit vient, les aboiements de chiens qui font hurler ceux d'ici.

Le campement, quand je retourne de ce côté, s'organise pour dormir. Toute une literie, recouverte de percale à fleurs, est tirée des roulottes. Entre une vieille chaise et un arbre, entre les brancards de deux voitures, des toiles sont tendues et là-dessus des draps qui paraissent blancs parce qu'on n'y voit plus très bien.

Par ses trois clochetons ajourés, qui percent les premières étoiles, la grande église regarde.

#### LES SAINTES

Marie Salomé, mère des fils de Zébédée, Marie Jacobé, mère de Jacques et de Joseph, — et Sara, leur servante. Tout le monde la connaît, la merveilleuse histoire de cette barque où les Juifs jetèrent, sans voiles, sans avirons, sans vivres, les deux Marie coupables d'avoir trop aimé Jésus, et l'on connaît aussi l'histoire du manteau tendu par l'une d'elles, pour qu'y marchât la servante, oubliée sur la rive et qui voulait les rejoindre. La barque échoue en Provence. Les naufragés

évangélisent le pays. Elles y vivent. Elles y meurent. — Quand on remonte à l'origine des pèlerinages célèbres, il est surtout bien difficile de démêler l'histoire de la légende. Elles croissent, enchevêtrées comme ces racines qui envahissent les vieux murs et les soutiennent aussi fortement que la pierre et le ciment. Mais ici la légende ne touche pas à la vérité : elle court à côté d'elle, humblement, et ne trouble que ceux qui veulent bien y prendre garde. Elle est une autre histoire...

Aucun doute en effet sur l'arrivée en Provence, par la grande route marine, de Marie Salomé, et de Marie Jacobé; aucun doute sur leur mission évangélisatrice, sur l'authenticité des ossements que depuis quatorze cents ans on disait être là, sous l'église, et que mirent effectivement à jour, en 1448, les fouilles ordonnées par le roi René. La multiplicité des preuves, l'abondance des documents ne peuvent être ici que mentionnés. Mais tous ces documents sont également muets, en ce qui concerne la troisième sainte, Sara. Le procès-verbal de la levée des reliques par Pierre, cardinal de Foix, ne dit pas que les ossements trouvés près de ceux des deux Marie soient les siens. L'Église refuse même de la reconnaître. Et comme la plupart des études, au sujet des saintes, ont été et sont faites par de savants ecclésiastiques, l'ombre, où volontairement est laissée Sara, ne fait que s'épaissir.

Quelle prêtresse, — et de quel culte? — quelle reine fut cette Sara que nous appelons la servante? Le problème qui se pose est des plus curieux, car il touche à celui des origines, obscures autant qu'elle-même, de la race gitane.

Bien séduisante, quoique, — ou plutôt parce que, — toute pleine de rêve, est la théorie du marquis Falco de Baroncelli. L'auteur du savoureux, de l'exquis *Blad de Luno* (1) est un lettré et un érudit. Selon lui, les gitans descendraient des anciens Atlantes et auraient ici précédé les plus lointaines des civilisations connues. Les Gypsies d'Égypte, les Indiens du Mexique seraient leurs frères qu'éparpilla le brisement du monde. Et Sara? Mais n'a-t-il pas toujours été dit qu'à la place de l'église existait autrefois un temple païen? Sara, descendante dorée de la race autochtone, pouvait en être la prêtresse. Elle accueille les étrangères qu'apporte la tempête, les secourt, puis se laisse convertir par elle.

(1) Blé de lune.

## LA DESCENTE DES CHASSES

Les fêtes commencent le 24 par une messe solennelle à dix heures du matin. Quelle transformation, quel miracle s'est produit pendant la nuit ? Drapée de calicots éclatants, vingt, trente baraques ont surgi autour de l'église ; et toutes les gitanes qui passent sont débarbouillées, bien coiffées, en corsage de soie rose-bonbon ou vert-pomme. Déjà, dans les rues étroites comblées d'une foule qui s'écrase contre la chaux blanche des murs, on voit bien que le pays tout entier, d'Avignon à Marseille, de Montpellier, d'Aigues-Mortes à Port-Saint-Louis du Rhône, s'est donné rendez-vous.

Cette foule matinale qui ne cesse d'augmenter, l'église a déjà du mal à la contenir, et il lui faudra bien la laisser déborder sur la petite place, pendant les vêpres de quatre heures, à l'instant, attendu dans une sorte de délire, de la descente des chasses. Église forteresse, église rude, église nue, qui fut trop souvent décrite pour que j'y revienne ici, mais dont la nudité justement, l'absence de tableaux, de sculptures, d'ornements sont plus émouvantes encore quand sur les humbles bancs, dans les pauvres tribunes de bois, une telle multitude de visages, extasiés déjà, se tendent, se renversent vers la trappe, tout là-haut, au-dessus du chœur, qui commence à grincer.

Sous les voûtes, sur la place, à pleine voix, deux mille pèlerins entonnent les cantiques provençaux. Au centre de la nef, le puits dont l'eau fut douce et abreuva les saintes, est surmonté d'un fer, en forme de crosse qu'un invisible Bon Pasteur a l'air de dresser. Des coiffes arlésiennes dominent le flot multicolore des bérets et des petits chapeaux collés sur l'oreille. Autour de la table ancienne et massive qui va recevoir les chasses, les gitans se pressent, et leurs cierges, liés par des ficelles aux balustres qui surmontent l'escalier de la crypte, font étinceler de longues boucles d'oreilles, des accroche-cœurs de jais plaqués sur des fronts bruns, des yeux qui se dilatent et implorent sauvagement.

Là-haut, le grincement s'accroît, la trappe se soulève, la double chasse peinte apparaît enfin, et, poussée vers le vide, commence doucement à descendre. Alors, une clameur qui ne

cessera plus d'alterner avec les couplets de l'autrefois retentit, une clameur qu'à deux cents mètres de là, la mer doit entendre. « Vive les Saintes-Maries ! » A mesure que les chasses descendent et que s'allongent les deux grosses cordes qui les soutiennent, des hommes qui sont là-haut, au bord de la trappe, lient prestement à ces cordes de gros bouquets de fleurs fraîches. Mais une autre étrange floraison va jaillir de la foule, des bras, des mains, dressés, tendus éperdument vers cette masse qui descend, se balance, tourne un peu. Au premier qui touchera les chasses, la grâce qu'il demande doit être accordée... Soulevé sur de charitables épaules, un hystérique garçon sanglote, se contorsionne. Et, bousculant tout le monde, un sombre gitan, les yeux remplis de larmes, allonge à bout de bras son enfant malade dont ballotte et retombe la tête épuisée.

A l'instant où les chasses vont enfin se poser, l'effeuillement d'un bouquet provoque une scène inouïe. Pour recueillir ces pétales, les filles aux accroche-cœur arrachent les chapeaux, les casquettes des hommes qui sont près d'elles. Et de trop agiles garçons commençaient déjà de grimper aux cordes pour enlever les bouquets les plus proches. Enfin les prêtres parviennent à rétablir l'ordre. Le défilé s'organise. Chacun de ceux qui sont là veut approcher les chasses, les toucher, les embrasser, ajouter son cierge à ceux, innombrables, plantés tout de gingois sur les herbes de fer qui déjà fondent à grosses gouttes les uns contre les autres.

Des heures passeront avant que se soit écoulée cette foule imposante. Mais quelques-uns de ceux qui sortent, reviennent aussitôt par une autre porte. On ne veut pas quitter les saintes qui sont là, avec nous, pour si peu de temps. Autour d'elles comme autour d'un mort bien-aimé, la veillée s'organise : des Arlésiennes hiératiques, dont le châle noir prolonge la mince silhouette, des hommes francs, des femmes tristes, des jeunes filles rayonnantes déjà parce qu'elles sont sûres d'être exaucées. A tout instant, familiers, respectueux, les gitans s'approchent. De lourdes mères, tête nue, dont étincellent les grands peignes, portent serrés dans des châles leurs bébés, aux larges yeux, émouvants de sagesse et de résignation. Les hommes, le traditionnel mouchoir blanc roulé autour du cou, regardent et soulèvent le bras d'argent, cravaté de satin

rouge, avec lequel demain on bénira la mer. Contre la chasse où la Barque miraculeuse est peinte au milieu de grosses vagues, ils appuient leur front, longuement, et puis cherchant ce qu'ils pourraient bien faire, ou plutôt faire de bien, ils rallument l'un après l'autre les cierges que tant d'allées et venues, tant de vent, passant par les portes, ont éteints, et les remettent soigneusement à leur place sur la herse de fer.

## DANS LA CRYPTÉ

Tout de même ils sont ici un peu moins chez eux qu'auprès de leur sainte, méconnue par les « gajots ». Marie Jacobé, Marie Salomé et Sara leur servante qui fut peut-être une reine... Celle-ci est dans la crypte, si basse qu'on en touche la voûte de la main, humide, obscure, misérable. Touristes et pèlerins ne passent là qu'un moment, le temps de regarder avec curiosité l'assez moderne statue, qui est debout dans un coin à droite de l'autel, drapée d'oripeaux, couronnée de roses blanches. Une bohémienne vient religieusement de lui poser sur la tête une sorte de petit napperon bordé de fausse guipure. Des photographies sont épinglées à ses hardes. Près d'elle une corde tendue supporte une quantité innombrable de mouchoirs, posés là comme une lessive qui sèche.

Les reliques sont de l'autre côté de l'autel, dans une pauvre petite chasse posée sur le fameux cippe en qui certains veulent voir un taurobole, et que les pèlerins, dès 1637, avaient tellement « égratigné pour en prendre de la poudre » qu'aucune inscription, même à ce moment-là, n'y était plus visible.

Dans la pénombre où flotte, mêlé à l'odeur des cierges, simplement collés par terre, au ras de la voûte, un singulier parfum de musc et de jasmin, les gitans ne cessent d'aller de la statue aux reliques. Les femmes caressent le petit corsage peint, que tant de mains ont bruni et tant encrassé. Les hommes saisissent et baisent un pli de la jupe. Que disent-ils ? Qu'imploreraient-ils ? Là-haut on chante des cantiques, on marche sur les dalles, on récite le chapelet et tout le monde répond. Ici, ce ne sont que glissements, que murmures, que mystère...

## CAUSERIES

Dehors, le grand vent fait tourbillonner une poussière plus dorée d'être toute mêlée de sable marin. A mesure que l'église s'est vidée, les cafés se sont remplis. Sous les tamaris, si singulièrement fleuris que, de loin, on prendrait pour des feuilles sèches leurs bouquets d'un rose gris, quelques-uns de ces lettrés, de ces artistes qui chérissent la Provence et veulent leur garder son âme, se retrouvent et discutent. De quoi serait-ce aujourd'hui, sinon de saintes et de gitans? Émile Ripert, dont le théâtre de Vaison va représenter le *Roi René* et qui revient d'une tournée de conférences en Égypte, rêve : *La barque d'Isis... La barque des Saintes?...* Fernand Benoit, l'aimable et savant conservateur de la bibliothèque d'Arles, soutient que la sombre race n'a déferlé de l'Asie sur l'Europe qu'au milieu du <sup>xv</sup>e siècle. L'auteur de l'inoubliable *Bête du Vacarès*, Joseph d'Arbaud, est vêtu en gardian : « peau de taupe », chemise à carreaux, large et souple feutre gris. En gardian, lui aussi, le marquis de Baroncelli n'a guère le loisir de se mêler à l'entretien. Toute la marmaille des roulottes l'entoure et le harcèle. De grandes filles familières se mêlent à ces tout petits. « Marquis!... marquis!... Et moi?... » Dix, vingt pattes brunes se tendent et sont prestement remplacées par d'autres toutes pareilles. Chacune reçoit son obole. De quelle inépuisable poche peut être extraite la quantité de monnaie que j'ai vu distribuer pendant ces deux jours à Falco de Baroncelli? Il rit, quand je le lui demande. — Toute l'année, je mets des sous de côté pour eux.

C'est qu'il les aime les gitans, presque autant que les taureaux de sa manade fameuse qui descendent, eux aussi, de la race autochtone. Parmi tous ces bambins il compte plusieurs filleuls. (Les gitans, s'ils ont une toute spéciale façon d'interpréter notre religion, sont du moins très authentiquement et catholiquement baptisés.) Grâce à lui, avec lui, j'ai pu circuler dans le campement, au milieu des roulottes, des chaises défoncées, des réchauds en plein vent, des tas grouillants de jambes nues et de petits ventres, où bébés et chiens nouveaux se mêlent joyeusement.

Le marquis n'a plus à remplir les mains tendues : il les

serre. Moi aussi. Tout de suite on sympathise. Beaucoup de ces gens viennent du Roussillon et d'au delà des Pyrénées. Ils s'amuse de m'entendre leur parler catalan. Un grand garçon m'entraîne vers sa roulotte.

— Venez voir quelque chose.

C'est, accrochée près de la porte, une grande image de la Vierge de Lourdes, très bien encadrée. J'admire. Le garçon rit, content.

— Oui. La Vierge de Lourdes.

Et puis il hausse les épaules.

— Mais vous savez, pour nous, ça n'est rien du tout, — celle qui compte, c'est sainte Sara.

Sainte Sara!... Sainte Sara!... Des visages s'assombrissent, des yeux s'enflamment. Depuis longtemps les caraques ressentent une grande humiliation, éprouvent un grand désir. Demain, la barque en bois sculpté où se dressent Marie Salomé et Marie Jacobé, sera, en grande pompe, portée jusqu'à la mer. Mais la statue de Sara restera dans sa crypte... Comment s'y prendre, pour obtenir du curé, de l'archevêque, du Pape l'autorisation de la sortir elle aussi?

Le marquis de Baroncelli s'y emploie. A deux « chefs », le gros Baptiste de Saint-Gilles, et un très vieil homme dont les joues ne sont qu'un hérissément de poils gris, il raconte ses démarches. Oh! tout ce qui passe alors sur ces visages basanés, dans ces yeux noirs, d'attention, d'émotion, d'attendrissante espérance! Quand sera-t-elle obtenue cette autorisation? Sans doute jamais. Au fond, on les tolère, ces sauvages, et c'est tout. Il a été très remarqué que cette année, dans le principal des sermons prononcés, pas un mot de bienvenue, contrairement à l'usage, n'a été dit pour eux qui sont venus de si loin.

— Douceur du Christ, cependant, pour les humbles! Compréhension infinie de toutes les bonnes volontés, fussent-elles les plus obscures et les plus maladroites!

Obscures, certes, celles-ci le sont, il faut le reconnaître. Et mélangées de quoi? Ceux qui le plus souvent ont approché des gitans avouent que rien jamais ne leur a été livré du secret qu'ils se transmettent oralement depuis des siècles. Poignées de mains, ai-je écrit tout à l'heure, cordialité, sympathie. Sans

doute. Mais il ne faut poser aucune question, fût-ce la plus insignifiante. Quand j'ai demandé au jovial garçon d'Orthez la signification de tant de mouchoirs pendus dans la crypte, son visage s'est fermé.

— Peuh! Rien... Des souvenirs, a-t-il dit vaguement.

Quelquefois cependant le marquis de Baroncelli, s'entretenant patiemment, adroitement, avec les « chefs », a pu saisir des bribes de ce qui est leur science. Un jour que, leur racontant l'histoire de l'Atlantide, il disait :

— Autrefois, au commencement des temps, la terre s'est enfoncée.

Les deux hommes se sont regardés, comme étonnés que lui aussi... comment cela? Et l'un, gravement, a rectifié :

— La terre s'est *partagée*...

#### LA VEILLÉE DANS LA CRYPTÉ

Mais les lueurs entrevues restent, si je puis dire, historiques. Rien ne filtre du « secret » qui concerne les croyances, les rites. Chaque année, quelques curieux ont beau s'acharner, pendant cette nuit du 24 au 25, à découvrir ce qui peut se passer dans la crypte. Ils n'en apprennent pas plus que très probablement on n'en saura jamais.

Dans l'église, pour occuper les milliers de pèlerins qui, dans ce village de cinq cents habitants, seraient bien en peine de trouver une chambre et n'ont de gîte qu'auprès des saintes, les offices se succèdent. Chapelet. Salut. Cantiques. Chemin de croix solennel. Messe de communion. A trois heures du matin, par la porte latérale, qui restera ouverte sur la nuit pleine d'étoiles, les uns ne cessent d'entrer, les autres de sortir. Au bord de la grande mer qui apporta les Saintes, et qui doucement, elle aussi, murmure sa prière, on va faire quelques pas, respirer le bon vent. Et puis on revient s'asseoir ou s'étendre sur les bancs, chanter de tout son cœur, et par moments dormir, de tout son cœur aussi.

... Cependant sur les marches qui descendent vers la crypte, bien chaussés, bien vêtus de complets gris ou beiges, des gitans, vers onze heures, sont venus s'asseoir en rang serré, si serré, qu'on ne peut passer sans que l'un d'eux se lève. Personne d'ailleurs, à partir de ce moment, ne songe à les déran-

ger. Seuls quelques-uns d'entre eux, hommes et femmes, les touchent à l'épaule, descendent, remontent, disparaissent. Cela est-il réglé ? S'agitent-ils au hasard ? De ma place, je la vois tout entière, cette crypte, jusqu'au fond, jusqu'à son autel nu. Les cierges qui l'éclairent, il est vrai, l'éclairent mal. Des coins les plus obscurs débordent deux sombres groupes d'étranges figures immobiles, prostrées. Devant l'une d'elles, longtemps, un jeune homme reste agenouillé. Un autre, furtivement, arrache un cierge et l'emporte. Des mots sont chuchotés. Et puis arrivent deux filles en robes d'un bleu sonore, qui s'installent côte à côte sur la marche de l'autel et qui restent là, éclatantes, ramassant sur elles toute la faible lumière éparse dans cet antre.

C'est tout. Ce n'est rien, sans doute, et c'est peut-être quelque chose, que tout le monde peut voir, et qui demeure invisible. Au-dessus, dans l'église, les cantiques continuent, les cierges s'épuisent, le petit vent qui entre a le goût frais du matin.

## LA BÉNÉDICTION DE LA MER

Si leur pauvre Sara doit rester dans sa crypte, du moins les bohémiens sont-ils à l'honneur pendant la procession qui s'en va vers la mer pour la bénir et la remercier d'avoir conduit sur cette côte la barque des Saintes. Ce sont eux qui portent la Croix, les bannières et, vêtus ceux-là d'une espèce de surplis blanc, en grosse toile, la plate-forme fleurie sur laquelle Marie Jacobé et Marie Salomé sont debout dans leur barque, entourée de grosses vagues.

Mais les gitans ne sont pas seuls à attirer la foule énorme qui s'entasse sur les toits des maisons et de l'église, comble les rues, la plage, ajoute à la digue un barrage noir plus haut, plus serré que des pierres. Quarante mille personnes, affirme-t-on, sont ici ce matin... Mettons seulement vingt mille, mais elles y sont bien. Les gardians de Camargue, sur leurs chevaux blancs, sont la noblesse de cette fête et sa fière poésie. Côte à côte, fraternels, manadiers, et poètes, ou simples bergers des troupeaux cornus, en veste de velours, en chemise éclatante, pareillement coiffés du large chapeau, ils sont massés à la porte de l'église. La Croix passe, les bannières se succèdent.

Mais c'est seulement quand paraît la barque des Saintes qu'ils se mettent en marche, l'entourent, l'escortent, trident en main, jusqu'à la mer.

Dans les étroites rues éblouissantes les volets bleus ou verts sont comme appliqués le long des murs. Le gitan qui tient la Croix a une face si redoutable que, quand il ouvre la bouche, on s'étonne d'en entendre sortir, non des blasphèmes catalans, mais des cantiques provençaux. La foule les reprend en chœur. Les tamaris encensent de toute leur poussière. Quand on atteint le sable, la presse, le désordre, prennent des proportions d'émeute. Les Saintes oscillent sur ce flot, plus furieux que ceux d'autrefois et y seraient englouties sans la présence des gardians. Si bien tenus qu'ils soient, les chevaux font peur à la foule, qui s'écarte. Et l'archevêque peut monter sur la barque de pêche, pavoisée en son honneur, d'où il bénira la mer.

#### L'ADIEU AUX SAINTES

Vingt mille personnes à nourrir dans un village de cinq cents âmes ! Déballage de victuailles au bord des trottoirs, dans les guinguettes de planches : sur le sable, à l'ombre des barques. Ruée dans les hôtels. On se dépêche de manger. C'est qu'après les vêpres de deux heures et demie, avant la course de taureaux, les Saintes vont nous quitter. Elles regagneront leur chambrette sous la voûte. Aussi pour ces adieux, que l'église reste comble ! A-t-on bien tout demandé ? A-t-on, pour être exaucé, assez touché, palpé, baisé les châsses ? Des mains y frottent un mouchoir, appuient contre leur bois un cierge, un bouquet. Quand la trappe de là-haut recommence à grincer, un frémissement court, mais qui n'est plus de joie. Pour les gitans surtout, il y a dans ces minutes je ne sais quoi de tragique, de sensuel. Les fronts s'appuient, s'incrustent. Les brunes mains se crispent. Au bout des cordes pendantes, toujours chargées de leurs fleurs qui sont à peine fanées, les gros crochets de fer descendent, mordent les anneaux. Et la même floraison qui jaillissait hier de la foule, la floraison des mains, des bras tendus s'élève une dernière fois, retient, soutient, implore cette possibilité de bonheur, de salut, cette haute boîte rouge et verte qui remonte, qui s'en va, qu'on ne voit déjà plus...

## LA MANADE DES AUROCHS

En Espagne, c'est le torero qui, sur l'affiche, a la vedette ; ici, c'est le taureau. Le plus fameux de ceux qui doivent courir aujourd'hui est le Mamaï. Son nom se détache partout, énorme, en lettres bleues. Une forte somme est attachée à ses cocardes, aux deux tout petits glands qui pendent contre ses cornes et que les rasateurs vont essayer de lui arracher.

Le plaisir que je me promets est atténué un peu par une opinion que j'entends hurler derrière moi pendant le déjeuner, dans la salle tumultueuse qui sent la bouillabaisse.

— Le Mamaï ? Je ne dis pas ! C'est un joli taureau ; mais c'est un gros melon.

Hélas ! cette opinion, je n'ose avouer que deux heures plus tard je suis bien tentée de la partager. Je n'ose l'avouer, parce que c'est la première fois que j'assiste à une course de cocardes et que ce n'est pas seulement la faute du Mamaï si le jeu me paraît fade. Sans doute a-t-il plus de saveur dans une arène de fortune, faite de barriques et de charrettes. Mais ici, dans ce rond pot-au-feu de ciment armé, plus qu'en Provence, peut-être plus encore qu'en Espagne, le taureau est roi. Mieux vaut l'aller voir chez lui, dans la libre sauvagerie de ses pâturages, comme m'y convie si aimablement le marquis de Baroncelli. Cette visite nous éloignera moins qu'on ne pourrait le croire de notre sujet, du pèlerinage aux Saintes et des gitans éternellement inconnus.

Nous partons le matin dans une « jardinière » à deux roues par un vent si furieux que le cheval peut à peine avancer. J'admire que le grand chapeau gardian du marquis puisse tenir sur sa tête. Les yeux pleurent, on suffoque, on ne peut s'entendre. Sur la plaine infinie où rien n'arrête la force qui se déchaîne, les plus rases, les plus épaisses *enganes* elles-mêmes sont obligées de frémir.

Après le Sauvage, où Mistral, tout jeune homme, eut la révélation de la Camargue, après le mas Icard, nous guettons la route pour nous engager par une espèce de piste défoncée d'ornières dans un désert véritable. De courtes plantes qui sont les saladelles et les salicornes s'y accrochent au sable. Un gardian à cheval vient au-devant de nous. Des masses

noires là-bas commencent d'apparaître. Il y en a, paraît-il, quatre-vingt-quatre. Quand j'apprends que nous allons pour les mieux voir, nous engager au beau milieu de la manade, je ne suis peut-être pas absolument rassurée. Mais il faut bientôt l'être et le spectacle est splendide.

La voiture a quitté la piste et cahote maintenant au milieu des enganes. Rabattus par le gardian qui les pousse vers nous, surgissant des touffes, des fossés, des buissons bas de tamaris, les grands taureaux lentement se rapprochent, la tête droite et leurs cornes en lyre se détachant sur le ciel bleu, mais se tournant dédaigneusement, dès qu'ils nous ont regardés. L'un après l'autre, le gardian isole ceux que me nomme le marquis : le Poète, l'Indien, le Pêcheur de Lune, Prime Aube, la Scorpione. Celui qui est là-bas a déjà tué un raseteur, cet autre aussi. Ils sont royaux, ils sont divins, ils sont doux dans leur force immobile et le satin noir de leur robe. Ils sont les seuls de tout ce qui vit et tremble dans l'immense paysage à ne paraître rien sentir de ce vent, de cette fureur qui passe. Le gardian baisse la tête. Il crie des mots qu'on n'entend pas. La crinière de son cheval, la longue queue s'enlèvent comme des flammes. Et Falco de Baroncelli, manadier et poète, me raconte de sauvages et d'étonnantes histoires. Les passions de ces bêtes, leurs colères, leurs rancunes, la mort du Prouvenço, le taureau-roi, qu'on trouva un matin criblé de coups de cornes par tous les jeunes taureaux ligués contre lui. La haine du Bandot, que je vois là, à deux pas, et du Maillanen.

... Un jour le Maillanen disparut de la manade. On chercha partout et jusque de l'autre côté du Rhône. Enfin, après deux semaines, une odeur épouvantable attira les gardians. Le Maillanen était là, dans un fourré de roseaux. Quel drame, encore une fois, avait dû se passer ? Il fallut brûler sur place le corps de la bête. On l'arrosa d'essence. Alors, pendant qu'avec le Maillanen s'enflammaient les roseaux, on entendit un bruit, une galopade. Le Bandot apparut. Et il resta là, à regarder brûler l'ennemi qu'il avait tué...

Visions de quel temps ? D'un temps bien plus reculé encore que l'époque grecque, ou romaine. C'est depuis des années que le marquis de Baroncelli s'occupe de constituer sa manade, avec les éléments les plus parfaitement intacts, et très rares aujourd'hui, de la race autochtone. Le résultat

auquel il est arrivé est tel qu'il a bouleversé le docteur Heck, le directeur du Jardin zoologique de Berlin.

— Mais vos taureaux... vos taureaux. C'est l'auroch des cavernes.

L'auroch ! Et les chevaux blancs, les pures, les frémissantes bêtes qui viennent, elles aussi, rôder autour de nous, les « camargues » ne descendent pas comme on l'a dit trop souvent des chevaux sarrazins. Ils présentent toutes les caractéristiques de la race préhistorique de Solutré, notamment celle-ci : tous les poulains naissent roux et tous deviendront plus tard d'une blancheur éblouissante.

Non, la visite aux « aurochs » et aux chevaux de Solutré ne nous a pas éloignés de notre sujet. Au contraire. Peut-être même permet-elle de le pénétrer mieux. L'orgueil qu'on a de ces bêtes, l'amour qu'elles respirent parce qu'elles viennent du plus profond passé aident à comprendre les hommes. Le pèlerinage aux Saintes-Maries de la Mer n'est pas seulement une fête religieuse et une fête pittoresque ; il est pour tout un peuple l'occasion enivrée de manifester qu'il veut rester fidèle à lui-même. Les Saintes, c'est Dieu sans doute. Mais c'est aussi la Provence.

... Puisse l'envahissante laideur moderne, si proche qu'on la sente, n'atteindre jamais certains coins privilégiés de ces âmes, de cette terre ! D'ailleurs, qu'est-ce qu'ils viendraient y faire, les hommes ? Qu'est-ce qu'ils pourraient gagner là où ne pousse rien, où les routes sont des pistes, où l'eau, qui est partout, fait qu'on marche en plein ciel ?

ANDRÉ CORTUIS.

---

## UN GRAND ALSACIEN

# CHRISTIAN PFISTER

Christian Pfister, qui vient de mourir dans son village natal de Beblenheim, était un des meilleurs parmi ceux que l'Alsace a donnés à la France. Né le 13 février 1837, il avait fait ses premières études à l'école primaire, puis au lycée de Colmar; il a raconté avec beaucoup d'humour et de grâce, dans une jolie page de ses *Lectures alsaciennes*, comment le petit paysan qu'il était apprit le français, et il a dit avec émotion, évoquant quelques souvenirs de son vieux lycée, comment sur sa tête d'enfant il sentit passer le vent de la défaite, qui en 1871 arrachait l'Alsace à la France. Il acheva ses études au lycée Louis-le-Grand, où il se lia d'une étroite amitié avec Raymond Poincaré. Entré à l'École normale en 1878, il fut, comme moi, de cette promotion où, par un jeu pittoresque du hasard, se rencontraient Jaurès, Bergson et Mgr Baudrillart, et dès ce moment il apparaissait tel qu'il a été toute sa vie, aussi passionnément attaché à son Alsace natale qu'à la France sa grande patrie.

Tous nous l'estimions et nous l'aimions infiniment, pour sa haute intelligence et son ardeur au travail, et davantage encore pour la simplicité de ses manières, pour sa modestie, pour sa bonhomie souriante, pour cette pointe d'accent alsacien aussi, qu'il garda toute sa vie, et qui, un peu plus marqué aux heures où il était ému, donnait à ses paroles une saveur et un attrait particuliers. Reçu en 1881 à l'agrégation d'histoire, premier *ex æquo* avec un de ses camarades de promotion, il passait brillamment en 1883 son doctorat ès lettres, avec

une remarquable *Étude sur le règne de Robert le Pieux*. Il était nommé peu après à la Faculté des lettres de Nancy, où je le retrouvai.

Pendant quatorze années nous avons vécu et travaillé côte à côte, en une entente intellectuelle parfaite, en une étroite et profonde amitié. Ce qu'était alors Pfister, quel talent et quel zèle il apportait à son enseignement, quel dévouement à ses élèves, nos étudiants d'alors, — et Louis Madelin, j'en suis sûr, ne l'a point oublié, — le pourraient dire éloquemment. Je le vois encore, à sa place coutumière de la bibliothèque municipale, dont il avait fait son lieu d'élection, entouré de livres qui formaient autour de lui comme une forteresse, dont il ne semblait, à l'heure de la fermeture, sortir qu'avec regret. C'était un collègue redoutable : il se dépensait pour ses élèves avec une si infatigable ardeur, dépassant largement les obligations réglementaires, que nous étions obligés, par simple décence, de tâcher d'en faire à peu près autant. Mais le résultat était que, pendant ces quelques années, le groupe historique de Nancy fut, entre les Universités françaises, un de ceux qui marchèrent le mieux.

Animateur incomparable, Pfister était un professeur admirable. Chargé d'un enseignement de l'histoire de l'Est de la France, il faisait à la Faculté des cours très goûtés et très applaudis, d'où devait sortir, sans parler de nombreuses études sur l'histoire de Lorraine, cette belle *Histoire de Nancy*, en trois forts volumes, qui est une de ses œuvres maîtresses. Mais il n'oubliait point son Alsace natale, qui, plus d'une fois, fut le sujet de ses leçons ; il publiait vers 1890 un savant travail sur le *Duché mérovingien d'Alsace et la légende de Sainte Odile*, bien d'autres études encore, où s'attestait l'amour passionné qu'il gardait à sa petite patrie. Aussi bien chaque année il revenait, au cours des vacances, dans son village natal ; il demeurait en étroit contact avec ses compatriotes alsaciens, dont il parlait la langue familièrement. Et peut-être, dès alors, passait parfois dans son esprit et dans son cœur le rêve qui, en se réalisant, devait être la grande joie de sa vie.

Appelé en 1900 comme maître de conférences à l'École normale, nommé en 1904 à la Sorbonne, il fut ce qu'il avait été à Nancy, le maître tout dévoué à son enseignement et à ses élèves. Les jeunes normaliens souriaient parfois, — gen-

timent, — de la lourde serviette bourrée de livres dont il arrivait chargé ; mais ils savaient aussi que de ces livres le maître avait pour eux su tirer l'essentiel, et que cette serviette pesante était en quelque manière le symbole de son ardeur au travail, de sa science et de son dévouement.

Puis vint la guerre. Toute sa vie Pfister avait eu une ambition, un rêve, une espérance : être quelque jour professeur dans l'Université de Strasbourg redevenue française. Et tout de suite il annonça que, si le destin des armes rendait l'Alsace à la France, il quitterait la Sorbonne sans regret pour occuper une chaire de l'Université alsacienne. En attendant que son vœu se réalisât, infatigablement, pendant quatre ans, il travailla pour l'Alsace. Dans les travaux du *Comité d'études* que le ministère des Affaires étrangères avait constitué, sous la présidence de notre maître Ernest Lavisse, pour préparer les éléments des traités de paix futurs, Pfister apportait des études excellentes sur *la Formation de l'Alsace-Lorraine* et sur *la Vie publique en Alsace-Lorraine depuis 1871* ; il montrait, dans des articles remarquables, *comment et pourquoi l'Alsace s'est donnée à la France* ; il publiait ce joli volume *Lectures alsaciennes*, recueil de morceaux choisis pieusement rassemblés pour raconter l'histoire et les gloires de l'Alsace, pour en dire le charme et la douceur. Tout son cœur allait ainsi à son pays natal, et il avait pris un plaisir particulier à citer, aux dernières pages de ce livre, les paroles émouvantes que le général Joffre, en novembre 1914, adressait aux habitants de Thann, en leur apportant « le baiser de la France ».

La guerre avait été cruelle à Pfister : elle lui avait pris trois neveux, qu'il avait élevés et qu'il aimait comme un père ; et le coup lui fut si dur que ses amis ont craint parfois qu'il n'y résistât point. La paix lui apporta ce qu'il désirait le plus ardemment. En janvier 1919, il était nommé professeur d'histoire d'Alsace à l'Université de Strasbourg ; le rêve de sa vie était réalisé. Le 22 novembre suivant, à la séance solennelle de réouverture des cours de l'Université de Strasbourg, il eut l'honneur et la joie merveilleuse de prendre la parole, en présence du Président de la République et d'une assemblée illustre. Et je n'ai pas oublié tout ce qu'il y avait en lui d'émotion intense et profonde lorsque, dans la première phrase

de son discours, rappelant les paroles bibliques, il disait : « Maintenant, ô Seigneur, tu peux laisser aller ton serviteur en paix », puisque nos yeux ont vu les grands événements qui ont assuré dans le monde le triomphe du Droit et de la Justice, puisque notre Alsace a fait retour à notre France. »

Dieu ne laissa pas aller son serviteur. Élu par ses collègues doyen de la Faculté des lettres, il tint dans l'Université de Strasbourg une place considérable. En 1919, dans quelques pages de la *Revue historique*, que pendant de longues années, avec Bémont, il dirigea, il avait, en de fortes paroles, défini le rôle de cette Université redevenue française. « Jusqu'au jour où les Allemands, écrivait-il, auront reconnu que la guerre était juste et nécessaire, il nous faudra nous méfier d'eux, même désarmés », et il montrait que bien placée « pour surveiller avec une attention persévérante les tendances et les œuvres d'une Allemagne qui se transforme, on ne sait vers quelle destinée, meilleure ou pire », la grande Université alsacienne avait une tâche tout indiquée, d'être tout ensemble « le point de résistance le mieux armé pour combattre le germanisme, ancien ou nouveau », le trait d'union éventuel aussi entre deux civilisations opposées.

A ce devoir patriotique Pfister ne manqua jamais. Il continua aussi de travailler avec une infatigable ardeur. En 1920, il avait été élu à l'Académie des Sciences morales et politiques, succédant à un autre Alsacien, Henri Welschinger. Ses recherches sur l'histoire d'Alsace, ses nombreuses études sur l'Université de Strasbourg et l'enseignement en Alsace montrèrent, s'il en avait été besoin, quel historien de haute valeur le choix de ses confrères avait appelé à l'Institut.

Lorsque, en 1927, M. Charléty quitta le rectorat de Strasbourg pour venir diriger l'Académie de Paris, M. Poincaré proposa à Pfister d'être son successeur et fit appel à son dévouement pour qu'il acceptât. Il ne le fit point sans quelque hésitation et sans quelque regret. Abandonner cette chaire de professeur qu'il aimait, renoncer à ces recherches scientifiques auxquelles il avait consacré sa vie, aux livres qu'il rêvait d'écrire encore, quitter tout cela pour les lourdes et délicates tâches de l'administration, c'était un dur sacrifice. Mais accepter, c'était servir encore l'Alsace et la France ; il

accepta. Aussi bien apportait-il dans ses nouvelles fonctions de recteur des qualités éminentes, une conscience attentive de ses responsabilités, une bienveillance, une bonté qui n'excluraient point la fermeté; et la connaissance familière qu'il avait de l'âme et du dialecte d'Alsace lui permettait, en le faisant bien accueillir de ses administrés alsaciens, de comprendre bien des choses et de résoudre, dans une boutade ou un sourire, bien des difficultés. Quoi qu'en aient d'abord pensé ses amis, il ne se déplut point dans son rôle de recteur et pas même dans les obligations mondaines qu'il lui imposait. Je me souviens, avec un sourire, de l'avoir entendu s'informer avec sollicitude auprès d'une de nos amies communes de ce qui convenait à la bonne ordonnance d'une table.

Dans sa belle habitation du quai Kléber, il recevait fort bien, aidé d'une charmante nièce qui était venue éclairer sa vieillesse, et sa bonne grâce aimable et simple donnait un charme de plus à la cordialité de son accueil.

Il eut, au cours de son rectorat, en dehors de ses fonctions d'administrateur, une grande joie. Dans l'histoire de l'Université de Strasbourg d'avant 1870, nulle mémoire n'était plus glorieuse que celle de Fustel de Coulanges. Tout le monde connaît la phrase fameuse qu'il dit, vers 1872, à ses élèves de l'École normale : « Si jamais Strasbourg nous est rendu et qu'un de vous y occupe mon ancienne chaire, je le prie, le jour où il en prendra possession, de donner un souvenir à ma mémoire. » Pfister, que Fustel avait fort apprécié et aimé, n'avait pas manqué, dans le premier cours public professé à l'Université française, d'évoquer le souvenir du grand historien. Quand donc, en mars 1930, on célébra, à Strasbourg et à Paris, le centenaire de la naissance de Fustel, combien fut-il heureux de présider, dans la salle d'honneur de l'Université alsacienne, la cérémonie commémorative et de rendre en ce jour, et peu après à la Sorbonne, l'hommage dû à un homme qui a « grandement honoré et servi la France »!

Mais Pfister n'était pas seulement un historien de haute valeur, un professeur éminent, un administrateur plein de tact, de conscience et de dévouement. C'était le meilleur des amis, le plus sûr et le plus tendre. Il était la bonté même. Avec une sollicitude admirable, — et qu'il jugeait, lui, toute

naturelle et toute simple, — il s'est dévoué toute sa vie aux siens, à six neveux et nièces qu'il a élevés, aidés, soutenus. Tous ceux qui l'approchaient l'aimaient. Et de cette affection qu'il inspirait à tous, je voudrais citer ici deux exemples qui, avec l'attachement que tous avaient pour lui, montreront bien aussi un des traits les plus caractéristiques de sa figure.

Lorsque, en 1927, ses élèves et ses amis voulurent, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, lui apporter l'hommage de leur estime et de leur affection, ils pensèrent que rien n'irait plus droit à son cœur qu'un volume où seraient rassemblées les meilleures pages qu'il avait écrites sur sa chère Alsace. De là sortit ce livre de *Pages alsaciennes*, « gerbe cueillie dans son jardin », et que Nancy, Paris, Strasbourg et toute l'Alsace s'associèrent pour lui offrir.

Et pareillement lorsqu'en novembre dernier, au lendemain de sa retraite, ses amis et ses élèves voulurent lui apporter un dernier témoignage de leur attachement, sur la jolie médaille où sa figure apparaît un peu vieillie déjà et lasse, l'Alsace encore tenait sur le revers la place essentielle. On y voit, élégamment esquissé, entre des grappes de raisin et des gerbes de houblon, un village alsacien et, au-dessus, une cigogne, l'oiseau symbolique d'Alsace, planant, les ailes déployées, au-dessus des écussons de Lorraine et d'Alsace.

Il avait, en novembre 1931, abandonné ses fonctions de recteur et il s'était retiré à Beblenheim, dans son village natal, « pour y attendre la mort, m'écrivait-il alors, sans la souhaiter et sans la craindre ». La mort est venue, plus vite que ne le pensaient ses amis : mais elle ne l'a point surpris. Avec sa modestie coutumière, il n'a voulu autour de son cercueil aucune cérémonie, aucun discours. Avec son habituel souci de ne déranger personne pour lui, il n'a pas voulu que ses amis même les plus chers vinsent le conduire à son suprême repos. Mais ceux qui l'aimaient, et cela veut dire tous ceux qui le connaissaient, garderont pieusement sa mémoire, d'abord pour tout ce qu'il fut, et surtout parce que, durant toute sa vie, il a aimé passionnément et bien servi son Alsace natale, comme il a aimé et bien servi sa grande patrie la France.

CHARLES DIEHL.

---

## A L'EXPOSITION GONCOURT

Notre confrère *la Gazette des Beaux-Arts* célèbre cette année son soixante-quinzième anniversaire. Émigrée depuis peu de son arrière-cour du boulevard Saint-Germain dans un fastueux hôtel du Faubourg Saint-Honoré, au centre du marché des Arts, la vieille maison des Charles Blanc, des Chennevières, des Montaiglon, des Paul Mantz, des Ephrussi, des Reinach, des Louis Gonse, des Émile Bertaux et des André Michel a résolu de fêter dignement ses trois quarts de siècle d'existence : et, pour pendre la crémaillère, elle nous invite chez les Goncourt.

Idée charmante et idée juste : dans tout ce mouvement de pieuse curiosité, d'information érudite, de connaissance exacte du passé, que représente l'équipe dont je viens de citer les noms, les Goncourt ont été des initiateurs. C'est à la *Gazette* qu'ils donnèrent les études fameuses dont le recueil forma le dernier livre signé du couple fraternel, ces deux volumes de *l'Art au dix-huitième siècle*, qui demeure leur maître-livre et qui, au bout de soixante ans, ne garde pas seulement son éclat, mais continue de se consulter avec fruit, comme un monument de zèle, d'investigations, de conscience et de savoir. Livre central, qui marque une date dans l'histoire du goût, où les deux frères rendaient ses titres à l'époque la plus française de l'art français et résumaient vingt ans de travaux et de recherches assidues, vingt ans d'une vie de fureteurs, de notaires, de greffiers, vingt ans de chasse et de brocante chez tous les bouquinistes et les marchands de vieilleseries, à la poursuite du document, de l'autographe, de l'estampe, du croquis, du menu, de l'« infiniment petit » au moyen duquel ces botanistes et ces entomologistes passionnés du passé reconstituaient l'histoire.

Ces trésors, qui faisaient la gloire de leur « grenier » d'Auteuil

et qu'Edmond énumère avec orgueil dans *la Maison d'un artiste*, — ç'avait été sa volonté de les disperser après lui : l'aristocrate, qui avait écrit que « ce qui entend le plus de bêtises, c'est un tableau de musée », ne pouvait vouloir, pour ce qu'il aimait, de la fosse commune d'une collection publique ; sa mémoire lui semblait plus fidèlement garantie si les objets qu'il avait chéris continuaient à entretenir son souvenir et à recevoir des soins chez quelque ami futur, héritier de ses goûts.

Tout ce qui lui avait appartenu, tout ce qui avait fait sa société fut dissipé, rendu à la circulation. Le produit de la vente forma le capital qui servit à la fondation de l'Académie Goncourt. Bien rares sont aujourd'hui, au bout de trente-cinq ans, les survivants des habitués des dimanches du fameux « grenier », ceux qui ont eu le privilège d'être reçus par le maître dans le petit hôtel du boulevard Montmorency, ceux qui se souviennent d'avoir vu les choses disposées par l'artiste et par le tapissier « comme les chapitres d'un livre », ceux qui ont connu Pélagie et sa vieille figure dévouée sous sa cornette lorraine de paysanne de Le Nain. M. Pol Neveux est de ce petit nombre, avec un Lucien Descaves, un Henri de Régnier, un Georges Lecomte, et M. Jacques-Émile Blanche et M. Paul Valéry, ces vieux Parisiens de Passy. C'est à lui, sans doute, que nous devons la gracieuse idée de faire revivre le patron, à l'occasion du jubilé de la *Gazette*, à l'heure où la villa d'Auteuil vient d'être offerte par la Ville de Paris à l'Académie des Dix, pour y tenir leurs réunions : double souvenir auquel s'associe volontiers la maison de François Buloz, sans rancune de l'apostrophe cocasse d'*Henriette Maréchal* : « Eh ! va donc, abonné de la *Revue des Deux Mondes* ! »

Nous voici donc pour quelques jours chez le vieux gentilhomme, le vieil évêque de Bar ou le chanoine laïc de la littérature et du roman naturaliste : c'est lui qui nous reçoit, avec sa belle tête neigeuse, ecclésiastique et militaire, débonnaire et anxieuse, dans la toile hésitante et décousue de Nittis ou dans la toile fumeuse et indécise de Carrière. Voici ses manuscrits, les notes, les carnets des deux frères, leurs préparations, les « dessous » de leurs livres, ces cahiers d'études qui nous initient à leur méthode de travail, à leur façon d'instruire une monographie, soit qu'il s'agisse d'une figure d'autrefois ou d'une silhouette contemporaine, d'une *Madame Gervaisais* ou d'une Pompadour, d'une Sophie Arnould ou de la *Fille Elisa* ; les procédés sont identiques et la documen-

tation également minutieuse (ce qui est peut-être une erreur pour la composition romanesque) : d'où la formule mémorable, féconde et assez discutable : « L'histoire : du roman qui a été. Le roman : de l'histoire qui aurait pu être. » Voici enfin, à défaut de leur mobilier, de leurs tapisseries, voici ce qu'ils tenaient pour leur bien le plus rare, la merveille de leur cabinet de dessins.

J'ai eu l'occasion d'observer, au sujet de notre Exposition des *Cent ans de vie française*, où figuraient tant de griffonnages d'écrivains, qu'à partir d'une certaine époque presque tous nos poètes et nos romanciers ont dessiné. Les dessins d'Hugo sont célèbres et ne contiennent pas moins de « rayons et d'ombres » que ses poèmes; Musset, Mérimée, Baudelaire dessinaient; Gautier est un rapin manqué. C'est peut-être une des raisons de la place nouvelle que tient le pittoresque dans l'école romantique. Les auteurs de *Charles Demailly*, les parents de Coriolis et de Manette Salomon tenaient de cette école le goût de l'expression dessinée ou peinte : tous les deux y étaient habiles et avaient à leur service un joli coup de pinceau. Nous avons exposé une aquarelle de Jules, *l'Impasse de la Vieille-Lanterne*, qui était un morceau à faire envie à un professionnel. On en trouvera ici plusieurs autres, en particulier celles du *Voyage d'Italie* (reproduites en couleurs dans *l'Italie d'hier*), qui sont des œuvres du goût le plus fringant et le plus croustillant (une de leurs épithètes), de véritables Bonington. On y sent toutes proches les leçons de Decamps et surtout celles de l'ami intime de ce ménage de garçons, celui auquel ils ont consacré un livre d'admiration touchante et qu'ils s'accordent à proclamer « un des deux grands génies du siècle » (l'autre étant Balzac) : Gavarni !

A partir d'un certain moment, sous l'influence de Bracquemond, Jules paraît avoir renoncé à sa boîte à couleurs pour se consacrer à l'eau-forte, art entièrement oublié depuis une génération pour la lithographie, et dont le cadet des Goncourt se trouva être ainsi un des animateurs. Son œuvre de burineur mérite une place dans l'histoire de la gravure au XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'efforça d'y retrouver la liberté de main et la variété de « faire » qu'on admire dans les belles épreuves de Gravelot ou de Moreau le jeune. Quelques-unes des planches dont il a illustré *l'Art au dix-huitième siècle* sont exquises : il arrive à lutter de grâce et d'esquissé, de vaporeux et de sourire avec une sépia de Fragonard, et à pasticher sa manière aussi exactement par la pointe que par la plume. Je ne

connaissais pas de dessins d'Edmond. Il me semble toujours qu'en fait de peinture comme de style, l'ainé n'est guère que le reflet ou la lune de son frère ; il a moins de génie, de spontanéité, un talent plus froid, plus mécanique ; pourtant, lorsque le cœur s'en mêle, comme dans les deux petits portraits qu'il a faits de Jules, il y a encore bien du charme, un goût appliqué, mais du goût, comme serait celui d'une vieille demoiselle de très bonne éducation, qui imiterait la manière du maître des *Débardeuses*.

\* \* \*

C'est Edmond qui a raconté comment, dès sa jeunesse, lui vint le goût de la brocante, à l'exemple d'une jeune tante et d'une créole blonde, belle-sœur de celle-ci, qui raffolaient d'« occasions » et qui souvent, le dimanche, emmenaient le lycéen fureter avec elles chez les Auvergnats du boulevard Beaumarchais : à voir ces jolies chattes fouiller dans ces sombres capharnaüms, avec la peur de se salir, ramener « du bout d'un pied chaussé de pruneau » quelque morceau de bois-sculpté ou de bronze doré, qu'il était ensuite chargé de rapporter à la maison comme un trophée, l'enfant, peut-être un peu amoureux sans le savoir, prit l'habitude de mêler au plaisir de la trouvaille une nuance romanesque. Il se souvint d'avoir été conduit chez l'antiquaire par les Grâces ou d'aimables marraines, avec le sentiment d'être en bonne fortune. Le Paris de ce temps-là, sous le règne de Louis-Philippe et le consulat de M. Thiers, a été certainement le paradis du bric-à-brac : tout rempli qu'il était des pillages de la bande noire, des épaves de l'ancien régime, de la débâcle de l'Empire et de la grande liquidation révolutionnaire. Étalages en plein vent de l'impasse du Doyenné, des guichets du Louvre et des arcades de l'Institut ; boîtes des quais, cartons béants aux portes des revendeurs du boulevard du Temple, qui laissaient échapper leurs dessins dans la boue, où Gavarni ramassa, un jour, une académie de Bouchardon toute tachée pour deux sous ; chapelle Saint-Nicolas, où Goncourt dénichait, une autre fois, pour trois francs, un Cochin fixé au mur, dans la pierre cariée, par un clou.

C'est à seize ans, en 1848, qu'il avait fait, place du Carrousel, sa première trouvaille : une aquarelle de Boucher. Trouvaille décisive ! Il eut l'esprit de comprendre qu'il fallait limiter son champ d'opérations, l'avantage de se spécialiser. Une collection de tableaux, c'était se résigner d'avance à quelque chose de secon-

daire ; déjà il y avait trop de concurrents, les banquiers s'en mêlaient : on ne lutte pas avec Rothschild, Péreire ou Aguado. Au contraire, en dessins, on pouvait faire encore, dans ce domaine inconnu et totalement dédaigné par la spéculation, une entreprise unique, rassembler la fleur de l'École, récolter le plus pur et le plus précieux de l'art. Le dessin, c'est, en quelque sorte, l'autographe du génie, c'est le brouillon, le premier jet, la pensée toute vive, avec sa fièvre, ses ratures, l'impression immédiate et chaude de la nature, avant les corrections et le refroidissement que suppose toujours l'œuvre achevée ; c'est la lettre familière, mieux encore, la note prise pour soi, c'est le talent surpris dans son intimité : toute la différence du manuscrit d'auteur et de la mise au net définitive. Ce sont les collections d'artiste par excellence, les seules permises à l'homme de goût qui n'a pas de très grandes ressources, les collections qui ont fait qu'un Vasari ou un Mariette ont laissé dans le passé la réputation de princes des amateurs.

Dans ce genre, on pouvait encore, sous ce bienheureux second Empire, réaliser de bonnes affaires ; on pouvait se donner le luxe de faire le difficile et de ne se permettre que le dessus du panier. On avait par surcroît le plaisir de la découverte. Des dessins, il n'y avait qu'à se baisser pour en ramasser : tout le *xviii<sup>e</sup>* siècle gisait dans le ruisseau, comme des feuilles mortes et des balayures d'automne. On en trouvait, comme des pape-rasses, pêle-mêle avec de la ferraille ; on en déterrait au marché aux puces, enveloppant des tire-bouchons, chez les vendeurs de panoplies sauvages et de fétiches nègres (déjà !) : Goncourt y pêcha un de ses Watteau. Les perruquiers, à cette époque, pour amuser le client en attendant la savonnette, et par économie, on peut le croire, plutôt que pour d'autres raisons, trouvaient meilleur marché d'encadrer de vieux dessins plutôt que des chromos modernes : c'est justement chez un barbier de la rue de Vaugirard que l'enragé chercheur décrocha le joli Lavreince de l'Exposition, ce Lavreince historique où l'on voit Beaumarchais lisant à de belles dames assemblées dans un parc un acte de *Figaro*. La manie était devenue tellement automatique que le pauvre homme, dans le deuil de la mort de son frère, après le siège, pendant l'armistice, à Chatou, visitant le champ de bataille et les bicoques de la banlieue éventrées par les obus, avisait chez le coiffeur de l'endroit un dessin d'un petit-maître presque inconnu, Touzé, et se consolait en l'emportant.

Il y avait encore les séances à n'en plus finir, les après-midi de délices parmi les portefeuilles de Blaizot ou du père Mayor, du borgne Danlos ou de Guichardot, comme on voit si souvent, dans les tableaux de Daumier, s'absorber l'amateur d'estampes. Il y avait enfin les longs affûts et les attentes fourbues comme une nuit de jeu, dans le vieil hôtel des ventes de la rue des Jeûneurs, où, pour tromper l'ennui de la vacation et se donner une contenance, pour cacher leur désir et ne pas allumer la convoitise du voisin, en guettant quelque rare morceau de Baudouin ou de Moreau le jeune, les deux frères, tirant leur bréviaire de leur poche, se forçaient à relire leur Tacite ou leur La Bruyère.

Ce qu'ils réussirent ainsi à recueillir en quinze ou vingt ans, les frères Zemganno, en écrémant Paris, en battant le pavé de Montrouge à Ménilmontant et du faubourg du Temple à Saint-Germain des Prés, où ils allaient choisir des cadres chez Goguet, le sacristain de la paroisse, un rat d'église, qui se connaissait comme pas un en boiseries, dans son échoppe de la rue Childebert, cela passe l'imagination et cela laisse rêveurs les collectionneurs d'à présent. Ce qui ne les ferait pas moins rêver, c'est de feuilleter le carnet, passé entre les mains d'un amateur hollandais, où les heureux chercheurs inscrivaient leurs folies : 15 francs, cette sanguine de Chardin, — et l'on sait qu'ils se comptent, les dessins de Chardin, et les dessins signés encore ! — 70 francs, ce médaillon de David, par lui-même, où l'on voit, dans l'art délicat des Cochin, apparaître le fil de fer, l'autorité farouche et le jacobinisme du peintre des *Horaces*. O le benoît temps où de tels bonheurs étaient possibles et où de pareilles surprises couraient les rues ! Temps aussi révolus, aussi invraisemblables que les jours, pourtant pas tellement éloignés, puisqu'ils datent de cent ans à peine, où le bourgeois allait faire l'ouverture et tirer le perdreau dans la plaine Saint-Denis !

Des quatre cents numéros qui composaient le cabinet des dessins, MM. Pol Neveux et d'Espezet en ont réuni environ une centaine : c'est à peu près le quart de la collection, et cela forme encore un petit Louvre, une salle de musée que pourraient envier tous les musées du monde. Comme choisisseurs, comme connaisseurs, comme juges infailibles de l'authentique et de la qualité, il faut avouer que les Goncourt ont été un exemple unique. A une époque où tant d'écrivains se sont piqués de goûts « artistes » et ont eu pour violon d'Ingres la marotte du collectionneur, qui a jamais

réuni une chambrée de merveilles qui approche de celle-ci, même décimée et réduite des trois quarts ? Aucune collection de gens de lettres, fût-ce celle d'un Sardou ou d'un Pierre Decourcelle, qui avaient pourtant le budget de leurs succès de théâtre, ne vient, si je puis dire, à la cheville de ces débris de la collection Goncourt. Je ne parle même pas de celle d'Anatole France, qui était faite surtout de ses illusions et où son gentil scepticisme semblait avoir réuni tous ses « tout de même... » et ses « peut-être ?... »

\* \* \*

On ne décrit pas cent dessins, on ne fait pas, avec de la prose, cent *fac-simile* de chefs-d'œuvre : d'abord, le maître des maîtres, le roi des dessinateurs français, ces cinq ou six feuillets de Watteau qui suffiraient à le mettre au premier rang des peintres, l'abandon et la volupté de cette étude du *Printemps*, où la sanguine a le caressant et le lumineux de la jeune chair, ou la fougue et le feu de cette étude de l'*Automne*, aussi robuste qu'un Rubens, ou le mouvement incroyable, le trait écrasé, l'instantané de cette étude de *Mezzetin*, ou la *vaghezza*, le potelé, la grâce de cette feuille de mains féminines (appartenant à M. Albert Besnard), où des gestes sans corps, comme des gestes de jeunes mortes, s'effeuillent ainsi qu'une rose perd ses pétales et se défait à la surface d'un bassin. J'aimerais dire un mot des Gravelot, des Boucher, et aussi des Baudouin, ce petit maître anacréontique dont on ne peut se faire aucune idée si l'on n'a vu ses dessins de la collection Goncourt, le *Matin* et l'*Épouse indiscrete*, ces bijoux d'aquarelles, les seules vraiment pures, les seules qui aient échappé, par miracle, dans leur négligé, leur fraîcheur et le caprice de leur badinage ou de leur libertinage, aux retouches du commerce, qui les faisait signoler à la gouache, après coup, afin de leur donner une pointe laborieuse et grivoise : comme si l'on épiçait avec des recettes de pharmacien la légère griserie et le pétilllement de la mousse de champagne.

Je voudrais parler de ce masque, le plus impérieux des La Tour, et de ce Fragonard sérieux, le portrait de sa fille Rosalie, et de la *Revue des Sablons*, le plus considérable des dessins de Moreau le jeune, et de ces gouaches délicates de son frère Louis, le paysagiste, un des précurseurs de Corot, ressuscité par les Goncourt. Mais ce qui étonne vraiment, dans cette poussière de chefs-d'œuvre, c'est le panneau des Saint-Aubin. Les Saint-Aubin ! Encore des

frères, encore un couple d'originaux et d'oubliés, dont l'invention, si je puis dire, est une gloire des Goncourt ! Ils avaient réuni plus de quarante de leurs dessins, à peu près tout ce qu'on connaît d'eux en dehors de leur œuvre du Cabinet des Estampes : un jour, dans le courant d'air du passage de l'Institut, ils « levaient » pour vingt sous neuf croquis de ces petits crayonneurs prestigieux. On en trouvera encore une vingtaine sur les murs et dans les vitrines de l'Exposition : des « pensées » d'Augustin, comme l'adorable esquisse de la célèbre eau-forte *Au moins, soyez discret !* — cette ébauche d'une femme en saut de lit et le doigt sur la bouche, un nuage d'aquarelle sur un souffle d'estompe, comme un tendre souvenir, un matin où flotte le reste des délices de la nuit, — et surtout de surprenants reportages de Gabriel, ce badaud et ce croqueur de génie, ces dessins d'une vie et d'un diable au corps sans pareils, comme les *Boutiques du Pont-Neuf* ou le *Bal de Saint-Cloud* où, dans un gribouillage de sanguine et de sépia, la plume silhouette des bonshommes de trois pouces qui ont le trémoussement des figures de Callot et quelquefois la griffe de celles de Rembrandt.

Oui, c'est le rendez-vous, une dernière fête du « siècle aimable », comme une espèce d'écran ou de paravent de papier élevé par ces deux mandarins de lettres, en guise de muraille de Chine, pour les isoler, leur cacher le dégoût de vivre dans un temps qu'ils n'aimaient pas. Et dire que ces émigrés se croyaient de bonne foi les champions du « moderne » ! Ils faisaient des sorties dans le monde contemporain, comme on fait des voyages à l'étranger, avec la mauvaise humeur du dépaysement et la bouderie agressive de célibataires dérangés dans leurs habitudes ; et, dès qu'ils avaient exhalé leur bile dans un livre, l'argent de *Sœur Philomène* ou de *Germinie Lacerteux* leur servait à l'acquisition de quelque nouveau dessin, de quelque tapisserie convoitée, qui complétait la barricade où ils se retranchaient des atteintes de la vie au fond de leur garçonnière douillette et calfeutrée.

Peut-être cette crainte de vivre, en raffinant leur goût, a-t-elle retiré quelque chose, non seulement à leurs romans, mais à leur œuvre d'historiens. Peut-être, à force de ne voir que le bibelot, le détail, ont-ils contribué à répandre une idée très fausse du XVIII<sup>e</sup> siècle : le siècle des jolis riens, des brimborions, des bagatelles, alors que ce fut aussi le temps des vastes programmes, des entreprises universelles, l'époque de *l'Esprit des lois*, de *l'Encyclopédie*,

d'une immense refonte de la France et de l'homme, qui éclate encore dans l'architecture de la place de la Concorde ou de l'École militaire, dans la magnificence des avenues de Bordeaux et des places de Nancy. Il semble qu'on voie toujours les choses, chez les Goncourt, par le petit bout de la lorgnette.

\* \* \*

Plus tard, après la mort de Jules, le survivant du ménage ajouta peu aux collections dont ils avaient tant joui à deux. Il se donna une nouvelle passion, un nouvel *alibi*, une autre curiosité et un autre exotisme : après le XVIII<sup>e</sup> siècle, il « inventa » le Japon. En réalité, ce goût, les deux frères l'avaient eu ensemble : dès 1852, ils faisaient l'emplette de leur premier album japonais. Les Expositions de 1867 et de 1878 achevèrent la cristallisation. Ne retirons pas à Edmond de Goncourt la perspicacité avec laquelle il pressentit, reconnut des premiers une beauté si nouvelle, sut deviner un grand art dans ce qu'on n'avait perçu jusqu'alors que comme grimace de magots et amusante chinoiserie. Avec le même courage qu'il avait montré pour entreprendre ses études sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, — ces quinze ou vingt volumes d'histoire qui sont la partie solide et durable de leur œuvre, celle où les Goncourt continuent Sainte-Beuve et Michelet, — il s'imposa la tâche de « débrouiller » le Japon et d'écrire douze volumes sur les artistes de là-bas (deux seulement furent écrits, sur *Hokusai* et *Outamaro*).

Une des salles de l'Exposition nous montre quelques reliques de ce Cabinet de l'Extrême-Orient : estampes, aquarelles, laques, jades, porcelaines, grès. Et sans doute il serait facile d'observer que ces objets ne sont pas de la plus belle époque. Nous en avons appris beaucoup sur ce chapitre depuis Goncourt. Mais il est juste de dire que c'est grâce à lui que nous l'avons appris. Il a défriché le terrain où les Cernuschi, les Burty, les Gonse, les Koechlin et les Camondo ne sont venus qu'après lui.

Telles quelles, ces « japonaiseries » permettent assez bien d'imaginer l'intérieur étrange que s'était arrangé l'artiste. On voit le vieillard, le col frileusement enveloppé de soie blanche, le veuf, le solitaire, escorté de ses chats, descendre lentement l'escalier de son logis d'Auteuil, rempli comme une étagère de vitrines, d'assiettes, d'ivoires, de gravures et de kakémonos. Il s'arrête, la patine ou l'éclair d'un bronze le séduit ; des minutes se passent

dans cette contemplation. Le voilà parti hors du temps, dans une rêverie, sur la fumée de ce grain d'opium. Il lui fallait cet entraînement pour se monter la tête, « faire jaillir en lui l'écrivain » récalcitrant, remuer le désir de l'épithète rare, de « l'écriture artiste ». On se souvient de Stendhal qui se préparait à la sécheresse et s'aiguissait à la lucidité par une heure de Code civil : ce Stendhal si intelligent, mais (dit Goncourt) si pauvre « styliste » (heureusement). Peut-être, au contraire, qu'une partie de leurs travers, leur tarabiscotage, leurs phrases diamantées, contournées, leurs paillettes, leurs petites touches en papillotes disloquées et papillonantes, leur style un peu « vieille fille » pour tout dire, peut-être tout cela est-il, chez les Goncourt, la rançon de leur manie de collectionneurs.

N'importe, c'est peut-être aussi par cela qu'ils vivront. Tant qu'il y aura des esprits pour conserver le culte du passé, l'amour superstitieux des miettes de l'art et de l'histoire, les deux frères demeureront les saints de la confrérie : aujourd'hui encore, quand nous entrons dans un de ces sanctuaires du beau, la collection d'un Walter Gay, d'un David Weill, d'un Auguste Dormeuil, avec quel respect nous entendons dire d'un dessin : « Il vient de chez Goncourt. » Après quoi, il ne reste plus, comme on dit, qu'à tirer l'échelle. Et l'on songe finalement que, pour exprimer à la fois leurs mérites, leurs immenses services et les petits défauts qui les ridiculisent, il faudrait faire un portrait à la manière de leur cher La Bruyère, dans le genre de « l'amateur d'estampes » ou de l'amateur de tulipes » : « Oronte connaît d'un dessin le papier, le filigrane et toute la cuisine... » et qui se terminerait ainsi : « Il a besoin de s'imaginer qu'il vit dans un temps qui n'est pas celui où la Providence l'a placé et de se faire une existence ornée et artificielle. Il ne saurait dormir que dans le lit où reposa le sommeil d'une princesse. Il lui faut, pour se faire la barbe ou se brosser les dents, une distraction qui fasse passer l'ennui de ces corvées quotidiennes et fastidieuses... Il a dépensé une patience et un amour infinis à reconstruire ce qui n'est plus et à se composer, ainsi que l'oiseau fait son nid, un intérieur où il pouvait se figurer qu'il continuait à être citoyen d'un monde disparu, au siècle de la douceur de vivre. Par ce subterfuge il réussit à atteindre son objet : tromper la vie et attendre la mort en délicat. »

LOUIS GILLET.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

### CONTRADICTIONS ANGLO-SAXONNES

On piétine. On patauge. Rien n'avance à Genève, à la Conférence pour la limitation des armements. Rien n'avancera demain à Londres pour la recherche des remèdes à la détresse économique. En France, le budget voté, et quel budget ! on n'entend plus parler des projets pour le rétablissement de l'équilibre financier. D'où vient donc une si navrante impuissance ? De ce que les grandes Puissances sont toutes dans une position fautive et poursuivent en même temps des résultats contradictoires tant chez elles qu'au dehors. Seule l'Allemagne va droit à son but.

Les nations anglo-saxonnes, entre la France menacée et l'Allemagne menaçante, commencent à se rendre compte d'une situation qui était antérieure au triomphe du prussianisme raciste, mais que l'arrivée au pouvoir d'Hitler a rendue plus évidente ; il leur suffirait de dire un mot pour garantir la sécurité de l'Europe continentale et assurer, par l'apaisement politique, le redressement économique. Mais, ce mot qui libérerait l'Europe du cauchemar, elles ne le diront pas, parce qu'il est contraire à leur tradition particulariste de contracter des engagements inconditionnels et automatiques. Nous ne les en blâmons point ; mais l'état politique de l'Europe reste précaire et tous les peuples en souffrent.

Le programme précis développé devant la Conférence de Genève par M. Norman Davis, au nom de M. Roosevelt, marquait un important progrès sur les propositions américaines antérieures. Pour la première fois depuis la mort de M. Wilson, les États-Unis sortaient de leur isolement. Ces engagements, timides encore, constituaient cependant un premier pas décisif. **C'est ce que les politiciens des États-Unis ont compris ; ils n'ont pas manqué cette occasion de mettre en échec la politique présidentielle ; ils**

E l'ont fait avec d'autant plus d'apreté que M. Roosevelt, dans son effort héroïque pour arracher les États-Unis au marasme économique et financier, n'a pas réalisé les miracles que l'opinion publique attendait de lui et qu'une certaine irritation commence à percer dans le public. A la Chambre des représentants, M. Norman Davis a été l'objet de violentes attaques. Mais il y a plus.

Le fait nouveau principal, dans les déclarations du Président et dans celles de M. Norman Davis, était que l'Amérique renonçait à la liberté du commerce maritime avec la Puissance coupable d'agression, ce qui avait pour conséquence de lever l'opposition britannique à un blocus économique contre l'agresseur, car la raison invoquée par l'Angleterre pour s'abstenir était que l'exercice d'un tel blocus l'exposerait à un conflit avec les États-Unis qui n'admettent pas le droit de visite et veulent garder intact le principe de la mer libre et du libre commerce même avec les belligérants. Voici que, le 27 mai, la Commission des Affaires étrangères du Sénat, présidée par M. Pittman, a adopté un amendement du sénateur Hiram Johnson qui, sous prétexte que les États-Unis entendent conserver leur « statut de neutralité », précise que le matériel de guerre destiné à l'exportation ne pourra être frappé d'embargo que si la mesure s'étend impartialement à tous les États en conflit. Le Sénat, toujours jaloux de ses prérogatives en matière de politique extérieure, prend donc position d'avance ; l'amendement Johnson hypothèque lourdement les dispositions intelligentes et hardies du Président ; il remet tout en question. L'Angleterre en prendra texte pour s'abstenir de participer au blocus éventuel d'un agresseur. Ainsi semble s'évanouir, sur un point essentiel, une garantie de paix et de sécurité. Une fois de plus, l'étrange constitution des États-Unis, qui organise le conflit entre le Président et le Sénat, a pour l'Europe les conséquences les plus regrettables. Il faudra voir comment réagira M. Roosevelt et si le Sénat suivra sa commission ; le Président a d'autres soucis et n'entrera pas avec sa majorité sénatoriale dans un conflit sans issue.

La Conférence qui doit s'ouvrir à Londres le 12 juin et dont le président des États-Unis comme le gouvernement britannique attendent les plus heureux effets, et même les ont annoncés à leurs peuples, va débiter, — si elle n'est pas ajournée au dernier moment comme le voudrait le bon sens, — sous les plus fâcheux auspices. D'abord, elle devait être précédée du succès final de

la Conférence de Genève, et celle-ci, paraissant moins que jamais sur le point d'aboutir, s'est ajournée au 3 juillet. Ensuite et surtout aucun rétablissement économique ne paraît imaginable s'il n'est préparé par un rétablissement monétaire, c'est-à-dire par un retour à l'étalon-or. Stabiliser la livre, stabiliser le dollar, on en parle, mais on ne paraît pas pressé d'aboutir. On croit encore, en Amérique, à la vertu de « l'inflation dirigée » pour ramener la prospérité ; on en est encore, sur la pente savonnée, au glissement lent et berceur, mais la vitesse s'accélère déjà et quelques esprits avisés montrent le précipice si l'on n'arrête la descente par une stabilisation opportune. L'établissement d'un rapport fixe entre les diverses monnaies des pays civilisés devrait précéder et non suivre la Conférence ; celle-ci n'a pas qualité pour décider dans quelles conditions tel pays doit opérer sa stabilisation.

Dans les questions douanières, les théoriciens recommandent l'abaissement des tarifs, mais les politiciens dirigeants, dans tous les pays, ont plutôt tendance à les relever, en tout cas à les maintenir. Le particularisme économique est plus étroit, plus intransigeant que jamais. L'échéance du 15 juin va peser sur l'ouverture, le 12, de la Conférence économique. Les Américains ne paraissent disposés à aucune concession sérieuse en faveur de leurs créanciers, qui ont acquitté l'échéance du 15 décembre en annonçant que celle du 15 juin ne pourrait l'être ; à plus forte raison sont-ils éloignés de tout règlement général. Et pourtant, il n'est pas un homme raisonnable qui ne sache que le règlement, ou plus précisément, l'abolition des dettes de guerre devrait être la préface indispensable d'un retour à la stabilité financière et à la convalescence économique.

Dans ces conditions, on ne voit guère quels résultats utiles pourrait obtenir la Conférence de Londres. Va-t-on, une fois de plus, jeter de la poudre aux yeux des peuples ? Par crainte des électeurs, on s'éloigne de la sagesse économique et financière, et la conséquence, que l'on n'a pas le courage de dénoncer, est qu'il faut sans cesse tromper ces mêmes électeurs, car telle est la loi commune et des régimes parlementaires tels que les ont faussés les abus de la démocratie, et des régimes dictatoriaux qui, pour autoritaires qu'ils soient, sont aussi obligés de payer de mots les peuples auxquels ils sont impuissants à apporter la prospérité. Il serait plus sage de s'entendre pour prêcher, d'un bout du monde à l'autre, la « grande pénitence » de M. Caillaux.

Le racisme en délire a définitivement éclairé l'opinion britannique sur les dangers qu'une Allemagne pangermaniste fait courir à l'Europe et à la paix; les Anglais ont été déçus dans l'image idyllique qu'ils se faisaient d'une Allemagne qui ressemblerait comme une sœur à la démocratie anglaise et se disciplinerait à son exemple; ils se sentent, pour une part, responsables de la légende qu'ils ont contribué à accréditer d'une France intransigeante, ambitieuse et déraisonnablement inquiète pour son avenir. De ce fait, l'homme de la rue découvre dans sa conscience certaines obligations envers nous et envers la paix; mais ce sentiment honorable se heurte à la tradition du particularisme britannique: pas d'engagements nouveaux, liberté de manœuvre dans tous les cas, liberté d'appréciation du Parlement britannique en toute occurrence.

A Genève, M. Politis a, dans un remarquable rapport, proposé une définition de l'agresseur qui semblait prévoir tous les cas: mais le capitaine Eden, l'un des représentants du gouvernement de Londres, s'éleva contre la proposition de l'éminent ministre de Grèce à Paris. Pourquoi, disent les Anglais, vouloir toujours classer et réglementer? On croit prévoir toutes les hypothèses, mais, dans la réalité, c'est toujours un cas nouveau et inattendu qui se présente. Mieux vaut faire confiance à l'esprit de justice et de paix dont est animé le peuple anglais; il répugne à tout engagement; s'il s'abstient d'en prendre, la France peut compter, si elle était attaquée, que la Grande-Bretagne ne pourrait pas rester indifférente à un conflit continental. Ainsi raisonnent les Anglais; mais comment le gouvernement et l'opinion, en France, se contenteraient-ils d'assurances aussi vagues, aussi aléatoires?

La doctrine et la politique de M. Hitler sont de telle nature, en dépit de quelques paroles lénitives inspirées par la prudence des bureaux, qu'elles ne permettent pas aux nations qui ont une frontière commune avec l'Allemagne d'abandonner la moindre parcelle de leurs garanties et de réduire les forces militaires qui, au moins pour un temps, couvrent leur territoire. Les déclarations de M. Norman Davis avaient produit, en Angleterre, une excellente impression; on croyait toucher au but: « La France voudrait davantage, écrivait le *Daily Telegraph* du 24 mai. Elle a l'esprit fixé sur ces garanties de sécurité, faute desquelles elle pense que désarmer serait folie. De telles garanties absolues ne

peuvent venir. » Le souci de la presse britannique est de saisir la balle au bond, de profiter des bonnes dispositions de M. Roosevelt; mais elle est, en général, d'accord avec la France pour exiger un contrôle très sérieux, efficace, permanent, sous l'autorité de la Société des nations. L'intervention de la Commission des Affaires étrangères du Sénat et l'amendement Hiram Johnson sont, en général, passés sous silence par la presse anglaise qui s'aperçoit qu'elle s'était crue trop vite parvenue à ses fins. Elle s'en tient aux déclarations faites le 20 mai, à la Chambre des communes, par sir John Simon.

Le ministre des Affaires étrangères constate avec satisfaction que la doctrine des deux grandes démocraties anglo-saxonnes est à peu près la même : « Nos cousins d'Amérique partagent notre état d'esprit en ce qui concerne la manière d'aborder les problèmes qui se posent à Genève, notamment quand ils insistent pour rester juges des circonstances à un moment déterminé, et lorsque ces circonstances sont connues, ce qui est très caractéristique de la manière britannique de considérer les choses. Il est, au contraire, profondément caractéristique de l'esprit continental d'aborder toutes ces choses en croyant pouvoir coucher tout à l'avance sur le papier. » Mais sir John Simon oublie qu'une mer sépare les Anglais des agitations allemandes et qu'un océan en sépare les Américains. Ils ont toujours le temps de voir venir, ou du moins ils le croiront jusqu'au jour où les avions de M. Goering iront sans façon brûler Londres. Sir John Simon reconnaît, d'ailleurs, que les inquiétudes françaises ne sont pas sans fondement. A propos du discours d'Hitler, il confesse qu'en ces matières, « les mots ne sont pas des actes ».

La presse britannique est visiblement inquiète du réarmement rapide de l'Allemagne; le rédacteur militaire du *Daily Telegraph* a publié, le 15 mai, sur les armements de l'Allemagne, des renseignements précis qui ont été corroborés et complétés par le *Reynold's* le 28 mai. Les divisions allemandes ont doublé leur force en artillerie et en mitrailleuses; chaque division, au lieu d'un escadron de cavalerie, est maintenant dotée d'un « détachement de reconnaissance » comprenant un escadron d'autos-mitrailleuses, une batterie d'artillerie à cheval, une compagnie cycliste. Tous les services du génie ont été considérablement renforcés. La nouvelle division de cavalerie est augmentée d'un escadron porté, d'un escadron de mitrailleuses, d'un escadron de pionniers, de trois canons légers.

Le traité de Versailles est ouvertement violé. En Suède, en Hollande, d'importants dépôts d'armements sont constitués. On fabrique des gaz asphyxiants. Si tout cela est exact, — et tout cela est exact, — quelle comédie sinistre devient la Conférence de Genève! Les Anglais, il est vrai, sont d'accord avec nous pour obtenir avant tout un contrôle sérieux. Mais ce contrôle, les Allemands n'en veulent pas. A la séance du 1<sup>er</sup> juin de la Commission générale, M. Paul-Boncour et M. Basdevant firent un exposé complet des amendements français relatifs au contrôle; ils furent appuyés par la Petite Entente, par les Puissances secondaires, par M. Norman Davis et même par l'U. R. S. S. Mais l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et le Japon déclarèrent qu'ils maintenaient leurs réserves. Ainsi se dessine nettement la situation et se séparent les camps. Le contrôle doit être la pierre de touche des intentions pacifiques et de la volonté de réduire, sans arrière-pensée, les armements.

Même les journaux anglais naguère les plus enclins à faire retomber sur la France la responsabilité d'un échec de la Conférence, reconnaissent que nous sommes fondés à exiger un contrôle permanent et sérieux; quelques-uns des organes radicaux, comme le *Manchester Guardian*, estiment même que sir John Simon est resté en arrière des déclarations de M. Norman Davis et ne tient pas un compte suffisant de la situation continentale de la France. M. Garvin, dans l'*Observer* du 28 mai, engage le gouvernement français à accepter l'offre des États-Unis de participer à un contrôle effectif, automatique et permanent des armements et « à le développer de manière à obtenir des enquêtes draconiennes et strictes à propos de toutes les suggestions ou possibilités d'organisation secrètes ou indirectes en vue de la guerre ». « Est-il sage pour nous, ajoute-t-il, de souffrir que la bataille du Jutland soit célébrée dans le Reich, le 31 mai, comme une victoire allemande sur la flotte anglaise sans un mot dans ce pays en l'honneur de nos propres navires et de nos gens? » Mais, continue-t-il, « rien ne nous amènera à assumer de nouvelles obligations ». L'accord de Locarno sera exécuté; M. Garvin y ajouterait volontiers un article concernant le Danemark, mais rien « pour l'Europe orientale dans l'état actuel de ses frontières »; aucun engagement non plus de « reconnaître un critérium quelconque d'agression. Nous connaissons des cas quand ils se présenteront à nous ».

Telle est bien la position immuable du gouvernement britan-

nique ; mais il serait injuste de ne pas reconnaître que l'opinion a fait un grand pas de notre côté. Des entretiens s'ouvrent à Paris le 8 entre les représentants du gouvernement français, M. Norman Davis, lord Londonderry, ministre de l'Air, le capitaine Eden, secrétaire parlementaire pour les Affaires étrangères. Ces négociations ne peuvent manquer de montrer à la fois la bonne volonté réciproque des Puissances anglo-saxonnes et de la France les unes à l'égard des autres, et, en même temps, l'opposition des points de vue et les contradictions profondes qui paralysent la politique des États-Unis et celle de l'Angleterre à l'égard du continent européen. Peut-être, avant la reprise des travaux de Genève, le 3 juillet, quelques nouvelles manifestations du péril raciste viendront-elles rendre plus évidente la nécessité de mesures spéciales de précaution contre le péril spécial que représente le racisme allemand.

#### LE PANGERMANISME RACISTE

Car la politique hitlérienne, fondée sur la doctrine de la race, est une forme nouvelle et particulièrement virulente du pangermanisme. Sans doute le chancelier a déclaré, pour la galerie, que sa politique était pacifique, et nous voulons bien l'en croire provisoirement, mais ce qui est encore plus certain, c'est qu'elle tend à désagréger tous les États voisins pour constituer, par tous les moyens, de gré ou de force, la communauté des peuples germaniques. M. von Papen, dans le discours de Munster dont nous signalions il y a quinze jours l'importance, a clairement défini la nouvelle politique. Le fondement des États, selon lui, ne peut être que l'unité de la race ; et il constate qu'un tiers des Allemands vit en dehors du Reich. Toute la politique allemande doit consister à faire revivre, parmi tous ces groupes germaniques (y compris, mais on ne le dit pas, ceux des Amériques), le sentiment de la race et la fierté du *Deutschtum*. Que n'ajoute-t-il que la moitié des Allemands sont des Slaves ou des Lithuaniens germanisés et que la plupart des Rhénans sont originellement des Celtes ? La théorie de la race, scientifiquement absurde, n'est qu'un utile instrument de politique extérieure. La Fédération pour le développement du pangermanisme à l'étranger, qui vient de tenir son Congrès à Passau, a célébré la victoire du racisme et montré le développement des cellules national-socialistes parmi les rameaux séparés

du tronc germanique. On ne parle pas encore d'annexion, mais de commune culture et, déjà, de fédéralisme. S'il faut en croire M. Wickham Steed, — et nous l'en croyons volontiers, — des organisations national-socialistes seraient en formation en Suisse, en Scandinavie, en Tchécoslovaquie, en Hollande, en Luxembourg, dans les Flandres belge et française.

Le conflit actuel avec l'Autriche illustre les procédés de la politique hitlérienne. Sous prétexte que les Autrichiens sont de sang allemand et de langue allemande, ils n'ont pas le droit d'organiser, s'il leur plaît, une vie indépendante ; il leur faut, bon gré mal gré, entrer dans le Reich où les attend le sort de la Bavière. On sait comment le chancelier Dollfuss, soutenu par les chrétiens-sociaux et secondé par l'énergique ministre de la Guerre, M. Vaugoin, a réagi contre les prétentions du gouvernement hitlérien et prié un ministre bavarois raciste, M. Frank, qui se conduisait en Autriche comme en pays conquis, de repasser la frontière. Les plus nombreux et les plus actifs partisans de l'*Anschluss* étaient, avant la révolution raciste, les socialistes autrichiens ; la mésaventure survenue à leurs frères du Reich a calmé leur zèle ; mais ils sont si animés contre M. Dollfuss qu'ils accusent de dictature, qu'ils oublient que lui seul est capable de tenir tête à la marée montante du racisme et le combattent avec acharnement. M. Léon Blum et son parti, prompts à s'opposer à ce qui est de toute évidence l'intérêt français, n'ont pas manqué cette occasion, par solidarité socialiste, d'attaquer M. Dollfuss.

L'énergie du chancelier Dollfuss, l'expulsion de M. Frank, ont exaspéré les racistes et leur chef, qui, lui-même, on le sait, est né en Autriche. Ils travaillent à organiser des formations national-socialistes et à constituer un parti. Ils ont obtenu, en avril, un succès aux élections municipales d'Innsbruck. Le Reich a pris des mesures de représailles contre l'Autriche ; un droit de mille marks a été mis sur les passeports à destination de l'Autriche, ce qui menace l'industrie hôtelière. M. Dollfuss a riposté en interdisant l'entrée des marchandises allemandes pour une valeur supérieure aux exportations autrichiennes. On en est donc arrivé à des procédés de guerre. L'opinion autrichienne s'est ressaisie et soutient son chancelier qu'attaquent les « grands-allemands » devenus racistes, et une partie des socialistes. L'équilibre européen et la paix sont intéressés au premier chef au maintien et au succès d'un chancelier qui veut sauver sa patrie autrichienne et

qui n'aspire pas à noyer le germanisme danubien, si original et si fécond, dans le Reich prussien.

Par les procédés que l'hitlérisme emploie envers les « frères » d'Autriche, on peut juger de ceux qu'il se croirait permis à l'égard des autres pays qu'il réclame comme germains ou qui ont une minorité de langue allemande. Des mesures de défense et d'ordre intérieur ne tarderont pas à s'imposer aux États soucieux de leur cohésion et de leur unité. La Tchécoslovaquie est visée l'une des premières, elle qui renferme d'importants et compacts groupes germaniques en contact direct, surtout du côté de la Thuringe et de la Bavière, avec les populations du Reich ; des manifestations ont eu lieu à la frontière ; les éléments pangermanistes s'agitent et cherchent à s'organiser à l'instar de Berlin ; en revanche, les socialistes allemands, par la voix d'un ministre, M. Spina, ont renouvelé leurs déclarations d'allégeance ; ils se regardent non pas comme une minorité organisée, mais comme membres, à l'égal des citoyens de langue tchèque, de l'État tchécoslovaque.

Les citoyens roumains de langue allemande, en tout 750 000, répartis en plusieurs îlots distincts ou sporadiquement établis dans les villes de Transylvanie, de Bukovine et du Banat, cherchent à se grouper et à développer chez eux « le sentiment de la race. » Hitler leur sert d'enseigne. Ils excitent les passions antisémites toujours prêtes à se réveiller en Moldavie et en Bukovine. Toute cette propagande est naturellement payée par la caisse du Reich. Ainsi est récompensée la large tolérance dont bénéficient dans l'État roumain toutes les races et toutes les langues. Il devra songer à se défendre.

A peine est-il besoin de dire que les efforts de l'hitlérisme au dehors se portent d'abord sur la Pologne. Tandis que l'administration allemande cherche tous les prétextes pour refuser aux Polonais (environ un million) qui vivent en Allemagne les libertés culturelles et scolaires les plus élémentaires, elle revendique avec âpreté les droits des Allemands de Pologne qui, au point de vue scolaire notamment, sont très équitablement traités. Dans la ville libre de Dantzig, les élections du 28 mai pour la diète (Volkstag) ont donné lieu à une débauche de réclame hitlérienne qui a d'ailleurs porté ses fruits, puisque les nationaux-socialistes ont remporté un grand succès, passant de 12 à 38 membres sur un total de 72. Les nationaux-allemands font

•

en forte partie les frais de cet accroissement et tombent de 10 à 4 membres. Qu'en dit M. Hugenberg ? Les socialistes descendent de 19 à 13 membres. Voici donc Dantzig, où le moindre incident peut soulever un conflit européen, aux mains d'une majorité national-socialiste. Le Sénat qu'elle va avoir à élire, et qui fait fonction à la fois de Chambre haute et de gouvernement responsable, va donc être à la dévotion de M. Hitler. Le haut-commissaire de la Société des nations aura fort à faire pour maintenir ses prérogatives et les droits de la Pologne.

Dans la Sarre, les manifestations hitlériennes, malgré la fermeté de la Commission gouvernementale, se renouvellent. Dans le Slesvig, où pourtant un plébiscite a donné la majorité aux Danois, les Allemands préparent ouvertement un coup de force que favorise le complet désarmement du Danemark. En présence de la doctrine raciste, agressive, destructrice des États, perturbatrice de l'ordre, il est temps, pour l'Europe, de définir son attitude. Est-ce que bientôt il ne sera plus permis d'exister à des États comme la Suisse ou la Belgique ? Qui donc dira, avec l'autorité qu'il faudrait, que cette doctrine de la race n'est qu'invention et prétexte à une politique d'invasion et d'oppression ? Il existe, en Europe, des peuples, des nations ; il n'y a pas de races pures. La volonté spontanée des peuples a le droit, sous certaines conditions, d'être entendue ; mais un État n'a pas le droit d'organiser chez ses voisins une action destructive de leur unité ou de leur nationalité. En vérité, l'ambition désordonnée de l'Allemagne fausse, vicie, corrompt à son usage, les idées les plus justes et les plus sains principes. Il n'est que temps de mettre le holà !

#### LE PACTE A QUATRE

Le gouvernement français a donné, le 6 juin, à son ambassadeur à Rome, l'autorisation de parapher le « pacte à Quatre ». Nous ne pouvons que le déplorer. Le texte définitif ne nous est pas connu, mais, quel qu'il soit, même si toutes les réserves demandées par la France ont été acceptées, nous ne voyons pas les avantages de ce nouvel aréopage. Si le pacte a perdu ses principaux inconvénients, il est tout au moins inutile. Mais, par la loi de son origine, il gardera la marque de l'idée première d'où il est né. Dans l'esprit de l'Allemagne et de l'Italie, il était destiné à préparer la revision des traités. On se bornera, dit-on, à établir la

procédure qui pourrait éventuellement être utilisée à cet effet. C'est déjà trop ! Établir une procédure, c'est acclimater l'idée qu'on s'en servira. Nous ne voyons pas l'avantage que peut en retirer la France. S'imaginer-t-on désarmer la malveillance de l'Italie qui, partout, combat la politique française dans toute la mesure où le lui demande l'Allemagne et où le lui permet l'Angleterre ? M. Henri de Jouvenel, qui a reçu des fées les plus beaux dons de l'intelligence et de l'éloquence, n'a jamais réussi à les discipliner ; sa politique trop impétueuse, trop personnelle, a naguère dangereusement compromis, par excès de précipitation et besoin d'un succès apparent, les intérêts français en Syrie ; nous craignons que, cette fois encore, ses improvisations diplomatiques ne nous coûtent cher. Sans doute, la Petite Entente, dans la Conférence que les trois ministres des Affaires étrangères viennent de tenir à Prague les 30 et 31 mai, a retiré son opposition ; mais elle a pris soin d'accompagner son acquiescement des plus expresses réserves quant à la revision des traités. « La question ne se pose pas pour eux » ; ils ne sauraient admettre « qu'une pression en vue de la revision soit faite à l'égard de n'importe quel État ». La Pologne maintient son opposition. Quelle est donc cette politique qui mécontente nos amis de toujours sans réussir à regagner la confiance d'amis plus intermittents ? M. Ybarnegaray, député, l'a demandé avec beaucoup de force au gouvernement et M. Daladier a promis que la Chambre aurait à se prononcer avant la signature. Dangereuse méthode encore, car, à la Chambre, ce sont des raisons de majorité et non des raisons de raison qui décident. Même s'il se trompe, un gouvernement doit avoir, en diplomatie, ses coudées franches. C'est la protection des petits États qui est la noble tradition et l'actuel intérêt de la politique française. Elle ne doit s'en éloigner sous aucun prétexte.

RENÉ PINON.

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## QUINZIÈME VOLUME

MAI — JUIN

### Livraison du 1<sup>er</sup> mai

	Pages.
VOYAGE EN ÉGYPTÉ. — II. <i>DE LOUQSOR A ALEXANDRIE</i> , par MAURICE BARRÈS. . . . .	5
LE PROJET DE REVISION DES TRAITÉS, par M. ANDRÉ CHAUMEIX, de l'Académie française . . . . .	27
LE FILS DES INCAS, dernière partie, par M. ABEL HERMANT, de l'Académie française . . . . .	39
SOUVENIRS DIPLOMATIQUES. — LES MÉMOIRES DE M. DE LANCKEN, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française . . . . .	83
LA FORÊT. — <i>LE ROYAUME DES BÊTES</i> , par M. MAURICE GENEVOIX . . . . .	97
JAPON ET MANDCHOURIE. — <i>CHOSSES VUES ET ENTENDUES</i> , par M. PIERRE LYAUTEY . . . . .	121
LA VIE TRAGIQUE DE LAMENNAIS. — III, par M. VICTOR GIRAUD. . . . .	137
POUR LA MOBILISATION D'OUTRE-MER, par M. RENÉ LA BRUYÈRE. . . . .	173
UN CENTENAIRE. — LA SOCIÉTÉ DE SAINT VINCENT DE PAUL, par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française . . . . .	185
REVUE MUSICALE. — <i>LA DAMNATION DE FAUST</i> . — <i>LA JUIVE</i> , par M. LOUIS LALOY. . . . .	203
REVUE DRAMATIQUE. — <i>LE BONHEUR</i> . — <i>LE VOL NUPCIAL</i> . — <i>CHATEAUX EN ESPAGNE</i> , par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française . . . . .	214
RAYMOND THAMIN, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française . . . . .	220
<i>A ROME</i> . — L'OUVERTURE DU JUBILÉ, par M. CHARLES PICHON. . . . .	221
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON . . . .	231

### Livraison du 15 mai

LE COLONEL DURAND, première partie, par M. JEAN MARTET. . . . .	241
L'ARMÉE DE L'AIR. — <i>AUX PREMIÈRES HEURES DE GUERRE</i> , par M. le général ARMENGAUD. . . . .	283
NAPOLÉON III ET SA POLITIQUE. — I. <i>LES JOURS HEUREUX</i> , par M. PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française . . . . .	305
<i>AU MEXIQUE</i> . — Le RÉVÉL INDIEN, par M. MARC CHADOURNE. . . . .	337
HERMANN GOERING, <i>LE BRAS DROIT D'HITLER</i> , par M. PHILIPPE BARRÈS. . . . .	365

	Pages.
LE SALON de 1933, par M. Louis GILLET . . . . .	381
LA VIE TRAGIQUE DE LAMENNAIS. — IV, par M. VICTOR GIRAUD . . . . .	396
A PROPOS DES ASSURANCES SOCIALES, par M. EUGÈNE SCHNEIDER. . . . .	427
LA FORÊT. — III. VISIONS DU JOUR ET DE LA NUIT, par M. MAURICE GENEVOIX. . . . .	444
LA COMTESSE DE NOAILLES, par M. FERNAND GREGH. . . . .	466
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par INTÉRIM . . . . .	471

Livraison du 1<sup>er</sup> juin

LE COLONEL DURAND, deuxième partie, par M. JEAN MARTET. . . . .	481
PSYCHOLOGIE DU PEUPLE BELGE, par M. CARTON DE WIART. . . . .	527
L'ARMÉE DE L'AIR. — II. DANS LA BATAILLE, par M. le général ARMENGAUD. . . . .	538
SPLendeurs et MISÈRES DE LA SEINE A PARIS, par M. RAYMOND ESCHOLIER . . . . .	558
NAPOLEON III ET SA POLITIQUE. — II. LES JOURS SOMBRES, par M. PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française. . . . .	580
A WASHINGTON. — SUR LES PAS DE LA MISSION FRANÇAISE, par M. GEORGES LECHARTIER . . . . .	613
BOURNAZEL, HÉROS DU MAROC, par M. LÉOPOLD MARCHAND . . . . .	633
LA DISGRÂCE DU CAPITALISME. — IV. MORALE, par M. LUCIEN ROMIER. . . . .	648
LE CŒUR DE VAUBAN, par M. EDMOND PILON . . . . .	662
AUX ARTS DÉCORATIFS. — LE DÉCOR DE LA VIE D'HIER, par M. Louis GILLET . . . . .	674
REVUE MUSICALE. — FRASQUITA, par M. Louis LALOY . . . . .	688
A TRAVERS LES THÉÂTRES D'ENFANTS, par M <sup>lle</sup> ODETTE PASCAUD . . . . .	700
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON . . . . .	710

## Livraison du 15 juin

LE COLONEL DURAND, dernière partie, par M. JEAN MARTET . . . . .	721
DICTATURE HITLÉRIENNE ET CATHOLIQUES D'ALLEMAGNE, par M. ROBERT D'HARCOURT . . . . .	763
SILHOUETTES CONTEMPORAINES. — M. FRANÇOIS MAURIAC, par FIDUS. . . . .	787
UN ROYALISTE A SAINTE-HELENE, par M. JACQUES DE MAUPEOU . . . . .	807
SPLendeurs et MISÈRES DE LA SEINE AUTOUR DE PARIS, par M. RAYMOND ESCHOLIER. . . . .	833
LES SOUVENIRS DE M. SCHEBEKO, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française . . . . .	847
L'ÂME DU HOGGAR, par M. le capitaine F. DEMOULIN. . . . .	864
LA TENTATION DE MADAME BIROTTÉAU, par M. MARCEL BOUTERON . . . . .	879
HEURES ROMAINES, par M. PIERRE LYAUTEY. . . . .	887
LE RETOUR DE LA MÈRE AU FOYER, par M <sup>lle</sup> YVONNE PAGNIEZ. . . . .	898
POÉSIES, par M. ANDRÉ DELACOUR. . . . .	913
AUX SAINTES-MARIES DE LA MER, par ANDRÉ CORTIIS. . . . .	918
UN GRAND ALSACIEN : CHRISTIAN PFISTER, par M. CHARLES DIEHL, de l'Institut. . . . .	932
A L'EXPOSITION GONCOURT, par M. Louis GILLET . . . . .	938
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON . . . . .	948

1  
3  
7  
1  
6  
1

1  
7  
8  
8

0

3

3

8

2

7

8

0

1

1

6

8

7

3

7

6

7

8

8

1

8

2

3

8